



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°69-2022-004

PUBLIÉ LE 12 JANVIER 2022

# Sommaire

## **69\_Achat coopératif des Hôpitaux Publics /**

69-2021-12-16-00027 - SKM\_C45822010611080 (3 pages) Page 5

## **69\_DDPP\_Direction départementale de la protection des populations / DDPP**

### **69**

69-2022-01-05-00003 - Arrêté inter-préfectoral portant modification de l'arrêté inter-préfectoral n°2000-2511 du 21 juin 2000 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre SAINT FONTS (Rhône) et BALAN (Ain) (13 pages) Page 9

## **69\_DDT\_Direction départementale des territoires du Rhône /**

69-2022-01-05-00001 - 00206B3C1A6B220105092313 Autorisation de dérogation aux plafonds de ressources PLUS au bénéfice de L'opac69 et de Mme Voute (2 pages) Page 23

69-2021-11-02-00011 - Arrêté inter-préfectoral n° DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09 (20 pages) Page 26

69-2021-12-31-00003 - Arrêté préfectoral n°2021 A 210 du 31 décembre 2021 de mise en réserve temporaire de pêche (17 pages) Page 47

69-2021-12-31-00004 - Arrêté préfectoral n°2021 A 211 du 31 décembre 2021 fixant les périodes d'ouverture de la pêche et les modes de pêche spécifiques autorisés dans le département du Rhône et la Métropole de Lyon pour l'année 2022 (9 pages) Page 65

69-2021-11-02-00010 - Exploitation des chantiers courants et traitement des situations d'urgence sur les voies structurantes d'agglomération (VSA) autour de l'agglomération de Lyon (20 pages) Page 75

## **69\_DSDEN\_direction des services départementaux de l'Education nationale du Rhône /**

69-2022-01-05-00002 - Arrête-Bronze promo janv22 (3 pages) Page 96

## **69\_HCL\_Hospices civils de Lyon / Direction des affaires juridiques**

69-2022-01-03-00006 - Décision de délégation de signature n°22-02 du 3 janvier 2022 pour la direction du personnel et des affaires sociales des hospices civils de Lyon. (3 pages) Page 100

69-2022-01-04-00001 - Décision de délégation de signature n°22-03 du 4 janvier 2022 donnée aux cadres de direction et directeurs de soins pour la garde administrative des hospices civils de Lyon (2 pages) Page 104

69-2022-01-07-00003 - Décision de délégation de signature n°22-07 du 7 janvier 2022 pour la direction de l'innovation des Hospices civils de Lyon (2 pages) Page 107

69-2021-12-23-00005 - Décision n°21-25 du 17 décembre 2021 du directeur général des hospices civils de Lyon sur le renouvellement du bail de longue durée - MASSE 305- 173 avenue Thiers à LYON 6ème (1 page) Page 110

69-2022-01-03-00007 - Décision n°22-01 du 3 janvier 2022 relative à la mise en place d'un référent-alerte aux hospices civils de Lyon (1 page)	Page 112
69-2021-12-23-00006 - Décision n°21-26 du 17 décembre 2021 du directeur général des hospices civils de Lyon sur la prise à bail de l'immeuble sis 14, rue Ferrandière à Lyon 2ème (1 page)	Page 114
<b>69_Préf_Préfecture du Rhône / Direction de la Coordination des Politiques Interministérielles</b>	
69-2022-01-11-00004 - Arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes (5 pages)	Page 116
69-2022-01-11-00002 - Arrêté préfectoral portant délégation de signature aux agents de la préfecture (6 pages)	Page 122
69-2022-01-11-00003 - Arrêté préfectoral portant délégation de signature pour les pièces comptables et les formules exécutoires (2 pages)	Page 129
<b>69_Préf_Préfecture du Rhône / Direction des affaires juridiques et de l'administration locale</b>	
69-2022-01-05-00005 - Arrêté autorisant l'association reconnue d'utilité publique dénommée « FOYER NOTRE DAME DES SANS-ABRI » à effectuer une quête sur la voie publique en 2022 (2 pages)	Page 132
69-2021-12-23-00007 - Arrêté portant autorisation d'appel à la générosité publique pour le fonds de dotation dénommé « FONDS DE DEVELOPPEMENT DU RESEAU DES RADIOS CHRETIENNES DE FRANCE - RCF » (3 pages)	Page 135
69-2021-12-23-00008 - Arrêté portant autorisation d'appel à la générosité publique pour le fonds de dotation dénommé « FONDS DE DOTATION MARION ELIZABETH BRANCHER » (2 pages)	Page 139
69-2022-01-07-00001 - Arrêté portant retrait de l'arrêté préfectoral n° 69-2021-12-23-00002 du 21 décembre 2021 relatif à la modification des statuts et compétences du syndicat départemental d'énergies du Rhône (2 pages)	Page 142
69-2022-01-05-00006 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 69-2022-01-05 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N°69-2019-11-20-007 DU 20 NOVEMBRE 2019 PORTANT AGRÉMENT POUR L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ DE DOMICILIATION D'ENTREPRISES (2 pages)	Page 145
69-2022-01-07-00002 - Arrêté relatif à la modification des statuts et compétences du syndicat départemental d'énergies du Rhône (18 pages)	Page 148
69-2022-01-11-00001 - Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) - séance du vendredi 11 février 2022 - relative à la SAS IMOWAY (1 page)	Page 167
<b>69_Préf_Préfecture du Rhône / Préfet délégué pour la défense et la sécurité</b>	
69-2022-01-05-00004 - Arrêté n° 2022-01-05-02 du 5 janvier portant interdiction de stationnement, de circulation sur la VP et d'accès des supporteurs au Groupama Stadium match OL ASSE du 21 janvier 2022 (4 pages)	Page 169

**84\_DRDDI\_Direction régionale des douanes et droits indirects de Lyon /**

69-2022-01-03-00004 - Décision 2022/1 du directeur régional à LYON portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative. (88 pages)

Page 174

**84\_DREAL\_Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes / Secrétariat Général**

69-2021-12-20-00017 - Transport et utilisation de spécimens morts d'espèces animales protégées (chiroptères) (4 pages)

Page 263

69\_Achat coopératif des Hôpitaux Publics

69-2021-12-16-00027

SKM\_C45822010611080

## Décision n° 2021 - 469

### Décision du Président arrêtant les membres du conseil d'administration du GCS UniHA

- Vu les dispositions du Code de la santé publique et notamment les articles L.6133-1 et suivants et R.6133-1 et suivants ;
- Vu l'article 11 de la convention constitutive du GCS UniHA approuvée par l'arrêté de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes n° 2021-17-0306, en date du 24 septembre 2021,
- Vu la délibération n° 2021-29 portant sur l'élection des membres du conseil d'administration du GCS UniHA,

#### Article premier :

La composition du conseil d'administration du GCS UniHA, est arrêtée comme suit :

#### Collège 1 : établissements supports de GHT

Siège	Prénom-Nom	Titre professionnel	Etablissement
Président	<b>Charles Guépratte</b>	Directeur Général	CHU Nice
Collège des directeurs généraux de CH 1 <sup>er</sup> Vice-président	<b>Pierre Thépot</b>	Directeur Général	GH La Rochelle-Ré-Aunis
Collège des directeurs des achats de CHU	<b>Nicolas Savale</b>	Directeur des achats	CHU Clermont-Ferrand
Collège des directeurs des achats de CH	<b>Aline Coudray</b>	Directeur des achats	GHU Paris Psychiatrie et Neurosciences
Collège des pharmaciens de CHU	<b>Caroline Trivin</b>	Pharmacien	CHU Grenoble
Collège des pharmaciens de CH	<b>Valérie Hebert</b>	Pharmacien	CH Perpignan

Siège	Prénom-Nom	Titre professionnel	Etablissement
	<b>Geneviève Gaschard-Wahart</b>	Directeur technique du Biomédical	CHU Poitiers
	<b>Rodolphe Triquet</b>	Ingénieur biomédical	CHU Rouen
	<b>Christophe Bacou</b>	Directeur Général Adjoint	AP-H Marseille
Candidatures libres	<b>Léonard Dupé</b>	Directeur des achats	CHU Rennes
	<b>Sophie Dupuy</b>	Directrice des achats	CH Perpignan
	<b>Hugues Lefranc</b>	Directeur des achats	CH Valenciennes

#### Collège 2 : établissements hors supports de GHT

Siège	Prénom-Nom	Titre professionnel	Etablissement
Collège des directeurs généraux ou directeurs généraux adjoints	<b>Alexis Jamet</b>	Directeur Général	CH George Sand
	<b>Patrick Lambruschini</b>	Directeur Général	CH François Dunan
Collège des présidents de CME	<b>Nouredine Harriche</b>	Président de CME	CH Sud Seine et Marne
Collège des directeurs des achats	<b>Julie Delaitre</b>	Directrice des achats	CH Roanne
	<b>Marc Sauvage</b>	Directeur Général Adjoint	Région Ile de France
	<b>Walid Ben Brahim</b>	Directeur Général	CH Grasse
Candidatures libres	<b>Benoit Bresson</b>	Directeur Général	GIP ieSS
	<b>Philippe Giovanangeli</b>	Directeur Adjoint en charge des ressources matérielles	CH Vallée de la Maurienne

**Collège 3 : collaborateurs UniHA**

Siège	Prénom-Nom	Titre professionnel	Etablissement
Coordonnateur produits de santé	<b>Véronique Bardey</b>	Coordonnateur filière Produits de Santé	Hospices Civils de Lyon
Coordonnateur non produits de santé	<b>Thierry Blanchard</b>	Coordonnateur filière Santé Digitale & Numérique	AP-H Marseille
	<b>Olivier de Miras</b>	Acheteur filière Energie	UniHA
Membres du CTE UniHA	<b>Anjani Martin</b>	Pharmacien acheteur filière Produits de Santé	UniHA

**Article deux :**

La présente est promulguée au recueil des actes administratifs du département du Rhône.

Fait à Lyon, le 16 décembre 2021



**Charles Guépratte**

69\_DDPP\_Direction départementale de la  
protection des populations

69-2022-01-05-00003

Arrêté inter-préfectoral portant modification de  
l'arrêté inter-préfectoral n°2000-2511 du 21 juin  
2000 approuvant les caractéristiques de la  
canalisation de transport de chlorure de vinyle  
monomère entre SAINT FONNS (Rhône) et BALAN  
(Ain)



**PRÉFET  
DE L'AIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**PRÉFET  
DE L'ISÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

LYON le 5 janvier 2022

**ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL**

**PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL NO 2000-2511 DU 21 JUIN 2000  
APPROUVANT LES CARACTÉRISTIQUES DE LA CANALISATION DE TRANSPORT DE CHLORURE DE  
VINYLE MONOMÈRE ENTRE SAINT-FONS (RHÔNE) ET BALAN (AIN)**

**La préfète de l'Ain**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du  
mérite

**Le préfet de l'Isère**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du  
mérite

**Le préfet de la région Auvergne-  
Rhône-Alpes,**  
préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national  
du Mérite

**Vu** la loi n° 65-498 du 29 juin 1965 modifiée relative au transport de produits chimiques par canalisations

**Vu** le décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 modifié portant application de cette loi ;

**Vu** le code de l'environnement, en particulier le livre V – prévention des pollutions, des risques et des nuisances, titre V – dispositions particulières à certains ouvrages ou installations, chapitre IV – sécurité des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques et chapitre V – canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et produits chimiques ;

**Vu** le décret du 7 décembre 1998 déclarant d'intérêt général les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation d'une canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère (CVM) entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) ;

**Vu** le décret du 22 août 2005 autorisant la cession des droits conférés par le décret du 7 décembre 1998 déclarant d'intérêt général les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation d'une canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère (CVM) entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) et modifiant ce décret ;

**Vu** le décret n° 2020-843 du 3 juillet 2020 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives à la sécurité et à l'autorisation des canalisations de transport et de distribution ;

- Vu** l'arrêté du 6 décembre 1982 modifié fixant la réglementation technique des canalisations de transport de fluides sous pression, autres que les hydrocarbures et le gaz naturel
- Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures ou de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté du 3 juillet 2020 portant modification de l'arrêté du 5 mars 2014 susvisé ;
- Vu** l'arrêté interpréfectoral (Ain, Isère et Rhône) n° 2000-2511 du 21 juin 2000 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral (Rhône) n° 2000-5358 du 14 décembre 2000 portant approbation du tracé de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère (CVM) entre Saint-Fons et Balan et établissement de servitudes sur le territoire des communes de Feyzin, Saint-Symphorien-d'Ozon, Corbas, Marennes, Chaponnay, Saint-Pierre-de-Chandieu et Saint-Laurent-de-Mure ;
- Vu** l'arrêté préfectoral (Isère) n° 2000-9171 bis du 15 décembre 2000 portant approbation du tracé de la canalisation de transport de CVM entre Saint-Fons et Balan et établissements de servitudes sur le territoire de la commune de Vilette-d'Anthon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral (Ain) du 21 décembre 2000 portant approbation du tracé de la canalisation de transport de CVM entre Saint-Fons et Balan, et établissement de servitudes sur le territoire de la commune de Balan ;
- Vu** l'arrêté interpréfectoral (Ain, Isère et Rhône) n° 2001-317 du 12 janvier 2001 modifiant l'arrêté interpréfectoral n° 2000-2511 du 21 juin 2000 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) ;
- Vu** l'arrêté interpréfectoral (Ain, Isère et Rhône) n° 2003-358 du 28 mars 2003 approuvant le plan de surveillance et d'intervention et autorisant la mise en service de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) ;
- Vu** l'arrêté interpréfectoral (Ain, Isère et Rhône) n° 2003-4041 du 15 décembre 2003 fixant les dispositions complémentaires de surveillance de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) ;
- Vu** l'arrêté interpréfectoral (Ain, Isère et Rhône) n° 2006-2323 du 7 avril 2006 modifiant l'arrêté interpréfectoral n° 2000-2511 du 21 juin 2000 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) ;
- Vu** l'arrêté interpréfectoral (Ain, Isère et Rhône) n° 2009-2182 du 18 mai 2009 modifiant les dispositions de surveillance de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) ;
- Vu** l'arrêté interpréfectoral n° 2012251-0001 (Rhône), n° 2012251-0030 (Isère), n° 2012251-0001 (Ain) du 7 septembre 2012 autorisant la cession de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain), ainsi que des droits conférés par le décret du 7 décembre 1998 modifié déclarant d'intérêt général les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation de cette canalisation ;

**Vu** la décision interpréfectorale (Ain, Isère et Rhône) du 13 décembre 2000 portant création d'un Comité Trans-communal d'information des élus et du public relatif à la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère Saint-Fons (69) – Balan (01) ;

**Vu** la décision interpréfectorale (Ain, Isère et Rhône) du 22 mars 2001 portant modification de la décision interpréfectorale du 13 décembre 2000 portant création d'un Comité Trans-communal d'information des élus et du public relatif à la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère Saint-Fons (69) – Balan (01) ;

**Vu** le compte-rendu de la réunion du comité trans-communal d'information des élus et du public du 22 mars 2017 ;

**Vu** les observations du transporteur du 12 octobre 2021 ;

**Vu** le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes du 2 novembre 2021 ;

**Considérant** que les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation d'une canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère (CVM) entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) ont été déclarés d'intérêt général par le décret du 7 décembre 1998 ;

**Considérant** que le tracé de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons et Balan a été approuvé par les arrêtés préfectoraux du 14 décembre 2000, du 15 décembre 2000 et du 21 décembre 2000 ; que les servitudes des articles 2 et 3 de la loi du 29 juin 1965 modifiée ont été définies dans les arrêtés préfectoraux définis ci-avant ;

**Considérant** que les caractéristiques de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons et Balan ont été approuvées par l'arrêté interpréfectoral n° 2000-2511 du 21 juin 2000, modifié par les arrêtés interpréfectoraux du 12 janvier 2001, du 15 décembre 2003, du 7 avril 2006 et du 18 mai 2009 ;

**Considérant** que la mise en service de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons et Balan a été autorisée par l'arrêté interpréfectoral du 28 mars 2003 ;

**Considérant** qu'un comité transcommunal d'information des élus et du public relatif à la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons et Balan a été institué par l'arrêté interpréfectoral du 21 juin 2000 et par la décision interpréfectorale du 13 décembre 2000 modifiée par la décision interpréfectorale du 22 mars 2001 ;

**Considérant** que les évolutions technologiques, prises en compte dans les modifications réglementaires introduites d'une part par le décret n° 2020-843 du 3 juillet 2020 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives à la sécurité et à l'autorisation des canalisations de transport et de distribution et d'autre part par l'arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques rendent nécessaires la mise à jour des prescriptions techniques applicables à cet ouvrage ;

**Considérant** que le préfet du Rhône a la qualité de Préfet coordonnateur en application de l'article R. 555-6 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes,

## ARRÊTENT

### Article 1<sup>er</sup>

L'arrêté interpréfectoral n° 2000-2511 du 21 juin 2000 modifié approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) est ainsi modifié :

1° – L'article 1<sup>er</sup> est remplacé par les dispositions suivantes :

*« Article 1<sup>er</sup> : Description de l'ouvrage*

*« 1. Sont approuvées les caractéristiques de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère (CVM) entre Saint-Fons (département du Rhône) et Balan (département de l'Ain), déclarée d'intérêt général par le décret susvisé du 7 décembre 1998.*

*« 2. La canalisation de transport de CVM, également appelée l'ouvrage, relie les établissements industriels de Saint-Fons et de Balan.*

*« 3. La canalisation est utilisée, de manière privilégiée, pour alimenter l'établissement industriel de Balan depuis celui de Saint-Fons.*

*« 4. Le tracé de l'ouvrage figure sur les plans annexés à l'arrêté interpréfectoral n° 2000-2511 du 21 juin 2000 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) (folios 1/6, 3/6, 4/6 et 5/6) et à l'arrêté préfectoral n° 2001-317 du 12 janvier 2001 modifiant l'arrêté interpréfectoral susvisé (folios 2/6 et 6/6). »*

2° – Est créé un article ainsi rédigé :

*« Article 1<sup>er</sup> bis : Exploitant de l'ouvrage*

*« 1. Le transporteur, titulaire de l'autorisation de construction et d'exploitation de la canalisation de transport de CVM entre Saint-Fons et Balan, est la société KEM ONE SAS, SIREN n° 538695040, sise 19 rue Jacqueline Auriol, Immeuble « Le Quadrille » – bâtiment A à 69008 Lyon (département du Rhône).*

*« 2. L'exploitant de la canalisation de transport de CVM entre Saint-Fons et Balan est l'établissement KEM ONE de Saint-Fons, SIRET n° 53869504000112, sis quai Louis Aulagne CS70035, à 69190 Saint-Fons (département du Rhône), représenté par son Directeur. »*

3° – L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

*« Article 2 : Obligations du transporteur*

*« 1. Le transporteur construit et exploite l'ouvrage en application de la réglementation applicable, du dossier soumis à enquête publique et instruction administrative, des règles techniques annexées au présent arrêté interpréfectoral et des engagements pris lors de l'instruction de la demande d'approbation des caractéristiques de l'ouvrage.*

*« 2. L'article R. 554-46 du code de l'environnement régit les dispositions relatives à l'étude de dangers de l'ouvrage.*

« 3. Le transporteur porte à la connaissance du service chargé du contrôle définit à l'article 4 tout changement de titulaire de l'autorisation, prévue au 2° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, relative aux établissements industriels de Saint-Fons et Balan situés aux extrémités de l'ouvrage.

« 4. Le transporteur assure le transport du CVM dans les conditions définies à l'article 5 du décret du 7 décembre 1998 modifié susvisé. »

4° – L'article 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3 : Servitudes

« 1. La largeur maximale des bandes de servitudes prévues à l'article L. 555-27 du code de l'environnement est fixée à 5 mètres pour la « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes » définie au 1° et 12 mètres pour la « bande large » ou « bande de servitudes faibles » définie au 2°. »

5° – L'article 4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4 : Service chargé du contrôle

« 1. Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes est chargé du contrôle technique de la construction et de l'exploitation de l'ouvrage. »

## Article 2

Les règles techniques annexées à l'arrêté interpréfectoral n° 2000-2511 du 21 juin 2000 modifié approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain) sont remplacées par les règles techniques annexées au présent arrêté.

## Article 3

L'article 3 de la décision interpréfectorale (Ain, Isère et Rhône) du 13 décembre 2000 portant création d'un Comité Trans-communal d'information des élus et du public relatif à la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère Saint-Fons (69) – Balan (01) est remplacé par la disposition suivante :

« Le Comité est réuni par convocation de son président, en tant que de besoin, ou à une périodicité déterminée et approuvée en séance sans dépasser trois ans. »

## Article 4

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est

1. publié au recueil des actes administratifs de l'Ain, de l'Isère et du Rhône et sur le site internet des préfetures.
2. Une copie est affichée dans les mairies des communes de Balan (Ain), Grenay, Janneyrias, Satolas-et-Bonce, Vilette-d'Anthon (Isère), Chaponnay, Colombier-Saugnieu, Corbas, Feyzin, Marennes, Mions, Pusignan, Saint-Fons, Saint-Laurent-de-Mure, Saint-Pierre-de-Chandieu, Saint-Symphorien-d'Ozon, Toussieu et Vénissieux (Rhône).

## Article 5

Conformément à l'article R. 554-61 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon :

- par le transporteur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'ouvrage présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 554-5 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision dans les recueils administratifs des départements concernés ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 5

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du Rhône, le préfet de l'Ain, le préfet de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, les directeurs départementaux des territoires de l'Ain, de l'Isère et du Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au transporteur ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes.
- aux maires des communes ou présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme concernés.

LYON le 5 janvier 2022

À Bourg-en-Bresse

La Préfète de l'Ain

Signé : Catherine SARLANDIE de

LA ROBERTIE

À Grenoble

Le Préfet de l'Isère

Signé : Laurent PREVOST

Le Préfet de la région Auvergne-

Rhône-Alpes,

Préfet du Rhône

Signé : Pascal MAILHOS

# Règles techniques annexées à l'arrêté approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport de chlorure de vinyle monomère entre Saint-Fons (Rhône) et Balan (Ain)

## **Article 1<sup>er</sup> : Tracé de l'ouvrage**

1.1 – Le tracé retenu, reliant les établissements industriels de Saint-Fons et de Balan en contournant l'agglomération lyonnaise par le sud porte sur le territoire des communes suivantes :

- a) Département de l'Ain :
  - Balan
- b) Département de l'Isère :
  - Villette-d'Anthon
  - Janneyrias
- c) Département du Rhône :
  - Pusignan
  - Colombier-Saugnieu
  - Saint-Laurent-de-Mure
  - Saint-Pierre-de-Chandieu
  - Chaponnay
  - Marennes
  - Corbas
  - Saint-Symphorien-d'Ozon
  - Feyzin
  - Saint-Fons

1.2 – Le chef du service chargé du contrôle est habilité à accepter des rectifications mineures au tracé retenu ci-dessus, sous réserve que ces rectifications n'affectent pas de communes autres que celles sur lesquelles a porté l'enquête publique qui, outre les communes définies au 1.1, a concerné les communes suivantes : Mions, Toussieu et Vénissieux dans le département du Rhône, Grenay et Satolas-et-Bonce dans le département de l'Isère.

## **Article 2 : Réglementation applicable**

2.1 – L'ouvrage satisfait aux dispositions réglementaires applicables complétées par les dispositions des articles 3 à 14 ci-après.

## **Article 3 : Ouvrages situés à proximité**

3.1 – Le transporteur prend toutes les dispositions rendues nécessaires par la proximité de lignes électriques, d'ouvrages souterrains, de voies de communication et de plates-formes de transport et notamment l'aéroport de Lyon- Saint Exupéry.

3.2 – Le transporteur assure la pérennité des dispositions définies au 3.1.

## **Article 4 : Pose de la canalisation**

4.1 – L'ouvrage est enterré sur l'ensemble de son tracé à une profondeur minimale de :

- a) 1 mètre en terrain courant ;
- b) 1,20 mètre en zone agricole.

La profondeur d'enfouissement s'entend entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol.

4.2 – Pour la traversée de voies de communication, le croisement d'autres ouvrages enterrés, dans les zones drainées ou susceptibles de l'être et à proximité des bâtiments existants, des surprofondeurs et des dispositions particulières de pose sont fixées, en liaison avec les services et établissements publics concernés ainsi que les chambres d'agriculture. D'une manière générale, la traversée des zones agricoles s'effectue en relation avec les organisations professionnelles des départements concernés.

#### 4.3 – Traversées des cours d'eau et des lînes

4.3.1 – Pour la traversée des cours d'eau et des lînes (passage en souille), la profondeur d'enfouissement est portée au minimum à :

- a) 1,50 mètre sous le lit du cours d'eau ;
- b) 2 mètres dans le cas de la traversée du Rhône.

4.3.2 – Pour la traversée des cours d'eau et des lînes, l'ouvrage est protégé par :

- a) un revêtement isolant ;
- b) une enveloppe continue en béton armé dont l'épaisseur minimale est de 50 millimètres.

4.3.3 – La protection définie au 4.3.2 se prolonge sous les berges qui reçoivent, si le service chargé de la police de l'eau l'estime nécessaire, un enrochement permettant de les stabiliser et de renforcer la protection de l'ouvrage contre les chocs.

#### 4.4 – Pose du dispositif avertisseur

4.4.1 – Sur tout le tracé, à l'exception des traversées en forage ou en souille, un grillage avertisseur est placé au moins à 20 centimètres au-dessus de la génératrice supérieure de l'ouvrage.

4.4.2 – Dans le cadre de la mise en place de dalles de protection au-dessus de la canalisation et du grillage avertisseur défini au 4.4.1, un second grillage avertisseur est placé au-dessus des dalles.

4.4.3 – En cas de réparation ou de modification de l'ouvrage, le grillage avertisseur est posé dans les conditions définies par la réglementation applicable.

#### 4.5 – Plans de l'ouvrage

4.5.1 – Le tracé de l'ouvrage figure sur les plans annexés à cet arrêté et permettent de visualiser :

- a) les profondeurs de pose de la canalisation ;
- b) l'épaisseur de la canalisation ;
- c) les zones du tracé équipé de dalles en béton armé ;
- d) les zones dans lesquelles la canalisation dispose d'un enrobage béton ;
- e) les zones d'emprunt du domaine public et les modalités pratiques retenues pour les franchir.

4.5.2 – Ces plans sont mis à jours lors du réexamen de l'étude de dangers défini à l'article R. 554-46 du code de l'environnement.

4.6 – Le transporteur met en œuvre les dispositions adaptées permettant de garantir le respect des conditions de pose de l'ouvrage définies au présent article.

### **Article 5 : Caractéristiques des tubes de l'ouvrage**

5.1 – La canalisation est constituée de tubes en acier conformes à la norme AFNOR NF A 49-211 ou à une norme ayant des caractéristiques minimales équivalentes. Ces tubes présentent les caractéristiques minimales suivantes :

- a) épaisseur nominale : 6,3 millimètres en tracé courant et 11 millimètres pour les zones particulières référencées dans l'étude de dangers et reportées dans les plans définis au 4.5 ;
- b) diamètre extérieur : 168,3 millimètres ;
- c) résistance à la traction : Rm de 410 à 530 Mégapascals ;
- d) limite d'élasticité à 0,2 % d'allongement : Rp<sub>0,2</sub> supérieure ou égal à 250 Mégapascals ;
- e) allongement : A % supérieur ou égal à 23 % ;
- f) résilience moyenne à -20 °C : KCV = 35 Joules par centimètre carré.

5.2 – Les tubes sont livrés avec un certificat de contrôle des produits par l'usine, ou un document équivalent. Ils portent un marquage indélébile permettant de leur relier sans ambiguïté ledit certificat.

### **Article 6 : Assemblage des tubes**

6.1 – Toutes les soudures, réalisées sur chantier selon des modes opératoires et par des soudeurs qualifiés, font l'objet d'un contrôle radiographique à 100 % effectué par un organisme indépendant.

6.2 – Une traçabilité de ce contrôle est assurée et tenue à la disposition du chef du service chargé du contrôle.

### **Article 7 : Protection contre la corrosion**

## **Revêtement**

7.1 – Isolement électrique de l'ouvrage

7.1.1 – L'ouvrage est protégé contre les corrosions extérieures et isolé électriquement par la mise en place d'un revêtement tri-couche polyéthylène conforme à la norme française AFNOR NF A 49-710 (classe 3, épaisseur 2,5 millimètres) ou à une norme ayant des caractéristiques minimales équivalentes.

7.1.2 – L'enrobage des joints de soudure est réalisé par la mise en place, à chaud ou à froid de produits compatibles avec l'enrobage des tubes.

7.2 – La continuité du revêtement est vérifiée au cours de la construction de l'ouvrage, en établissant entre le métal et un dispositif placé au contact de la surface extérieure, une différence de potentiel voisine de 10 000 volts. Cet essai est effectué sur toute la longueur de la canalisation ; il est considéré comme satisfaisant lorsque la mise sous tension n'a pas entraîné de décharge. La détection d'un défaut entraîne la réparation immédiate suivi d'un nouveau contrôle. Au voisinage de l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry, cet essai est conduit en coordination avec les services techniques de l'aéroport.

7.3 – Un contrôle permettant la recherche et la localisation des défauts de revêtement de l'ouvrage est réalisé au minimum tous les cinq ans par une méthode reconnue dans un guide professionnel approuvé en application de l'arrêté du 5 mars 2014 modifié portant règlement de la sécurité des canalisations de transport.

## **Protection cathodique**

7.4 – La canalisation est munie d'une protection cathodique dont les modalités de surveillance et de suivi sont précisées dans le programme de surveillance et de maintenance défini à l'article R. 554-48 du code de l'environnement.

7.5 – Les contrôles de surveillance et de suivi de la protection cathodiques sont effectués selon les meilleures techniques disponibles ou les normes en vigueur.

7.6 – Une étude particulière, tenue à la disposition du service chargé du contrôle, détermine les conditions précises de la mise en place éventuelle des postes de soutirage et de drainage de la protection cathodique.

7.7 – L'efficacité de la protection cathodique est contrôlée aussi souvent que nécessaire selon les dispositions réglementaires ou normatives en vigueur. En particulier :

- a) mensuellement sont relevés les différents paramètres électriques des postes de soutirage ;
- b) mensuellement sont relevés les paramètres de fonctionnement des postes de drainage de courant ;
- c) le transporteur établit une liste des prises de potentiels représentatives du fonctionnement de la protection cathodique. Cette liste est tenue à jour en fonction de l'évolution de l'environnement de la canalisation et des relevés périodiques ;
- d) trimestriellement les prises de potentiels de la liste précitée font l'objet d'un relevé des potentiels, protection cathodique en service et déconnectée ;
- e) annuellement un enregistrement des potentiels, protection cathodique en service et déconnectée, de la protection cathodique est réalisé sur la totalité des prises de potentiels de l'ouvrage ;
- f) toute anomalie sensible ou évolution anormale dans les mesures de potentiels conduit l'exploitant à vérifier les prises de potentiels voisines.

## **Spécifications relatives à la substance transportée**

7.8 – Le transporteur réalise mensuellement l'analyse du CVM transporté à partir d'un échantillon prélevé dans l'établissement de réception.

- a) le CVM transporté a une teneur en eau (H<sub>2</sub>O) inférieure ou égale à 400 ppm ;
- b) le CVM transporté a une teneur en acide chlorhydrique (HCl) inférieure ou égale à 5 ppm.

7.9 – Tout dépassement des seuils cités en a) et b) du 7.8 est enregistré et fait l'objet de mesures correctives définies par le transporteur.

## **Article 8 : Pression maximale en service**

8.1 – La pression maximale en service de l'ouvrage est de 45 bars.

8.2 – Des dispositifs efficaces sont utilisés pour empêcher le dépassement de cette pression, lorsque l'ouvrage est en exploitation ou à l'arrêt.

## **Article 9 : Dispositifs de protection de l'ouvrage**

9.1 – Les robinets de sectionnement à chaque extrémité, prévus à l'article 3 du décret du 7 décembre 1998 modifié, sont situés dans les enceintes des établissements industriels de Saint-Fons et Balan.

9.2 – Les quatre postes de sectionnement intermédiaires, prévus à l'article 3 du décret du 7 décembre 1998 modifié, sont clôturés, protégés, fermés à clés et munis d'une alarme d'effraction signalant toute intrusion, reportée en salle de contrôle.

9.3. – Vannes des postes de sectionnement intermédiaires

9.3.1 – La fermeture des vannes des postes de sectionnement intermédiaires, permettant d'isoler automatiquement les sections de l'ouvrage, est commandée :

- a) localement par action sur bouton poussoir,
- b) par télécommande depuis la salle de contrôle,
- c) par sécurité de pression basse au niveau de la vanne de sectionnement.

9.3.2 – Leur ouverture est commandée uniquement localement par action sur bouton poussoir.

9.4 – Bypass des vannes des postes de sectionnement intermédiaires

9.4.1 – L'ouverture des vannes de bypass des vannes des postes de sectionnement intermédiaires est commandée :

- a) par sécurité de pression haute au niveau de la vanne de sectionnement,
- b) localement par action sur bouton poussoir,
- c) par télécommande depuis la salle de contrôle.

9.4.2 – Leur fermeture est commandée localement ou à partir de la salle de contrôle.

9.5 – L'alimentation électrique nécessaire au fonctionnement des équipements de contrôle et d'instrumentation des postes de sectionnement intermédiaires est secourue.

9.6 – Des essais périodiques sont réalisés afin de s'assurer du bon fonctionnement et de l'étanchéité :

- a) des robinets de sectionnement à chaque extrémité ;
- b) des vannes des postes de sectionnement intermédiaires ;
- c) des vannes de bypass.

## **Article 10 : Exploitation**

10.1 – L'ouvrage transporte du CVM (numéro CE : 200-831-0 ; numéro CAS : 75-01-4) entre les établissements industriels de Saint-Fons et de Balan à un débit maximal horaire de 60 tonnes.

10.2 – Alimentation des établissements industriels

10.2.1 – Le transporteur tient à jour un registre daté dans lequel il consigne le sens d'écoulement de la substance transportée et les quantités livrées par l'ouvrage à chaque établissement industriel.

10.2.2 – Pour procéder aux opérations d'inversion du sens du fluide, le transporteur établit et met à jour un dossier technique décrivant, :

- a) les conditions d'alimentation de la canalisation ;
- b) les opérations à réaliser dans les établissements industriels de Saint-Fons ou de Balan ;
- c) les modalités spécifiques d'exploitation à mettre en œuvre en particulier celles relatives aux dispositifs de sécurité.

10.2.3 – Le dossier technique de l'article 10.1.2 est tenu à la disposition du service chargé du contrôle.

10.2.4 – Le transporteur réalise annuellement le retour d'expérience des opérations d'inversion du sens de circulation du fluide.

10.3 – Le transporteur réalise annuellement un test d'arrêt d'alimentation de l'ouvrage en fonctionnement afin de suivre, sur la durée appropriée, l'évolution de la pression aux extrémités de l'ouvrage ainsi que de part et d'autre des postes de sectionnement.

10.4 – Tout arrêt de l'alimentation en CVM de l'établissement industriel de Saint-Fons ou de Balan, d'une durée prévisionnelle d'au moins 5 jours, soit 120 heures, sera mis à profit pour réaliser le test d'arrêt d'alimentation de l'ouvrage prévu au 10.2, sauf si la dernière réalisation de ce test date de moins de 6 mois.

10.5 – Conditions d'exploitation

10.5.1 – L'exploitation de l'ouvrage est assurée par le personnel de l'établissement industriel de Saint-Fons, à partir d'un poste de conduite situé dans la salle de commande d'une des unités de cet établissement.

10.5.2 – Le report, en un autre lieu de cet établissement, à l'identique, de ce poste de conduite garantit une surveillance permanente de l'ouvrage.

10.5.3 – Les conditions d'exploitation permettent de détecter une fuite ou une anomalie et de mettre l'ouvrage en sécurité dans les délais prévus par la réglementation applicable.

10.6 – Mesure du débit et information de l'exploitant

10.6.1 – Des dispositifs de mesure adaptés, installés dans l'enceinte des établissements industriels situés aux extrémités de la canalisation, permettent de détecter une différence de débit massique de CVM d'au moins 36 kg/h entre les deux établissements, lorsque l'ouvrage est en fonctionnement.

10.6.2 – Une alarme sonore et visuelle, située dans les postes de conduite mentionnés au 10.4, se déclenche dès l'apparition d'un écart supérieur ou égal à 36 kg/h.

10.6.3 – Tout écart de débit massique supérieur ou égal à 100 kg/h entraîne :

- a) le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle dans les postes de conduite mentionnés au 10.4 ;
- b) la mise en sécurité de l'ouvrage ;
- c) la réalisation d'une recherche de fuite.

10.7 – Le transporteur détecte, au minimum mensuellement et lors de la recherche de fuite définie au 10.6.3.c, la présence de CVM au voisinage de l'ouvrage au moyen d'analyseurs portatifs d'une sensibilité d'au moins 1 ppm.

10.8. – Recherche de CVM dans les sols

10.8.1 – Le transporteur réalise, par méthode de recherche directe dans l'air interstitiel du sol, des mesures de la concentration de CVM au-dessus de son ouvrage à une périodicité permettant l'inspection de la totalité de l'ouvrage dans un délai inférieur ou égal à 30 mois (2,5 ans).

10.8.2 – L'appareil utilisé pour la mesure du 10.8.1 permet de détecter une fuite d'un débit supérieur ou égal à 0,18 g/h sur une section de l'ouvrage.

10.9 – Le tracé de la canalisation est repéré sur le terrain par des bornes numérotées, dont l'emplacement est déterminé par le transporteur compte tenu des risques encourus et de l'environnement, comportant au minimum les indications suivantes :

- a) repère ou numéro de la borne ;
- b) nom du transporteur ;
- c) diamètre de la conduite ;
- d) désignation du fluide transporté ;
- e) numéro de téléphone pour appel d'urgence.

### **Article 11 : Surveillance de la nappe captée dans la zone de Balan**

11.1 – Le transporteur installe, entre l'ouvrage et le captage des Iles Nouvelles à Balan, en amont hydraulique du captage, un piézomètre d'une profondeur de 20 mètres.

Ce piézomètre est protégé des agressions externes et équipé d'un système de fermeture.

11.2 – Le transporteur effectue deux prélèvements, en mai et en octobre, de l'eau de la nappe à partir du piézomètre pour mesurer la teneur en CVM.

11.3 – Le captage des Îles Nouvelles à Balan fait l'objet, en plus des contrôles sanitaires usuels, de deux prélèvements par an (en janvier et juillet) sur lesquels sont effectuées, d'une part, une analyse physico-chimique particulière comportant la détermination des paramètres nitrates, ammonium, oxydabilité  $\text{KMnO}_4$  à chaud en milieu acide, hydrocarbures dissous et composés organo-halogénés volatils <sup>(Note)</sup>, complétée, d'autre part, par une recherche de la teneur en CVM.

<sup>(Note)</sup> La liste détaillée des composés organo-halogénés volatils analysés est arrêtée avec le laboratoire d'analyse retenu.

11.4 – Outre leur communication au transporteur, prescripteur des analyses, les résultats des analyses sont adressés, par le laboratoire ayant effectué la prestation, à l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes.

11.5 – Le transporteur réalise une recherche hebdomadaire de fuite de l'ouvrage situé dans le périmètre de protection éloignée du captage des Îles Nouvelles à Balan à l'aide de l'appareil décrit au 10.8.2, par méthode de recherche directe de CVM dans l'air interstitiel du sol.

11.6 – La disposition du 11.5 est étendue à tout captage dont le périmètre de protection éloigné est traversé par l'ouvrage.

### **Article 12 : Épreuves**

12.1 – L'ouvrage fait l'objet, avant la mise en service de l'ouvrage, d'une épreuve hydraulique de résistance à une pression égale à 1,5 fois la pression de calcul (soit 75 bar), sur une durée minimale de 2 heures.

12.2 – L'épreuve définie au 12.1 est renouvelée, par le transporteur et à ses frais, à la demande du chef du service chargé du contrôle en cas de modification ou de réparation notable de l'ouvrage.

12.3 – Tous les dix ans au plus, une inspection par racleur instrumenté ou une épreuve hydraulique de résistance est réalisée afin de vérifier l'intégrité de l'ouvrage. Les modalités de réalisation des inspections par racleur instrumenté ou des épreuves hydrauliques, effectuées dans le respect des périodicités réglementaires, sont précisées dans le programme de surveillance et de maintenance défini à l'article R. 554-48 du code de l'environnement.

### **Article 13 : Surveillance et intervention**

13.1 – Le transporteur réalise hebdomadairement, sur l'ensemble du tracé de l'ouvrage :

- a) une inspection visuelle terrestre ;
- b) une inspection visuelle aérienne si les conditions météorologiques le permettent.

13.2 – Le plan de surveillance et d'intervention (PSI) est établi et rendu opérationnel préalablement à la mise en exploitation de l'ouvrage en concertation avec les services intéressés.

13.3 – Le PSI définit notamment les modalités de communication à retenir à l'égard des communes concernées par le tracé de la canalisation en cas d'incident ou d'accident affectant l'ouvrage et les modalités de formations spécifiques à retenir pour les services départementaux et métropolitain d'incendie et de secours. Le PSI situe l'enveloppe des risques engendrés au long de la canalisation afin de préparer l'intervention propre à chaque secteur ainsi identifié.

13.4 – Le transporteur adresse annuellement au service chargé du contrôle, avec le rapport prévu à l'article R. 554-50 du code de l'environnement, une synthèse des résultats des mesures et examens définis aux 7.3, 7.7, 7.8, 7.9, 9.6, 10.1, 10.2.4, 10.3, 10.4, 10.6, 10.7, 10.8, 11.2, 11.3, 11.5, 11.6, 12.3 et 13.1, ainsi que les dispositions prises pour remédier aux défauts constatés.

13.5 – En tout état de cause, le transporteur est tenu, dans les meilleurs délais, de porter à la connaissance du service chargé du contrôle toute anomalie relative aux mesures et examens visés en 13.4.

13.6 – Toute suspicion de fuite de la canalisation de CVM, quel que soit le mode d'information la concernant entraîne :

- a) la réalisation d'une recherche de fuite de la zone concernée, par recherche directe du CVM dans l'air interstitiel du sol, avec l'appareil décrit au 10.8.2 ;
- b) l'information du service chargé du contrôle dans un délai de 48 heures.

13.7 – Un Comité Trans-communal d'Information (CTI) des Élus et du Public, est mis en place qui, en plus de sa vocation première de surveillance de l'exploitation de la conduite, favorise une concertation intercommunale de portée plus générale.

### **Article 14 : Gestion des évolutions de l'urbanisme à proximité de l'ouvrage**

14.1 – Pour l'application :

- a) du réexamen de l'étude de dangers défini à l'article R. 554-46 du code de l'environnement, en particulier l'évolution de l'urbanisation ;
- b) de l'alinéa d de l'article R. 555-10-1 du même code de l'environnement ;

la bande d'étude et la zone des dangers létaux liée au phénomène dangereux de référence majorant mesure 80 mètres de part et d'autre de l'axe de la canalisation.

Vu pour être annexé à l'arrêté interpréfectoral en date du 5 janvier 2022,

À Bourg-en-Bresse

La Préfète de l'Ain

Signé : Catherine SARLANDIE de  
LA ROBERTIE

À Grenoble

Le Préfet de l'Isère

Signé : Laurent PREVOST

Le Préfet de la région Auvergne-

Rhône-Alpes,

Préfet du Rhône

Signé : Pascal MAILHOS

69\_DDT\_Direction départementale des  
territoires du Rhône

69-2022-01-05-00001

00206B3C1A6B220105092313

Autorisation de dérogation aux plafonds de  
ressources PLUS au bénéfice de L'opac69 et de  
Mme Voute



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral n° DDT-SHRU-69-22-01-05 du 05/01/22 autorisant l'OPAC DU RHÔNE  
à déroger aux plafonds de ressources PLUS pour l'attribution d'un logement locatif social**

Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

**VU** l'article R441-1-1 du code de la construction et de l'habitation,

**VU** le Décret n°2020-412 du 8 avril 2020,

**VU** la demande formulée par Monsieur le Directeur Général de l'OPAC DU RHÔNE, afin de bénéficier de la possibilité de déroger temporairement aux conditions de ressources pour l'accès à un logement social.

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires

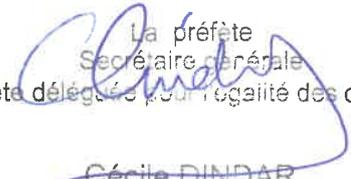
**ARRÊTE**

**Article 1 :** L'OPAC DU RHÔNE est autorisé à déroger aux plafonds de ressources PLUS pour l'attribution d'un logement locatif social situé au 50 boulevard Grange Trye sur la commune de St Symphorien sur Coise au profit de Mme Voute Josephe. Ce logement correspond aux capacités financières de la locataire qui dépasse de seulement 1,99 % les plafonds de ressources réglementaires.

**Article 2 :** La présente dérogation est applicable à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du RHÔNE .

**Article 3 :** La Préfète secrétaire général, Préfète déléguée à l'égalité des chances de la Préfecture du Rhône et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait, le 05/01/2022

La préfète  
Secrétaire générale  
Préfète déléguée pour l'égalité des chances  
  
Cécile DINDAR

Délais et voies de recours :

*Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Lyon (184, rue Duguesclin – 69 433 Lyon Cedex 03, ou sur l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Rhône. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).*

69\_DDT\_Direction départementale des  
territoires du Rhône

69-2021-11-02-00011

Arrêté inter-préfectoral n°  
DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09

**ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL n° DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09**  
relatif à l'exploitation des chantiers courants et traitement des  
situations d'urgence sur les Voies Structurantes d'Agglomération (VSA)  
autour de l'agglomération de Lyon

**- Réglementation permanente de la police de circulation -**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST  
PRÉFET DU RHÔNE,**  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

**LA PRÉFÈTE de l'AIN**  
Chevalier de la Légion d'honneur

**LE PRÉFET de l'ISÈRE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**LA PRÉFÈTE de la LOIRE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**LE PRÉSIDENT de la MÉTROPOLE de LYON**

**VU** le Code de la route ;  
**VU** le Code de la voirie routière ;  
**VU** le Code général des collectivités territoriales ;  
**VU** le décret 2006-304 du 16 mars 2006, portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;  
**VU** le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation ;  
**VU** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Pascal MAILHOS, en qualité de préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;  
**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Catherine SARLANDIE de la ROBERTIE, en qualité de préfète de l'Ain ;  
**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Catherine SEGUIN, en qualité de préfète de la Loire ;  
**VU** le décret du 19 mai 2021 portant nomination de M. Laurent PREVOST, en qualité de préfet de l'Isère ;

**VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;  
**VU** l'arrêté du président de la métropole n° 2020-07-16-R-0574 du 16 juillet 2020 portant délégation de signature, pour les mesures de police de la circulation à Fabien BAGNON, vice-président délégué à la Voirie et mobilités actives ;  
**VU** le décret 2006-304 du 16 mars 2006, portant création et organisation des Directions Interdépartementales des Routes ;  
**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I, 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents ;  
**VU** la note technique du 14 avril 2016 du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer relative à la coordination des chantiers sur le réseau national (RRN) ;  
**VU** la note du ministère de la transition écologique, direction générale des infrastructures des transports et de la mer, définissant annuellement le calendrier des jours « hors chantiers » sur le réseau routier national ;  
**VU** l'avis favorable de la direction départementale des territoires de l'Ain du 27 mai 2021 ;  
**VU** l'avis favorable de la direction départementale des territoires de l'Isère du 04 juin 2021 ;  
**VU** l'avis favorable de la direction départementale des territoires de la Loire du 27 mai 2021-;  
**VU** l'avis favorable de la Métropole de Lyon du 26 mai 2021 ;

**CONSIDÉRANT** le caractère constant et répétitif de certains chantiers routiers ;

**CONSIDÉRANT** certaines situations d'urgence nécessitant de prendre sans délai des mesures de restriction de trafic ;

**CONSIDÉRANT** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des personnels des gestionnaires des voies structurantes d'agglomération autour de l'agglomération de Lyon et des entreprises chargées des travaux ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réduire autant que possible les entraves à la circulation provoquées par les chantiers ;

**CONSIDÉRANT** que les sections concernées par ces travaux sont situées hors agglomération,

**SUR PROPOSITIONS** des directeurs départementaux des territoires du Rhône, de l'Ain, de l'Isère et de la Loire,

**SUR PROPOSITION** du président du conseil de la Métropole de Lyon,

## **ARRÊTENT**

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'arrêté inter-préfectoral Rhône-Ain-Isère-Loire n° DDT\_SST\_2016\_01\_11\_01 du 28 décembre 2016 est abrogé.

### **Article 2**

Le présent arrêté permanent est applicable aux chantiers exécutés ou contrôlés par les services des gestionnaires sur le réseau des Voies Structurantes d'Agglomération autour de l'agglomération lyonnaise, à savoir :

Axes	Début		Fin	
	PR début	Commentaire	PR fin	Commentaire
A6	<b>Sens 1 : 427+200</b> <b>Sens 2 : 445+329</b>	Sens 1 : barrière de Villefranche	<b>445+323</b> <b>427+200</b>	
M6	<b>Sens 1 : 445+323</b> <b>Sens 2 : 453</b>		<b>453</b> <b>445+329</b>	Entrée Tunnel sous Fourvière
Tunnel sous Fourvière	<b>453</b>		<b>454+910</b>	
M6	<b>Sens 1 : 454+910</b> <b>Sens 2 : 455+610</b>		<b>455+614</b> <b>454+910</b>	
M7	<b>Sens 1 : 0</b> <b>Sens 2 : 5+756</b>		<b>6+155</b> <b>0</b>	
A7	<b>Sens 1 : 6+155</b> <b>Sens 2 : 35+600</b>	Fin réseau Coraly au PR 22+330	<b>35+600</b> <b>5+756</b>	
A46N	<b>0</b>	Jonction avec l'A6	<b>25+680</b>	Jonction avec A42
RN 346	<b>Sens 1 : 25+736</b> <b>Sens 2 : 40+1013</b>		<b>40+1013</b> <b>25+686</b>	
A46S	<b>Sens 1 : 40+920</b> <b>Sens 2 : 61+370</b>		<b>Sens 1 : 61+590</b> <b>Sens 2 : 40+870</b>	
A42	<b>0</b>	Nœud de Croix-Luizet	<b>16</b>	
A43	<b>0</b>	Nœud des essarts	<b>18+500</b>	
A432	<b>0</b>	Jonction avec l'A46N	<b>33+900</b>	Jonction avec l'A43
A450	<b>0</b>	Jonction avec l'A7	<b>8</b>	
A47	<b>0</b>	Nœud de Ternay	<b>16</b>	
A89	<b>539+500</b>		<b>544+700</b>	Jonction avec l'A6
A466	<b>0</b>		<b>5+270</b>	
D383	<b>Sens 1 : 3+115</b> <b>Sens 2 : 17+504</b>	Porte de la Doua	<b>17+538</b> <b>3+445</b>	Jonction avec l'A7
D301 (BUS)	<b>Sens 1 : 1</b> <b>Sens 2 : 7+072</b>	Jonction avec l'A7	<b>7+088</b> <b>1</b>	Jonction avec l'A46S
BPNL	<b>33</b>	Avec PR 41 = péage du Rhône	<b>2+400</b>	Du <b>PR 0</b> (péage du Rhône) au Nœud de Croix-Luizet

ainsi que tous les échangeurs et toutes les collectrices se rattachant à ces voies jusqu'aux limites d'exploitation des gestionnaires des voies structurantes d'agglomération listées ci-dessus.

Le réseau défini au présent article sera dénommé, dans la suite de cet arrêté, le réseau maillé.

Le réseau Coraly est décrit dans la carte figurant dans l'annexe 2.

### **Article 3**

Sont couverts par le présent arrêté, les chantiers dits « courants », il s'agit de travaux d'entretien, de réparation et de maintenance de chaussée et de ses équipements.

### **Article 4**

Les restrictions suivantes, appliquées individuellement ou dans leur totalité, peuvent être imposées au droit des chantiers :

**\* Limitations de vitesse**

**\* Interdictions de dépasser**

**\* Basculement total des voies de circulation**

**\* Micro-coupures (fermeture de moins de 15 minutes)**

Considérant que ces micro-coupures sont encadrées systématiquement par les forces de l'ordre qu'elles doivent rester très exceptionnelles.

**\* Alternat sur les parties bidirectionnelles de bretelle**

**\* Neutralisation de voie(s) de circulation et/ou de la Bande d'Arrêt d'Urgence en section courante**

**\* Neutralisation de la Bande d'Arrêt d'Urgence dans les bretelles et neutralisation d'une voie de circulation dans les bretelles d'échangeurs comprenant plusieurs voies.**

**\* Fermeture de section courante et/ou des bifurcations, de nuit (à l'exception des fermetures ayant pour conséquence une levée d'interdiction de transit des PL > 7,5 tonnes dans les tunnels du Boulevard Périphérique Nord de Lyon et le tunnel sous Fourvière)**

Avec déviation sur le réseau maillé, complété par les itinéraires « S » validés par arrêté préfectoral. Les déviations de nuit n'empruntant qu'un échangeur du réseau secondaire sont également autorisées sous réserve d'avoir préalablement recueilli l'avis formel et conforme du gestionnaire des voies concernées ainsi que l'avis du Maire de la commune si la déviation emprunte une section située en agglomération.

**\* Fermeture de bretelle des diffuseurs de jour et de nuit**

Avec déviation sur le réseau maillé ou déviation n'empruntant qu'un échangeur du réseau secondaire (sous réserve d'avoir préalablement recueilli l'avis formel et conforme du gestionnaire des voies concernées ainsi que l'avis du Maire de la commune si la déviation emprunte une section située en agglomération) ou déviation sur le réseau appartenant au même gestionnaire que la bretelle de diffuseur fermée.

**\* Réduction de la largeur de voie à 3,20 mètres**

Uniquement sur la voie adjacente aux travaux et accompagnée d'une limitation de vitesse à 90 km/h lorsque la vitesse maximale habituellement autorisée sur la section est de 130 km/h ou 110 km/h ; à 70 km/h lorsque la vitesse maximale habituellement autorisée sur la section est de 90 km/h et à 50 km/h lorsque la vitesse maximale habituellement autorisée sur la section est de 70 km/h.

**\* Dévoisement total ou partiel de la circulation dans les bretelles de diffuseur ou de bifurcation**

La largeur de voie ne pourra être réduite en deçà de 3,20 mètres.

**\* Toute autre restriction doit faire l'objet d'un arrêté particulier.**

## **Article 5**

Les restrictions prévues à l'article 4 du présent arrêté s'appliquent aux chantiers courants satisfaisants aux deux conditions ci-après, quelle que soit la nature des travaux :

- Les chantiers ne doivent pas entraîner de réduction de capacité pendant les jours ou heures dits « hors chantiers » au titre de la circulaire ministérielle annuelle, sauf à ce que ces réductions de capacité permettent l'écoulement normal du trafic et puissent être repliées rapidement.
- Les fermetures pour travaux des voies appartenant au réseau défini à l'article 2 du présent arrêté et faisant partie du réseau Coraly devront avoir été préalablement validées dans le cadre de la procédure de programmation des chantiers, préparée par l'équipe Coraly et coordonnée par la DDT du Rhône par délégation du Préfet du Rhône, ou bien être compatibles avec celle-ci.

## **Article 6**

Les chantiers peuvent entraîner une diminution du nombre de voies ou le basculement total du trafic d'une chaussée sur l'autre si le débit à écouler au droit de la zone de travaux n'excède pas 1 800 véhicules par heure par voie laissée libre à la circulation.

En annexe 1, est joint le tableau indicatif des possibilités de restriction de voies estimées d'après le trafic moyen pour les jours ouvrables ordinaires. Ces horaires, donnés à titre de repère, sont à moduler en fonction des trafics réellement observés et les conditions réelles de circulation, éléments connus en temps réel par les PC de surveillance de la circulation (ou par les Centres d'ingénierie et de Gestion du Trafic).

Les chantiers ne doivent pas créer, quel que soit le niveau de trafic, de bouchon persistant en amont de ceux-ci. Si tel était le cas, l'enlèvement des balisages devra débuter dans un délai inférieur à 30 minutes à compter de la prise en compte de la demande. Cet enlèvement de balisage pourra être demandé par le cadre d'astreinte Coraly sur le réseau Coraly après concertation avec l'exploitant concerné.

Les chantiers ne doivent pas entraîner de basculement partiel de la circulation.

## **Article 7**

La longueur maximale de la zone de restriction de capacité sauf coupure est de 6 km.

Les chantiers distants de moins de 3 km de fin de balisage à début de balisage sur une section sans point d'échange doivent être considérés comme un unique chantier et faire l'objet d'un seul balisage continu.

Pour les chantiers continus dits à « hauts rendements » et notamment les chantiers de :

- signalisation horizontale,
- fauchage mécanique,
- contrôles et relevés de chaussée,
- mesure de visibilité,

la longueur de la zone de restriction de capacité pourra atteindre 10 km et ce pour une durée maximale de 9 heures.

Le début de balisage est considéré à partir du début du premier biseau.

Hors section Coraly, pour certaines opérations récurrentes (fauchage, signalisation horizontale, etc), la longueur maximale de la zone de restriction de capacité pourra être portée à 10 km.

## **Article 8**

Les alternats sur la partie bidirectionnelle d'une bretelle de diffuseur ne doivent pas excéder une longueur de 500 mètres et une durée de 2 jours, ni concerner un trafic par sens supérieur à 400 véhicules par heure, ni entraîner de remontée de file sur la bretelle de décélération.

La neutralisation de la BAU d'une bretelle ne doit pas entraîner de remontée de file sur la bretelle de décélération.

La neutralisation de la BAU d'une collectrice ne doit pas entraîner de ralentissement sur la voie de circulation de la collectrice.

#### **Article 9**

L'inter-distance entre deux chantiers consécutifs organisés sur la même chaussée doit être au minimum de 5 km de fin de balisage à début de balisage.

Toutefois cette inter-distance peut être ramenée à 3 km si les deux chantiers en question sont situés dans une zone où la vitesse limite nominale réglementaire autorisée est inférieure ou égale à 90 km/h.

#### **Article 10**

Le présent arrêté vaut levée de l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises de poids total autorisé en charge (PTAC) supérieur à 7,5 tonnes, sur l'autoroute A7 entre le nœud de Ternay et le nœud de Feyzin et sur la bretelle A47>A7 nord pour les chantiers qui par les déviations qui sont mises en place nécessitent d'emprunter ces sections de l'autoroute A7 et de la bretelle A47 vers A7.

Le présent arrêté ne vaut pas levée de la restriction des PL pour des chantiers qui, par les déviations qui sont mises en place, nécessitent l'emprunt des autoroutes M7 et M6 dans leurs sections comprises entre l'A450 et Limonest ou encore l'emprunt des tunnels du Boulevard Périphérique Nord de Lyon. La levée de la restriction des PL pour le cas de ces chantiers doit faire l'objet d'un arrêté particulier.

#### **Article 11**

La signalisation temporaire réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle (Livre I – 8ème partie) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et aux manuels du chef de chantier, sera mise en œuvre :

- soit par le gestionnaire de la voie considérée, qui en assurera, sous sa responsabilité, le contrôle et la maintenance ;
- soit par une entreprise sous le contrôle et la responsabilité du gestionnaire de la voie considérée.

#### **Article 12**

Les forces de l'ordre seront présentes, si elles sont requises, pour accompagner les équipes d'intervention des gestionnaires des routes, afin de faire respecter les mesures de police nécessaires à la réalisation de ces travaux et à la mise en place de la signalisation, dans les cas de fermeture ou de basculement.

Toutefois, dans les cas où les forces de l'ordre ne sont pas requises, ou une fois requises, sont dans l'impossibilité d'être présentes, les équipes d'intervention des gestionnaires des routes sont autorisées à réaliser seules ces opérations de balisage au moyen de dispositifs de signalisation, sous réserve de la politique interne de chaque exploitant.

#### **Article 13**

Dans le cas d'événements imprévus (accidents, incidents, intempéries) ou de travaux urgents dont l'exécution ne peut être différée pour assurer la sécurité des usagers :

- tout balisage de voie de circulation susceptible d'être incompatible avec les mesures mises en place pour gérer l'événement imprévu devra être immédiatement levé après concertation avec les forces de l'ordre et le cadre d'astreinte Coraly, si l'état de la chaussée le permet. Il appartient au gestionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le bon écoulement du trafic en liaison avec les forces de l'ordre compétentes.

- Dans le cas d'évènements aléatoires (pannes, accidents, dégradations sur le DPAC...) nécessitant de prendre rapidement des mesures de restriction de trafic et/ou impliquant des travaux urgents dont l'exécution ne peut être retardée, des mesures d'exploitation spécifiques dérogatoires aux conditions caractéristiques des chantiers courants pourront être mises en œuvre sans délai. Les autorités concernées en seront informées.

- L'enlèvement des balisages devra débuter dans un délai optimum inférieur à 30 minutes. Cet enlèvement de balisage pourra être demandé par le cadre d'astreinte Coraly sur le réseau Coraly après concertation avec l'exploitant concerné.

#### **Article 14**

Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal dressé par les forces de l'ordre.

#### **Article 15**

Lors de l'achèvement des travaux et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur.

#### **Article 16**

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet des recours suivants :

- gracieux motivé adressé à mes services,
- hiérarchique introduit auprès de Monsieur le ministre de l'Intérieur,
- contentieux formé devant le tribunal administratif de Lyon - Palais de justice Part-Dieu - 184, rue Duguesclin à 69433 Lyon Cedex 03.

Le tribunal administratif peut être saisi par un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté.

Dans le cas du recours gracieux ou du recours hiérarchique, l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception du recours équivaut à un rejet implicite ouvrant droit à un nouveau délai de recours contentieux de deux mois.

#### **Article 17**

- La préfète de l'Ain,
- le préfet de l'Isère,
- la préfète de la Loire,
- le préfet du Rhône,
- le président du conseil de la Métropole de Lyon,
- le commandant de la compagnie républicaine de sécurité autoroutière Rhône-Alpes-Auvergne,
- le commandant de groupement de gendarmerie départementale du Rhône ,
- la directrice interdépartementale des routes Centre-Est,
- le directeur régional des autoroutes Paris-Rhin-Rhône,
- le directeur régional des autoroutes du Sud de la France de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
- le directeur régional d'AREA, société des autoroutes Rhône-Alpes,
- le directeur de l'exploitation du boulevard périphérique nord de Lyon LEONORD,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône et dont copie est adressée :

- au président du conseil départemental du Rhône,
- au directeur de la sous-direction de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé,
- au directeur du service d'incendie et de secours du département du Rhône et de la Métropole de Lyon,

- au directeur départemental de la sécurité publique du Rhône,
- à l'officier du ministère public près du tribunal de police de Lyon,
- au directeur départemental des territoires de l'Ain,
- au directeur départemental des territoires de l'Isère,
- au directeur départemental des territoires de la Loire,
- au directeur départemental des territoires du Rhône.

Bourg en Bresse, le **18 AOÛT 2021**  
La préfète de l'Ain,

~~Grenoble, le~~ **16 SEP. 2021**  
~~Le préfet de l'Isère,~~

**C. DE LA ROBERTIÉ**

**Laurent PREVOST**

Saint-Étienne, le **19 OCT. 2021**  
La préfète de la Loire,

Lyon, le **02 NOV. 2021**  
Le préfet du Rhône,

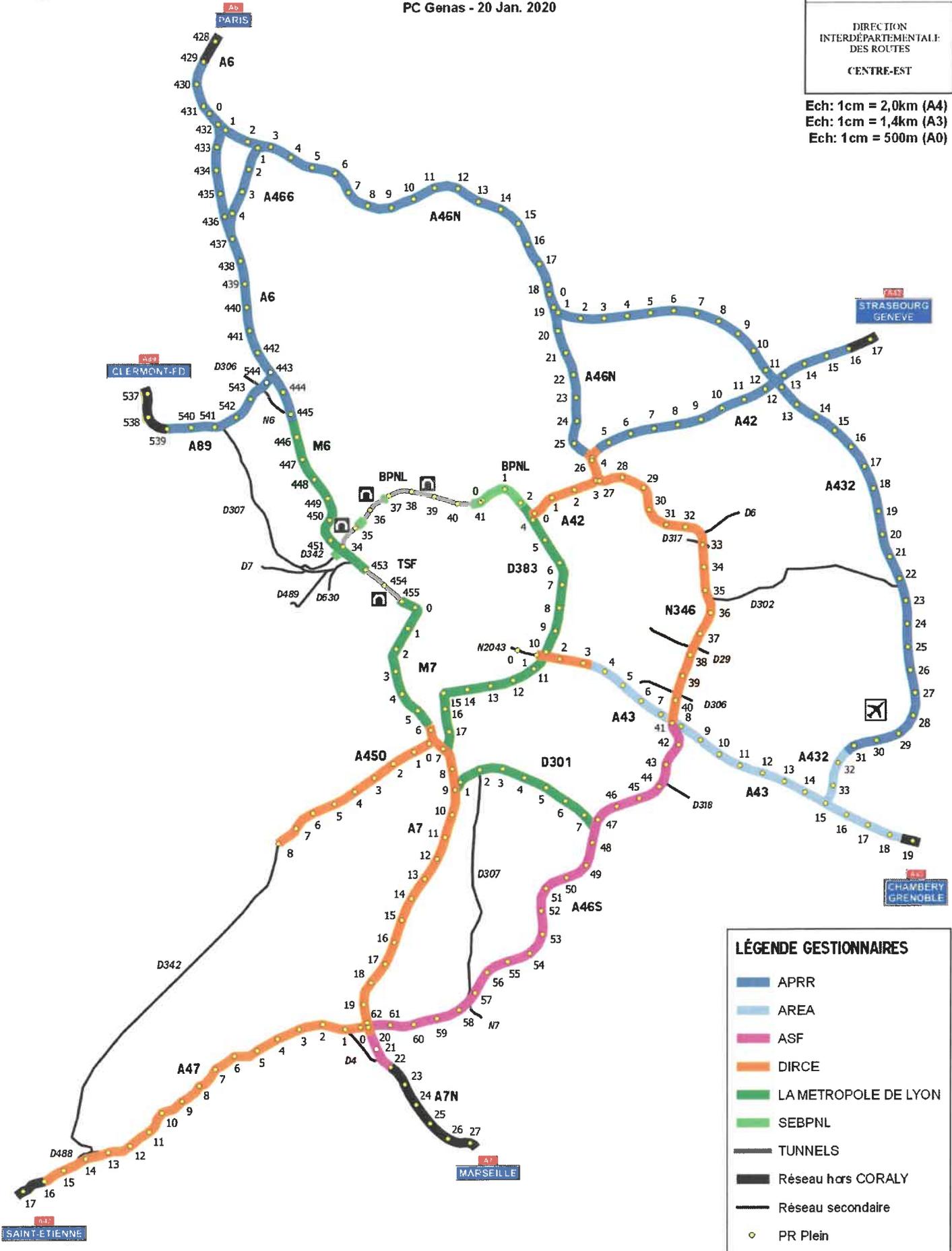
**Catherine SEGUIN**

**Pascal MAILHOS**

Lyon, le **28 JUIL. 2021**  
Le président de la Métropole de Lyon

**B. BERNARD**

Ech: 1cm = 2,0km (A4)  
Ech: 1cm = 1,4km (A3)  
Ech: 1cm = 500m (A0)



### LÉGENDE GESTIONNAIRES

- APRR
- AREA
- ASF
- DIRCE
- LA METROPOLE DE LYON
- SEBPNL
- TUNNELS
- Réseau hors CORALY
- Réseau secondaire
- ◆ PR Plein

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur les VSA du réseau Coraly**

**Tableau indicatif des possibilités de restriction de voies estimées d'après le trafic moyen pour les jours ouvrables ordinaires.**  
Ces horaires, donnés à titre de repère, sont à moduler en fonction des trafics réellement observés et des conditions réelles de circulation, éléments connus en temps réel par les PC de surveillance de la circulation (ou par les CIGT).

RESTRICTION	AXE SECTION							A7 RD 301/Ternay	
	A6 Limas/Anse	A6 Ansc/Limonest	M6 Limonest/Valvert	M6 Valvert/Perrache	M7 + A7 Perrache/RD 301				
PR	427+200 au 430+000	430+000 au 445+323	445+323 au 451+300	451+300 au 455+614	0+000 au 8+900	8+900 au 20+000			
	<b>2 x 3</b>	<b>2 x 2</b>	<b>2 x 3</b>	<b>2 x 2</b>	<b>2 x 3 + 2 x 2</b>	<b>2 x 3</b>			
Sens		1 et 2	1	2	1 et 2	1	2		
Neutralisation de la BAU	<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>							<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>	
	Jour								
Nuit									
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	09h30/16h00	9h00/16h00	10h00/15h30	9h00/15h30	21h00/6h30	21h00/6h30	9h00/16h00*	
	Nuit	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h00	21h00/6h30	21h00/6h30	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour			21h30/6h00	22h00/6h00	21h00/6h00	21h30/6h00	22h00/6h30	
	Nuit	21h00/6h00							
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour	21h00/6h00			22h00/6h00	21h00/6h00	21h30/6h00	22h00/6h30	
	Nuit								
Neutralisation de la Voie Rapide + Voie Médiane	Jour								
	Nuit								
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	9h30/16h30	9h00/17h00	10h00/15h30	9h00/15h30	20h30/6h30	20h30/6h30	9h00/15h30	
	Nuit	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	
Coupure de la section courante	Jour								
	Nuit	21h00/6h00	21h00/6h30	22h00/6h00	22h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	

neutralisation ou coupure en principe impossible sauf dans les périodes de très faible trafic d'agglomération (principalement entre Noël et jour de l'an et entre le 14 juillet et le 15 août, situation de crise)

**Les chantiers ne doivent pas créer, quel que soit le niveau de trafic, de bouchon persistant en amont de ceux-ci.**  
Si tel était le cas, l'enlèvement des balisages devra être réalisé dans un délai inférieur à 30 minutes.

Annexe I à l'arrêté préfectoral n°DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur les VSA du réseau Coraly

RESTRICTION	AXE SECTION		A7		A7		RD301		RD383		A42	
	Temay/Vienne Nord		Vienne Nord/Reventin		RD301		RD383		A42			
PR	du 20+000 au 27+000		27+000 au 35+600		1+000 au 7+100		3+115 au 17+538		0+000 au 4+500			
<i>Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)</i>	<b>2 x 3</b>		<b>2 x 3</b>		<b>2 x 2</b>		<b>2 x 3</b>		<b>2 x 2</b>			
<i>Sens</i>	1	2	1 et 2		1	2	1	2	1	2		
<b>Neutralisation de la BAU</b>	<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>											
<b>Jour</b>												
<b>Nuit</b>												
<b>Neutralisation de la BAU + Voie Lente</b>	6h30/16h00	9h30/20h30	6h30/16h30	7h30/16h30	6h30/16h00	6h30/16h00	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	
<b>Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane</b>	19h30/6h30	20h30/6h30	19h30/6h30	20h30/6h30	19h30/6h30	19h30/6h30	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	
<b>Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide</b>	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	21h30/6h30	21h30/6h30	21h30/6h30	21h00/6h00	21h30/6h00	21h30/6h00	21h30/6h00	21h30/6h00	
<b>Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide</b>	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	21h30/6h30	21h30/6h30	21h30/6h30	21h00/6h00	21h30/6h00	21h30/6h00	21h30/6h00	21h30/6h00	
<b>Neutralisation de la Voie Rapide</b>	6h30/16h00	8h30/20h30	6h30/16h30	7h30/16h30	6h30/16h00	6h30/16h00	9h30/16h00	9h30/16h00	9h30/16h00	9h30/16h00	9h30/16h00	
<b>Coupure de la section courante</b>	19h30/6h30	20h30/6h30	19h30/6h30	20h30/6h30	19h30/6h30	19h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	21h00/06h00	
<b>Jour</b>												
<b>Nuit</b>	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	22h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h01	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09**  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur les VSA du réseau Coraly

RESTRICTION	A42 Miribel/Beynost		A42 Beynost/fin réseau Coraly		A432 Les Echets/A43		A466 A6/A46		A89	
	1	2	1	2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1	2	
PR	4+500 au 9+200		9+200 au 16		0+000 au 11+400		0+000 au 5+270		539+500 au 544+700	
<i>Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)</i>	<b>2 x 3</b>		<b>2 x 3</b>		<b>2 x 2 ou 2 x 3</b>		<b>2 x 2</b>		<b>2 x 2</b>	
	<b>1</b>		<b>1</b>		<b>1 et 2</b>		<b>1 et 2</b>		<b>1</b>	
<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>										
Neutralisation de la BAU	Jour		9h00/16h00		9h00/16h00		9h00/16h00		9h00/16h00	
	Nuit		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour		9h00/17h00		10h00/17h00		9h00/16h00		9h00/16h00	
	Nuit		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00	
	Nuit		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00	
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00	
	Nuit		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00	
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour									
	Nuit									
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour		9h00/16h00		10h00/16h00		10h00/15h30		10h00/16h00	
	Nuit		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30	
Coupure de la section courante	Jour		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00	
	Nuit		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00	

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur les VSA du réseau Coraly

RESTRICTION	AXE SECTION	A43 Périphérique / Manissteux		A43 Manissteux / fin réseau Coraly		A47		A450		
		1+000 au 6+500	6+500 au 18+500	0+000 au 6+000	6+000 au 16+000	0+000 au 5+850	5+850 au 8+000			
PR	Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)	2 x 3	2 x 4	1 x 3	2 x 2	2 x 2	2 x 2	2 x 2	1 x 2	
		1	1 et 2	2	1 et 2	1	2	1 et 2		
Neutralisation de la BAU	Sens	<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>								
		Jour								
	Nuit									
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	21h00/7h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	
	Nuit									
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour	22h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	
	Nuit									
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour	22h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	
	Nuit									
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour									
	Nuit									
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	10h00/16h00	9h00/16h00	9h30/16h00	9h30/16h00	9h30/16h00	9h30/16h00	9h30/16h00	9h30/16h00	
	Nuit	21h00/7h00	21h00/7h00	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h00	20h30/6h30	20h30/6h30	
Coupure de la section courante	Jour									
	Nuit	21h30/6h00	21h30/6h00	21h30/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	20h30/6h30	21h00/6h30	

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur les VSA du réseau Coraly**

RESTRICTION	AXE SECTION	A46N Anse/Les Echets		A46N Echets/Nœud des Iles		RN 346		A46S Marnisieux/Communay		A46S Communay/Ternay		BPNL La Pape/La Doua		BPNL Valvert/La Pape	
		0+000 au 18+000	18+000 au 25+700	18+000 au 25+700	25+700 au 41+000	41+000 au 57+500	57+500 au 62+000	0+000 au 2+400	33 au 41						
Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)	PR	2 x 2		2 x 2		2 x 2		2 x 2		2 x 2 ou 2 x 3		2 x 2 ou 2 x 3		2 x 2 ou 2 x 3	
	Sens	1 et 2	1 et 2	1	2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2
Neutralisation de la BAU	Jour	<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>													
	Nuit														
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	10h00/16h30	10h00/16h30	9h00/16h00	9h00/16h00	9h00/16h00	9h00/16h00	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30
	Nuit	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h00	20h30/6h00	20h30/6h00	20h30/6h00	20h30/6h00	20h30/6h00	20h30/6h00
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour	20h30/6h30													
	Nuit	20h30/6h30													
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour	20h30/6h30													
	Nuit	20h30/6h30													
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour														
	Nuit														
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	10h00/16h30													
	Nuit	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30
Coupure de la section courante	Jour	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00
	Nuit	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA**

**Tableau indicatif des possibilités de restriction de voies estimées d'après le trafic moyen pour les jours ouvrables ordinaires.**  
Ces horaires, donnés à titre de repère, sont à moduler en fonction des trafics réellement observés et des conditions réelles de circulation, éléments connus en temps réel par les PC de surveillance de la circulation (ou par les CIGT).

SECTION RESTRICTION	AXE	A6 Limas/Anse	A6 Anse/Limonest	M6 Limonest/Valvert	M6 Valvert/Perrache	M7 + A7 Perrache/RD 301	A7 RD 301/Ternay
<i>Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)</i>	PR	427+200 au 430+000	430+000 au 445+323	445+323 au 451+300	451+300 au 455+614	0+000 au 8+900	8+900 au 20+000
		<b>2 x 3</b>	<b>2 x 2</b>	<b>2 x 3</b>	<b>2 x 2</b>	<b>2 x 3 + 2 x 2</b>	<b>2 x 3</b>
	Sens	<b>1 et 2</b>	<b>1 et 2</b>	<b>1</b>	<b>1 et 2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
	Jour						
	Nuit						
<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>							
Neutralisation de la BAU							<b>TOUJ</b>
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	09h30/16h00	9h00/16h00				9h00/16h00*
	Nuit	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h00	21h00/6h30
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour	21h00/6h00					
	Nuit	21h00/6h00	21h30/6h00	22h00/6h00		21h00/6h00	22h00/6h30
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour	21h00/6h00					
	Nuit	21h00/6h00	21h30/6h00	22h00/6h00		21h00/6h00	22h00/6h30
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour						
	Nuit						
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	9h30/16h30	9h00/17h00	10h00/15h30			9h00/15h30
	Nuit	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30
Coupure de la section courante	Jour						
	Nuit	21h00/6h00	21h00/6h30	22h00/6h00	21h00/6h30	21h00/6h00	21h00/6h00

: neutralisation ou coupure en principe impossible sauf dans les périodes de très faible trafic d'agglomération (principalement entre Noël et jour de l'an et entre le 14 juillet et le 15 août, crise sanitaire)

**Les chantiers ne doivent pas créer, quel que soit le niveau de trafic, de bouchon persistant en amont de ceux-ci.**  
Si tel était le cas, l'enlèvement des balisages devra être réalisé dans un délai inférieur à 30 minutes.

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°**  
**concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA**

SECTION RESTRICTION	A7 Ternay/Vienne Nord		A7 Vienne Nord/Reventin		RD301		RD383		A42 Cx Luizet/Miribel		A42 Miribel/Beynost		A Beynost/lin		
	du 20+000 au 27+000		27+000 au 35+600		1+000 au 7+100		3+115 au 17+538		0+000 au 4+500		4+500 au 9+200		9+200		
<b>PR</b>	<b>2 x 3</b>		<b>2 x 4</b>		<b>2 x 2</b>		<b>2 x 3</b>		<b>2 x 2</b>		<b>2 x 3</b>		<b>2</b>		
	Sens		1 et 2		1		2		1		2		1		
<b>CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DES VOIES (hors points singuliers)</b>															
Neutralisation de la BAU	Jour	6h30/16h00		6h30/16h30		6h30/16h00		6h30/16h00		9h00/16h00		10h00/17h00		9h00/16h00	
	Nuit	19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	6h30/16h00		6h30/16h30		6h30/16h00		6h30/16h00		9h00/16h00		10h00/17h00		9h00/16h00	
	Nuit	19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30	
Neutralisation de la BAU + Voie Médiane	Jour	6h30/16h00		6h30/16h30		6h30/16h00		6h30/16h00		9h00/16h00		10h00/17h00		9h00/16h00	
	Nuit	19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30	
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour	6h30/16h00		6h30/16h30		6h30/16h00		6h30/16h00		9h00/16h00		10h00/17h00		9h00/16h00	
	Nuit	19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30	
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	6h30/16h00		6h30/16h30		6h30/16h00		6h30/16h00		9h00/16h00		10h00/17h00		9h00/16h00	
	Nuit	19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30	
Coupure de la section courante	Jour	6h30/16h00		6h30/16h30		6h30/16h00		6h30/16h00		9h00/16h00		10h00/17h00		9h00/16h00	
	Nuit	19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30	

**OURS POSSIBLE**

**TOUJOURS POSS**

Modification par rapport à V3

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA

SECTION RESTRICTION	AXE		42 resseau Cornaly	A432 Les Echets/A43		A466 A6/A46
	PR	0 au 16		0+000 au 1+400	11+400 au 33+900	
<i>Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)</i>			<b>2 x 2 ou 2 x 3</b>	<b>2 x 2 ou 2 x 3</b>	<b>2 x 2 ou 2 x 3</b>	<b>2 x 2</b>
	Sens	2	<b>1 et 2</b>	<b>1 et 2</b>	<b>1 et 2</b>	<b>1 et 2</b>
Neutralisation de la BAU	Jour	<b>IBLE</b>				
	Nuit					
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	10h00/17h00	9h00/16h00	9h00/16h00	9h00/16h00	9h00/16h00
	Nuit	21h00/6h30	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour	21h00/6h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	
	Nuit	21h00/6h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour					
	Nuit					
Neutralisation des 2 Voies Médiannes + Voie Rapide	Jour					
	Nuit					
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	10h00/17h00	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30
	Nuit	21h00/6h30	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00
Coupure de la section courante	Jour					
	Nuit	21h00/6h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA**

SECTION RESTRICTION	AXE		A89		A43 Périphérique / Manissteux		A43 Manissteux / fin réseau Coraly		A47		A450
	PR		539+500 au 544+700		1+000 au 6+500		6+500 au 18+500		0+000 au 6+000	6+000 au 16+000	0+000 au 5+850
<i>Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)</i>	<b>2 x 2</b>		<b>2 x 2</b>		<b>2 x 3</b>		<b>2 x 4</b>		<b>2 x 2</b>		<b>2 x 2</b>
	<b>1</b>		<b>2</b>		<b>1</b>		<b>1 et 2</b>		<b>1 et 2</b>		<b>1</b>
<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>											
Neutralisation de la BAU	Sens										
	Jour										
	Nuit										
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	9h00/16h00	9h00/16h00	9h00/16h00			7h00/16h00	9h30/16h30	9h00/15h30	9h00/16h30	9h30/16h30
	Nuit	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/7h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	20h30/6h30
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour			21h00/06h00	22h00/6h00	22h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00			
	Nuit						9h00/16h00	9h00/16h00			
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour			21h00/06h00	22h00/6h00	22h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00			
	Nuit						9h00/16h00	9h00/16h00			
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour						9h00/16h00	9h00/16h00			
	Nuit						21h00/6h00	21h00/6h00			
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	10h00/16h00	10h00/16h00	10h00/16h00	10h00/16h00	10h00/16h00	9h30/16h00	9h30/16h00	9h30/15h30	9h00/16h00	9h30/16h00
	Nuit	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/7h00	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h00	20h30/6h30	20h30/6h30
Coupure de la section courante	Jour										
	Nuit	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h30/6h00	21h30/6h00	21h30/6h00	21h30/6h00	21h00/6h00	20h30/6h30	20h30/6h30

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA

SECTION RESTRICTION	AXE	
	PR	5+850 au 8+000
	<i>Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)</i>	
	<b>1 x 2</b>	
	<b>Sens</b>	
	<b>1 et 2</b>	
Neutralisation de la BAU	Jour	
	Nuit	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	
	Nuit	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour	
	Nuit	
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour	
	Nuit	
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour	
	Nuit	
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	
	Nuit	
Coupure de la section courante	Jour	
	Nuit	21h00/6h30

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA

SECTION RESTRICTION	AXE	A46N Anse/Les Echets		A46N Echets/Nœud des Iles		RN 346	A46S Manissieux/Communay		A46S Communay/Ternay		BPNL La Pape/La Doua		BPNL Valvert/La Pape	
		0+000 au 18+000	18+000 au 25+700	18+000 au 25+700	9h00/16h30		10h00/16h30	9h00/16h00 ?	9h00/16h00	0+000 au 2+400	33 au 41			
Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)	PR	2 x 2	2 x 3	2 x 2	2 x 2	2 x 2	2 x 2	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2 ou 2 x 3	
		1 et 2	1 et 2	1	2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	
<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>														
Neutralisation de la BAU	Jour													
	Nuit													
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour		10h00/16h30	10h00/16h30	9h00/16h00			9h00/16h00	9h00/16h00	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30	
	Nuit	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30		20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/06h00	20h30/06h00	20h30/06h00	20h30/06h00	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour		20h30/6h30											
	Nuit			20h30/6h30						20h30/06h00	20h30/06h00	20h30/06h00	20h30/06h00	
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour													
	Nuit		20h30/6h30							20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	21h30/6h30	
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour													
	Nuit		10h00/16h30											
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour		10h00/16h30											
	Nuit	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30		20h30/6h30	20h30/6h30	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/15h30	
Coupure de la section courante	Jour													
	Nuit	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00		21h00/6h00	21h00/6h00	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	

69\_DDT\_Direction départementale des  
territoires du Rhône

69-2021-12-31-00003

Arrêté préfectoral n°2021 A 210 du 31  
décembre 2021  
de mise en réserve temporaire de pêche



**Arrêté préfectoral n°2021 – A 210 du 31 décembre 2021  
de mise en réserve temporaire de pêche**

Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d’Honneur,  
Commandeur de l’Ordre National du Mérite,

- VU le code de l’environnement, notamment ses articles R 436-73 et suivants,
- VU l’arrêté du 7 décembre 2020 prorogeant d’une année la durée des baux de pêche dans les eaux mentionnées à l’article L 435-1 du code de l’environnement,
- VU l’arrêté préfectoral n°69-2021-02-01-005 du 1<sup>er</sup> février 2021 portant délégation de signature à M. Jacques BANDERIER, directeur départemental des territoires du Rhône ;
- VU l’avis sans observation du service départemental de l’Office français de la biodiversité ;
- VU l’avis favorable de la Fédération départementale du Rhône et de la métropole de Lyon pour la pêche et la protection du milieu aquatique, du 19 octobre 2021 ;
- VU la mise en œuvre de la participation du public, du 24 novembre 2021 au 15 décembre 2021 ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L’arrêté n°2020 – A 176 de mise en réserve de pêche, du 24 décembre 2020, est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Au motif de protection de la ressource piscicole, il est institué les réserves de pêche suivantes à compter de la date de signature du présent arrêté et jusqu’au 31 décembre 2022 :

COMMUNE	GESTIONNAIRE	EMPLACEMENT
Ambérieux-d’Azergues	AAPPMA de Chazay-d’Azergues	Plan d’eau du Moulin, sur deux extrémités (voir annexe 1)
Amplepuis	AAPPMA d’Amplepuis	Partie du ruisseau « Le Rançonnet » bordée par les parcelles suivantes (voir annexe 2) : - rive droite : Parcelles n°389 à 391, 351, 352, 511, 341 à 343, 14, 414 à 416, 1, 141 et 142, - rive gauche : Parcelles n° 496, 362, 134, 135, 138, 139, 49, 370, 141, 142, 348, et 159.
Brignais	AAPPMA de la vallée du Garon	Partie de la rivière « Le Garon » : de la passerelle des Scouts en amont, au pont de la Levée en aval.
Charbonnières-les-Bains	AAPPMA de l’Yzeron et ses affluents	Partie du ruisseau de Charbonnières correspondant à la parcelle AW 3.

COMMUNE	GESTIONNAIRE	EMPLACEMENT
Charbonnières-les-Bains, Marcy-l'Étoile, Sainte-Consorce, Saint-Genis-les-Ollières, Tassin-la-Demi-Lune, La Tour-de-Salvagny	AAPPMA de l'Yzeron et ses affluents	– Ensemble du parc de Lacroix-Laval, – Ruisseau « Le Ribes » sur toute sa longueur.
Feyzin	AAPPMA de Lyon – Val-de-Saône (ALYVAL)	Étang Guinet.
Joux	Société de pêche La Turdine (AAPPMA de Tarare)	Partie de la rivière « La Turdine », en tête du plan d'eau de Joux sur une distance de 300 mètres environ (voir annexe 3) :  - Limite amont : au droit du pont de la route départementale 79,  - Limite aval : matérialisée par un câble tendu entre deux poteaux et des pancartes, au droit des parcelles AC 12 et AC 16 sur la rive gauche et au droit des parcelles AE 193 et AE 195 sur la rive droite.
Lamure-sur-Azergues	AAPPMA de Lamure-sur-Azergues	Partie de la rivière « Azergues » traversant le bourg de Lamure-sur-Azergues (voir annexe 4). Parcelles concernées :  – À l'ouest : AB399 – AB20 – AB19 – AB302 – AC185 – AC249 – AC183 – AC182 – AC181 – AC180 – AC179 – AC178 – AC177 – AC176 – AC108 – AC109 – AC110 – AC115 – AC275 – AC122 – AC123 – AC286 – AC126 – AC90 – AC88 – AC402 – AC407 – AC251  – À l'est : AB85 – AB86 – AB101 – AB102 – AB103 – AB104 – AB287 – AB105 – AB110 – AB111 – AB112 – AC94 – AC93 – AC92 – AD34
Liergues	AAPPMA de Liergues – Morgon – Merloup	Partie de la rivière « Merloup », sur une distance de 1 300 mètres environ (voir annexe 5) :  - Limite amont : Pont traversant la RD338, lieu-dit « Le Grand Passeloup », - Limite aval : Pont Berger, lieu-dit « Le Petit Passeloup ».
Loire-sur-Rhône	AAPPMA de Loire-sur-Rhône	- Partie de la rivière « Le Morin » bordée par les parcelles AH 0271, AH 0289, AH 0290, AH 0423, AH 0425, AH 0426, AH 0427, AH 0430, AH 0432 et AH 0433,  - Partie de la rivière « Le Rolland » bordée par les parcelles AI 0139, AI 0140, AI 0141, AN 0157, AN 0159, AN 0160, AN 0162 et AN 0165,  - Partie de la rivière « Le Siffet » bordée par les parcelles AM 0266 et AM 0544.

COMMUNE	GESTIONNAIRE	EMPLACEMENT
Lucenay	AAPPMA d'Anse	Parcelle cadastrale n°1051 – section B.
Lyon	Union lyonnaise des pêcheurs à la ligne	Parc de la Tête d'Or (voir annexe 6) : - Tout le linéaire de berges pour ce qui concerne le ruisseau de la Rize à partir du point d'alimentation jusqu'au pont de la buvette des cygnes, - Tronçon de berge situé du point d'alimentation jusqu'au pont du vélodrome et jusqu'au pont couvert.
Marcilly-d'Azergues	AAPPMA de Chazay – Marcilly – Civrieux-d'Azergues – Les Chères	Parcelle cadastrale n°1459 – section A.
Rivolet	AAPPMA du Nizerand (de Rivolet-Denicé)	Partie du ruisseau « Le Nizerand » située dans la traversée du village, d'une longueur d'environ 500 m et bordée par les parcelles suivantes : - rive droite : parcelles n°402, 460, 461, 463, 465, 467, 477, 491, 492, 493 et 494, - rive gauche : parcelles n°329, 330, 331, 335, 336, 347, 348, 351, 352, 354, 360, 362, 384, 387, 390, 391, 482, 483, 503, 508 et 509.
Saint-Genis-les-Ollières	AAPPMA de l'Yzeron et ses affluents	Ruisseau « Le Ratier », de 100 mètres en aval du pont « chez Courbières » jusqu'à la confluence avec le ruisseau « Le Ribes » (voir annexe 7).
Sainte-Foy-l'Argentière	AAPPMA de Sainte-Foy-l'Argentière	Partie du ruisseau « L'Orgeolle » située entre la confluence avec la Brévenne et le pont du Boulevard du 19 Mars 1962 (voir annexe 8).
Sainte-Foy-l'Argentière, Souzy	AAPPMA de Sainte-Foy-l'Argentière	Partie de la rivière la Brévenne située entre le pont de la Grande rue et le pont de la rue du Val d'Argent (voir annexe 8).
Saint-Vincent-de-Reins	AAPPMA du Haut-Reins	Rivière « Reins », sur une longueur d'environ 650 mètres, depuis le pont des Filatures en amont jusqu'au pont de la Tuilière en aval (annexe 9).
Tarare	Société de pêche La Turdine (AAPPMA de Tarare)	Rivière « La Turdine », de l'ancienne RD 14 (avant construction de l'A 89) au chemin de la Bussière (voir annexe 10).
Vaugneray	AAPPMA de l'Yzeron et ses affluents	Rivière « Yzeron », du pont de Saint-Laurent-de-vaux à 100 mètres en aval du pont de Chambefort (voir annexe 11).
Vaulx-en-Velin, Décines-Charpieu	Union lyonnaise des pêcheurs à la ligne	Territoire du Grand Parc de Miribel Jonage, sur les secteurs appelés « espace nature des Grands Vernes » et « îlot du Vieux Rhône », correspondant au lac des Eaux Bleues (voir annexe 12).
Yzeron	AAPPMA de l'Yzeron et ses affluents	Deux parties de la rivière « Yzeron » : - de sa source au plan d'eau du Ronzay, - de la cascade d'Yzeron jusqu'au pont des Adrets (voir annexe 13).

Par tous moyens, toute pêche est interdite dans ces réserves du 1<sup>er</sup> janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2022 inclus.

**ARTICLE 3 :** Les mesures complémentaires suivantes sont instaurées :

- Lyon, Parc de la Tête-d'Or : L'exercice de la pêche n'est autorisé que sur des postes de pêche numérotés de 1 à 10 (annexe 6).

**ARTICLE 4 :** Il est rappelé que les réserves de pêche du domaine public fluvial sont listées dans le cahier des charges et conditions particulières pour l'exploitation du droit de pêche de l'État du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2022, dans le département du Rhône et la métropole de Lyon.

**ARTICLE 5 :** Toute infraction au présent arrêté sera punie d'une contravention, conformément à l'article R436-79 du code de l'environnement.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Rhône et de la Métropole de Lyon.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Lyon – 184, Rue Duguesclin – 69003 LYON, dans un délai de deux mois à compter de sa parution.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 8 :** La préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental des territoires du Rhône, le président de la fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique du Rhône, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départemental du Rhône, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité du Rhône, les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie pendant un mois, affichage renouvelé chaque année à la même date et pour la même durée.

Le directeur départemental

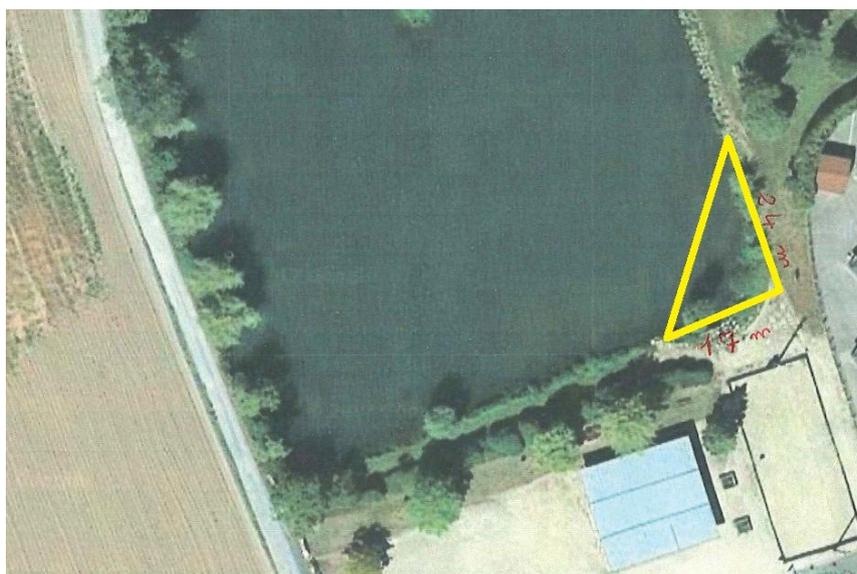
Jacques BANDERIER

ANNEXE 1 : Réserves de pêche sur le plan d'eau du Moulin à  
Ambérieux-d'Azergues

VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

Jacques BANDERIER

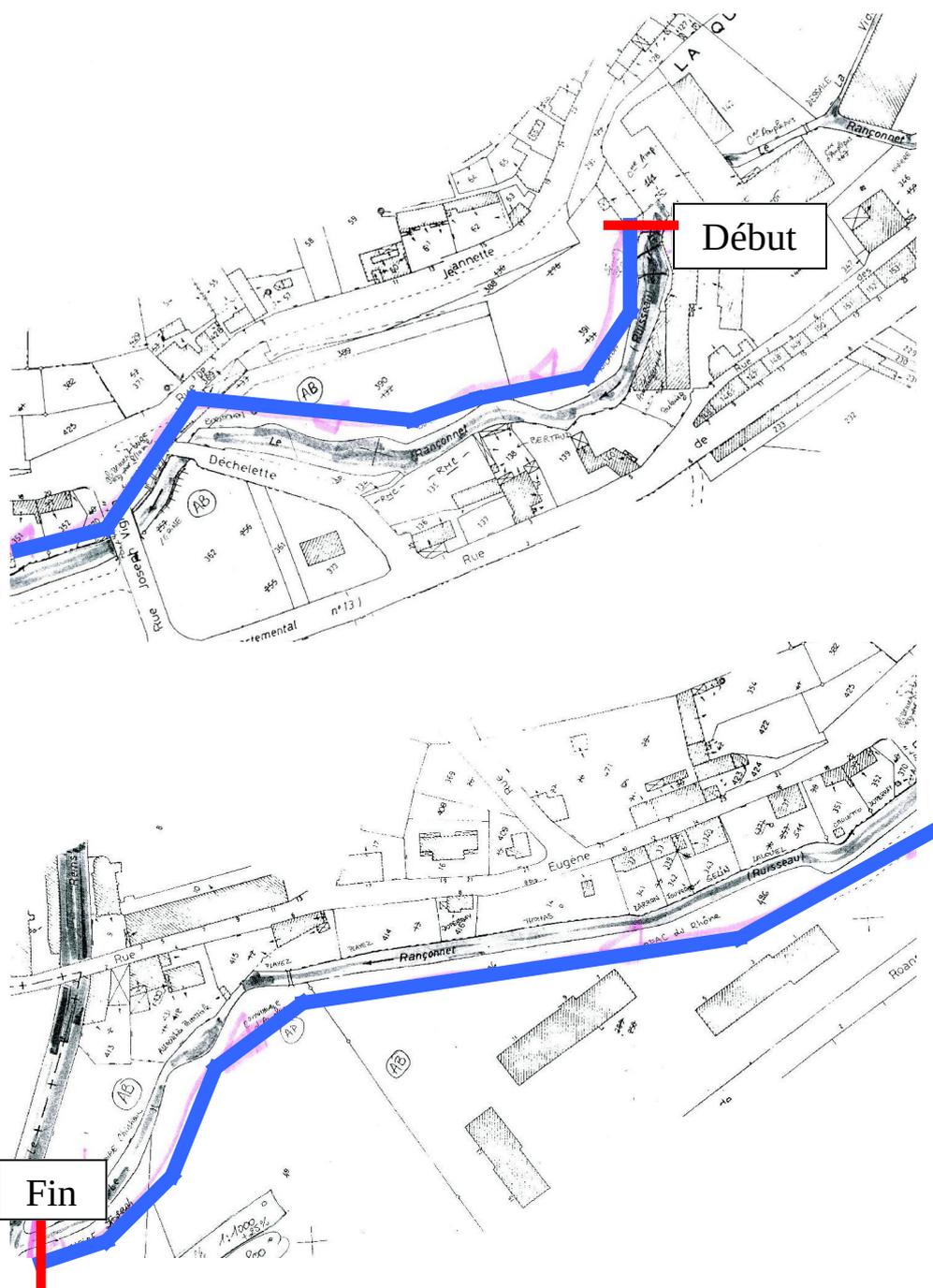


ANNEXE 2 : Réserve de pêche sur le ruisseau « Le Rançonnet » à Amplepuis

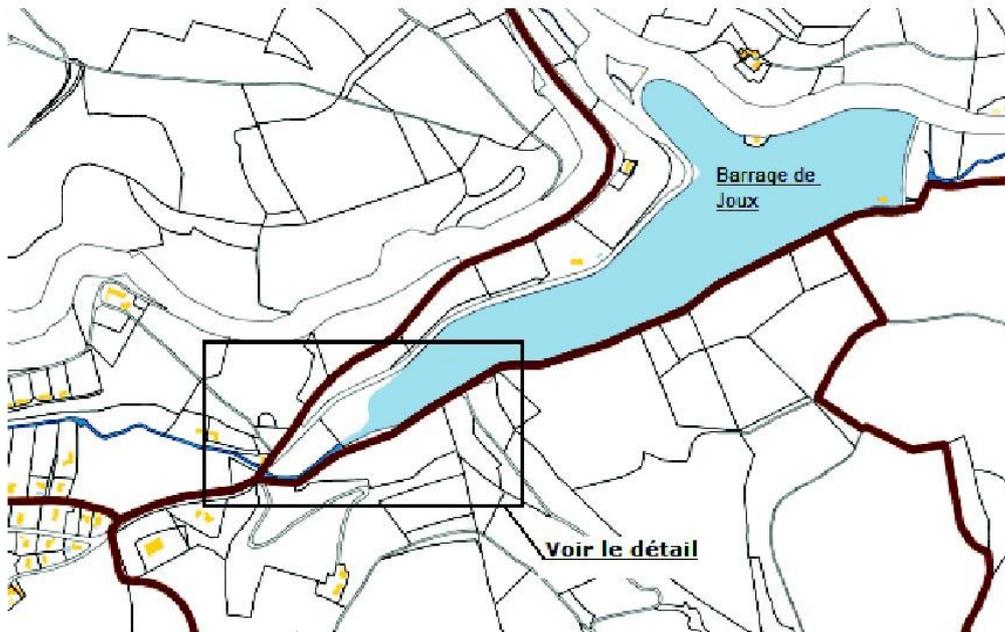
VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

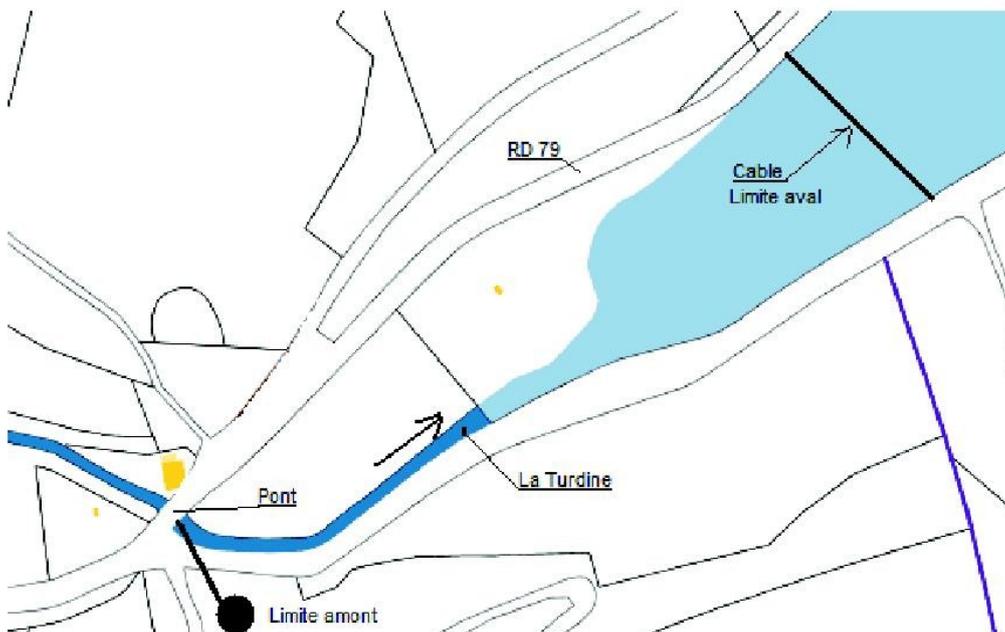
Jacques BANDERIER



ANNEXE 3 : Réserve de pêche sur la rivière « La Turdine »,  
en tête du plan d'eau de Joux



Détail :



VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

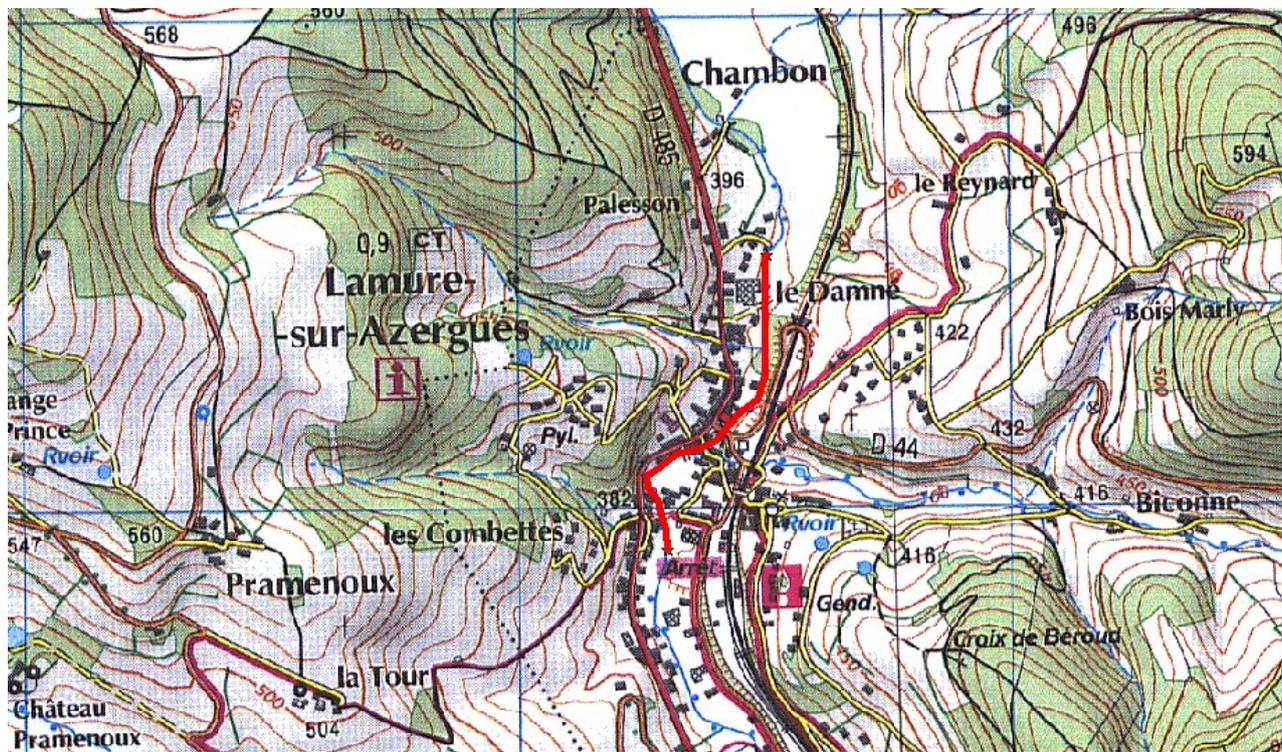
Jacques BANDERIER

ANNEXE 4 : Réserve de pêche sur la rivière « Azergues »,  
à Lamure-sur-Azergues

VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

Jacques BANDERIER

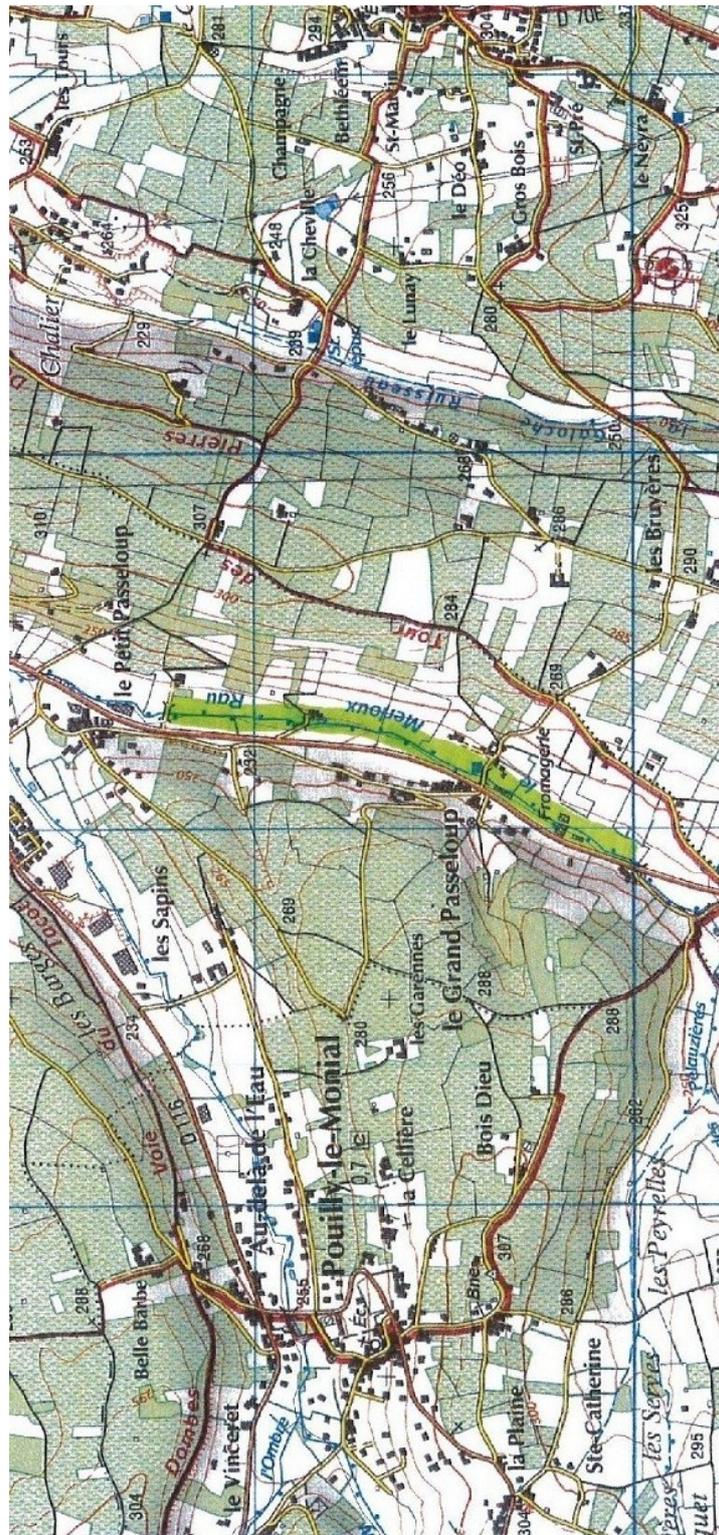


ANNEXE 5 : Réserve de pêche sur la rivière « Merloup », entre le pont traversant la RD338 (lieu dit « Le Grand Passeloup ») en amont et le pont Berger (lieu-dit « Le Petit Passeloup ») en aval, à Liergues

VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

Jacques BANDERIER

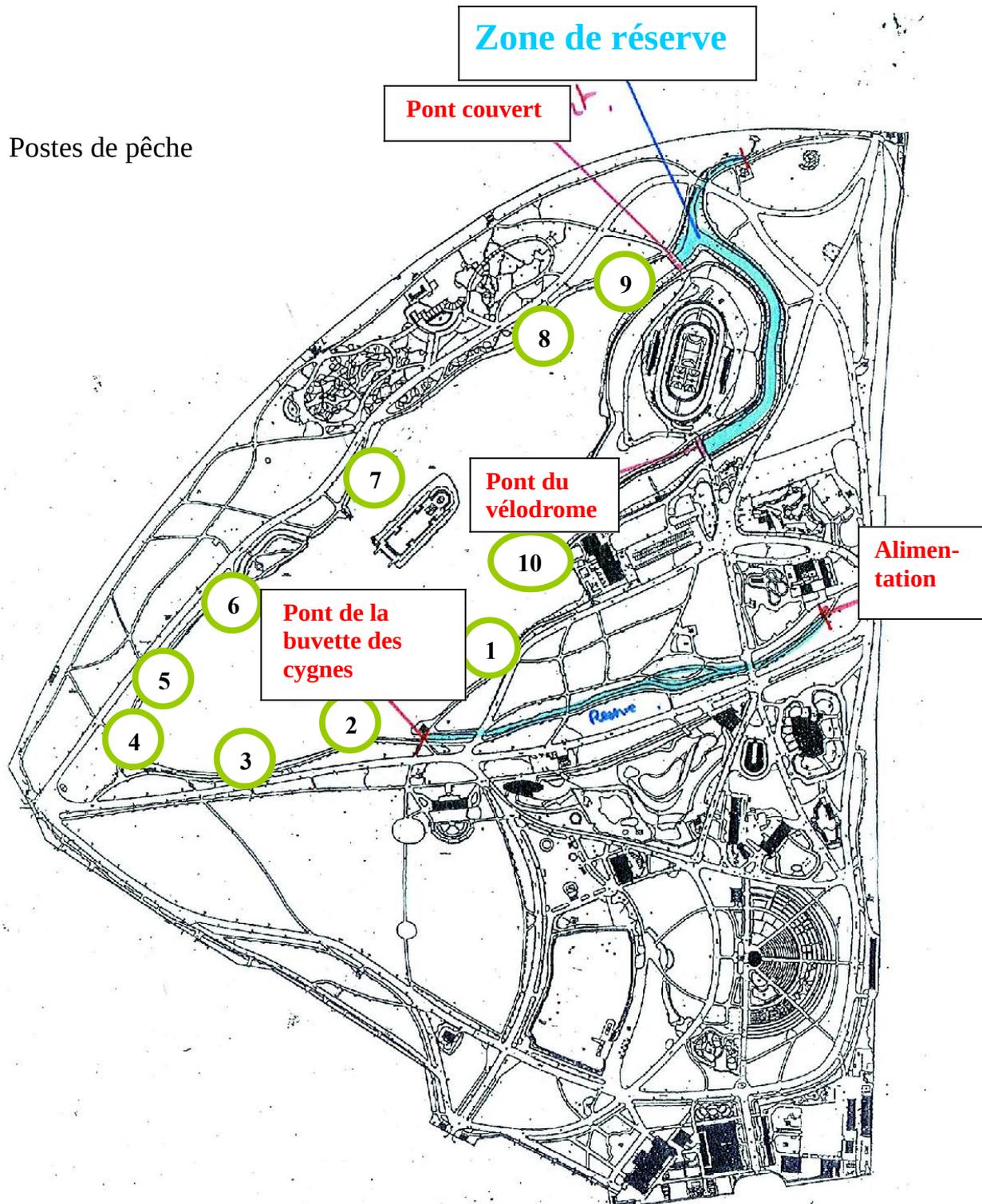


ANNEXE 6 : Réserve de pêche sur les ruisseaux affluents du lac du parc de la Tête d'Or, à Lyon

VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental  
Jacques BANDERIER

 Postes de pêche

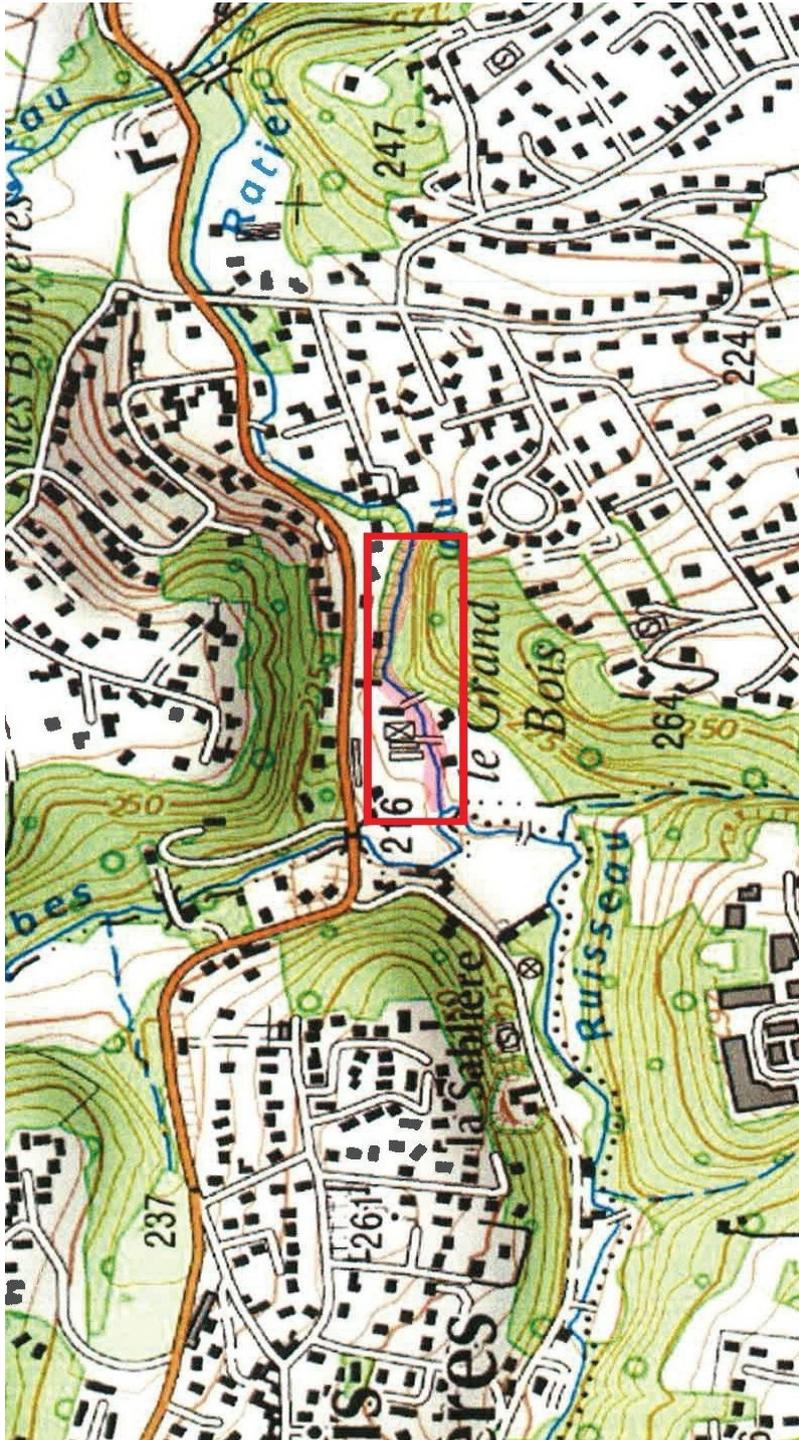


ANNEXE 7 : Réserve de pêche sur le ruisseau « Le Ratier », à  
Saint-Genis-les-ollières

VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

Jacques BANDERIER

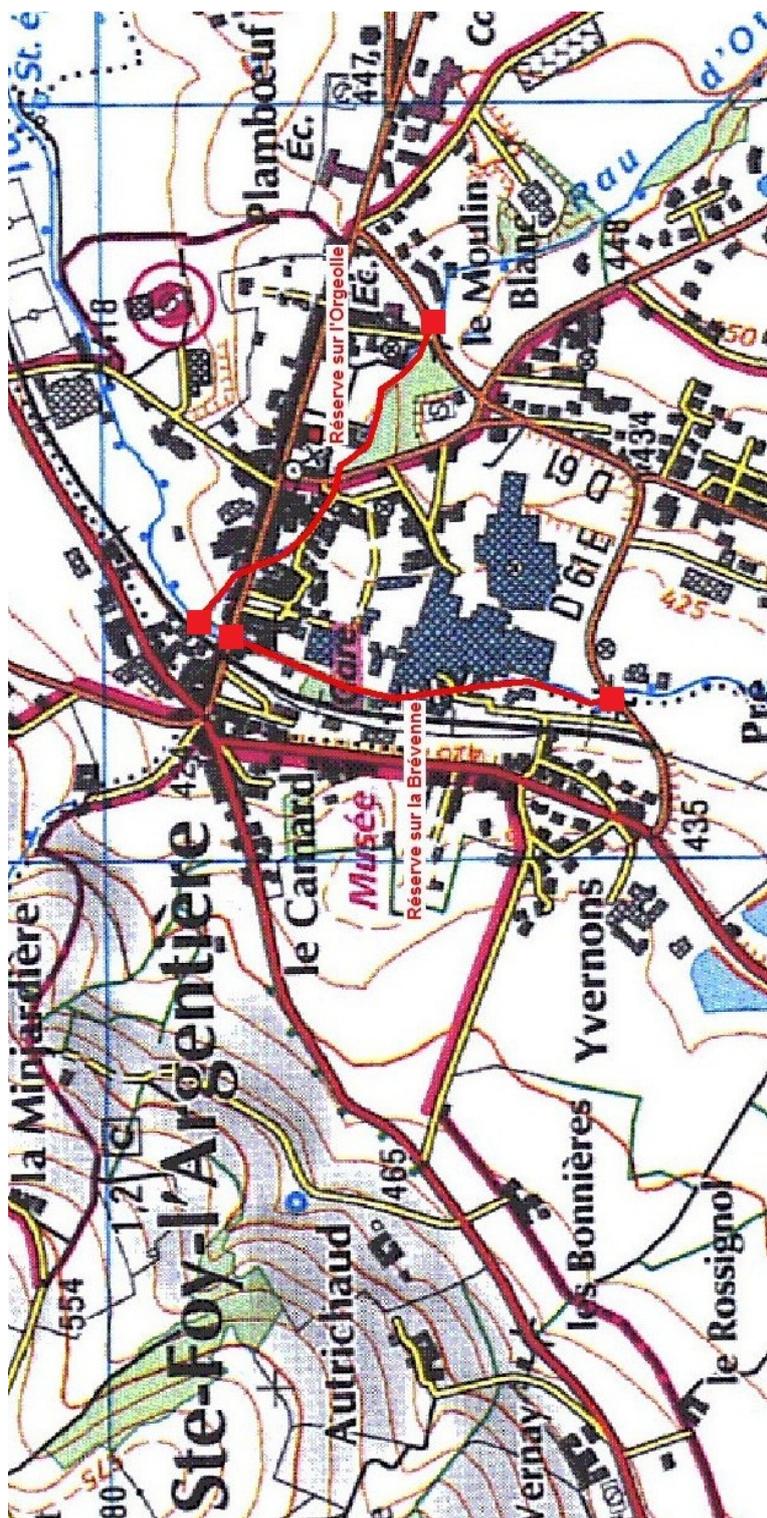


ANNEXE 8 : Réserves de pêche sur les « Brévenne » et « Orgeolle » à Sainte-Foy-l'Argentière et Souzy

VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

Jacques BANDERIER

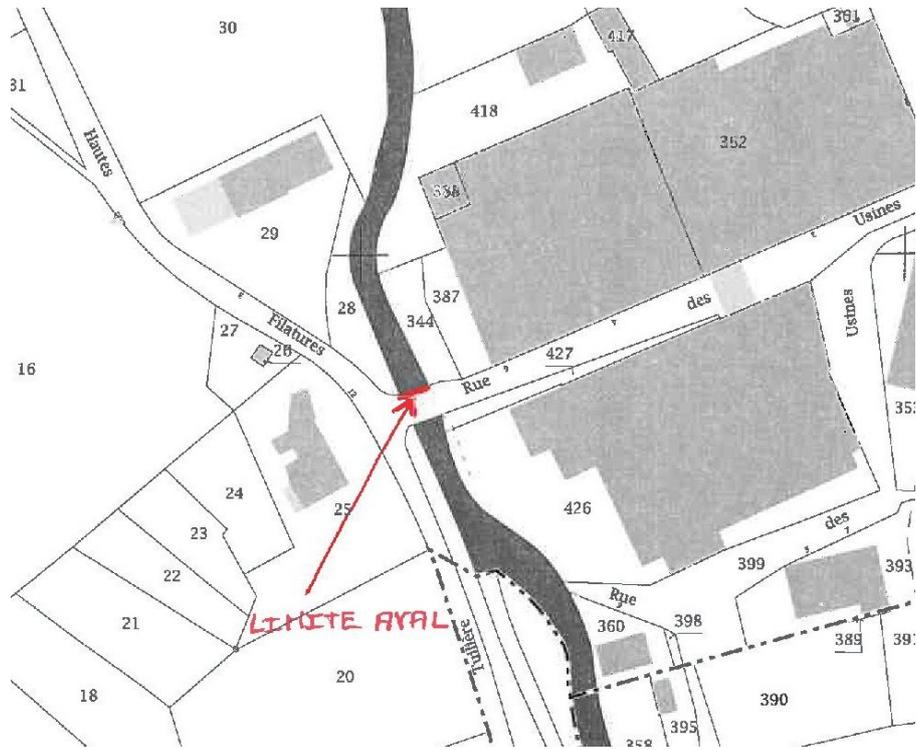
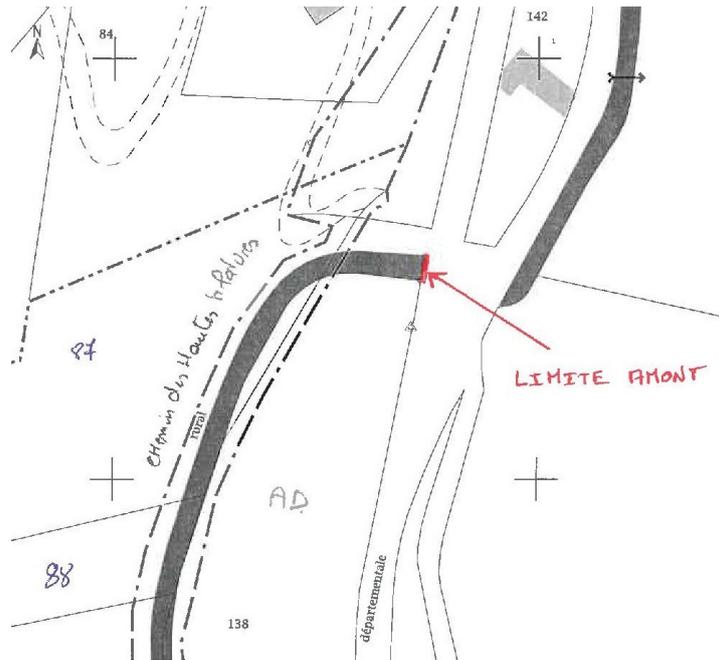


ANNEXE 9 : Réserve de pêche sur la rivière « Reins », à  
Saint-Vincent-de-Reins

VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

Jacques BANDERIER

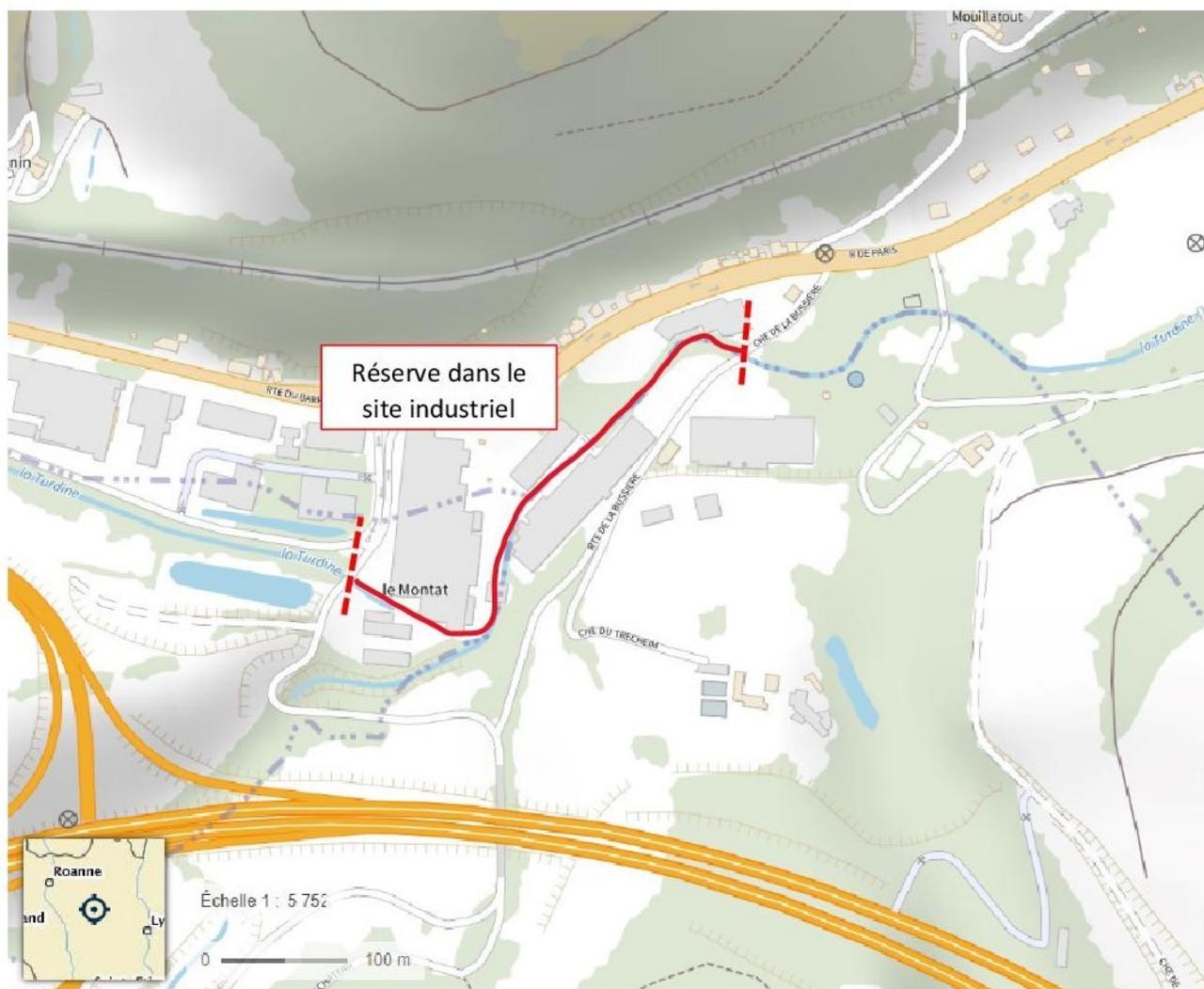


ANNEXE 10 : Réserve de pêche sur la rivière « La Turdine », entre le pont de l'ancienne RD 14 et l'entrée du busage à 100 m en aval du viaduc SNCF, à Tarare

VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

Jacques BANDERIER

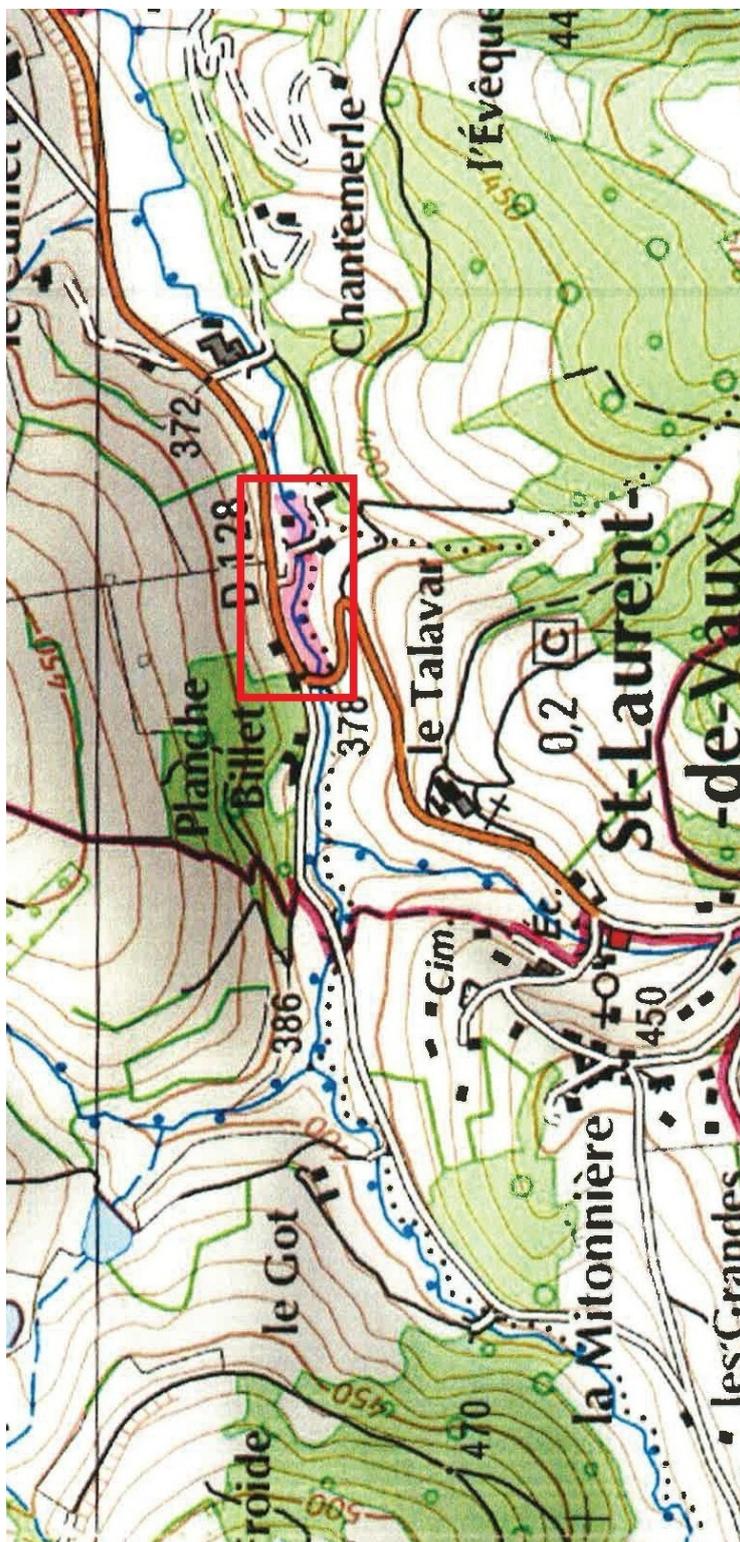


ANNEXE 11 : Réserve de pêche sur la rivière « Yzeron », à Vaugneray

VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

Jacques BANDERIER



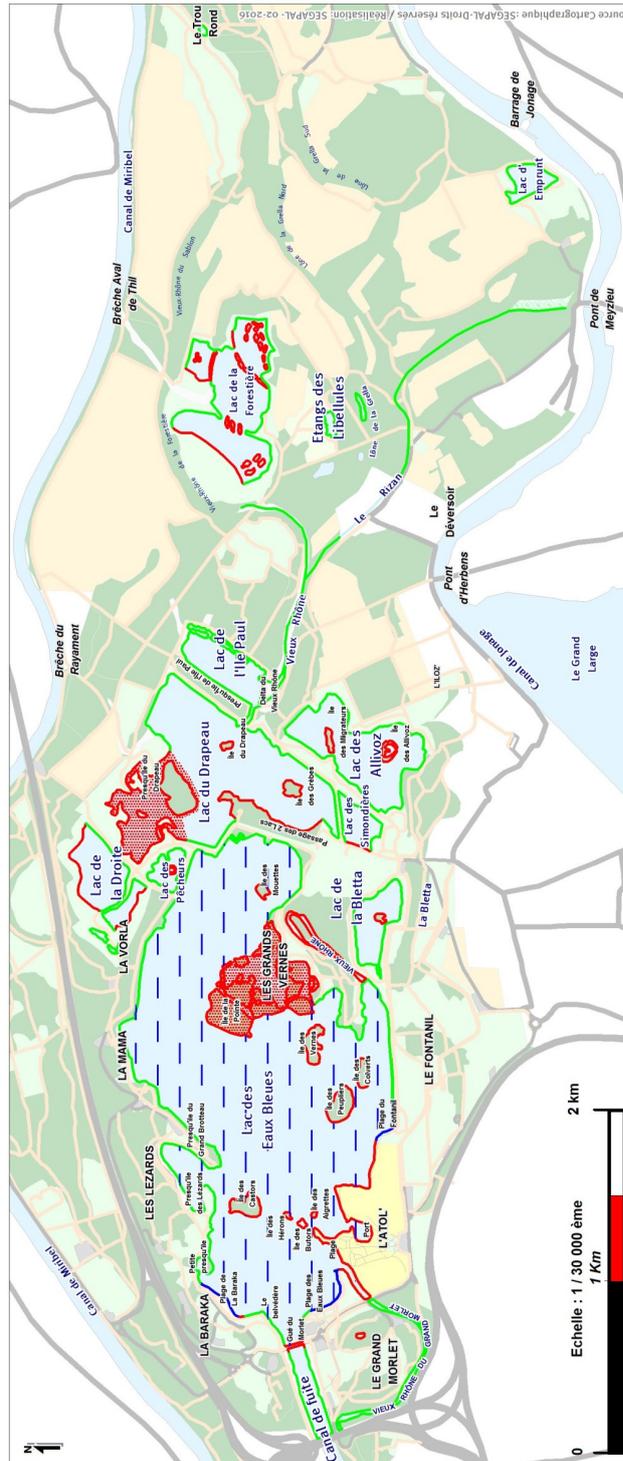
ANNEXE 12 : Réserves de pêche sur le territoire du Grand Parc Miribel Jonage, à Vaulx-en-Verin et Décines-Charpieu

VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

Jacques BANDERIER

**CONVENTION DE LOCATION DU DROIT DE PÊCHE SUR LES LACS ET COURS D'EAU DU GRAND PARC MIRIBEL-JONAGE  
AVENANT ANNUEL D'APPLICATION 2016**



**Règlementation**

- Berges ou cours d'eau ouverts à la pêche
- Berges ou cours d'eau fermés à la pêche
- Berges fermées à la pêche durant la période estivale

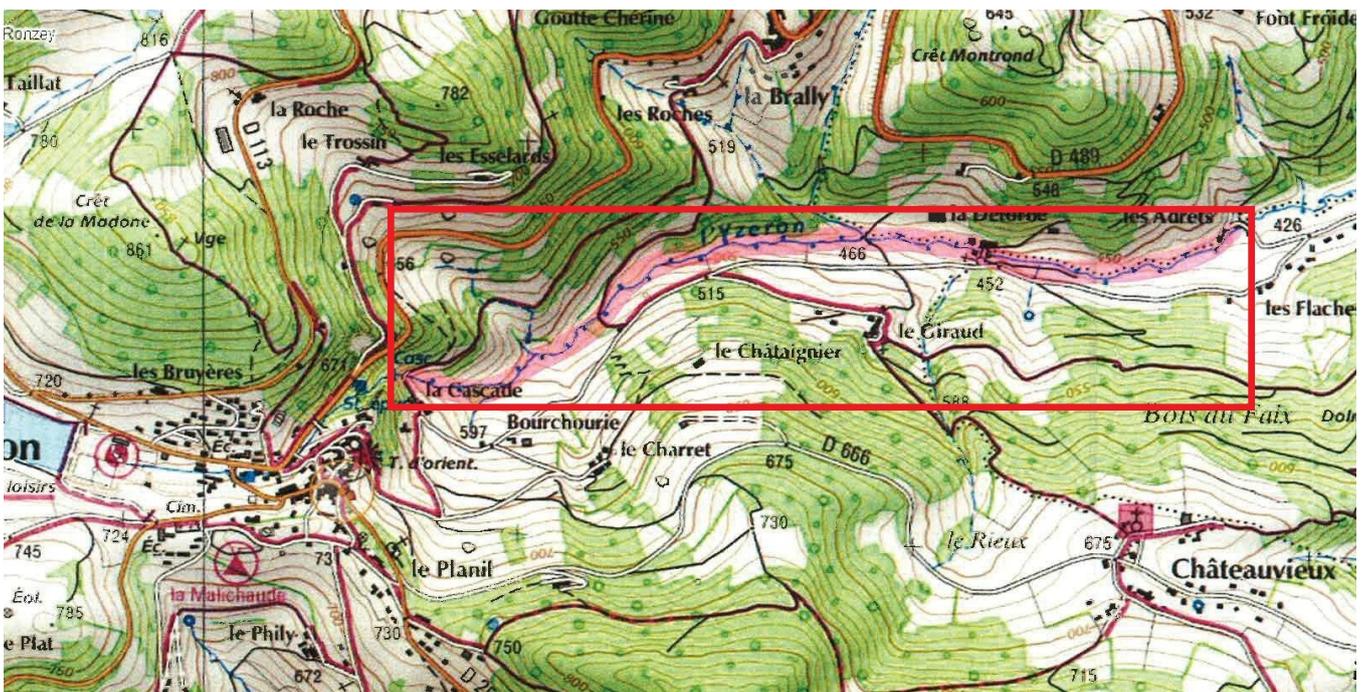
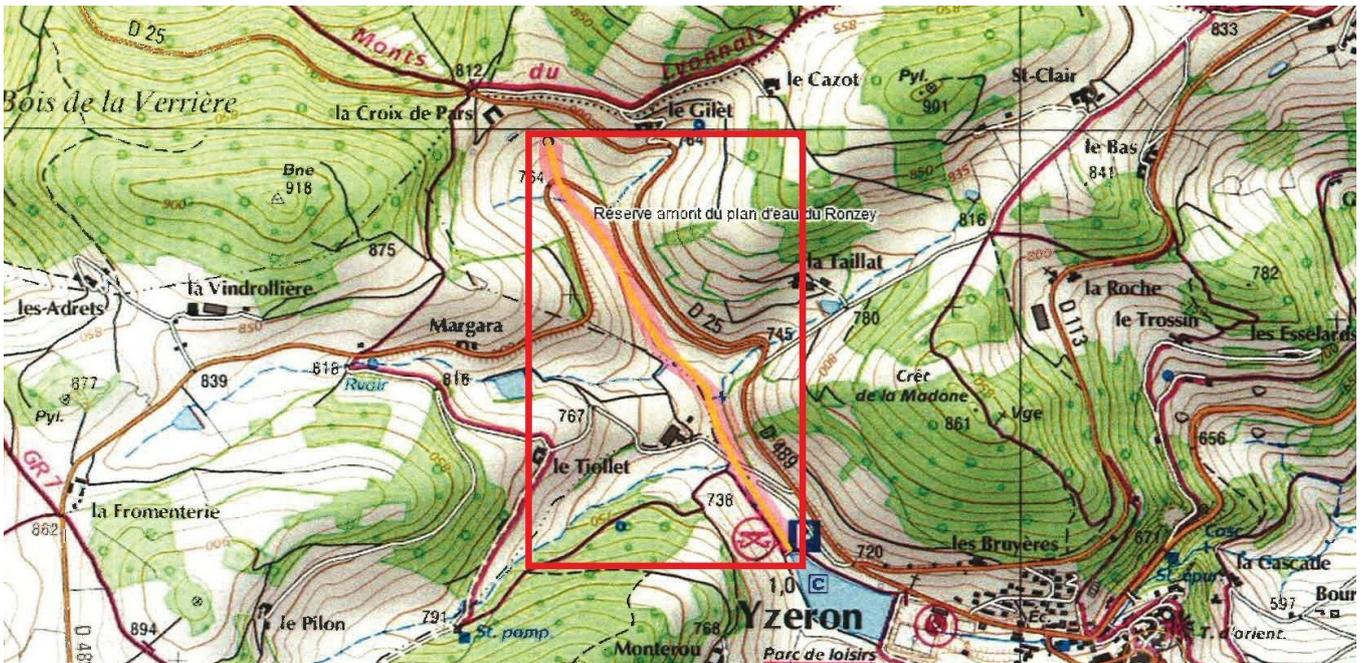
- Interdiction d'accoster et de pêcher sur les îles**
- Réserve de pêche**
- Plan d'eau fermé à la navigation et au Float-Tube**
- Plan d'eau Ouvert à la navigation et au Float-Tube**

ANNEXE 13 : Réserve de pêche sur la rivière « Yzeron », à Yzeron

VU, BON POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
n° 2021 – A 210 DU 31 décembre 2021

Le directeur départemental

Jacques BANDERIER



69\_DDT\_Direction départementale des  
territoires du Rhône

69-2021-12-31-00004

Arrêté préfectoral n°2021 A 211 du 31  
décembre 2021

fixant les périodes d'ouverture de la pêche et les  
modes de pêche spécifiques autorisés dans le  
département du Rhône et la Métropole de Lyon  
pour l'année 2022



**Arrêté préfectoral n°2021 – A 211 du 31 décembre 2021  
fixant les périodes d'ouverture de la pêche et les modes de pêche spécifiques autorisés dans le  
département du Rhône et la Métropole de Lyon pour l'année 2022**

Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet de la Zone de défense et de sécurité sud-est,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 436-5, R. 432-5, R. 436-6 à R. 436-35 ;
- VU l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif aux obligations de déclaration des captures d'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) par les pêcheurs en eau douce ;
- VU le plan national de gestion de l'anguille du 29 septembre 2010 et le volet local de l'unité de gestion Rhône Méditerranée ;
- VU le schéma départemental de vocation piscicole des cours d'eau du département du Rhône approuvé par l'arrêté préfectoral n°1649-88 du 15 novembre 1988 ;
- VU le plan départemental de protection des milieux aquatiques et de gestion des ressources piscicoles du département du Rhône du 3 septembre 2004 ;
- VU le plan des actions nécessaires du département du Rhône du 3 novembre 2005 ;
- VU les schémas de vocation piscicole du fleuve Rhône et de la rivière Saône ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2010-6134 fixant le classement des cours d'eau, canaux et plans d'eau en deux catégories piscicoles ;
- VU les cahiers des charges et conditions particulières pour l'exploitation du droit de pêche de l'état du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2021, prorogés jusqu'au 31 décembre 2022 par l'arrêté ministériel du 7 décembre 2020 ;
- VU la consultation de l'Association départementale agréée des pêcheurs amateurs aux engins et filets du Rhône du 27 octobre 2021 ;
- VU l'avis favorable du service départemental de l'Office français de la biodiversité du 1<sup>er</sup> octobre 2021 ;
- VU l'avis favorable de Monsieur Florestan Giroud (Association agréée interdépartementale des pêcheurs professionnels de la Saône et du Haut-Rhône) du 27 octobre 2021 ;
- VU l'avis favorable de Voies navigables de France du 27 octobre 2021 ;
- VU l'avis favorable de la Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique du Rhône et de la Métropole de Lyon du 8 novembre 2021 ;
- VU l'avis de la commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce ;
- VU la mise en œuvre de la participation du public, du 13 octobre 2021 au 3 novembre 2021 ;

- CONSIDÉRANT que les caractéristiques du milieu aquatique justifient des mesures particulières de protection du patrimoine piscicole ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'harmoniser la pratique de la pêche dans le département du Rhône et la Métropole de Lyon ;

CONSIDÉRANT	la nécessité d'une gestion patrimoniale de la truite fario dans les cours d'eau de première catégorie du département du Rhône et dans le cours d'eau du ROSSAND, traversant un périmètre protégé par arrêté de biotope ;
CONSIDÉRANT	la position de la délégation de bassin Rhône Méditerranée sur la nécessité d'harmoniser les dates d'ouverture pour le brochet et le sandre sur le bassin ;
CONSIDÉRANT	la nécessité de veiller à la préservation des espèces d'écrevisses indigènes ;
CONSIDÉRANT	la nécessité de veiller à la période de reproduction du black-bass en 2 <sup>ème</sup> catégorie ;
CONSIDÉRANT	que les plans d'eau du département du Rhône varient d'une superficie de 0,4 ha à une superficie de 200 ha ;
CONSIDÉRANT	la nécessité de réguler le nombre de cannes autorisées par pêcheur et par plan d'eau en fonction de la taille du plan d'eau ainsi que la taille des poissons prélevés ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Outre les dispositions directement applicables du titre III du livre IV du code de l'environnement, la réglementation de la pêche dans le département du Rhône et la Métropole de Lyon est fixée conformément aux articles suivants.

### **ARTICLE 2 : Temps d'ouverture**

Les temps d'ouverture de la pêche dans le département du Rhône et la Métropole de Lyon pour l'année 2021 sont fixés comme suit :

<u>ESPÈCES</u>	<u>COURS D'EAU ET PLAN D'EAU DE 1<sup>ÈRE</sup> CATÉGORIE</u>	<u>COURS D'EAU ET PLANS D'EAU DE 2<sup>NDE</sup> CATÉGORIE</u>
<b>TOUTES ESPÈCES, sauf dérogations ci-dessous :</b>	<b>du 12 mars au 18 septembre inclus</b>	<b>du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre inclus</b>
Truite arc-en-ciel	du 12 mars au 18 septembre inclus	<b>Fleuve Rhône, rivière Saône et plans d'eau de 2<sup>nde</sup> catégorie :</b> du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre inclus <b>Autres rivières :</b> du 12 mars au 18 septembre inclus
Truite fario et autres salmonidés	du 12 mars au 18 septembre inclus	
Ombre commun	du 14 mai au 18 septembre inclus	du 21 mai au 31 décembre inclus
Brochet	Du 30 avril au 18 septembre inclus	du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 janvier inclus et du 30 avril au 31 décembre inclus
Sandre	du 12 mars au 18 septembre inclus	du 1 <sup>er</sup> janvier au 13 mars inclus et du 30 avril au 31 décembre inclus
Black-bass	du 12 mars au 18 septembre inclus	du 1 <sup>er</sup> janvier au 1 <sup>er</sup> mai inclus et du 2 juillet au 31 décembre inclus
Anguille jaune	du 1 <sup>er</sup> mai au 18 septembre inclus	du 1 <sup>er</sup> mai au 30 septembre inclus
Anguille argentée	PÊCHE INTERDITE	
Écrevisse à pattes rouges, des torrents, à pattes blanches et à pattes grêles	les 23, 24 et 25 juillet inclus	
Autres écrevisses	du 12 mars au 18 septembre inclus	du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre inclus
Grenouilles verte et rousse	du 1 <sup>er</sup> juillet au 18 septembre inclus	du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre inclus

### **ARTICLE 3 : Heures d'interdiction**

La pêche amateur ne peut s'exercer plus d'une demi-heure avant le lever du soleil, ni plus d'une demi-heure après son coucher.

Les pêcheurs professionnels peuvent placer, manœuvrer et relever leurs filets et engins quatre heures avant le lever du soleil et quatre heures après son coucher.

Les conditions pour exercer la pêche en dehors de ces horaires sont définies, **exclusivement pour la carpe**, à l'article 4 de cet arrêté.

### **ARTICLE 4 : Pêche de nuit de la carpe**

Seule la pêche de nuit de la carpe est autorisée. Elle se pratiquera uniquement à l'aide d'esches végétales et depuis les rives des cours d'eau concernés. La pêche de nuit depuis les îles est interdite. La pêche de nuit de la carpe depuis une embarcation est interdite.

Pendant la période comprise entre une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée vivante. En cas de capture d'autres espèces, celles susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques devront être détruites et obligatoirement transportées mortes. Les autres espèces devront être immédiatement remises à l'eau.

Sous réserve de l'accord du titulaire du droit de pêche, la pêche à la carpe est autorisée de nuit **uniquement sur les parcours listés dans l'annexe 1 du présent arrêté**. La pêche de nuit de la carpe est interdite sur tous les autres cours d'eau et sur l'ensemble des plans d'eau du département du Rhône. Les secteurs situés dans les départements limitrophes sont listés dans les arrêtés préfectoraux des départements concernés.

Des autorisations temporaires peuvent être accordées dans la mesure où la demande est présentée avant le 1<sup>er</sup> mars de chaque année à la DDT – Service eau et nature, et sous réserve de l'avis favorable de l'Office français de la biodiversité et de la Fédération départementale de pêche et de protection du milieu aquatique du Rhône et de la Métropole de Lyon.

### **ARTICLE 5 : Taille minimum de certaines espèces**

Les poissons et écrevisses des espèces précisées ci-après ne peuvent être pêchés et doivent être remis à l'eau immédiatement après leur capture si leur longueur est inférieure à :

- 35 cm pour le black-bass dans les eaux de la 2e catégorie,
- 60 cm pour le brochet dans les eaux de la 2e catégorie,
- 9 cm pour les écrevisses à pattes rouges, des torrents, à pattes grêles, à pattes blanches,
- 30 cm pour l'ombre commun,
- 50 cm pour le sandre dans les eaux de la 2e catégorie,
- 23 cm pour les truites.

Les grenouilles dont les espèces sont mentionnées à l'article R. 436-11 ne peuvent être pêchées et doivent être remises à l'eau immédiatement après leur capture si leur corps est d'une longueur inférieure à 8 cm. La longueur du corps d'une grenouille est mesurée du bout du museau au cloaque.

La longueur des poissons est mesurée du bout du museau à l'extrémité de la queue déployée, celle des écrevisses de la pointe de la tête, pinces et antennes non comprises, à l'extrémité de la queue déployée.

### **ARTICLE 6 : À titre de sites pilotes expérimentaux :**

Pour l'espèce sandre, une fenêtre de capture est instaurée pour les pêcheurs de loisir. Les sandres de longueur inférieure à 40 cm et ceux de longueur supérieure à 60 cm doivent être remis à l'eau immédiatement après leur capture :

- sur la rivière Saône et ses plans d'eau annexes connectés, du barrage de Dracé en amont du pont de la M7 (ex-A7) en aval à proximité de la confluence avec le Rhône,
- sur le lac du Ronzey.

Pour l'espèce brochet, une fenêtre de capture est instaurée pour les pêcheurs de loisir. Les brochets de longueur inférieure à 50 cm et ceux de longueur supérieure à 70 cm doivent être remis à l'eau immédiatement après leur capture :

- sur le canal de Jonage,
- sur le Grand Large entre les barrages de Cusset et de Jonage,
- sur les plans d'eau du parc de Miribel Jonage,
- sur le lac du Bordelan,
- sur le lac du Colombier,
- sur le lac du Ronzey.

Pour l'espèce truite fario, une fenêtre de capture est instaurée pour les pêcheurs de loisir. Les truites fario de longueur inférieure à 20 cm et celles de longueur supérieure à 25 cm doivent être remises à l'eau immédiatement après leur capture :

- sur la Brévenne et ses affluents de la limite départementale avec la Loire en amont jusqu'au pont du lieu-dit « Le Martinet » sur la commune de Sain-Bel, autorisé uniquement à la pêche sans ardillon,

- sur le haut Garon et ses affluents, sur le parcours patrimonial en amont du rond-point de la D311 situé en aval du village de Thurins, autorisé uniquement à la pêche sans ardillon.

Pour l'espèce silure, entre les chutes à proximité du parc de la Feysine (commune de Villeurbanne) et Pierre-Bénite, et sur le lac des Eaux-Bleues, une taille de capture maximale est instaurée pour les pêcheurs de loisir. Les silures de longueur supérieure à 1,70 m doivent être remis à l'eau immédiatement après leur capture.

Les populations de ces milieux font l'objet d'un suivi spécifique.

#### **ARTICLE 7 : Nombre de captures autorisées – conditions de capture**

Le **nombre de captures de salmonidés** autorisé par jour et par pêcheur de loisir, amateur aux engins et professionnel sur les cours d'eau et plans d'eau est fixé à **six**.

Le **nombre de captures autorisé de sandres, brochets et black-bass**, par pêcheur de loisir et par jour, est fixé à **trois**, dont **un seul brochet**, sur l'ensemble des cours d'eau et plans d'eau du département et de la Métropole de Lyon.

Toutes les espèces de poissons peuvent être transportées vivantes à l'exception des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques.

Pour les pêcheurs amateurs, les **carpes** de plus de 60 centimètres ne doivent pas être transportées vivantes (L436-16 du code de l'environnement).

#### **ARTICLE 8 : Procédés et modes de pêche autorisés**

L'emploi des filets maillants est autorisé dans les conditions suivantes :

- Sur le fleuve **RHÔNE** et la rivière **SAÔNE**, pendant la période de fermeture du sandre, l'utilisation par les pêcheurs professionnels des filets maillants (araignées et tramails) est interdite à l'exception des filets maillants à maille de 10 mm maxi et des filets maillants à maille supérieure ou égale à 135 mm.

- Les autres outils, qui capturent les espèces sans leur porter atteinte (carrelets, nasses...), restent autorisés pour la pêche des espèces autres que le brochet, le sandre et le black-bass.

Pendant la période d'interdiction spécifique de la pêche du brochet, la pêche au vif, au poisson mort ou artificiel et aux leurres susceptibles de capturer ce poisson de manière non accidentelle, est interdite dans les eaux classées en 2<sup>ème</sup> catégorie piscicole.

#### **ARTICLE 9 : Lâcher de poissons**

Sur l'ensemble du cours d'eau du ROSSAND, le lâcher de truites surdensitaires **est interdit** (arrêté préfectoral n°2013 – E 10 du 2 juillet 2013).

Sur le lac du parc de la Tête d'or, à Lyon, les apports extérieurs de poissons sont strictement interdits.

## **ARTICLE 10 : Réerves de pêche**

Sur la rivière AZERGUES, les parcours de pêche des associations agréées de pêche d'Anse, Chazay d'Azergues, Lozanne – L'Arbresle sont mis en réserve du lundi 14 février 2022 au vendredi 11 mars 2022 inclus (sauf entre l'étang de Civrieux d'Azergues et l'ancien barrage des eaux du S.I.E.V.A. (limite Civrieux et Lozanne). Durant cette période, la pêche reste autorisée sur les plans d'eau de ces associations. La pratique de la pêche est interdite sur les parties de rivière ou les plans d'eau **mis en réserve par arrêté préfectoral**.

## **ARTICLE 11 : Parcours « no kill »**

Les parcours de pêche suivants énumérés dans cet article sont classés « no kill ». Le poisson doit obligatoirement être remis à l'eau après sa capture :

- sur le lac du parc de la Tête d'or : pour toutes les espèces,
- sur la rivière Turdine, du pont de Bussièras au passage busé sous Tarare, à 100 mètres en aval du viaduc, pour toutes les espèces,
- sur la rivière Turdine, entre le busage près des cours de tennis et le busage près du terrain de football, sur la commune de Tarare, pour toutes les espèces,
- sur le plan d'eau du petit Nizy : pour toutes les espèces à l'exception de la Truite arc-en-ciel,
- sur l'étang de Varagnat : pour toutes les espèces de carnassiers et l'espèce Carpe,
- sur le plan d'eau de Boistray : pour les espèces Black-bass et Carpe,
- sur le lac des Sapins : pour l'espèce Black-bass,
- sur le lac du Colombier : pour l'espèce Black-bass,
- sur le plan d'eau de Chamalan : pour l'espèce Black-bass,
- sur le plan d'eau de l'Argentièrre : pour l'espèce Black-bass,
- sur le plan d'eau de l'Azole amont : pour l'espèce Black-bass,
- sur le plan d'eau du Noyer : pour l'espèce Black-bass.

Seule la **pêche à la mouche** est autorisée, à l'aide d'hameçon sans ardillon :

- sur la rivière Azergues : entre l'étang de Civrieux d'Azergues et l'ancien barrage des eaux du S.I.E.V.A (limite Civrieux et Lozanne),
- sur la rivière Azergues à Chamelet entre le pont-route de Dième (limite aval) et le pont SNCF (limite amont),
- sur le plan d'eau du petit Nizy.

**ARTICLE 12** : Seule la **pêche sans ardillon** est autorisée sur les parcours **patrimoniaux** ci-dessous :

- le Reins et ses affluents (de la source jusqu'à la cascade au lieu-dit « Les Cloches » sur la commune de Cublize),
- Le Rançonnet et ses affluents,
- la Turdine et ses affluents en amont du barrage de Joux, Le Boussuivre, Le Vermare, le Haut Torranchin (en amont du pont du lieu-dit Goutail à Saint-Forgeux),
- les ruisseaux affluents de la Brévenne : Le Buvet, Le Conan, Le Cosne, Le Dorieu, le ruisseau de Lafay, L'Orgeole, Le Rossand,
- le Haut Yzeron (en amont de la passerelle des Barcel) et ses affluents,
- le Haut Garon et ses affluents (à partir du village de Thurins, en amont du rond-point de la D311),
- le Nizerand (au-dessus du village de Rivolet),
- tous les ruisseaux en amont de la déchetterie de Monsols et tous les affluents de la Grosne occidentale,
- sur tout le parcours des rivières suivantes : Le Mezerin, Le Soanan, Le Vavre,
- Le Ry et ses affluents.

## **ARTICLE 13 : Nombre maximum de cannes par pêcheur sur la Basse Azergues et les plans d'eau**

Le nombre maximum de cannes sur la Basse Azergues entre la confluence avec la Saône et la confluence avec la Brévenne est limité à 2 (deux).

Le nombre maximum de cannes par pêcheur sur les plans d'eau est précisé dans l'annexe 2 du présent arrêté. Les lignes ne doivent pas dépasser l'axe médian d'un plan d'eau.

**ARTICLE 14 :** Le présent arrêté est affiché dans les mairies du département du Rhône et de la Métropole de Lyon au moins pendant un mois.

**ARTICLE 15 :** Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du Rhône et de la Métropole de Lyon.

**ARTICLE 16 :** Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa parution.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 17 :** La préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental des territoires du Rhône, les maires des communes du département et de la Métropole de Lyon, le président de la Fédération du Rhône et de la Métropole de Lyon pour la pêche et la protection du milieu aquatique, le président de l'Association départementale agréée des pêcheurs amateurs aux engins et filets du Rhône, le président de l'Association agréée interdépartementale des pêcheurs professionnels en eau douce de la Saône et du Haut-Rhône, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité du Rhône, le chef de l'unité départementale du Rhône de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La préfète  
Secrétaire générale  
Préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR

ARRÊTÉ N° 2021 – A 211  
 FIXANT LES PÉRIODES D'OUVERTURE DE LA PÊCHE ET LES MODES DE PÊCHE SPÉCIFIQUES AUTORISÉS  
 DANS LE DÉPARTEMENT DU RHÔNE ET LA MÉTROPOLE DE LYON  
 POUR L'ANNÉE 2022

**ANNEXE 1 :**

Liste des parcours sur lesquels la pêche à la carpe est autorisée de nuit uniquement, sous réserve de l'accord du titulaire du droit de pêche :

Vu, bon pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2021 – A 211

La préfète  
 Secrétaire générale  
 Préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR

<u>PÉRIODE D'AUTORISATION</u>	<u>COURS D'EAU</u>	<u>RIVES</u>	<u>EMPLACEMENT PRÉCIS</u>
Du vendredi soir au lundi matin toute l'année	Saône	Droite	Du PK 64,000 au PK 63,450
Tous les jours	Saône	Droite	Du PK 31,500 (pointe avale de l'île du Roquet) au PK 31,000 (passerelle de Trévoux)
Tous les jours	Saône	Droite	Du PK 24,450 au PK 22,500
Tous les jours	Saône	Gauche	Du PK 24,120 au PK 22,500
Tous les jours	Saône	Droite et gauche	Du PK 22,500 au PK 17,485
Tous les jours	Saône	Droite et gauche	Du PK 15,500 au PK 14,000
Tous les jours	Saône	Droite et gauche	Du PK 14,000 au PK 9,500
Tous les jours	Saône	Droite et gauche	Du PK 9,500 au PK 6,900 (pont Mazarik)
Tous les jours	Rhône	Droite	Du PK 33,380 au PK 32,000
Tous les jours	Rhône	Droite	Du PK 28,500 au PK 27,000
Tous les jours	Rhône	Droite	Du PK 26,000 au PK 24,500
Tous les jours	Rhône	Gauche (canal de Jonage)	Du PK 14,100 (pont de la Sucrierie) au PK 8,900 (sur toute la rive du plan d'eau du Grand Large)
Tous les jours	Rhône	Droite	Du PK 4,500 (autopont de l'échangeur fixé comme limite amont de la réserve dite « de Pierre Bénite ») au PK 3,000 (station de pompage ARKEMA)

ARRÊTÉ N° 2021 – A 211  
 FIXANT LES PÉRIODES D'OUVERTURE DE LA PÊCHE ET LES MODES DE PÊCHE SPÉCIFIQUES AUTORISÉS  
 DANS LE DÉPARTEMENT DU RHÔNE ET LA MÉTROPOLE DE LYON  
 POUR L'ANNÉE 2022

**ANNEXE 2 :**

Nombre maximum de cannes par pêcheur sur les plans d'eau :

Vu, bon pour être annexé à l'arrêté préfectoral n°2021 – A 211

La préfète  
 Secrétaire générale  
 Préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR

<u>COMMUNE (ou secteur Miribel Jonage)</u>	<u>PLAN D'EAU</u>	<u>NOMBRE MAXIMUM DE CANNES PAR PÊCHEUR</u>
Ambérieu-d'Azergues	Le Moulin	2
Anse	Lac du Grand Colombier	4
Anse	Plan d'eau des Communaux	2
Aveize	Plan d'eau du centre médical de l'Argentière	2
Belleville-sur-Saône	La Gravière	2
Belleville-sur-Saône	Les Sablons	4
Chaponost	Étang du Boulard	2
Civrieux-d'Azergues	Civrieux	2
Cours	Le Berthier	2
Cours	Le Colombier	2
Cours	Le Moulin	2
Cublize	Lac des Sapins	4
Décines-Charpieu et Meyzieu	Le Grand Large	4
Haute-Rivoire	Le Noyer	2
Joux	Barrage de Joux	4
Les Chères	Plan d'eau des Chères	2
Loire-sur-Rhône	La Lône du Prin	4
Lyon	Plan d'eau de la Tête d'Or	2
Marcilly-d'Azergues	Plan d'eau de Marcilly	2
Meys	Le Varagnat	2
Secteur Miribel Jonage	Lac des Allivoz	2
Secteur Miribel Jonage	Lac de la Bletta	2

<u>COMMUNE (ou secteur Miribel Jonage)</u>	<u>PLAN D'EAU</u>	<u>NOMBRE MAXIMUM DE CANNES PAR PÊCHEUR</u>
Secteur Miribel Jonage	Lac du Drapeau	4
Secteur Miribel Jonage	Lac de la Droite	2
Secteur Miribel Jonage	Lac des Eaux Bleues	4
Secteur Miribel Jonage	Lac de l'Emprunt	2
Secteur Miribel Jonage	Lac de la Forestière	2
Secteur Miribel Jonage	Lac de l'île Paule	4
Secteur Miribel Jonage	Lac des Pêcheurs	2
Secteur Miribel Jonage	Lac des Simondières	2
Mornant	La Madone	4
Orliénas	La Combe Gilbert	2
Pomeys	Barrage de la Gimond	2
Pomeys	Plan d'eau de Hurongues	2
Poule-les-Écharmeaux	Plan d'eau de Poule-les-Écharmeaux	2
Propières	Plans d'eau d'Azole	2
Quincieux	Le Chamalan	2
Saint-Georges-de-Reneins	Le Boistray	4
Saint-Igny-de-Vers	Plan d'eau de la Vendenesse	2
Saint-Jean-d'Ardières	Plan d'eau de la Gare	2
Saint-Vincent-de-Reins	Les Filatures	2
Sainte-Foy-l'Argentière	Le Jomard	2
Taponas	La Gravière	2
Thurins	Barrage de Thurins	1
Trades	Plan d'eau de Trades	2
Tupin-et-Semons	Étangs de l'île de la Chèvre	2
Vernaison	Bassin de Joute	2
Villefranche-sur-Saône	Le Bordelan	4
Yzeron	Plan d'eau du Ronzey	2

69\_DDT\_Direction départementale des  
territoires du Rhône

69-2021-11-02-00010

Exploitation des chantiers courants et traitement  
des situations d'urgence sur les voies  
structurantes d'agglomération (VSA) autour de  
l'agglomération de Lyon

**ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL n° DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09**  
relatif à l'exploitation des chantiers courants et traitement des situations  
d'urgence sur les Voies Structurantes d'Agglomération (VSA) autour de  
l'agglomération de Lyon

**- Réglementation permanente de la police de circulation -**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST  
PRÉFET DU RHÔNE,**  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

**LA PRÉFÈTE de l'AIN**  
Chevalier de la Légion d'honneur

**LE PRÉFET de l'ISÈRE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**LA PRÉFÈTE de la LOIRE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**LE PRÉSIDENT de la MÉTROPOLE de LYON**

**VU** le Code de la route ;  
**VU** le Code de la voirie routière ;  
**VU** le Code général des collectivités territoriales ;  
**VU** le décret 2006-304 du 16 mars 2006, portant création et organisation des directions  
interdépartementales des routes ;  
**VU** le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des  
routes à grande circulation ;  
**VU** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Pascal MAILHOS, en qualité de préfet de la  
région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;  
**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Catherine SARLANDIE de la ROBERTIE, en  
qualité de préfète de l'Ain ;  
**VU** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Catherine SEGUIN, en qualité de préfète de la  
Loire ;  
**VU** le décret du 19 mai 2021 portant nomination de M. Laurent PREVOST, en qualité de préfet de l'Isère ;

**VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes ;  
**VU** l'arrêté du président de la métropole n° 2020-07-16-R-0574 du 16 juillet 2020 portant délégation de signature, pour les mesures de police de la circulation à Fabien BAGNON, vice-président délégué à la Voirie et mobilités actives ;  
**VU** le décret 2006-304 du 16 mars 2006, portant création et organisation des Directions Interdépartementales des Routes ;  
**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I, 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents ;  
**VU** la note technique du 14 avril 2016 du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer relative à la coordination des chantiers sur le réseau national (RRN) ;  
**VU** la note du ministère de la transition écologique, direction générale des infrastructures des transports et de la mer, définissant annuellement le calendrier des jours « hors chantiers » sur le réseau routier national ;  
**VU** l'avis favorable de la direction départementale des territoires de l'Ain du 27 mai 2021 ;  
**VU** l'avis favorable de la direction départementale des territoires de l'Isère du 04 juin 2021 ;  
**VU** l'avis favorable de la direction départementale des territoires de la Loire du 27 mai 2021-;  
**VU** l'avis favorable de la Métropole de Lyon du 26 mai 2021 ;

**CONSIDÉRANT** le caractère constant et répétitif de certains chantiers routiers ;

**CONSIDÉRANT** certaines situations d'urgence nécessitant de prendre sans délai des mesures de restriction de trafic ;

**CONSIDÉRANT** qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des personnels des gestionnaires des voies structurantes d'agglomération autour de l'agglomération de Lyon et des entreprises chargées des travaux ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réduire autant que possible les entraves à la circulation provoquées par les chantiers ;

**CONSIDÉRANT** que les sections concernées par ces travaux sont situées hors agglomération,

**SUR PROPOSITIONS** des directeurs départementaux des territoires du Rhône, de l'Ain, de l'Isère et de la Loire,

**SUR PROPOSITION** du président du conseil de la Métropole de Lyon,

## **ARRÊTENT**

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'arrêté inter-préfectoral Rhône-Ain-Isère-Loire n° DDT\_SST\_2016\_01\_11\_01 du 28 décembre 2016 est abrogé.

### **Article 2**

Le présent arrêté permanent est applicable aux chantiers exécutés ou contrôlés par les services des gestionnaires sur le réseau des Voies Structurantes d'Agglomération autour de l'agglomération lyonnaise, à savoir :

Axes	Début		Fin	
	PR début	Commentaire	PR fin	Commentaire
A6	<b>Sens 1 : 427+200 Sens 2 : 445+329</b>	Sens 1 : barrière de Villefranche	<b>445+323 427+200</b>	
M6	<b>Sens 1 : 445+323 Sens 2 : 453</b>		<b>453 445+329</b>	Entrée Tunnel sous Fourvière
Tunnel sous Fourvière	<b>453</b>		<b>454+910</b>	
M6	<b>Sens 1 : 454+910 Sens 2 : 455+610</b>		<b>455+614 454+910</b>	
M7	<b>Sens 1 : 0 Sens 2 : 5+756</b>		<b>6+155 0</b>	
A7	<b>Sens 1 : 6+155 Sens 2 : 35+600</b>	Fin réseau Coraly au PR 22+330	<b>35+600 5+756</b>	
A46N	<b>0</b>	Jonction avec l'A6	<b>25+680</b>	Jonction avec A42
RN 346	<b>Sens 1 : 25+736 Sens 2 : 40+1013</b>		<b>40+1013 25+686</b>	
A46S	<b>Sens 1 : 40+920 Sens 2 : 61+370</b>		<b>Sens 1 : 61+590 Sens 2 : 40+870</b>	
A42	<b>0</b>	Nœud de Croix-Luizet	<b>16</b>	
A43	<b>0</b>	Nœud des essarts	<b>18+500</b>	
A432	<b>0</b>	Jonction avec l'A46N	<b>33+900</b>	Jonction avec l'A43
A450	<b>0</b>	Jonction avec l'A7	<b>8</b>	
A47	<b>0</b>	Nœud de Ternay	<b>16</b>	
A89	<b>539+500</b>		<b>544+700</b>	Jonction avec l'A6
D383	<b>Sens 1 : 3+115 Sens 2 : 17+504</b>	Porte de la Doua	<b>17+538 3+445</b>	Jonction avec l'A7
D301 (BUS)	<b>Sens 1 : 1 Sens 2 : 7+072</b>	Jonction avec l'A7	<b>7+088 1</b>	Jonction avec l'A46S
BPNL	<b>33</b>	Avec PR 41 = péage du Rhône	<b>2+400</b>	Du <b>PR 0</b> (péage du Rhône) au Nœud de Croix-Luizet

ainsi que tous les échangeurs et toutes les collectrices se rattachant à ces voies jusqu'aux limites d'exploitation des gestionnaires des voies structurantes d'agglomération listées ci-dessus.

Le réseau défini au présent article sera dénommé, dans la suite de cet arrêté, le réseau maillé.

Le réseau Coraly est décrit dans la carte figurant dans l'annexe 2.

### **Article 3**

Sont couverts par le présent arrêté, les chantiers dits « courants », il s'agit de travaux d'entretien, de réparation et de maintenance de chaussée et de ses équipements.

### **Article 4**

Les restrictions suivantes, appliquées individuellement ou dans leur totalité, peuvent être imposées au droit des chantiers :

**\* Limitations de vitesse**

**\* Interdictions de dépasser**

**\* Basculement total des voies de circulation**

**\* Micro-coupures (fermeture de moins de 15 minutes)**

Considérant que ces micro-coupures sont encadrées systématiquement par les forces de l'ordre qu'elles doivent rester très exceptionnelles.

**\* Alternat sur les parties bidirectionnelles de bretelle**

**\* Neutralisation de voie(s) de circulation et/ou de la Bande d'Arrêt d'Urgence en section courante**

**\* Neutralisation de la Bande d'Arrêt d'Urgence dans les bretelles et neutralisation d'une voie de circulation dans les bretelles d'échangeurs comprenant plusieurs voies.**

**\* Fermeture de section courante et/ou des bifurcations, de nuit (à l'exception des fermetures ayant pour conséquence une levée d'interdiction de transit des PL > 7,5 tonnes dans les tunnels du Boulevard Périphérique Nord de Lyon et le tunnel sous Fourvière)**

Avec déviation sur le réseau maillé, complété par les itinéraires « S » validés par arrêté préfectoral. Les déviations de nuit n'empruntant qu'un échangeur du réseau secondaire sont également autorisées sous réserve d'avoir préalablement recueilli l'avis formel et conforme du gestionnaire des voies concernées ainsi que l'avis du Maire de la commune si la déviation emprunte une section située en agglomération.

**\* Fermeture de bretelle des diffuseurs de jour et de nuit**

Avec déviation sur le réseau maillé ou déviation n'empruntant qu'un échangeur du réseau secondaire (sous réserve d'avoir préalablement recueilli l'avis formel et conforme du gestionnaire des voies concernées ainsi que l'avis du Maire de la commune si la déviation emprunte une section située en agglomération) ou déviation sur le réseau appartenant au même gestionnaire que la bretelle de diffuseur fermée.

**\* Réduction de la largeur de voie à 3,20 mètres**

Uniquement sur la voie adjacente aux travaux et accompagnée d'une limitation de vitesse à 90 km/h lorsque la vitesse maximale habituellement autorisée sur la section est de 130 km/h ou 110 km/h ; à 70 km/h lorsque la vitesse maximale habituellement autorisée sur la section est de 90 km/h et à 50 km/h lorsque la vitesse maximale habituellement autorisée sur la section est de 70 km/h.

**\* Dévoisement total ou partiel de la circulation dans les bretelles de diffuseur ou de bifurcation**

La largeur de voie ne pourra être réduite en deçà de 3,20 mètres.

**\* Toute autre restriction doit faire l'objet d'un arrêté particulier.**

### **Article 5**

Les restrictions prévues à l'article 4 du présent arrêté s'appliquent aux chantiers courants satisfaisants aux deux conditions ci-après, quelle que soit la nature des travaux :

- Les chantiers ne doivent pas entraîner de réduction de capacité pendant les jours ou heures dits « hors chantiers » au titre de la circulaire ministérielle annuelle, sauf à ce que ces réductions de capacité permettent l'écoulement normal du trafic et puissent être repliées rapidement.
- Les fermetures pour travaux des voies appartenant au réseau défini à l'article 2 du présent arrêté et faisant partie du réseau Coraly devront avoir été préalablement validées dans le cadre de la procédure de programmation des chantiers, préparée par l'équipe Coraly et coordonnée par la DDT du Rhône par délégation du Préfet du Rhône, ou bien être compatibles avec celle-ci.

### **Article 6**

Les chantiers peuvent entraîner une diminution du nombre de voies ou le basculement total du trafic d'une chaussée sur l'autre si le débit à écouler au droit de la zone de travaux n'excède pas 1 800 véhicules par heure par voie laissée libre à la circulation.

En annexe 1, est joint le tableau indicatif des possibilités de restriction de voies estimées d'après le trafic moyen pour les jours ouvrables ordinaires. Ces horaires, donnés à titre de repère, sont à moduler en fonction des trafics réellement observés et les conditions réelles de circulation, éléments connus en temps réel par les PC de surveillance de la circulation (ou par les Centres d'ingénierie et de Gestion du Trafic).

Les chantiers ne doivent pas créer, quel que soit le niveau de trafic, de bouchon persistant en amont de ceux-ci. Si tel était le cas, l'enlèvement des balisages devra débuter dans un délai inférieur à 30 minutes à compter de la prise en compte de la demande. Cet enlèvement de balisage pourra être demandé par le cadre d'astreinte Coraly sur le réseau Coraly après concertation avec l'exploitant concerné.

Les chantiers ne doivent pas entraîner de basculement partiel de la circulation.

### **Article 7**

La longueur maximale de la zone de restriction de capacité sauf coupure est de 6 km.

Les chantiers distants de moins de 3 km de fin de balisage à début de balisage sur une section sans point d'échange doivent être considérés comme un unique chantier et faire l'objet d'un seul balisage continu.

Pour les chantiers continus dits à « hauts rendements » et notamment les chantiers de :

- signalisation horizontale,
- fauchage mécanique,
- contrôles et relevés de chaussée,
- mesure de visibilité,

la longueur de la zone de restriction de capacité pourra atteindre 10 km et ce pour une durée maximale de 9 heures.

Le début de balisage est considéré à partir du début du premier biseau.

Hors section Coraly, pour certaines opérations récurrentes (fauchage, signalisation horizontale, etc), la longueur maximale de la zone de restriction de capacité pourra être portée à 10 km.

### **Article 8**

Les alternats sur la partie bidirectionnelle d'une bretelle de diffuseur ne doivent pas excéder une longueur de 500 mètres et une durée de 2 jours, ni concerner un trafic par sens supérieur à 400 véhicules par heure, ni entraîner de remontée de file sur la bretelle de décélération.

La neutralisation de la BAU d'une bretelle ne doit pas entraîner de remontée de file sur la bretelle de décélération.

La neutralisation de la BAU d'une collectrice ne doit pas entraîner de ralentissement sur la voie de circulation de la collectrice.

#### **Article 9**

L'inter-distance entre deux chantiers consécutifs organisés sur la même chaussée doit être au minimum de 5 km de fin de balisage à début de balisage.

Toutefois cette inter-distance peut être ramenée à 3 km si les deux chantiers en question sont situés dans une zone où la vitesse limite nominale réglementaire autorisée est inférieure ou égale à 90 km/h.

#### **Article 10**

Le présent arrêté vaut levée de l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises de poids total autorisé en charge (PTAC) supérieur à 7,5 tonnes, sur l'autoroute A7 entre le nœud de Ternay et le nœud de Feyzin et sur la bretelle A47>A7 nord pour les chantiers qui par les déviations qui sont mises en place nécessitent d'emprunter ces sections de l'autoroute A7 et de la bretelle A47 vers A7.

Le présent arrêté ne vaut pas levée de la restriction des PL pour des chantiers qui, par les déviations qui sont mises en place, nécessitent l'emprunt des autoroutes M7 et M6 dans leurs sections comprises entre l'A450 et Limonest ou encore l'emprunt des tunnels du Boulevard Périphérique Nord de Lyon. La levée de la restriction des PL pour le cas de ces chantiers doit faire l'objet d'un arrêté particulier.

#### **Article 11**

La signalisation temporaire réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle (Livre I – 8ème partie) approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et aux manuels du chef de chantier, sera mise en œuvre :

- soit par le gestionnaire de la voie considérée, qui en assurera, sous sa responsabilité, le contrôle et la maintenance ;
- soit par une entreprise sous le contrôle et la responsabilité du gestionnaire de la voie considérée.

#### **Article 12**

Les forces de l'ordre seront présentes, si elles sont requises, pour accompagner les équipes d'intervention des gestionnaires des routes, afin de faire respecter les mesures de police nécessaires à la réalisation de ces travaux et à la mise en place de la signalisation, dans les cas de fermeture ou de basculement.

Toutefois, dans les cas où les forces de l'ordre ne sont pas requises, ou une fois requises, sont dans l'impossibilité d'être présentes, les équipes d'intervention des gestionnaires des routes sont autorisées à réaliser seules ces opérations de balisage au moyen de dispositifs de signalisation, sous réserve de la politique interne de chaque exploitant.

#### **Article 13**

Dans le cas d'événements imprévus (accidents, incidents, intempéries) ou de travaux urgents dont l'exécution ne peut être différée pour assurer la sécurité des usagers :

- tout balisage de voie de circulation susceptible d'être incompatible avec les mesures mises en place pour gérer l'événement imprévu devra être immédiatement levé après concertation avec les forces de l'ordre et le cadre d'astreinte Coraly, si l'état de la chaussée le permet. Il appartient au gestionnaire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le bon écoulement du trafic en liaison avec les forces de l'ordre compétentes.

- Dans le cas d'évènements aléatoires (pannes, accidents, dégradations sur le DPAC...) nécessitant de prendre rapidement des mesures de restriction de trafic et/ou impliquant des travaux urgents dont l'exécution ne peut être retardée, des mesures d'exploitation spécifiques dérogatoires aux conditions caractéristiques des chantiers courants pourront être mises en œuvre sans délai. Les autorités concernées en seront informées.

- L'enlèvement des balisages devra débuter dans un délai optimum inférieur à 30 minutes. Cet enlèvement de balisage pourra être demandé par le cadre d'astreinte Coraly sur le réseau Coraly après concertation avec l'exploitant concerné.

#### **Article 14**

Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal dressé par les forces de l'ordre.

#### **Article 15**

Lors de l'achèvement des travaux et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur.

#### **Article 16**

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet des recours suivants :

- gracieux motivé adressé à mes services,
- hiérarchique introduit auprès de Monsieur le ministre de l'Intérieur,
- contentieux formé devant le tribunal administratif de Lyon - Palais de justice Part-Dieu - 184, rue Duguesclin à 69433 Lyon Cedex 03.

Le tribunal administratif peut être saisi par un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté.

Dans le cas du recours gracieux ou du recours hiérarchique, l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception du recours équivaut à un rejet implicite ouvrant droit à un nouveau délai de recours contentieux de deux mois.

#### **Article 17**

- La préfète de l'Ain,
- le préfet de l'Isère,
- la préfète de la Loire,
- le préfet du Rhône,
- le président de la Métropole de Lyon,
- le commandant de la compagnie républicaine de sécurité autoroutière Rhône-Alpes-Auvergne,
- le commandant de groupement de gendarmerie départementale du Rhône ,
- la directrice interdépartementale des routes Centre-Est,
- le directeur régional des autoroutes Paris-Rhin-Rhône,
- le directeur régional des autoroutes du Sud de la France de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
- le directeur régional d'AREA, société des autoroutes Rhône-Alpes,
- le directeur de l'exploitation du boulevard périphérique nord de Lyon LEONORD,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône et dont copie est adressée :

- au président du conseil départemental du Rhône,
- au directeur de la sous-direction de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé,
- au directeur du service d'incendie et de secours du département du Rhône et de la Métropole de Lyon,

- au directeur départemental de la sécurité publique du Rhône,
- à l'officier du ministère public près du tribunal de police de Lyon,
- au directeur départemental des territoires de l'Ain,
- au directeur départemental des territoires de l'Isère,
- au directeur départemental des territoires de la Loire,
- au directeur départemental des territoires du Rhône.

Bourg en Bresse, le **18 AOUT 2021**  
La préfète de l'Ain,

Grenoble, le **16 SEP. 2021**  
~~Le préfet de l'Isère,~~

**Laurent PREVOST**

Saint-Étienne, le **19 OCT. 2021**  
La préfète de la Loire,

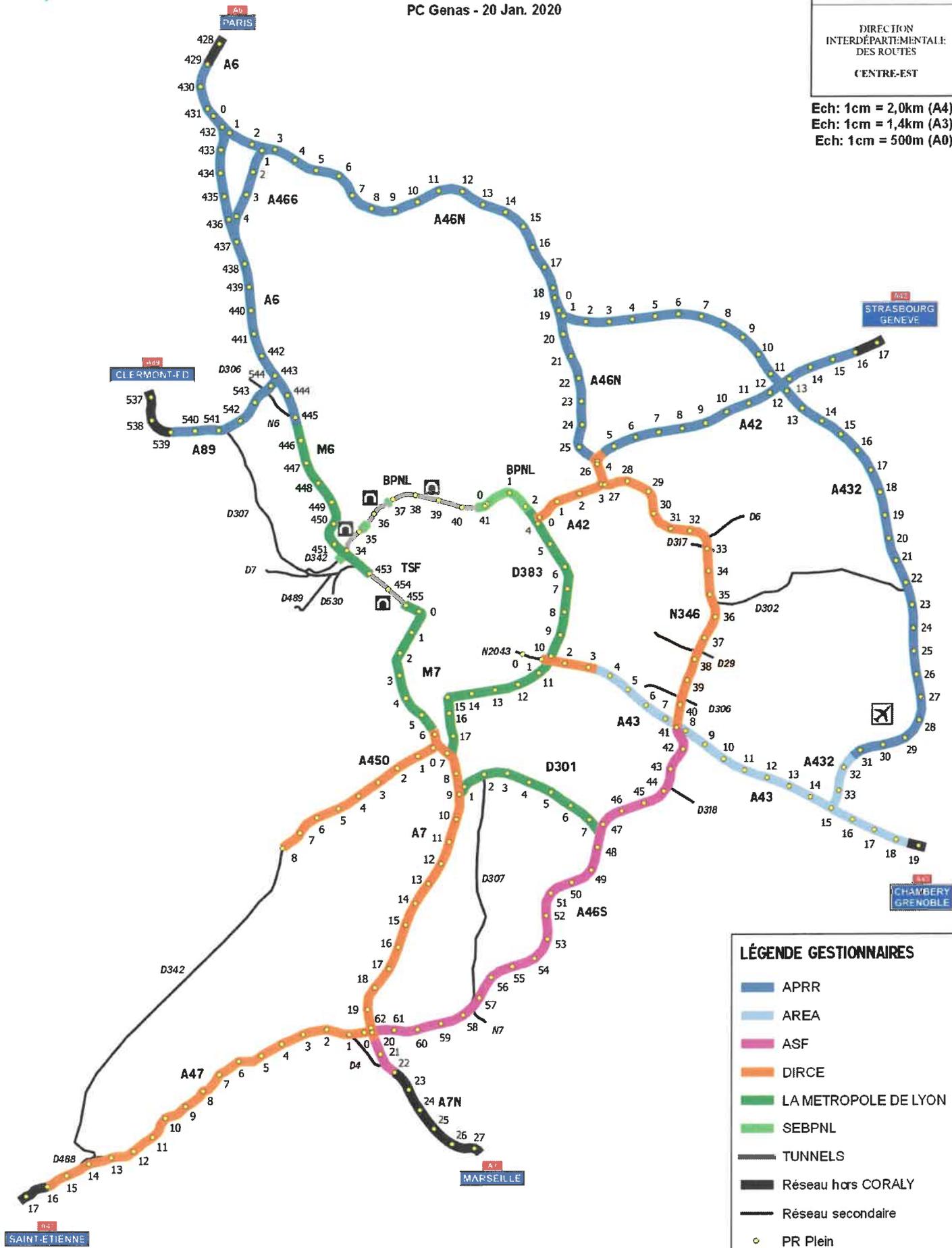
Lyon, le **02 NOV. 2021**  
Le préfet du Rhône,

**Catherine SEGUIN**

**Pascal MAILHOS**

Lyon, le **28 JUIL. 2021**  
Le président de la Métropole de Lyon

Ech: 1cm = 2,0km (A4)  
Ech: 1cm = 1,4km (A3)  
Ech: 1cm = 500m (A0)



### LÉGENDE GESTIONNAIRES

- APPR
- AREA
- ASF
- DIRCE
- LA METROPOLE DE LYON
- SEBPNL
- TUNNELS
- Réseau hors CORALY
- Réseau secondaire
- PR Plein

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur les VSA du réseau Coraly**

**Tableau indicatif des possibilités de restriction de voies estimées d'après le trafic moyen pour les jours ouvrables ordinaires.**  
Ces horaires, donnés à titre de repère, sont à moduler en fonction des trafics réellement observés et des conditions réelles de circulation, éléments connus en temps réel par les PC de surveillance de la circulation (ou par les CIGT).

RESTRICTION	AXE SECTION	A6		A6		M6		M6		M7 + A7		A7
		Limmas/Anse	Anse/Limonest	Limonest	Limonest/Valvert	Valvert/Perrache	Perrache/RD 301	RD 301/Ternay				
PR	Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)	427+200 au 430+000	430+000 au 445+323	445+323 au 451+300	451+300 au 455+614	0+000 au 8+900	8+900 au 20+000					
		<b>2 x 3</b>	<b>2 x 2</b>	<b>2 x 3</b>	<b>2 x 2</b>	<b>2 x 3 + 2 x 2</b>	<b>2 x 3</b>					
	Sens	1 et 2	1 et 2	1	2	1	2	1	2	1	2	
Neutralisation de la BAU		<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>						<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>				
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	09h30/16h00	9h00/16h00	10h00/15h30	9h00/15h30	9h00/15h30	9h00/16h00*	9h00/16h00*	9h00/16h00*	9h00/16h00*	9h00/16h00*	9h00/16h00*
	Nuit	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour	21h00/6h00		21h30/6h00	22h00/6h00							
	Nuit											
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour	21h00/6h00		21h30/6h00	22h00/6h00							
	Nuit											
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour											
	Nuit											
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	9h30/16h30	9h00/17h00	10h00/15h30	9h00/15h30	9h00/15h30	9h00/15h30	9h00/15h30	9h00/15h30	9h00/15h30	9h00/15h30	10h00/17h00
	Nuit	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	20h30/6h30
Coupure de la section courante	Jour											
	Nuit	21h00/6h00	21h00/6h30	22h00/6h00	22h00/6h00	22h00/6h00	22h00/6h00	22h00/6h00	22h00/6h00	22h00/6h00	22h00/6h00	21h00/6h00

: neutralisation ou coupure en principe impossible sauf dans les périodes de très faible trafic d'agglomération (principalement entre Noël et jour de l'an et entre le 14 juillet et le 15 août, situation de crise)

**Les chantiers ne doivent pas créer, quel que soit le niveau de trafic, de bouchon persistant en amont de ceux-ci.**  
Si tel était le cas, l'enlèvement des balisages devra être réalisé dans un délai inférieur à 30 minutes.

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur les VSA du réseau Coraly

RESTRICTION	AXE SECTION		A7 Teray/Vienne Nord	A7 Vienne Nord/Reventin	RD301	RD383	A42 Cx Luizet/Miribel
	1	2					
PR	du 20+000 au 27+000		9h30/20h30	27+000 au 35+600	1+000 au 7+100	3+115 au 17+538	0+000 au 4+500
	<b>2 x 3</b>	<b>2 x 3</b>	20h30/6h30	<b>2 x 4</b>	<b>2 x 2</b>	<b>2 x 3</b>	<b>2 x 2</b>
Sens		1	2	1 et 2	1	2	1
Nuit		1	2	1 et 2	1	2	1
<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>							
Neutralisation de la BAU	Jour	6h30/16h00	9h30/20h30	6h30/16h30	6h30/16h00		
	Nuit	19h30/6h30	20h30/6h30	19h30/6h30	19h30/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	6h30/16h00	9h30/20h30	7h30/16h30	6h30/16h00		
	Nuit	19h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	19h30/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour	6h30/16h00	9h30/20h30	7h30/16h30	6h30/16h00		
	Nuit	19h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	19h30/6h30	21h00/6h00	21h00/6h00
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour	6h30/16h00	9h30/20h30	7h30/16h30	6h30/16h00		
	Nuit	19h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	19h30/6h30	21h00/6h00	21h00/6h00
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour	6h30/16h00	9h30/20h30	7h30/16h30	6h30/16h00		
	Nuit	19h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	19h30/6h30	21h00/6h00	21h00/6h00
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	6h30/16h00	9h30/20h30	7h30/16h30	6h30/16h00		
	Nuit	19h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	19h30/6h30	21h00/6h00	21h00/6h00
Coupure de la section courante	Jour	6h30/16h00	9h30/20h30	7h30/16h30	6h30/16h00		
	Nuit	19h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	19h30/6h30	21h00/6h00	21h00/6h00

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur les VSA du réseau Coraly

RESTRICTION	AXE SECTION		A42 Miribel/Beynost	A42 Beynost/fm réseau Coraly	A432 Les Echets/A43	A466 A6/A46	A89	
	PR						539+500 au 544+700	
Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)		0+000 au 11+400	11+400 au 33+900	0+000 au 5+270				
		2 x 3	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2	2 x 2	2 x 2	2 x 3
Sens	1	2	1	2	1 et 2	1	2	
	2	1	2	1	1 et 2	2	1	2
<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>								
Neutralisation de la BAU	Jour							
	Nuit							
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	9h00/16h00	10h00/17h00	9h00/16h00	9h00/16h00	9h00/16h00	9h00/16h00	9h00/16h00
	Nuit	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour							
	Nuit	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour							
	Nuit	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00
Neutralisation de la Voie Rapide + Voie Médiane	Jour							
	Nuit							
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	9h00/16h00	10h00/17h00	9h00/16h00	10h00/15h30	10h00/15h30	10h00/16h00	10h00/16h00
	Nuit	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00
Coupure de la section courante	Jour							
	Nuit	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09**  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur les VSA du réseau Coraly

RESTRICTION	AXE SECTION		A43 Périphérique / Marnissteux		A43 Marnissteux / fin réseau Coraly		A47		A450	
	PR	1+000 au 6+500	6+500 au 18+500	0+000 au 6+000	6+000 au 16+000	0+000 au 5+850	5+850 au 8+000			
<b>Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)</b>		<b>2 x 3</b>	<b>2 x 4</b>	<b>1 x 3</b>	<b>2 x 2</b>	<b>2 x 2</b>	<b>1 x 2</b>			
	Sens	1	2	2	1 et 2	1	2			
<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>										
<b>Neutralisation de la BAU</b>	Jour									
	Nuit									
<b>Neutralisation de la BAU + Voie Lente</b>	Jour	21h00/7h00	21h00/7h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00			
	Nuit									
<b>Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane</b>	Jour	22h00/6h00	22h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00			
	Nuit									
<b>Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide</b>	Jour	22h00/6h00	22h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00			
	Nuit									
<b>Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide</b>	Jour									
	Nuit									
<b>Neutralisation de la Voie Rapide</b>	Jour	10h00/16h00	10h00/16h00	9h00/16h00	9h30/16h00	9h00/16h00	9h30/16h00			
	Nuit	21h00/7h00	21h00/7h00	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h00	20h30/6h30			
<b>Coupure de la section courante</b>	Jour									
	Nuit	21h30/6h00	21h30/6h00	21h30/6h00	21h00/6h00	20h30/6h30	21h00/6h30			

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°DDT\_SST\_69\_2021\_05\_09  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur les VSA du réseau Coraly

RESTRICTION	AXE SECTION	A46N Anse/ Les Echets						A46N Echets/Nœud des Iles	RN 346	A46S Marnisieux/ Comrunay	A46S Communay/ Ternay	BPNL La Pape/La Doua	BPNL Valvert/La Pape
		0+000 au 18+000	18+000 au 25+700	25+700 au 41+000	41+000 au 57+500	57+500 au 62+000	0+000 au 2+400						
Neutralisation de la BAU	PR	0+000 au 18+000						18+000 au 25+700	25+700 au 41+000	41+000 au 57+500	57+500 au 62+000	0+000 au 2+400	33 au 41
		2 x 2						2 x 2	2 x 2	2 x 2	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2 ou 2 x 3
Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)		1 et 2						1	2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2
Sens		1 et 2						1	2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2
Neutralisation de la BAU		<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>											
Jour													
Nuit													
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	10h00/16h30	10h00/16h30	9h00/16h00	9h00/16h00	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	9h00/16h00	9h00/16h00	10h00/15h30	10h00/15h30	
	Nuit	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour	20h30/6h30	20h30/6h30										
	Nuit	20h30/6h30	20h30/6h30									20h30/6h30	
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour	20h30/6h30	20h30/6h30										
	Nuit	20h30/6h30	20h30/6h30									20h30/6h30	
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour	20h30/6h30	20h30/6h30										
	Nuit	20h30/6h30	20h30/6h30									20h30/6h30	
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	10h00/16h30	10h00/16h30										
	Nuit	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	
Coupure de la section courante	Jour	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	20h30/6h30	20h30/6h30	
	Nuit	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	20h30/6h30	20h30/6h30	

**Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA**

**Tableau indicatif des possibilités de restriction de voies estimées d'après le trafic moyen pour les jours ouvrables ordinaires.**  
Ces horaires, donnés à titre de repère, sont à moduler en fonction des trafics réellement observés et des conditions réelles de circulation, éléments connus en temps réel par les PC de surveillance de la circulation (ou par les CIGT).

SECTION RESTRICTION	AXE	A6	A6	M6	M6	M6	M7 + A7	A7	
		Limas/Anse	Anse/Limonest	Limonest/Valvert	Valvert/Perrache	Perrache/RD 301	RD 301/Temay		
PR		427+200 au 430+000	430+000 au 445+323	445+323 au 451+300	451+300 au 455+614	0+000 au 8+900	8+900 au 20+000		
	<i>Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)</i>	<b>2 x 3</b>	<b>2 x 2</b>	<b>2 x 3</b>	<b>2 x 2</b>	<b>2 x 3 + 2 x 2</b>	<b>2 x 3</b>		
	Sens	<b>1 et 2</b>	<b>1 et 2</b>	<b>1</b>	<b>1 et 2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	
<b>Neutralisation de la BAU</b>		<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>							<b>TOUJ</b>
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	09h30/16h00	9h00/16h00					9h00/16h00*	
	Nuit	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour								
	Nuit	21h00/6h00	21h30/6h00	22h00/6h00	21h00/6h00	21h30/6h00	22h00/6h30	22h00/6h30	
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour								
	Nuit	21h00/6h00	21h30/6h00	22h00/6h00	21h00/6h00	21h30/6h00	22h00/6h30	22h00/6h30	
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour								
	Nuit	9h30/16h30	9h00/17h00	10h00/15h30	9h00/15h30			9h00/15h30	
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	21h00/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	
	Nuit								
Coupure de la section courante	Jour								
	Nuit	21h00/6h00	21h00/6h30	22h00/6h00	21h00/6h30	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	

: neutralisation ou coupure en principe impossible sauf dans les périodes de très faible trafic d'agglomération (principalement entre Noël et jour de l'an et entre le 14 juillet et le 15 août, crise sanitaire)

**Les chantiers ne doivent pas créer, quel que soit le niveau de trafic, de bouchon persistant en amont de ceux-ci.**  
Si tel était le cas, l'enlèvement des balisages devra être réalisé dans un délai inférieur à 30 minutes.

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA

SECTION RESTRICTION	A7 Ternay/Vienne Nord		A7 Vienne Nord/Reventin		RD301		RD383		A42 Cx Lutzet/Miribel		A42 Miribel/Beynost		A Beynost/fin		
	dit 20+000 au 27+000		27+000 au 35+600		1+000 au 7+100		3+115 au 17+538		0+000 au 4+500		4+500 au 9+200		9+200		
PR	2 x 3		2 x 4		2 x 2		2 x 3		2 x 2		2 x 3		2.		
	Sens		1 et 2		1		1		1		1		2		
<b>JOURS POSSIBLE</b>															
Neutralisation de la BAU	Jour	6h30/16h00		6h30/16h30		6h30/16h00		6h30/16h00		6h30/16h00		9h00/17h00		9h00/16h00	
	Nuit	19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	9h30/20h30		7h30/16h30		6h30/16h00		6h30/16h00		6h30/16h00		9h00/17h00		9h00/16h00	
	Nuit	20h30/6h30		20h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30		21h00/6h30	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour	20h30/6h30		7h30/16h30		6h30/16h00		6h30/16h00		6h30/16h00		9h00/17h00		9h00/16h00	
	Nuit	20h30/6h30		20h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00	
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour	20h30/6h30		9h30/16h30		6h30/16h00		6h30/16h00		6h30/16h00		9h00/17h00		9h00/16h00	
	Nuit	20h30/6h30		20h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00	
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour	6h30/16h00		6h30/16h30		6h30/16h00		6h30/16h00		6h30/16h00		9h00/17h00		9h00/16h00	
	Nuit	19h30/6h30		19h30/6h30		19h30/6h30		20h30/6h30		21h00/06h00		21h00/6h30		21h00/6h30	
Coupure de la section courante	Jour	21h00/6h00		22h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00	
	Nuit	21h00/6h00		22h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00		21h00/6h00	

Modification par rapport à V3

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA

SECTION RESTRICTION	AXE	42 réseau Coraly	A432 Les Echets/A43	A466 A6/A46
	PR	0 au 16	0+000 au 11+400 11+400 au 33+900	0+000 au 5+270
	<i>Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)</i>			
		3	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2
	Sens	2	1 et 2	1 et 2
	<b>TABLE</b>			
Neutralisation de la BAU	Jour			
	Nuit			
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	10h00/17h00	9h00/16h00	9h00/16h00
	Nuit	21h00/6h30	21h00/06h00	21h00/06h00
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour			
	Nuit	21h00/6h00	21h00/06h00	21h00/06h00
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour			
	Nuit	21h00/6h00	21h00/06h00	21h00/06h00
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour			
	Nuit			
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	10h00/17h00	10h00/15h30	10h00/15h30
	Nuit	21h00/6h30	21h00/06h00	21h00/06h00
Coupure de la section courante	Jour			
	Nuit	21h00/6h00	21h00/06h00	21h00/06h00

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA

SECTION	RESTRICTION	A89		A43 Périphérique / Manissieux		A43 Manissieux / fin réseau Coraly		A47		A450	
PR	<i>Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)</i>	539+500 au 544+700		1+000 au 6+500		6+500 au 18+500		0+000 au 6+000		0+000 au 5+850	
		2 x 2	2 x 2	2 x 3	2 x 3	1 x 5	2 x 4	1 x 3	2 x 2	2 x 2	
	Sens	1	2	1	2	1 et 2	1 et 2	2	1 et 2	1	2
Neutralisation de la BAU		<b>TOUJOURS POSSIBLE</b>									
	Jour										
	Nuit										
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	9h00/16h00	9h00/16h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00
	Nuit	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour										
	Nuit										
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour										
	Nuit										
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour										
	Nuit										
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	10h00/16h00	10h00/16h00	10h00/16h00	10h00/16h00	9h00/16h00	9h30/16h00	9h30/16h00	9h30/15h30	9h00/16h00	9h30/16h00
	Nuit	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	21h00/06h00	20h30/06h00	20h30/06h00
Coupure de la section courante	Jour										
	Nuit	21h00/06h00	21h00/06h00	21h30/06h00	21h30/06h00	21h30/06h00	21h30/06h00	21h30/06h00	21h00/06h00	20h30/06h00	20h30/06h00

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA

SECTION RESTRICTION	AXE	
	PR	5+850 au 8+000
	<i>Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)</i>	
		<b>I x 2</b>
	Sens	<b>1 et 2</b>
Neutralisation de la BAU	Jour	
	Nuit	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	
	Nuit	
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour	
	Nuit	
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour	
	Nuit	
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour	
	Nuit	
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	
	Nuit	
Coupure de la section courante	Jour	
	Nuit	21h00/6h30

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral n°  
concernant l'exploitation des chantiers dits courants sur autoroutes et VSA

SECTION RESTRICTION	AXE	A46N Anse/Les Echets	A46N Echets/Noeud des Iles	RN 346	A46S Maitisieux/Communay	A46S Communay/Ternay	BPNL La Pape/La Doua	BPNL Valvert/La Pape
	PR	0+000 au 18+000	18+000 au 25+700	25+700 au 41+000	41+000 au 57+500	57+500 au 62+000	0+000 au 2+400	33 au 41
		2 x 2	2 x 2	2 x 2	2 x 2	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2 ou 2 x 3	2 x 2 ou 2 x 3
Caractéristiques principales des voies (hors points singuliers)	Sens	1 et 2	1 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2
	Jour	1 et 2	1 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2	1 et 2
Neutralisation de la BAU	Nuit							
Neutralisation de la BAU + Voie Lente	Jour	10h00/16h30	10h00/16h30 9h00/16h00 ?		9h00/16h00 ?	9h00/16h00	10h00/15h30	10h00/15h30
	Nuit	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/06h00	20h30/06h00
Neutralisation de la BAU + Voie Lente + Voie Médiane	Jour	20h30/6h30						
	Nuit	20h30/6h30				20h30/6h30	20h30/06h00	20h30/06h00
Neutralisation de la Voie Médiane + Voie Rapide	Jour							
	Nuit	20h30/6h30				20h30/6h30	20h30/6h30	21h30/6h30
Neutralisation des 2 Voies Médianes + Voie Rapide	Jour							
	Nuit	10h00/16h30						
Neutralisation de la Voie Rapide	Jour	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	10h00/15h30	10h00/15h30
	Nuit	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/6h30	20h30/06h00	20h30/06h00
Coupure de la section courante	Jour							
	Nuit	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	21h00/6h00	20h30/6h30	20h30/6h30

**TOUJOURS POSSIBLE**

69\_DSDEN\_direction des services  
départementaux de l'Education nationale du  
Rhône

69-2022-01-05-00002

Arrete-Bronze promo janv22

**ARRETE DSDEN- SDJES N°**  
Portant la liste des personnes médaillées de Bronze  
de la Jeunesse, des Sports et de l'Engagement Associatif  
Au titre de la promotion du 01 janvier 2022

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST,  
PRÉFET DU RHÔNE**

**Officier de la Légion d'honneur**

**Commandeur de l'ordre national du Mérite**

VU le décret n° 2000-543 du 16 juin 2000 modifiant le décret n° 70-26 du 8 janvier 1970 relatif à la médaille de la jeunesse et des sports ;

VU le décret n° 2013-1191 du 18 décembre 2013 modifiant le décret n°69-942 du 14 octobre 1969 relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de la jeunesse et des sports ;

VU l'arrêté du 5 octobre 1987 fixant les modalités d'application des dispositions du décret n° 83-1035 du 22 novembre 1983 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports ;

VU l'avis favorable émis par la commission départementale qui s'est réunie le 8 juin 2021 ;

**ARRÊTE**

**Article 1er :**

Au titre de la promotion du 01 janvier 2022, la médaille de bronze de la jeunesse et des sports et de l'engagement associatif est décernée à :

- Madame MASSON Angélique, née le 25 juin 1988 à Bron (69), domiciliée au 7 rue Lucile Aubrac, 69120 Vaulx en Velin
- Madame VERNETTI Paulette, Marie, Thérèse épouse BARBIER, née 6 mars 1962 à Antibes (06), domiciliée au 120 Boulevard Yves Farge, 69007 Lyon
- Madame VAUCHEL Marie-France, Angèle épouse PLACE, née le 15 août 1949 à Paris (75), domiciliée au 1 Bis Avenue de Chandieu, 69720 Saint Bonnet de Mûre
- Madame BLANC Jacqueline, Monique, née le 19 juin 1947 à Autrans (38), domiciliée au 8A rue de la Mairie, 69890 La tour de Salvagny

**Service Départemental à la Jeunesse à l'Engagement et aux Sports**  
245, rue Garibaldi - 69422 LYON CEDEX 03 - ☎ : 04 72 80 68 68

- Madame VALLOT Claudine, Simone, Marcelle épouse MOLIN, née 21 février 1953 à Paris (75), domiciliée au 25 Chemin du Suel, 69570 Dardilly
- Madame ROCHER Marie-Agnès épouse LIZA, née le 7 octobre 1955 à Lyon (69), domiciliée au 5 Impasse de la Grand Font, 69380 Lozanne
- Madame CAMPOLI Geneviève, Marie, Béatrice épouse TINET, née 27 janvier 1958 à Lyon (69), domiciliée au 29 rue Jean Henri Fabre 69720, Saint Bonnet de Mûre
- Madame ROMEO Anne-Marie, Marlène épouse FUVEL, née 1 novembre 1966 à Antony (92), domiciliée au 1 rue du 8 mai 1945, 69720 Saint Bonnet de Mûre
- Monsieur GUIGUET Charles, Jean, Raoul, Denis né le 23 février 1947 à Lyon (69), domicilié au 25 B rue André Lassagne, 69300 Caluire et Cuire
- Monsieur BOUNAY Lionel, Maurice né le 3 mars 1958 à Paris (75), domicilié 61, rue François Peissel, 69300 Caluire et Cuire
- Monsieur CORDEL Dominique, Henri, né le 9 septembre 1959 à Lyon (69), domicilié au 26 rue Pierre Bourgeois, 69300 Caluire et Cuire
- Monsieur MORAND Yves, André né le 30 juillet 1945 à Scionzier (74), domicilié au 35, rue des Quatre Cantons, 69590 Saint Symphorien-sur-Croise
- Monsieur TARDIEU Rémi, Jean, Adrien né le 29 juillet 1996 à Bron (69), domicilié au 2, Montée du Château, 69720 Saint Bonnet de Mûre
- Monsieur PLACE Serge, François, né 28 août 1954 à Clermont-Ferrand (63), domicilié au 1 Bis Avenue de Chandieu, 69720 Saint Bonnet de Mûre
- Monsieur COLLET Fabrice, né le 22 mars 1974 à Mâcon (71), domicilié au 21 rue Jean Zay, 69009 Lyon
- Monsieur BESSON Jean-Luc, Abel, Roger, né le 28 août 1963 à Jallieu (38), domicilié au Route des Grandes Terres, 69620 Saint-Vérand
- Monsieur ETCHEVERRY Jean-François, Albert, né le 19 août 1955 à Lyon (69), domicilié 1 Place Paul Cézanne 69800 Saint-Priest
- Monsieur PAGET Bernard, François, né le 13 février 1950 à Lyon (69), domicilié Chemin du Randin 69130 Ecully
- Monsieur TINET Michel, né 10 décembre 1960 à Lyon (69), domicilié 29 rue Jean Henri Fabre 69720 Saint Bonnet de Mûre



**RÉGION ACADÉMIQUE  
AUVERGNE-  
RHÔNE-ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Article 2**

La Préfète, Secrétaire générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances et l'Inspecteur d'Académie - Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale sont chargés, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône et au bulletin officiel des décorations médailles et récompenses.

Fait à Lyon le, 14 décembre 2021

La Préfète, Secrétaire générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR

**Service Départemental à la Jeunesse à l'Engagement et aux Sports**

245, rue Garibaldi - 69422 LYON CEDEX 03 - ☎ : 04 72 80 68 68

69\_HCL\_Hospices civils de Lyon

69-2022-01-03-00006

Décision de délégation de signature n°22-02 du 3 janvier 2022 pour la direction du personnel et des affaires sociales des hospices civils de Lyon.



**DIRECTION GÉNÉRALE**

**Direction des affaires juridiques**

**DÉCISION N° 22-02**

**DU 3 JANVIER 2022**

### **DÉLÉGATION DE SIGNATURE**

Le Directeur Général, ordonnateur du budget,

Vu le code de la santé publique,

Vu le décret du Président de la République du 31 mai 2020 portant nomination de M. Raymond LE MOIGN, en qualité de Directeur général des Hospices Civils de Lyon (HCL),

Vu la note de service de la Direction générale des HCL n°03-10 du 11 février 2003 nommant Mme JOSEPHINE Corinne,

Vu la note de service de la Direction générale des HCL n°16-08 du 25 avril 2016 nommant Mme HEUCLIN Catherine,

Vu la note de service de la Direction générale des HCL n°19-18 du 13 septembre 2019, nommant Mme AUGER Aude,

Vu la note de service de la Direction générale des HCL n°22-01 du 3 janvier 2022, nommant Mme NALET Marie,

Vu la lettre d'information de la Direction générale des HCL du 19 mars 2021,

### **DÉCIDE**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Délégation de signature est donnée à M. Loïc DELASTRE, directeur du personnel et des affaires sociales des HCL, dans la limite des attributions de cette direction et dans les conditions ci-après.

#### **Article 2 :**

Le bénéficiaire de la présente délégation est autorisé à signer tous les actes relevant des attributions de la direction du personnel et des affaires sociales et notamment :

- les décisions et les correspondances relatives à la gestion du personnel non médical des HCL ;
- les correspondances et les décisions relatives à l'organisation des concours, au recrutement des agents stagiaires, titulaires et contractuels, au déroulement de la carrière et à l'évaluation professionnelle de ces mêmes agents, leur rémunération ou l'indemnisation en cas de perte d'emploi, leur activité, leur position administrative et la cessation de leur activité, les contrats de travail et à l'organisation du service ;
- les devis, bons de commandes et conventions relatives à la mise en œuvre des actions de formation, celles relatives à l'accueil des stagiaires au sein des établissements et services, ainsi que les demandes de paiement adressées à l'ANFH ;

- les ordres de missions en France ou à l'étranger, les conventions de stage des élèves et des étudiants, les engagements concernant les dépenses de la classe 6 dans la limite des crédits budgétaires ouverts et les certificats administratifs des agents de la Direction du Personnel et des Affaires Sociales ;
- les actes ayant trait à l'organisation et au fonctionnement de la Direction du personnel et des affaires sociales des HCL.

**Article 3 :**

Le bénéficiaire de la présente délégation est autorisé à signer tous les actes relatifs à l'organisation et au fonctionnement des écoles et instituts de formation, notamment :

- les actes ayant trait à la gestion du personnel permanents, contractuels ou vacataires de ces structures, les actes ayant trait aux relations avec les étudiants et élèves : conventions de formation, conventions de stage, indemnité, décisions relatives à l'ordre et la sécurité, les dépôts de plainte ;
- le paiement des indemnités de stage, incluant à la demande du Conseil Régional les étudiants en imagerie médicale du lycée la Martinière de Lyon 8° sur liste communiquée par cet établissement ;
- l'intégralité des dépenses de classe 6 dans la limite des crédits budgétaires ouverts et les dépenses d'équipements de classe 2 en fonction des crédits disponibles ;
- les certificats de service fait au niveau des factures ainsi que les certificats administratifs ;
- les bordereaux de réception des décisions attributives de subvention du Président du Conseil Régional.

**Article 4 :**

Sont exclus de la présente délégation :

- les correspondances adressées aux autorités de tutelles locales, régionales et ministérielles ;
- les correspondances adressées aux élus ;
- les dossiers soumis au Conseil de Surveillance ;
- les conventions autres que celles prévues aux articles 2 et 3 ;
- les arrêtés d'affectation du personnel de direction ainsi que les décisions d'attribution de la prime de fonction et de résultat des cadres de direction ;
- l'ordonnancement des dépenses et recettes autres que celles mentionnées aux articles 2 et 3 ;
- les décisions de sanctions disciplinaires autres que celles relevant du 1er groupe ;
- les actes pris dans le domaine des ressources humaines pour lesquels une délégation de signature a été expressément octroyée à un directeur de groupement hospitalier, à un directeur d'établissement ne faisant pas partie d'un groupement ou à un directeur d'une direction transversale ;
- les avis et observations sur le compte-rendu d'évaluation professionnelle et les congés annuels, RTT et autorisations d'absences des agents autres que ceux affectés à la direction du personnel et des affaires sociales.

**Article 5 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Loïc DELASTRE, et sur sa proposition, la même délégation est donnée concomitamment à :

- Mme Aude AUGER, directrice adjointe
- Mme Catherine HEUCLIN, directrice adjointe
- Mme Corinne JOSEPHINE, directrice adjointe
- Mme Marie NALET, directrice adjointe

**Article 6 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Loïc DELASTRE, et sur sa proposition, délégation est donnée à :

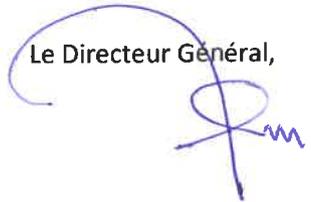
- Mme Julie ALBERNY, attachée d'administration hospitalière à la direction du personnel et des affaires sociales, à effet de signer les bordereaux de calcul des droits mensuels à indemnité chômage ;
- Mme Anne GUENOT, adjointe des cadres hospitaliers à la direction du personnel et des affaires sociales, à effet de signer les seuls devis, bons de commande et conventions relative à la mise en œuvre des actions de formation des agents des HCL, les seules conventions de stage des élèves et étudiant venant en stage dans les services des HCL et les seules demandes de paiement adressées à l'ANFH.

**Article 7 :**

La présente décision de délégation de signature abroge et remplace la décision de délégation de signature n°21-124 du 22 juin 2021.

**Article 8 :**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône. Outre un recours gracieux, un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif de Lyon contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Le Directeur Général,  
  
Raymond LE MOIGN

69\_HCL\_Hospices civils de Lyon

69-2022-01-04-00001

Décision de délégation de signature n°22-03 du 4 janvier 2022 donnée aux cadres de direction et directeurs de soins pour la garde administrative des hospices civils de Lyon



**DIRECTION GÉNÉRALE**

**Direction des affaires juridiques**

**DÉCISION N° 22-03**

**DU 4 JANVIER 2022**

**DÉLÉGATION DE SIGNATURE**

Le Directeur Général, ordonnateur du budget,

Vu le code de la santé publique,

Vu le décret du Président de la République du 31 mai 2020 portant nomination de M. Raymond LE MOIGN, en qualité de Directeur Général des Hospices civils de Lyon (HCL),

**D É C I D E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Délégation de signature est donnée aux cadres de direction et directeurs de soins inscrits sur la liste annexée à la présente décision, à l'effet de signer, pendant la période où ils sont de garde au sein des groupements hospitaliers et/ou au titre de la direction générale, toutes décisions et tous documents nécessaires dans la limite des attributions liées à cette garde administrative ainsi que les dépôts de plainte auprès des autorités de police et de justice.

**Article 2 :**

Cette décision de délégation de signature abroge et remplace la décision de délégation de signature n°21-175 du 8 novembre 2021.

**Article 3 :**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône. Outre un recours gracieux, un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif de Lyon contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Le Directeur Général,  
  
Raymond LE MOIGN

TABLEAU DE REPARTITION DES CADRES DE DIRECTION AUX TOURS DE GARDE ADMINISTRATIVE  
DES GROUPEMENTS HOSPITALIERS

Groupements hospitaliers	Cadres	Renforts
<p><b>CENTRE</b></p> <p>E. Herriot Centre Dentaire Charpennes</p>	<p>Mme Valérie DURAND-ROCHE Mme Fabienne GRISONI Mme Véronique LEFEVRE Mme Katia LUCINA Mme Evolène MULLER-RAPPARD M. Florent SEVERAC</p>	<p>Mme Armelle DION M. Camille DUMAS Mme Bergamote DUPAIGNE Mme Nicole EYRAUD Mme Maud FERRIER Mme Véronique MIRAVETE Mme Séverine NICOLOFF</p>
<p><b>SUD</b></p> <p>Lyon Sud H. Gabrielle Hospimag Plateforme Archives</p>	<p>Mme Anne DECQ-GARCIA Mme Carol GENDRY Mme Isabelle GIDROL Mme Barbara GROS Mme Anne-Gaëlle KROLL M. Jonathan MORIZOT M. Fabrice ORMANCEY</p>	<p>Mme Aude AUGER M. François BESNEHARD M. Pascal GAILLOURDET Mme Corinne JOSEPHINE Mme Marie-Odile REYNAUD Mme Lenaïck TANGUY M. Barthélémy SACCOMAN Mme Marie NALET</p>
<p><b>EST</b></p> <p>P. Wertheimer L. Pradel Femme Mère Enfant Institut d'Hématologie &amp; d'Oncologie Pédiatrique</p>	<p>Mme Agnès BERTHOLLET Mme Céline BEZ Mme Blanche DENIA-SEVERAC M. Jean-Louis MONNET Mme Caroline MONS Mme Nathalie SEIGNEURIN</p>	<p>Mme Laurence CHASTAGNER Mme Fanny FLEURISSON Mme Floriane KUNDER Mme Sophie GRANGER Mme Ghislaine PERES-BRAUX Mme Sandrine POIRSON-SCHMITT Mme Caroline REVELIN</p>
<p><b>NORD</b></p> <p>Croix-Rousse P. Garraud</p>	<p>Mme Dominique SOUPART Mme Aurélie INGELAERE Mme Muriel LAHAYE M. Augustin SOREL Mme Carole SYLVESTRE-GRENIER</p>	<p>Mme Charlotte BOYER Mme Laurence CAILLE Mme Valérie CORRE M. Jean-François CROS Mme Isabelle DADON M. Loïc DELASTRE Mme Audrey MARTIN M. François TEILLARD</p>
<p><b>RENEE SABRAN</b></p>	<p>Mme Magali GUERDER M. Frédéric COME Mme Martine MATHIEU Mme Elsa PAYAN Mme Myriam PECOUL Mme Lydia RECH</p>	<p>Néant</p>

69\_HCL\_Hospices civils de Lyon

69-2022-01-07-00003

Décision de délégation de signature n°22-07 du 7  
janvier 2022 pour la direction de l'innovation des  
Hospices civils de Lyon



**DIRECTION GÉNÉRALE**

**Direction des affaires juridiques**

**DÉCISION N° 22-07**

**DU 7 JANVIER 2022**

### **DÉLÉGATION DE SIGNATURE**

Le Directeur Général, ordonnateur du budget,

Vu le code de la santé publique,

Vu le décret du Président de la République du 31 mai 2020 portant nomination de M. Raymond LE MOIGN, en qualité de Directeur Général des Hospices civils de Lyon (HCL),

Vu la lettre d'information de la Direction générale des HCL du 19 mars 2021,

### **DÉCIDE**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

Délégation de signature est donnée à Mme Armelle DION, directrice de la direction de l'innovation des HCL, dans la limite des attributions de son service et dans les conditions indiquées ci-après.

#### **Article 2 :**

La bénéficiaire de la présente délégation est autorisée à signer :

- toutes décisions et correspondances relevant de la compétence de la direction de l'innovation;
- la notation chiffrée provisoire annuelle et les avis et observations sur le compte-rendu d'évaluation professionnelle des agents affectés à la direction de l'innovation ;
- les congés annuels, RTT et autorisations d'absences ;
- les documents liés à la protection et au maintien des droits de propriété intellectuelle détenus par les hospices civils de Lyon et leurs agents ;
- les accords de confidentialité.

#### **Article 3 :**

Sont exclus de la présente délégation, l'ordonnancement des dépenses et recettes, les marchés et les conventions, les certificats administratifs, les dossiers soumis au Conseil de Surveillance, les correspondances adressées aux autorités de tutelles locales et ministérielles.

#### **Article 4 :**

La présente décision de délégation de signature abroge et remplace la décision de délégation de signature n°21-111 du 2 juin 2021.

**Article 5 :**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône. Outre un recours gracieux, un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif de Lyon contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Le Directeur Général,



Raymond LE MOIGN

69\_HCL\_Hospices civils de Lyon

69-2021-12-23-00005

Décision n°21-25 du 17 décembre 2021 du  
directeur général des hospices civils de Lyon sur  
le renouvellement du bail de longue durée -  
MASSE 305- 173 avenue Thiers à LYON 6ème



**DIRECTION GENERALE**  
Direction des Affaires Domaniales

**DECISION**

Réf. : n° 21/25 du 17/12/2021

**OBJET : Décision de Monsieur Le Directeur Général sur le renouvellement du bail de longue durée - MASSE 305- 173 avenue Thiers à LYON 6<sup>ème</sup>**

Considérant que les Hospices Civils de Lyon sont propriétaires d'une parcelle de terrain située 173, avenue Thiers à Lyon 6<sup>ème</sup>, d'une superficie totale d'environ 270 m<sup>2</sup> qu'ils louent au syndicat des copropriétaires aux termes d'un bail de 30 ans ayant pris effet le 1er juillet 1991 pour se terminer le 30 juin 2021 en contrepartie d'un loyer annuel de 3 943,65 € ;

Considérant que le syndicat des copropriétaires a sollicité le renouvellement du bail ;

Considérant que les Hospices Civils de Lyon ont proposé un nouveau bail de longue durée, accepté par le syndicat des copropriétaires, de 30 ans du 1<sup>er</sup> juillet 2021 au 30 juin 2051 moyennant un loyer annuel de 11 357 € outre impôts et taxes diverses ;

Considérant que le loyer sera révisé tous les ans sur la base de l'indice du coût de la construction et que toute augmentation de la surface bâtie développée sur la parcelle objet du bail fera l'objet d'un complément de loyer ;

Considérant que le renouvellement du bail est réalisé aux frais exclusifs du preneur ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au Directeur et au Directoire des EPS ;

Vu le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif au Conseil de Surveillance des EPS ;

Vu le décret n° 2010-426 du 29 avril 2010 relatif à l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, aux Hospices Civils de Lyon et à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille.

Après concertation et approbation du Directoire dans sa séance du 16 décembre 2021 ;

Après AVIS FAVORABLE du Conseil de Surveillance dans sa séance du 17 décembre 2021 ;

**LE DIRECTEUR GENERAL** conclut le dossier présenté ci-dessus en décidant la conclusion du nouveau bail de longue durée aux conditions ci-dessus et la signature des actes qui en seront la suite ou la conséquence pardevant notaire, les frais notariés restant à la charge du ou des preneurs.

**Expédition certifiée conforme**

**Pour le Notaire**

Lyon, le **23 DEC. 2021**

**Le Directeur Général**

PAR DELEGATION,  
LE SECRETAIRE GENERAL,

  
Patrick DENIEL

69\_HCL\_Hospices civils de Lyon

69-2022-01-03-00007

Décision n°22-01 du 3 janvier 2022 relative à la  
mise en place d un référent-alerte aux hospices  
civils de Lyon

**DÉCISION N°22-01**

**DU 3 JANVIER 2022**

**RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN REFERENT-ALERTE AUX HOSPICES CIVILS DE LYON**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat,

Vu le décret du Président de la République du 31 mai 2020 portant nomination de M. Raymond LE MOIGN, en qualité de Directeur général des hospices civils de Lyon,

Vu la décision n° 21/105 du 6 mai 2021 relative à la mise en place du collège de déontologie exerçant les fonctions de référent déontologue des hospices civils de Lyon,

**DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La fonction de référent-alerte aux hospices civils de Lyon, prévue par l'article 6 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 et l'article 4 du décret n° 2017-564 du 19 avril 2017, est exercée par le Collège de déontologie institué par la décision susvisée du 6 mai 2021.

**Article 2 :**

La procédure de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte est définie dans la note annexée à la présente décision.

**Article 3 :**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Rhône et mise en ligne sur le site internet des hospices civils de Lyon.

Elle sera également portée à la connaissance des professionnels des hospices civils de Lyon conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 19 avril 2017 susvisé.

Le Directeur général,



Raymond LE MOIGN

69\_HCL\_Hospices civils de Lyon

69-2021-12-23-00006

Décision °21-26 du 17 décembre 2021 du  
directeur général des hospices civils de Lyon sur  
la prise à bail de l' immeuble sis 14, rue  
Ferrandière à Lyon 2ème



**DIRECTION GENERALE**  
Direction des Affaires Domaniales

**DECISION**

Réf. : n° 21/26 du 17/12/2021

**OBJET : Décision de Monsieur Le Directeur Général sur la prise à bail de l'immeuble sis 14, rue Ferrandière à Lyon 2<sup>ème</sup>**

Considérant que les Hospices Civils de Lyon sont propriétaires d'un immeuble situé 14, rue Ferrandière à Lyon 2<sup>ème</sup> ; que cet immeuble est élevé sur 4 étages sur rez-de-chaussée et sous-sol (caves), comprenant 4 logements, 4 locaux commerciaux, 2 locaux d'activité (1 local à usage de bureau, 1 local à usage d'atelier) suivant état locatif ci-joint ;

Considérant que cet immeuble a pu faire l'objet de mises à disposition internes ; qu'il y a lieu de constater la désaffectation, et de prononcer par précaution son déclassement du domaine public ;

Considérant les investissements lourds que nécessite cet immeuble et les objectifs d'excédent global à réaliser ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au Directeur et au Directoire des EPS ;

Vu le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif au Conseil de Surveillance des EPS ;

Vu le décret n° 2010-426 du 29 avril 2010 relatif à l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, aux Hospices Civils de Lyon et à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille.

Après concertation et approbation du Directoire dans sa séance du 16 décembre 2021 ;

Après AVIS FAVORABLE du Conseil de Surveillance dans sa séance du 17 décembre 2021 ;

**LE DIRECTEUR GENERAL** conclut le dossier présenté ci-dessus en prononçant le déclassement du domaine public de cet immeuble, sis 14, rue Ferrandière à Lyon 2<sup>ème</sup>, et en décidant la mise à bail emphytéotique de cet immeuble, par toute forme qui leur appartiendra de retenir et la signature des actes qui en seront la suite ou la conséquence pardevant notaire, les frais d'actes notariés restant à la charge du ou des preneurs.

**Expédition certifiée conforme**

**Pour le Notaire**

Lyon, le **23 DEC. 2021**

**Le Directeur Général**

PAR DELEGATION,  
LE SECRETAIRE GENERAL,

  
Patrick DENIEL

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2022-01-11-00004

Arrêté préfectoral portant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes



# PRÉFET DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques interministérielles**

Lyon, le 11 janvier 2022

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°  
portant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL,  
directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST,  
PRÉFET DU RHÔNE**

***Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite***

**Vu** le code de la santé publique et notamment l'article L. 1435-1 ;

**Vu** le code de la défense ;

**Vu** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 modifiée portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Vu** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

**Vu** le décret du 6 octobre 2016 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes - M. GRALL (Jean-Yves) ;

**Vu** le décret du 24 octobre 2018 en conseil des ministres portant nomination du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône - M. MAILHOS (Pascal) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 22 avril 2021 portant délégation de signature à Monsieur le Docteur Jean-Yves GRALL, directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

**Vu** la décision du directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes du 28 août 2019 portant nomination de M. Philippe GUÉTAT, directeur de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de Lyon ;

**Vu** le protocole départemental du 10 mai 2013 relatif aux modalités de coopération entre le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône et le directeur général de l'Agence régionale de santé de Rhône-Alpes ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L. 1435-1, avant dernier alinéa du code de la santé publique, « Pour les matières relevant de ses attributions au titre du présent code, le représentant de l'État dans le département peut déléguer sa signature au directeur général de l'agence régionale de santé et, en cas d'absence ou d'empêchement, à des agents placés sous son autorité. » ;

**Sur proposition** de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation est donnée à Monsieur le docteur **Jean-Yves GRALL**, directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions et documents relevant des domaines d'activité suivants :

### **1. Hospitalisations sans consentement**

- transmission à la personne faisant l'objet des mesures, conformément à l'article L. 3211-3 du code de la santé publique, des arrêtés préfectoraux la concernant, listés à l'annexe 2 du protocole départemental relatif aux modalités de coopération entre le préfet et le directeur général de l'agence régionale de santé ;
- information des autorités et des personnes listées du 1<sup>o</sup> au 5<sup>o</sup> de l'article L. 3213-9 du code de la santé publique, dans les 24 heures, de toutes admissions en soins psychiatriques prises sur la base des articles L. 3213-1 et L. 3214-1 du code de la santé publique ou sur décision de justice, ainsi que toute décision de maintien, et toute levée de cette mesure et décision de soins ambulatoires ;
- courrier permettant la saisine d'un expert dans le cadre et conditions prévues à l'article L. 3213-5-1 du code de la santé publique ;
- courrier permettant la saisine du juge des libertés et de la détention dans le cadre de l'article L. 3211-12-1 du code de la santé publique ;
- courrier permettant la désignation de deux experts lors de demandes de levée de mesure de soins psychiatriques à la demande d'un représentant de l'État prises en référence aux articles L. 3213-7 et L. 3213-8 du code de la santé publique (patient déclarés irresponsables pénaux) ;
- information de la commission départementale des soins psychiatriques de toutes les hospitalisations sans consentement, leur renouvellement et leur levée conformément à l'article L. 3223-1 du code de la santé publique.

### **1. Santé environnementale**

- contrôle administratif et technique des règles d'hygiène au sens des articles L. 1311-1 et L. 1311-2 du code de la santé publique, en vue de préserver la santé de l'Homme notamment en matière :
  - de prévention des maladies transmissibles ;
  - de salubrité des habitations, des agglomérations et de tous les milieux de vie de l'Homme ;
  - d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ;
  - d'exercice d'activités non soumises à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement à l'exception de l'instruction des demandes de dérogation aux règles de distance des bâtiments d'élevage soumis au règlement sanitaire départemental (article 164) dont l'ARS est seulement saisie pour donner un avis technique ;
  - d'évacuation, de traitement, d'élimination et l'utilisation des eaux usées et des déchets ;
  - de prévention des nuisances sonores ;
  - de lutte contre la pollution atmosphérique ;
  - de la sécurité sanitaire des eaux conditionnées et thermales, eaux de baignade et de piscines ;

- des missions du contrôle sanitaire aux frontières (des points d'entrée du territoire) en application de l'article R. 3115-4 du code de la santé publique ;
- mesures de gestion en cas d'urgence sanitaire, notamment en cas de danger ponctuel imminent pour la santé publique, en application de l'article L. 1311-4 du code de la santé publique ;
- contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine, procédures d'autorisations, propositions de mesures correctives, interdictions, informations relatives aux EDCH, en application des articles L. 1321-1 et suivants, R. 1321-1 à R. 1321-61 et D. 1321-103 à D. 1321-105 du code de la santé publique ;
- contrôle sanitaire des eaux conditionnées, procédures d'autorisation, propositions de mesures correctives, interdictions, en application des articles L. 1321-7 et R. 1321-69 à R. 1321-95 du code de la santé publique ;
- contrôle sanitaire des eaux minérales naturelles, procédures d'autorisation, de protection des sources et des usages qui en sont faits, propositions de mesures correctives, interdictions en application des articles L. 1322-1 et suivants et R. 1322-1 à R. 1322-67 du code de la santé publique ;
- lutte contre les situations d'insalubrité des habitations et des agglomérations, conformément aux dispositions des articles L. 1331-22 à L. 1331-24 du code de la santé publique et des articles L. 511-1 à L. 511-22 du code de la construction et de l'habitation. Les procédures consécutives à une défaillance du propriétaire, du copropriétaire ou de l'exploitant demeurent de la compétence des services communaux ou préfectoraux ;
- lutte contre la présence de plomb, en application des articles L. 1331-22, L. 1334-1 et suivants du code de la santé publique (hors exécution d'office des travaux et substitution pour l'hébergement). Les procédures consécutives à une défaillance du propriétaire, copropriétaire ou exploitant demeurent de la compétence des services préfectoraux ;
- lutte contre la présence d'amiante, en application des articles L. 1334-12-1, L. 1334-15, R. 1334-29-8, R. 1334-29-9 du code de la santé publique ;
- contrôle sanitaire des piscines et baignades ouvertes au public, déclaration d'ouverture, propositions de mesures correctives, interdiction, mesures d'urgence, informations relatives aux résultats en application des articles L. 1332-1 et suivants, L. 1337-1 et D. 1332-1 à D. 1332-54 du code de la santé publique ;
- lutte contre les nuisances sonores liées aux lieux diffusant des sons amplifiés à des niveaux sonores élevés, en application des articles L. 171-8 (hors exécution d'office des mesures prescrites) et R. 571-25 à R. 571-28 du code de l'environnement et R. 1336-1 à R. 1336-3 du code de la santé publique ;
- suivi des filières de collectes et de traitements des déchets d'activité de soins à risques infectieux dans le cadre de l'arrêté d'autorisation des appareils de désinfection délivrés par le préfet, en application des articles R. 1335-6 et R. 1335-7 du code de la santé publique ;
- application des dispositions relatives aux pollutions atmosphériques prises dans l'intérêt de la santé publique, en application de l'article L. 1335-1 du code la santé publique ;
- application des dispositions relatives à la protection contre le risque d'exposition au radon en application de l'article L. 1333-10 du code de la santé publique ;
- lutte anti-vectorielle en application de l'article R. 3114-9 du code de la santé publique.

## **2. Autres domaines de santé publique**

- désignation des trois médecins membres du comité médical chargés de donner un avis sur l'aptitude physique ou mentale des praticiens hospitaliers ainsi que les autres relatifs aux positions statutaires des praticiens hospitaliers après avis du comité médical spécifique en application de l'article R. 6152-36 du code la santé publique ;
- délivrance d'autorisation d'exercice aux physiciens médicaux, en application des articles R. 4251-2 et suivants du code de la santé publique.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le docteur Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, délégation de signature est donnée :

- a. pour les décisions et documents relevant des domaines d'activité précisés dans l'ensemble de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, à Madame **Muriel VIDALENC**, directrice générale adjointe ;
- b. pour les décisions et documents relevant des domaines d'activité précisés dans l'article 1<sup>er</sup> - 1 du présent arrêté, à Monsieur **Philippe GUÉTAT**, directeur de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de Lyon. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe GUÉTAT, délégation de signature est donnée à :
  - Madame **Cécile BEHAGHEL**, responsable du pôle offre de soins ;
  - Madame **Pascale JEANPIERRE**, cheffe du service offre hospitalière ;
  - Madame **Izia DUMORD** cheffe du service offre ambulatoire et premier recours ;
  - Madame **Agnès GAUDILLAT**, cheffe du service de soins sans consentement ;
- c. pour les décisions et documents relevant des domaines d'activité précisés dans l'article 1<sup>er</sup> - 2 du présent arrêté, à Madame le docteur **Anne-Marie DURAND**, directrice de la santé publique ;  
En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le docteur Anne-Marie DURAND, délégation de signature est donnée à Monsieur **Marc MAISONNY**, directeur délégué de la santé publique ;  
En cas d'absence ou d'empêchement de Madame le docteur Anne-Marie DURAND et de Monsieur Marc MAISONNY, délégation de signature est donnée à **Monsieur Bruno FABRES**, responsable du pôle santé et environnement à la direction de la santé publique.
- d. pour les décisions et documents relevant des domaines d'activité précisés dans l'article 1<sup>er</sup> - 3 du présent arrêté, à Monsieur **Igor BUSSCHAERT**, directeur de l'offre de soins ;  
En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Igor BUSSCHAERT, délégation de signature est donnée à Madame le Docteur **Corinne RIEFFEL**, directrice déléguée de la direction de l'offre de soins.

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement des délégataires prévus à l'article 2, délégation de signature est donnée pour les décisions et documents relevant des domaines d'activité précisés dans l'ensemble de l'article 1<sup>er</sup> - 2 et de l'article 1<sup>er</sup> - 3 du présent arrêté, à Monsieur **Philippe GUÉTAT**, directeur de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de Lyon.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe GUÉTAT, délégation de signature est donnée dans leurs domaines de compétence à :

- Madame **Cécile BEHAGHEL** ;
- Madame **Izia DUMORD** ;
- Madame **Agnès GAUDILLAT** ;
- Madame **Pascale JEANPIERRE** ;
- Monsieur **Frédéric Le LOUEDEC** ;
- Madame **Marielle SCHMITT** ;

et aux médecins de veille sanitaire :

- Docteur **Baptiste ANDRIVOT** (DD69) ;
- Docteur **Julien BERRA** (DD 69) ;
- Docteur **Muriel DEHER** (DD 73) ;
- Docteur **Nathalie GRANGERET** (DD 73) ;
- Docteur **Michèle LEFEVRE** (DD 42) ;
- Docteur **Cécile MARIE** (DSP) ;
- Docteur **Nathalie RAGOZIN** (DD 07/26) ;
- Docteur **Anne-Sophie RONNAUX-BARON** (DSP).

**Article 4 :** L'arrêté préfectoral du 22 avril 2021 est abrogé.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** : La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances et le directeur général de l'agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Le Préfet

Pascal MAILHOS

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2022-01-11-00002

Arrêté préfectoral portant délégation de  
signature aux agents de la préfecture



# PRÉFET DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques interministérielles**

Lyon, le 11 janvier 2022

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°  
portant délégation de signature aux agents de la préfecture**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST,  
PRÉFET DU RHÔNE**

***Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite***

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2019-38 du 23 janvier 2019 relatif aux compétences des préfets en matière d'enregistrement de la demande d'asile et de mise en œuvre des procédures relevant du règlement du 26 juin 2013 dit « Dublin III » et l'arrêté du 12 décembre 2018 portant régionalisation de la procédure de détermination de l'État responsable de l'examen de la demande d'asile dans la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 en conseil des ministres portant nomination de M. Pascal MAILHOS en qualité de Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône (hors classe) ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 en conseil des ministres portant nomination de la Préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, Préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône - Mme Cécile DINDAR ;

Vu les décisions préfectorales portant affectation des personnels au sein des services de la préfecture ;

Sur proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

Préfecture du Rhône  
69419 Lyon cedex 03  
*Pour connaître nos horaires d'ouverture et modalités d'accueil*  
Tél : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)  
[www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr)

## ARRÊTE

**Article 1** : Délégation de signature est donnée aux directeurs et aux chefs de bureau désignés ci-après à l'effet de signer d'une manière permanente les actes administratifs, établis par leur direction, ou bureau, à l'exception des actes à caractère réglementaire, des circulaires, des instructions générales et des correspondances destinées aux élus :

Mme Sarah GUILLON, directrice des migrations et de l'intégration,  
Mme Catherine MERIC, directrice des affaires juridiques et de l'administration locale,  
Mme Elena DI GENNARO, directrice de la sécurité et de la protection civile,  
M. Stéphane TRONTIN, directeur de la coordination des politiques interministérielles,  
M. Tamim MAHMOUD, attaché principal, adjoint au directeur du CERT, chef de la section lutte contre la fraude, assurant l'intérim du directeur,  
M. Jérémy SOUCIER, chef du bureau du cabinet.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes citées à l'article 1, délégation de signature est donnée aux attachés principaux, attachés, secrétaires administratifs et adjoints administratifs dont les noms suivent, à l'effet de signer la totalité des actes établis par la direction dont ils dépendent, à l'exception des actes à caractère réglementaire, des circulaires, des instructions générales et des correspondances destinées aux élus (cf article 1<sup>er</sup>) :

### DIRECTION DES MIGRATIONS ET DE L'INTÉGRATION

- Mme Ludivine JOURNOUD, attachée principale, directrice adjointe des migrations et de l'intégration,
- Mme Corinne SIRUGUE, attachée principale, chef du bureau de l'accueil et de l'admission au séjour,
- Mme Véronique BEAUD, attachée principale, chef du bureau des examens spécialisés,
- Mme Géraldine SEMOULIN, attachée, chef du bureau de l'éloignement,
- Mme Maryke LE MOGNE, attachée principale, chef du bureau de l'asile et de l'hébergement - guichet unique des demandeurs d'asile de Lyon,
- M. Patrick LAFABRIER, attaché principal, chef du bureau des affaires générales et du contentieux,
- M. Olivier VERCASSON, attaché principal, responsable de la plateforme interdépartementale des naturalisations,
- Mme Claire DAVOINE, attachée principale, chef du pôle régional Dublin.

### DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE

- M. Stéphane CAVALIER, attaché principal, chef du bureau de l'urbanisme et de l'utilité publique, adjoint à la directrice,
- Mme Maud BESSON, attachée principale, chef du bureau des élections et des associations,
- Mme Laurence TIXIER, attachée principale, responsable du pôle juridique et documentaire,
- M. Sébastien GAUDERAT, attaché, adjoint au chef du bureau du contrôle budgétaire et des dotations de l'État,
- M. Jérôme THEVENON-FERNANDES, attaché principal, chef du bureau du contrôle de légalité et l'intercommunalité.

### DIRECTION DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE

- M. Ernest MOUTOUSSAMY, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- Mme Aurélie DARPHEUILLE, attachée principale, chef du bureau des polices administratives,
- Mme Sylvia LEGRIS, attachée, chef du bureau de la planification, de la défense et des risques sanitaires,
- Mme Chantal LIEVRE, attachée, chef du bureau de la prévention,
- Mme Françoise MOLLARET, attachée, chef du bureau de la sécurité routière, coordinatrice sécurité routière.

## DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

- M. Jean-Michel MOREL, attaché, chef de la mission de l'appui territorial,
- Mme Marie-Claude BACCHIOCCHI, attachée, adjointe à la chef du centre de services partagés régional Chorus et chef de la section des responsables des demandes de paiement,
- M. Jean-Luc BUCHSBAUM, attaché, adjoint à la chef du centre de services partagés régional Chorus et chef de la section subventions et recettes,
- M. Jean-Bernard SAN-JUAN, secrétaire administratif de classe normale, responsable des engagements juridiques et des recettes,
- Mme Catherine SIMONETTI secrétaire administrative de classe supérieure, chef de la section dépenses sur marchés,
- Mme Virginie GANDINI, secrétaire administrative de classe normale, responsable des prestations financières,
- Mme Elodie CARNET, secrétaire administrative de classe supérieure, chef de la section dépenses de fonctionnement,
- Mme Sylvie BOUCHAKER, adjointe administrative principale de 2<sup>ème</sup> classe, responsable des engagements juridiques,
- Mme Jihane SOUMANOU, secrétaire administrative de classe normale, responsable des engagements juridiques,
- Mme Isabelle PEILLON, adjointe administrative principale de 1<sup>re</sup> classe, responsable des demandes de paiement.

## CABINET DU PRÉFET

- Mme Claire DUGROS, attachée, adjointe au chef de cabinet.

**Article 3 :** Sans préjudice des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, délégation de signature est donnée à Mme Sarah GUILLON, directrice des migrations et de l'intégration, à l'effet de signer :

- les décisions concernant l'aide sociale en matière d'hébergement pour les demandeurs d'asile et les réfugiés ;
- les décisions concernant l'orientation, l'admission ou la sortie d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile ou d'un centre provisoire d'hébergement ;
- tout courrier préparatoire à la signature de conventions avec les associations privées, centres communaux d'action sociale, municipalités, pour l'octroi des crédits destinés à l'action sociale en faveur des demandeurs d'asile, des réfugiés et des étrangers primo-arrivants ;
- les décisions et conventions avec les associations privées pour l'octroi de crédits destinés à l'action sociale en faveur des demandeurs d'asile, des réfugiés et des étrangers primo-arrivants ;
- les procédures et décisions de tarification des établissements sociaux d'hébergement pour demandeurs d'asile et réfugiés (centre de transit, CADA et CPH) ;
- les requêtes introductives d'instance, mémoires en défense et actes d'exécution relatifs à la procédure d'expulsion des structures d'hébergement en matière de référés mesures-utiles.

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sarah GUILLON, délégation de signature est donnée à l'effet de signer les actes visés à l'article 3 à Mme Ludivine JOURNOUD, attachée principale, directrice adjointe des migrations et de l'intégration, à Mme Maryke LE MOGNE, attachée principale, chef du bureau de l'asile et de l'hébergement - guichet unique des demandeurs d'asile de Lyon.

**Article 5 :** Délégation de signature est donnée à Mme Sarah GUILLON, directrice des migrations et de l'intégration, à l'effet de signer de manière permanente les actes de saisine, les mémoires et les requêtes en première instance et en appel auprès des différents ordres de juridiction en matière d'entrée, de séjour des étrangers et du droit d'asile, et en matière de contentieux y afférent.

**Article 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sarah GUILLON, délégation de signature est donnée à l'effet de signer les actes visés à l'article 5 à Mme Ludivine JOURNOUD, attachée principale, directrice adjointe des migrations et de l'intégration, à M. Patrick LAFABRIER, attaché principal, chef du bureau des affaires générales et du contentieux, et à M. Alexandre FOREL,

attaché, adjoint au chef de bureau des affaires générales et du contentieux, chef de la section contentieux ainsi que Mme Géraldine SEMOULIN, attachée, chef du bureau de l'éloignement, Mme Aurélie HOARAU, attachée, adjointe au chef du bureau de l'éloignement et à Mme Aude SIGNOUREL, attachée.

**Article 7 :** Délégation de signature est donnée à Mme Sarah GUILLON, directrice des migrations et de l'intégration, à l'effet de signer de manière permanente les mesures afférentes au transfert des demandeurs d'asile placés sous procédure Dublin et ce, à l'échelle régionale, ainsi que les mesures d'exécution éventuelles telles que les décisions d'assignation à résidence et de placement en rétention, les mémoires et les requêtes en première instance et en appel auprès des différents ordres de juridiction relatifs à la procédure Dublin.

**Article 8 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sarah GUILLON, délégation de signature est donnée à l'effet de signer les actes visés à l'article 7 à Mme Ludivine JOURNOUD, attachée principale, directrice adjointe des migrations et de l'intégration, à Mme Claire DAVOINE, attachée principale, chef du pôle régional Dublin, à M. Xavier GRINGOIRE, attaché, adjoint à la chef de pôle, chef de la section instruction et à Mme Aurélie PERTREUX, secrétaire administrative de classe normale, chef de la section exécution du pôle régional Dublin.

**Article 9 :** Sans préjudice des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, délégation de signature est donnée à Mme Catherine MERIC, directrice des affaires juridiques et de l'administration locale, à l'effet de signer :

- toutes décisions relatives à l'attribution et au versement des indemnités représentatives de logement des instituteurs ;
- les arrêtés fixant la composition des commissions départementales d'aménagement commercial et cinématographique ;
- les arrêtés d'indemnités des commissaires enquêteurs ;
- les accusés de réception et les demandes de pièces complémentaires adressées aux maires dans le cadre du contrôle de légalité des autorisations d'occupation des sols ;
- toute décision et correspondance relatives à l'examen conjoint des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité des documents d'urbanisme prévu aux articles L 143-44 et L 153-54 du code de l'urbanisme ;
- les dérogations au délai d'inhumation et de crémation, les transports de corps et d'urnes funéraires et les laissez-passer mortuaires ;
- les récépissés de déclaration de revendeurs d'objets mobiliers,
- les cartes de guide conférencier et les titres de maître restaurateur.

**Article 10 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine MERIC, délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les actes visés à l'article 9, à M. Stéphane CAVALIER, attaché principal, chef du bureau de l'urbanisme et de l'utilité publique, adjoint à la directrice, à Mme Maud BESSON, attachée principale, chef du bureau des élections et des associations, à M. Sébastien GAUDERAT, attaché, adjoint au chef du bureau du contrôle budgétaire et des dotations de l'État, à Mme Laurence TIXIER, attachée principale, responsable du pôle juridique et documentaire, à M. Jérôme THEVENON-FERNANDES, attaché principal, chef du bureau du contrôle de légalité et l'intercommunalité, à M. Youssef BELLAHBIB, attaché, adjoint au chef de bureau de l'urbanisme et de l'utilité publique, à M. Gilles VASSELLIER, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, adjoint au chef de bureau de l'urbanisme et de l'utilité publique, à Mme Agnès RAICHL, attachée, adjointe à la chef de bureau des élections et des associations, à Mme Carole SOULARD, secrétaire administrative de classe supérieure.

**Article 11 :** Délégation est donnée pour la signature des documents visés à l'article 1<sup>er</sup> en cas d'absence ou d'empêchement :

- de Mme Corinne SIRUGUE, attachée principale, chef du bureau de l'accueil et de l'admission au séjour, à Mme Céline MEYRAND, attachée, adjointe à la chef de bureau de l'accueil et de l'admission au séjour, et à M. Ivan SABATIER, secrétaire administratif de classe supérieure, chef de la section instruction.

- par ailleurs, délégation est donnée pour la signature de certains documents visés à l'article 1<sup>er</sup> en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Céline MEYRAND, attachée, adjointe à la chef de bureau de l'accueil et de l'admission au séjour, et de M. Ivan SABATIER, secrétaire administratif de classe supérieure, chef de la section instruction, à savoir les attestations de remboursement de timbres fiscaux, les décisions de délivrance de titres de séjour, les décisions de refus simple de délivrance de cartes de résidents et les décisions de refus de dépôt de demandes de titre de séjour, à M. Thomas COURTAUD, secrétaire administratif de classe normale et adjoint à la chef de section accueil, à Mme Ludivine KPNOR-DOGBEVI, secrétaire administrative de classe normale et adjointe à la chef de section accueil et à Mme Francine MEDJO, secrétaire administrative de classe normale et adjointe à la chef de section accueil.
- de Mme Véronique BEAUD, attachée principale, chef du bureau des examens spécialisés, à Mme Stéphanie COLLAUDIN, attachée, adjointe à la chef de bureau et à M. Omar HABI, attaché, adjoint à la chef de bureau.
- de Mme Géraldine SEMOULIN, attachée, chef du bureau de l'éloignement, à Mme Aurélie HOARAU, attachée, adjointe à la chef de bureau et à Mme Aude SIGNOUREL, attachée.
- de Mme Maryke LE MOGNE, attachée principale, chef du bureau de l'asile et de l'hébergement - guichet unique des demandeurs d'asile de Lyon, à Mme Anne-Laure ZERR, attachée, adjointe à la chef de bureau, chef de la section instruction, à Mme Clémentine ELONGBIL EWANE, attachée, chef de la section accueil.
- de M. Patrick LAFABRIER, attaché principal, chef du bureau des affaires générales et du contentieux, à M. Alexandre FOREL, adjoint au chef de bureau, chef de la section contentieux, à Mme Isabelle FETROT-FAVROT, secrétaire administrative, chef de la section relation avec les usagers et à Mme Vanessa RAMANICH, secrétaire administrative de classe normale, chef de la section affaires générales.
- de M. Olivier VERCASSON, attaché principal, responsable de la plateforme interdépartementale des naturalisations, à Mme Magali DONNET, attachée, adjointe au responsable de la plateforme interdépartementale des naturalisations.
- de Mme Claire DAVOINE, attachée principale, chef du pôle régional Dublin, à M. Xavier GRINGOIRE, attaché, adjoint à la chef de pôle, chef de la section instruction, à Mme Aurélie PERTREUX, secrétaire administrative de classe normale, chef de la section exécution du pôle régional Dublin.
- de M. Stéphane CAVALIER, attaché principal, adjoint à la directrice de la DAJAL, chef du bureau de l'urbanisme et de l'utilité publique, à M. Youssef BELLAHBIB, attaché, adjoint au chef de bureau et à M. Gilles VASSELLIER, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, adjoint au chef de bureau.
- de Mme Maud BESSON, attachée principale, chef du bureau des élections et des associations, à Mme Agnès RAICHL, attachée, adjointe à la chef de bureau, à Mme Carole SOULARD, secrétaire administrative de classe supérieure.
- de Mme Laurence TIXIER, attachée principale, responsable du pôle juridique et documentaire, à Mme Aude GARCIA-ALGOUD, attachée, adjointe à la responsable du pôle.
- de M. Ernest MOUTOUSSAMY, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile, à Mme Djamila BOURA M'COLO, secrétaire administrative de classe normale, chargée du suivi des ERP, à Mme Manal ZARHBOUB, secrétaire administrative de classe normale, chargée du suivi des sous-commissions de sécurité.
- de Mme Aurélie DARPHEUILLE, attachée principale, chef du bureau des polices administratives, à M. Cyril GIBERT, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjoint à la chef de bureau, à Mme

Cécile DAFFIX, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, chef de la section réglementation routière, à M. Youssef AMINEUR, secrétaire administratif de classe normale.

**Article 12** : Le présent arrêté entre en vigueur le 17 janvier 2022.

**Article 13** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 14** : La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Le Préfet

Pascal MAILHOS

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2022-01-11-00003

Arrêté préfectoral portant délégation de  
signature pour les pièces comptables et les  
formules exécutoires



# PRÉFET DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques interministérielles**

Lyon, le 11 janvier 2022

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°  
portant délégation de signature pour les pièces comptables  
et les formules exécutoires**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST,  
PRÉFET DU RHÔNE**

***Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite***

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 en conseil des ministres portant nomination de M. Pascal MAILHOS en qualité de Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône (hors classe) ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 en conseil des ministres portant nomination de la Préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, Préfète déléguée pour l'égalité des chances auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône - Mme Cécile DINDAR ;

Vu les décisions préfectorales affectant le personnel au sein des services de la préfecture du Rhône ;

Sur proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

Préfecture du Rhône  
69419 Lyon cedex 03  
*Pour connaître nos horaires d'ouverture et modalités d'accueil*  
Tél : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)  
[www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr)

## ARRÊTE

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée à M. Stéphane TRONTIN, directeur de la coordination des politiques interministérielles, à l'effet de signer :

- les pièces concernant la comptabilité de l'État, et notamment les admissions en non valeur de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine,
- des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine,
- des taxes d'urbanisme énumérées à l'article 118 de la loi n° 89-935 du 26 décembre 1989 sans limitation de montant.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane TRONTIN, cette délégation est exercée par Mme Marie-Claude BACCHIOCCHI, attachée, adjointe à la chef du centre de services partagés régional Chorus et chef de la cellule transverse des responsables des demandes de paiement, ou par M. Jean-Luc BUCHSBAUM, attaché, adjoint à la chef du centre de services partagés régional Chorus et chef de la section subventions et recettes.

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à Mme Catherine MERIC, directrice des affaires juridiques et de l'administration locale, à l'effet de signer les pièces comptables relatives à la prise en charge des indemnités et rémunérations des personnels liées à des élections (travaux supplémentaires, mise sous pli) dans le cadre du programme 232.

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine MERIC, cette délégation est exercée par M. Stéphane CAVALIER, attaché principal, adjoint à la directrice de la DAJAL, chef du bureau de l'urbanisme et de l'utilité publique.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine MERIC et de M. Stéphane CAVALIER, cette délégation est exercée par Mme Maud BESSON, attachée principale, chef du bureau des élections et des associations.

**Article 5 :** Les signatures des personnes citées aux articles 1 à 4 figurant en annexe au présent arrêté sont accréditées auprès du directeur régional des finances publiques de Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône.

**Article 6 :** Le présent arrêté entre en vigueur le 17 janvier 2022.

**Article 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :** La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Le Préfet

Pascal MAILHOS

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2022-01-05-00005

Arrêté autorisant l'association reconnue  
d'utilité publique dénommée « FOYER NOTRE  
DAME DES SANS-ABRI » à effectuer une quête  
sur la voie publique en 2022



# PRÉFET DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Préfecture

Direction des affaires juridiques et  
de l'administration locale

Bureau du contrôle budgétaire et  
des dotations de l'Etat

Affaire suivie par : Marie-Claire KEDZIERSKI  
Tél. : 04 72 61 65 30  
Courriel : pref-fondations-dons-lcgs@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE n°

du **- 5 JAN. 2022**

autorisant l'association reconnue d'utilité publique dénommée  
« FOYER NOTRE DAME DES SANS-ABRI »  
à effectuer une quête sur la voie publique en 2022

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU les articles L.2212-2 et L.2215-1 du code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;
- VU la loi n°91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 182 du 1er octobre 1951 portant réglementation des appels à la générosité publique dans le département du Rhône ;
- VU la demande d'autorisation pour quêter sur la voie publique les 5 et 6 février 2022, parvenue en préfecture le 24 novembre 2021, présentée par le Président de l'association « FOYER NOTRE DAME DES SANS-ABRI » dont le siège est situé à LYON 7<sup>ème</sup>, 3 rue Père Chevrier ;
- VU le calendrier prévisionnel 2022 du ministère de l'intérieur parvenu en préfecture le 27 décembre 2021 ;
- CONSIDERANT la reconnaissance d'utilité publique de l'association et les dates fixées pour cette quête ;
- SUR proposition de la Préfète, Secrétaire générale de la préfecture du Rhône, Préfète déléguée pour l'égalité des chances,

Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03  
Pour connaître nos horaires et nos modalités d'accueil : internet : [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr) ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>: L'association reconnue d'utilité publique dénommée « FOYER NOTRE DAME DES SANS-ABRI » est autorisée à effectuer une quête sur la voie publique, sur tout le territoire du département du Rhône, les 5 et 6 février 2022, au profit des œuvres de cette association.

Article 2: L'association organisera la quête selon les conditions requises en période de crise sanitaire liée au covid-19.

Article 3: Les personnes habilitées à quêter doivent porter de façon ostensible, une carte de format 8 x 11 cm, portant sur fond blanc, les indications suivantes :

RECTO : l'œuvre au profit de laquelle la collecte est organisée et la date de la quête en caractère de 9 mm de haut minimum,

VERSO : le nom, le prénom et le domicile du titulaire.

Article 4: Le Président de l'association devra produire l'état des recettes de la quête et les dépenses engagées, ainsi que le compte-rendu détaillé de la destination donnée aux fonds recueillis.

Article 5: La Préfète, Secrétaire générale de la préfecture du Rhône, Préfète déléguée pour l'égalité des chances, les maires, le Directeur départemental de la sécurité publique du Rhône, le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie du Rhône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs.

Le Préfet

La préfète  
Sec<sup>g</sup>  
Préfète déléguée  
Cécilia BILLOIR

*« Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant sa notification. Le tribunal peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. ».*

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2021-12-23-00007

Arrêté portant autorisation d appel à la  
générosité publique pour le fonds de dotation  
dénommé « FONDS DE DEVELOPPEMENT DU  
RESEAU DES RADIOS CHRETIENNES DE FRANCE  
- RCF »



# PRÉFET DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Préfecture

Direction des affaires juridiques  
et de l'administration locale

Bureau du contrôle budgétaire et des  
dotations de l'Etat

Affaire suivie par : Rayane MAHOUST  
Tél. : 04 72 61 66 12  
Courriel : rayane.mahouast@rhone.gouv.fr

Arrêté n° \_\_\_\_\_ du 23 décembre 2021

**portant autorisation d'appel à la générosité publique  
pour le fonds de dotation dénommé  
« FONDS DE DEVELOPPEMENT DU RESEAU DES RADIOS CHRETIENNES DE  
FRANCE - RCF »**

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;
- VU la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 140 ;
- VU le décret n° 92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;
- VU le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation, notamment les articles 11 et suivants ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 mai 2019 portant fixation des modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel à la générosité publique ;

CONSIDÉRANT la demande reçue le 15 décembre 2021 présentée par Monsieur Yves GRENOT, président du fonds de dotation dénommé « Fonds de développement du réseau des Radios Chrétiennes de France - RCF » ;

.../...

*Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03*

*Accueil du public : 18 rue de Bonnel*

*Pour connaître nos horaires et nos modalités d'accueil : internet : [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr) ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)*

CONSIDÉRANT que la demande est conforme aux textes en vigueur ;

SUR proposition de la Préfète, Secrétaire Générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances de la préfecture du Rhône :

## A R R E T E

**Article 1er :** Le fonds de dotation dénommé « Fonds de développement du réseau des Radios Chrétiennes de France - RCF » dont le siège social est situé 7 Place St-Irénée – 69321 LYON Cedex 05, est autorisé à faire appel à la générosité publique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022.

L'objectif du présent appel à la générosité publique est d'apporter un soutien direct ou indirect aux radios associatives du réseau RCF et à l'association RCF Multimédia.

**Article 2 :** Les annonces relatives à l'appel à la générosité publique au profit du fonds de dotation « Fonds de développement du réseau des Radios Chrétiennes de France - RCF » seront réalisées par le biais de différents médias (envoi de courriers périodiques, à des donateurs potentiels, sollicitant des dons, accompagnés de bons de soutien ; insertion d'encarts publicitaires dans la presse et les brochures spécialisées ; diffusion de messages sur l'antenne des radios RCF ou sur le(s) site(s) internet de RCF Multimédia ; émission radiophonique thématique en directe ou différée ; envoi de messages par internet ; dons en ligne via internet ; envoi et diffusion de brochures sur les legs, les donations et l'assurance vie à des testateurs potentiels ; insertion d'articles de sollicitation dans les mailings ou messages internet et « Lettres aux Amis » adressés périodiquement aux donateurs).

**Article 3 :** Conformément à la réglementation en vigueur, le fonds de dotation a l'obligation d'intégrer dans ses comptes annuels un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses et qui mentionne les informations relatives à son élaboration.

Le compte d'emploi des ressources doit être présenté suivant les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 22 mai 2019.

**Article 4 :** La présente autorisation pourra être retirée ou abrogée si l'activité du fonds de dotation est suspendue, ou si l'autorité judiciaire est saisie en vue de la dissolution du fonds.

**Article 5 :** La Préfète, Secrétaire Générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances de la préfecture du Rhône est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône et notifié au président du fonds de dotation visé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Le Préfet,  
La préfète  
Secrétaire générale  
Préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR

**« Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »**

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2021-12-23-00008

Arrêté portant autorisation d appel à la  
générosité publique pour le fonds de dotation  
dénommé « FONDS DE DOTATION MARION  
ELIZABETH BRANCHER »



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Préfecture  
Direction des affaires juridiques  
et de l'administration locale

Bureau du contrôle budgétaire et des  
dotations de l'Etat

Affaire suivie par : Rayane MAHOUST  
Tél. : 04 72 61 66 12  
Courriel : rayane.mahouast@rhone.gouv.fr

Arrêté n°

du 23 décembre 2021

**portant autorisation d'appel à la générosité publique  
pour le fonds de dotation dénommé  
« FONDS DE DOTATION MARION ELIZABETH BRANCHER »**

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;
- VU la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 140 ;
- VU le décret n° 92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;
- VU le décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation, notamment les articles 11 et suivants ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 mai 2019 portant fixation des modalités de présentation du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public par des organismes faisant appel à la générosité publique ;

CONSIDÉRANT la demande reçue le 16 décembre 2021 présentée par Madame Florence BRANCHER, présidente du fonds de dotation dénommé « FONDS DE DOTATION MARION ELIZABETH BRANCHER » ;

CONSIDÉRANT que la demande est conforme aux textes en vigueur ;

SUR proposition de la Préfète, Secrétaire Générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances de la préfecture du Rhône :

*Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03*

*Accueil du public : 18 rue de Bonnel*

*Pour connaître nos horaires et nos modalités d'accueil : internet : [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr) ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)*

## ARRETE

**Article 1er :** Le fonds de dotation dénommé « FONDS DE DOTATION MARION ELIZABETH BRANCHER » dont le siège social est situé 18 Allée du Baraillon – 69160 TASSIN-LA-DEMI-LUNE, est autorisé à faire appel à la générosité publique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022.

L'objectif du présent appel à la générosité publique est de percevoir des fonds, afin de développer l'objet social du fonds de dotation, et plus particulièrement lui permettre de soutenir tout organisme d'intérêt général qu'il choisira, poursuivant des buts similaires aux siens ou se situant dans le prolongement de son objet.

**Article 2 :** Les annonces relatives à l'appel à la générosité publique au profit du fonds de dotation « FONDS DE DOTATION MARION ELIZABETH BRANCHER » seront réalisées par le biais de différents médias (journaux, tracts, plaquettes, revues, radio, etc.).

**Article 3 :** Conformément à la réglementation en vigueur, le fonds de dotation a l'obligation d'intégrer dans ses comptes annuels un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses et qui mentionne les informations relatives à son élaboration.

Le compte d'emploi des ressources doit être présenté suivant les modalités fixées par l'arrêté ministériel du 22 mai 2019.

**Article 4 :** La présente autorisation pourra être retirée ou abrogée si l'activité du fonds de dotation est suspendue, ou si l'autorité judiciaire est saisie en vue de la dissolution du fonds.

**Article 5 :** La Préfète, Secrétaire Générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances de la préfecture du Rhône est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône et notifié au président du fonds de dotation visé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Le Préfet,  
La préfète  
Secrétaire générale  
Préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR

*« Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »*

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2022-01-07-00001

Arrêté portant retrait de l'arrêté préfectoral n°  
69-2021-21-00002 du 21 décembre 2021 relatif à  
la modification des statuts et compétences  
du syndicat départemental d'énergies du Rhône



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE**  
Bureau du contrôle de légalité et de l'intercommunalité

**ARRETE n°**

**du 7 janvier 2022**

**Portant retrait de l'arrêté préfectoral n° 69-2021-21-00002 du 21 décembre 2021**

**relatif à la modification des statuts et compétences  
du syndicat départemental d'énergies du Rhône**

**Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du mérite**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-20 et suivants et L.5711-20 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 mai 1950 portant constitution du SYDER ;

VU l'arrêté préfectoral n° 69-2021-12-21-00002 du 21 décembre 2021 ;

CONSIDERANT l'irrégularité du transfert d'une compétence au SYDER par deux communes membres figurant dans l'arrêté préfectoral n° 69-2021-21-00002 du 21 décembre 2021 ;

SUR la proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances,

*Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03*

*Pour connaître nos horaires et nos modalités d'accueil : internet : [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr) ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)*

**ARRETE :**

**ARTICLE I<sup>er</sup>** : l'arrêté préfectoral n° 69-2021-12-21-00002 du 21 décembre 2021 relatif à la modification des statuts et compétences du syndicat départemental d'énergies du Rhône est retiré.

**ARTICLE II** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 LYON cedex 03) dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou notification.

**ARTICLE III** - La préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône, le président du SYDER, le président de la communauté de communes de l'Est Lyonnais, le président de la communauté de communes Saône Beaujolais et les maires des communes membres du syndicat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Fait à Lyon le 7 janvier 2022

Signé la préfète  
secrétaire générale  
préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2022-01-05-00006

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 69-2022-01-05  
MODIFIANT

L ARRETE N°69-2019-11-20-007 DU 20  
NOVEMBRE 2019 PORTANT AGRÉMENT  
POUR L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ DE  
DOMICILIATION D'ENTREPRISES



# PRÉFET DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Préfecture

Direction des affaires juridiques  
et de l'administration locale

Bureau des élections et des associations

Affaire suivie par : Florence PATRICIO  
Tél. : 04.72.61.61.29  
Télécopie : 04.72.61.66.60  
Courriel : [florence.patricio@rhone.gouv.fr](mailto:florence.patricio@rhone.gouv.fr)

Lyon, le 05 janvier 2022

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 69-2022-01-05 L'ARRÊTE N°69-2019-11-20-007 DU 20 NOVEMBRE 2019 PORTANT AGRÉMENT POUR L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ DE DOMICILIATION D'ENTREPRISES**

**MODIFIANT**

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2005/60 /CE du Parlement et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement de terrorisme ;

Vu le code de commerce, notamment ses articles L 123-10 à L123-11-8 et R123-166 à R123-171 ;

Vu le code monétaire et financier, notamment ses articles L.561-2 ;

Vu l'ordonnance n°2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, notamment ses articles 9 et 20 ;

Vu le décret n°2009-1535 du 10 décembre 2009 définissant les modalités de contrôle du respect des obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par les personnes mentionnées aux 8°, 9° et 15° de l'article L561-2 du code monétaire et financier et relatif à la Commission nationale des sanctions (articles R. 561-43 à R.561-50 du code monétaire et financier) ;

Vu le décret n°2009-1695 du 30 décembre 2009 relatif à l'agrément des domiciliataires d'entreprises soumises à l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (articles R123-166-1 à R.123-166-5 du code de commerce) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 69-2019-11-20-007 du 20 novembre 2019 portant agrément de la Sarl « A MON BUREAU », pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises ;

Vu le dossier de demande de modification d'agrément reçu le 13 décembre 2021 relatif à l'ajout d'un établissement secondaire et au changement d'adresse du siège de la Sarl « A MON BUREAU » ;

Considérant que la Sarl « A MON BUREAU » remplit les conditions requises pour être agréée en qualité de domiciliataire d'entreprises ;

.../...

*Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03*

*Pour connaître nos horaires et nos modalités d'accueil : internet : [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr) ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)*

Sur proposition de la Directrice des affaires juridiques et de l'administration locale ;

## ARRETE

Article 1 : Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral 69-2019-11-20-007 du 20 novembre 2019 portant agrément de la Sarl « A MON BUREAU », pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises sous le numéro 2019-07, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La Sarl « A MON BUREAU », dont le sigle est « AMB », gérée par Madame Valérie JACQUEMET, est agréée pour exercer, au sein de son établissement principal situé 305 rue Gabriel Voisin, 69400 Villefranche-sur-Saône, l'activité de domiciliation juridique, jusqu'au 20 novembre 2025.

Article 2 : L'arrêté préfectoral 69-2019-11-20-007 du 20 novembre 2019 portant agrément de la Sarl « A MON BUREAU », pour l'exercice de l'activité de domiciliation d'entreprises sous le numéro 2019-07, est complété par l'article 1 bis suivant :

« Article 1 bis : La Sarl « A MON BUREAU » est également autorisée à exercer, jusqu'au 20 novembre 2025, l'activité de domiciliation d'entreprises au sein de son établissement secondaire ci-dessous désigné :

Nom de l'établissement secondaire	Localisation
A MON BUREAU	2 rue de la Blanchisserie, 69220 Belleville-en-Beaujolais

Article 3 : Le reste est sans changement.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 5 : La Préfète, Secrétaire générale, Préfète déléguée pour l'égalité des chances est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône. Une copie de l'arrêté sera transmise au greffe du Tribunal de Commerce de Villefranche-sur-Saône.

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Préfète, Secrétaire générale  
Préfète déléguée pour l'égalité des chances  
signé : Cécile DINDAR

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2022-01-07-00002

Arrêté relatif à la modification des statuts et  
compétences du syndicat départemental  
d'énergies du Rhône



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DE L'ADMINISTRATION LOCALE**  
Bureau du contrôle de légalité et de l'intercommunalité

**ARRETE n°**

**du 7 janvier 2022**

**relatif à la modification des statuts et compétences**  
du syndicat départemental d'énergies du Rhône

**Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,  
préfet du Rhône,  
officier de la légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du mérite**

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-20 et suivants et L.5711-20 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 mai 1950 portant constitution du SYDER ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 715-93 du 22 janvier 1993, n° 2216 du 15 juillet 1994, n° 1977 du 30 mai 1996, n° 3257 du 21 août 1998, n° 2790 du 9 juillet 1999 relatifs à la modification des statuts et compétences du SYDER ;

VU l'arrêté préfectoral n° 4034 du 17 décembre 2002 relatif au retrait du SIGERLY des membres du SYDER ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 4035, 4036, 4037, 4038, 4039, 4040, 4041 et 4042 relatifs à la dissolution de syndicats d'électricité ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 4043 du 18 décembre 2002, n° 1324 du 12 mars 2003, n° 2213 du 24 juin 2003, n° 3888 du 12 novembre 2003, n° 2058 du 30 janvier 2004, n° 4234 du 12 décembre 2003, n° 4235 du 12 décembre 2003, n° 1480 du 24 janvier 2008, n° 2181 du 31 mars 2009, n° 6612 du 28 octobre 2009, n° 1270 du 17 janvier 2011, n° 993 du 25 janvier 2012, n° 2012 362-0007 du 27 décembre 2012, n° 2013 037 - 0003 du 6 février 2013, n° 2013 178 - 0005 du 27 juin 2013, n° 2013 336 - 0022 du 2 décembre 2013, n° 2014 112 - 0015 du 22 avril 2014, n° 2015 127 - 0036 du 6 mai 2015 n°2015\_10\_23\_80 du 22 octobre 2015, n° 2015\_12\_22\_134 du 21 décembre 2015, n° 69-2016-06-28-008 du 28 juin 2016, n° 69-2016-12-16-002 du 16 décembre 2016, n°69-2017-05-16-006

*Adresse postale : Préfecture du Rhône – 69419 Lyon cedex 03*

*Pour connaître nos horaires et nos modalités d'accueil : internet : [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr) ou tél. : 04 72 61 61 61 (coût d'un appel local)*

du 16 mai 2017, n°2019-02-15-006 du 15 février 2019, n°69-2019-07-17-003 du 17 juillet 2020, n°69-2020-02-06-003 du 6 février 2020 et n° 69-2021-03-08-00018 du 8 mars 2021 relatifs à la modification des statuts et compétences du SYDER ;

VU la délibération du 3 février 2021 dans laquelle le conseil municipal de la commune de Lentilly sollicite son adhésion à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU la délibération du 8 février 2021 dans laquelle le conseil municipal de la commune de Saint-Germain-Nuelles sollicite son adhésion à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU les délibérations du 23 mars 2021 dans lesquelles le comité syndical du SYDER approuve l'adhésion des communes de Lentilly et Saint-Germain-Nuelles à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU la délibération du 15 février 2021 dans laquelle le conseil municipal de la commune de L'Arbresle sollicite son adhésion à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU la délibération du 22 février 2021 dans laquelle le conseil municipal de la commune de Fleurieux-sur-l'Arbresle sollicite son adhésion à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU la délibération du 9 avril 2021 dans laquelle le conseil municipal de la commune d'Alix sollicite son adhésion à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU les délibérations du 22 juin 2021 dans lesquelles le comité syndical du SYDER approuve l'adhésion des communes de L'Arbresle, Fleurieux-sur-l'Arbresle et Alix à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU la délibération du 23 février 2021 dans laquelle le conseil municipal de la commune du Bully sollicite son adhésion à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU la délibération du 9 septembre 2021 dans laquelle le conseil municipal de la commune d'Aveize sollicite son adhésion à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU les délibérations du 28 septembre 2021 dans lesquelles le comité syndical du SYDER approuve l'adhésion des communes de Bully et d'Aveize à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU la délibération du 28 octobre 2021 dans laquelle le conseil municipal de la commune de Souzy sollicite son adhésion à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU les délibérations du 30 novembre 2021 dans lesquelles le comité syndical du SYDER approuve l'adhésion de la commune de Souzy à la compétence optionnelle « Infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables » ;

VU la délibération du 26 octobre 2021 dans laquelle le conseil municipal de la commune de Saint-Laurent de Mure sollicite son adhésion à la compétence optionnelle « distribution publique de gaz » ;

VU la délibération du 30 novembre 2021 dans laquelle le comité syndical du SYDER approuve l'adhésion de la commune de Saint Laurent de Mure à la compétence optionnelle « distribution publique de gaz » ;

VU la délibération du 19 octobre 2021 dans laquelle le conseil municipal de la commune de Lantignié sollicite le retrait de la commune de Lantignié de la compétence optionnelle « distribution publique de gaz » ;

VU la délibération du 30 novembre 2021 dans laquelle le comité syndical du SYDER approuve le retrait de la commune de Lantignié de la compétence optionnelle « distribution publique de gaz » ;

VU la délibération de la commune de Belleville-en-Beaujolais du 16 novembre 2020 sollicitant suite à la création de la commune nouvelle de Belleville-en-Beaujolais par arrêté préfectoral en date du 2 novembre 2018, son adhésion au SYDER sur l'intégralité du territoire de la commune nouvelle ;

VU la délibération du 8 décembre 2020 dans laquelle le comité syndical du SYDER approuve l'intégration au périmètre du SYDER de la commune nouvelle de Belleville-en-Beaujolais sur l'ensemble de son territoire ;

VU la délibération du 22 juin 2021 dans laquelle le comité syndical du SYDER approuve le nouveau projet de statuts ;

VU les délibérations par lesquelles une majorité des organes délibérants des membres du SYDER approuve cette proposition de modification statutaire ;

VU l'accord express ou tacite donné par la majorité des adhérents du SYDER sur ces modifications statutaires ;

Considérant que les conditions de majorité sont réunies :

SUR la proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances,

### **ARRETE :**

**Article I** - Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 mai 1950 modifié par les arrêtés préfectoraux susvisés sont remplacées par les dispositions suivantes à la date de signature du présent arrêté préfectoral.

#### **ARTICLE 1 : CONSTITUTION, DENOMINATION ET OBJET DU SYNDICAT**

En application des dispositions du code général des collectivités territoriales relatives à la coopération locale et notamment les articles L. 5711-1 et suivants dudit code, il est constitué entre les groupements de communes et les communes **énumérées dans la liste annexée aux présents statuts**, un syndicat mixte fermé à la carte.

Il prend la dénomination de « Syndicat Intercommunal d'Energies du Département du Rhône SYDER – Territoire d'Energie Rhône », désigné ci-après par « Le Syndicat ».

Les membres du Syndicats en constituent les « adhérents » au sens des présents statuts.

le SYDER – Territoire d'Energie Rhône est constitué :

- De communes du Département du Rhône, hors Métropole de LYON
- D'établissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre situés sur le territoire du Rhône ; ces derniers ne pouvant adhérer que pour les compétences optionnelles.

Le Syndicat, a notamment, pour objet l'organisation et la gestion de politiques publiques de l'énergie sur le territoire du Département, privilégiant la mutualisation et le développement durable.

Le Syndicat est en outre chargé, conformément à l'article 2 des présents statuts :

- D'organiser le bon fonctionnement de la distribution publique d'électricité et de gaz, de chaleur ou de froid,
- De prendre toutes initiatives dans les domaines connexes aux énergies de réseau, à l'électricité et au gaz, et à leur utilisation, aux énergies renouvelables et à leur utilisation, ainsi qu'à leur maîtrise de l'énergie notamment dans les bâtiments publics et ce, en cohérence avec les orientations nationales et régionales en faveur du climat et dans le respect des lois et règlements en vigueur,
- De développer des actions et prendre en charge les travaux et la gestion de réseaux d'alimentation en énergie pour la mobilité électrique, gaz, hydrogène ou expérimentations,
- D'exercer des compétences optionnelles qui lui auront été confiées expressément par les adhérents,
- D'assurer des activités complémentaires ou connexes aux compétences du SYDER – Territoire d'Energie Rhône qui lui ont été transférées par ses adhérents ou que la loi lui permet d'exercer.

Le siège est fixé au 61, chemin du Moulin Carron, 69570 DARDILLY. La domiciliation du siège peut être modifiée par délibération du Comité Syndical adoptée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

## **ARTICLE 2 : ATTRIBUTIONS**

### **2.1. COMPETENCE OBLIGATOIRE – au titre de l'électricité**

Le Syndicat exerce, à titre obligatoire, en lieu et place de ses adhérents qui en disposent, et selon les modalités prévues dans le présent paragraphe :

- Les droits et prérogatives résultant, pour les collectivités locales des textes législatifs et réglementaires relatifs à la production, au transport, à la distribution, à la fourniture, et à l'utilisation de l'énergie, tels qu'ils figurent, notamment, au sein du code général des collectivités territoriales et du code de l'énergie ;
- Toute activité touchant à la distribution publique de l'électricité et à leur utilisation, ou à l'utilisation des réseaux de distribution afférents, y compris le développement de technologies nouvelles empruntant ces réseaux ;

L'institution et l'organisation de tous les services, tant administratifs que techniques, nécessaires pour l'exécution des attributions qui lui incombent et notamment un service de contrôle visé au paragraphes 2.1 g).

En qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, le syndicat exerce les prérogatives d'autorité concédante mentionnées à l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales et notamment les activités suivantes :

- a) Représentation des adhérents, dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que les collectivités doivent être représentées ou consultées ;
- b) Passation avec les entreprises concessionnaires de tous les actes relatifs à la concession du service public de distribution et de fourniture de l'électricité au tarif réglementé de vente sur le territoire des communes et groupements de communes membres du syndicat dont les concessions ont été transférées à l'Electricité de France, en application de la loi du 8 avril 1946 ;
- c) Application, le cas échéant, des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des réserves d'énergie électrique qui viendraient à être attribuées dans le département ;
- d) Exécution des travaux de premier établissement, d'extension, de renforcement, de dissimulation, d'amélioration et de perfectionnement des ouvrages de distribution d'énergie électrique, et notamment de ceux que l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales permet aux collectivités de faire exécuter en tout ou partie à leur charge ;

Le Syndicat est propriétaire des ouvrages du réseau de distribution publique d'électricité situés sur son territoire dans le périmètre du contrat de concession.

A cet effet, le Syndicat est habilité à :

- Centraliser les données nécessaires à l'établissement des programmes travaux et arrêter ces programmes en ce qui le concerne ;
  - Procéder à l'étude des projets de travaux, traiter leur exécution dans les formes réglementaires (passation des marchés...) et assurer la direction de leur exécution soit directement, soit avec le concours de prestataires publics ou privés ;
  - Créer les ressources et solliciter les concours nécessaires pour assurer le financement des travaux ;
  - Contracter tous les emprunts concourant à ce financement, en assurer la gestion et en couvrir les charges d'intérêts et d'amortissement au moyen des ressources visées à l'article 4 ci-après.
- e) Centralisation et perception des sommes dues annuellement ou périodiquement :
- Par les entreprises concessionnaires en vertu des dispositions des contrats et cahiers des charges des concessions (majoration de tarifs, redevances contractuelles, etc...)
  - Par les Collectivités ou organismes concourant au financement des travaux d'électrification (subventions de l'Etat, de l'Union Européenne, du Département et de la Région, Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification – FACE, produits des taxes communales sur la consommation finale d'électricité, contribution des concessionnaires des communes et de leurs groupements et des tiers lorsque la loi le prévoit).
- f) Affectation des ressources visées à l'article 4 au financement direct des travaux et, en tant que de besoin :
- Au service des intérêts et de l'amortissement des emprunts contractés directement par le Syndicat en vertu des dispositions du paragraphe 2.1 d), pour le financement des travaux des adhérents,
  - Au versement aux adhérents des redevances résultant d'accords particuliers intervenus pour le financement de certains travaux et des redevances d'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution d'énergie électriques conclus.

g) Organisation et exercice centralisé du contrôle de la distribution d'énergie électrique prévu à l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales et au contrat de concession de la distribution publique d'électricité. A cet effet, le Syndicat est habilité à désigner le ou les agents chargés d'assurer ce contrôle ;

h) Enfouissement du réseau des communications électroniques (Etude, financement et exécution de travaux incombant à ses membres), conformément aux lois et règlements en vigueur et liés à l'extension, et/ou à l'enfouissement du réseau électrique ;

i) Etudes et réalisations relatives à la production et à la distribution d'énergie privilégiant les ressources renouvelables (notamment hydraulique, bois, énergie, éolienne, biomasse, solaire, géothermie...) pour une gestion optimisée des réseaux électriques, conformément aux articles L. 2224-32 et L. 2224-33 du code général des collectivités territoriales ;

j) Maîtrise de la Demande en Energie – MDE « réseaux » avec réalisations d'actions pour maîtriser la demande d'énergie « réseaux » conformément aux dispositions de l'article L. 2224-34 du code général des collectivités territoriales.

## **2.2. COMPETENCES OPTIONNELLES**

Le Syndicat exerce, pour les adhérents qui en font expressément la demande, en tout ou partie, l'une ou plusieurs des compétences à caractère optionnel.

Ces compétences sont listées dans un tableau en annexe du présent arrêté

Les compétences optionnelles sont les suivantes :

### **2.2.1. AU TITRE DE LA COMPETENCE GAZ**

En qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz, le Syndicat exerce, sur le territoire de ses adhérents, les compétences suivantes :

k) Etude des questions relatives à l'approvisionnement, au transport, à la distribution et à l'utilisation du gaz ;

l) Représentation des adhérents dans tous les cas où les lois et règlements, prévoient que les collectivités doivent être représentées ou consultées ;

m) Organisation du service public de distribution du gaz et, en particulier, discussion et passation avec les entreprises concessionnaires ou délégataires de tout contrat, cahier des charges, avenant ayant pour objet la distribution de gaz combustible ;

n) Représentation et défense des intérêts des adhérents et de leurs habitants, dans le cadre des contrats de concession (relations avec le concessionnaire), conformément aux lois et règlements en vigueur, missions de conciliation en vue du règlement de différends relatifs à la fourniture de derniers recours, tel que le prévoit l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales ;

o) Organisation et exercice du contrôle prévu par le décret-loi du 8 août 1935, et la législation en vigueur, notamment les articles L. 2224-31 et suivants du code général des collectivités territoriales. A cet effet, le Syndicat est habilité à désigner le ou les agents chargés d'assurer ce contrôle et à percevoir les redevances dues par le (s) concessionnaire(s) ;

p) Maîtrise d'ouvrage d'extension de réseau à l'initiative des adhérents desservis ou par la création de réseaux dans des communes non desservies, à la demande expresse de ses adhérents concernés et après accord avec ceux-ci sur le financement.

Le Syndicat est propriétaire des ouvrages du réseau de distribution publique de gaz situés sur son territoire dans le périmètre des contrats de concession.

En sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz, dans le cadre des zonages de raccordement pour l'injection de biogaz dans les réseaux, le syndicat est amené à porter un avis dans le cadre des consultations publiques conformément au décret « droit à

l'injection » et sa mise en application dans la délibération n°2019-242 de la Commission de Régulation de l'Énergie.

### *2.2.2. POUR UNE TRANSITION ENERGETIQUE ASSUMÉE*

#### *2.2.2.1. Éclairage public, éclairage extérieur performant*

L'éclairage public recouvre l'éclairage de la voirie des espaces publics, des aires de jeux, des installations sportives extérieures ainsi que la mise en valeur par la lumière des monuments. La notion d'installations s'entend autant des équipements d'éclairage que des accessoires, des logiciels éventuels et des dispositifs de communication.

a) Le Syndicat exerce la maîtrise d'ouvrage, en lieu et place des adhérents, en matière :

- De maintenance préventive de l'éclairage des voiries, des équipements sportifs et de la mise en lumière,
- De travaux neufs comprenant l'extension et le renouvellement des installations d'éclairage des voiries, des terrains de sport et des mises en lumière architecturales,
- D'actions pour un éclairage performant, respectueux de l'environnement et moins consommateur d'énergie.

b) Le Syndicat assure la gestion et l'entretien des installations d'éclairage public et éventuellement de l'éclairage extérieur pour la mise en valeur de bâtiments publics et / ou de sites, ainsi que de l'éclairage extérieur d'installations sportives.

c) Le Syndicat assure la gestion et l'entretien des installations d'éclairage public sur les zones d'activité économique des collectivités adhérentes ou non qui en font la demande.

#### *2.2.2.2. Production et distribution publique de chaleur et de froid*

- Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-38 du code général des collectivités territoriales, le Syndicat est chargé des études et de la réalisation (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre) d'installations de production de chaleur (chaufferies bois notamment), et des réseaux de distribution de chaleur et de froid urbain jusqu'aux postes de livraison ;
- Le Syndicat est chargé de toutes études et organisation de délégation de services publics pour l'exploitation des installations mentionnées à l'alinéa précédent ou dans le cadre d'une gestion en régie ;
- Le Syndicat exerce, en lieu et place des adhérents qui souhaitent soutenir son action en matière de maîtrise de la demande en énergie, des études et réalisations relatives à la production et distribution d'énergie privilégiant les ressources renouvelables, notamment hydrauliques, bois énergie, éolienne, biomasse, solaire, géothermie.

Le SYDER favorisera sur le territoire le développement de la régulation thermique des bâtiments.

Dans le cadre de la maîtrise de la consommation d'énergie dans un bâtiment, le Syndicat sera chargé de réaliser des études et de mettre en place la régulation des installations énergétiques pour satisfaire les besoins des utilisateurs finaux, pour adapter la production au besoin et ainsi réduire les consommations d'énergie.

#### *2.2.2.3. Mobilité propre*

#### **Infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables :**

Le Syndicat exerce la compétence prévue à l'article L. 2224-37 du code général des collectivités territoriales, pour la mise en place et l'organisation d'un service qui comprend la

création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables (IRVE).

Il pourra aussi s'impliquer dans le développement de la mobilité des véhicules autres que les véhicules légers pour favoriser les modes de déplacement propres, en développant également les partenariats avec d'autres EPCI ou collectivités compétentes.

Dans ce cadre, le SYDER élaborera et suivra un schéma directeur des installations publiques de recharges pour véhicules électriques (SDIRVE) et tout autre document stratégique et programmatique à l'échelle du territoire.

#### **Stations d'avitaillement de véhicules au gaz :**

En lieu et place de ses membres lui ayant transféré la compétence, le SYDER est compétent pour mettre en place un service comprenant la création, l'entretien, et l'exploitation des stations d'avitaillement de véhicules au gaz (y compris l'achat d'énergie).

#### **Production et distribution d'hydrogène :**

En lieu et place de ses membres lui ayant transféré la compétence, le SYDER est compétent pour mettre en place un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de recharge en hydrogène des véhicules et des installations de production d'hydrogène (y compris l'achat d'énergie).

#### **Autres sources de carburant propre à l'usage de véhicules :**

Sous réserve d'une offre inexistante, insuffisante ou inadéquate sur le territoire des adhérents qui lui ont confié cette compétence (par exemple en cas de carence des stations d'essence sur certains territoires ruraux), le SYDER peut créer et exploiter des stations d'avitaillement pour tout type de carburant raccordées aux réseaux existants, ou à créer en lien avec l'autorité organisatrice de la mobilité.

#### **2.2.2.4 : Production d'électricité**

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le SYDER aménage, exploite, fait aménager et fait exploiter toute nouvelle installation de production d'électricité utilisant des énergies renouvelables, à l'exclusion des systèmes de cogénération, comme décrit ci-après :

- Les installations de production d'électricité photovoltaïque sur bâtiments et soumises à l'obligation d'achat,
- Les installations de production d'électricité photovoltaïque au sol soumises aux appels d'offres de la CRE ou à des contrats de « Power Purchase Agreement »,
- Les installations innovantes/expérimentales d'agrivoltaïsme soumises aux appels d'offres de la CRE,
- Les ombrières de parkings soumises à obligation d'achat ou aux appels d'offres CRE,
- Toute nouvelle installation de production d'électricité utilisant d'autres énergies renouvelables.

#### **2.2.2.5. Maîtrise de la demande en énergie**

Dans le cadre d'une gestion optimisée des réseaux électriques, le Syndicat organise, pour les adhérents à cette compétence, les prérogatives suivantes :

- a) Assistance visant à apporter aux adhérents une aide technique à la gestion de leurs installations, en particulier diagnostic et formation, notamment pour l'assistance à la gestion énergétique et à la maîtrise de la demande en énergie notamment par le biais des agents du SYDER (comme l'économiste de flux et/ou le chargé de mission performance énergétique...) qui ont vocation à accompagner les adhérents dans leurs démarches d'efficacité énergétique et dans la réalisation d'actions concrètes de travaux sur les bâtiments publics.
- b) Mise en place et mise à disposition d'un outil mutualisé de prospective énergétique « PROSPER » visant à accompagner les collectivités territoriales locales, départementales, régionales, et nationales, face aux enjeux nationaux et régionaux

comme la stratégie nationale bas carbone, la programmation pluriannuelle de l'énergie, la loi sur la transition énergétique et sa déclinaison au niveau régional avec le SRADDET. L'outil web développé permet aux collectivités territoriales de traduire localement et en actions concrètes des objectifs stratégiques de réduction des consommations et émissions et de production d'énergies renouvelables. Les collectivités peuvent ainsi construire et analyser des scénarii territoriaux sur de multiples critères (factures d'énergie, investissements, emplois etc...).

Le SYDER pourra acquérir et mener un groupement d'achat relatif aux équipements d'instrumentation permettant la mise en place de la régulation thermique (sondes, capteurs, automates, ...).

#### **2.2.2.6. Autres productions d'énergie**

En lieu et place de ses membres lui ayant transféré la compétence, et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le SYDER est compétent pour étudier, aménager, exploiter, faire aménager et faire exploiter, à l'exclusion des installations susnommées à l'article 2.1 (compétence obligatoire : production d'électricité), toutes nouvelles installations de production d'énergie notamment les unités de production de biogaz à partir de méthanisation et les unités de cogénération.

#### **2.2.2.7. Animation des Plans Climat Air Energie Territoriaux**

Le Syndicat pourra participer à l'élaboration, à l'évaluation, à l'accompagnement, et à la réalisation des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie et des plans Climat-Air-Energie territoriaux prévus aux articles L. 222-1 et L. 229-26 du code de l'environnement, des schémas régionaux de raccordements au réseau des énergies renouvelables prévus par l'article L. 321-7 du code de l'énergie, et de tout document de planification et d'aménagement.

Il pourra aussi s'impliquer dans les dispositifs d'évaluation (en partenariat ou en portage des évaluations en lien avec les collectivités concernées).

### **2.2.3. POUR UNE MUTUALISATION EFFICACE DES DONNEES**

Le Syndicat propose une mutualisation adaptée et évolutive de la gestion des données, afin d'optimiser les réseaux et les objets connectés des territoires, au service de la transition écologique.

Il peut proposer un service public de collecte et de gestion des données.

Le Syndicat met, notamment, à la disposition des adhérents un SIG Web départemental « GEO » avec un Plan Corps de Rue Simplifié (PCRS) avec cadastre informatisé, ainsi que son évolution en fonction des attentes des collectivités, de même qu'un outil partagé relatif aux données de consommation issues des bâtiments.

## **2.3. ACTIVITES COMPLEMENTAIRES AUX COMPETENCES**

Le Syndicat exerce les activités qui présentent le caractère de complément normal ou nécessaire de ses compétences.

### **2.3.1. ETUDE PROSPECTIVE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

Le Syndicat peut assurer en matière d'étude prospective et d'aménagement du territoire,

- Pour les adhérents ne percevant pas la taxe sur la consommation finale d'électricité :

une réponse aux questions pouvant se poser dans le cadre des instructions d'urbanisme avec proposition technique et financière pour la desserte par les réseaux de distribution publique d'électricité, de gaz et de chaleur et par le réseau de communications électroniques, élargie en fonction des documents d'urbanisme délivrés par l'Autorité compétente.

- Pour les adhérents percevant la taxe sur la consommation finale d'électricité :  
un avis technique et financier sur les réponses des exploitants des réseaux d'électricité, de gaz, de chaleur et de communications électroniques aux certificats et autorisations d'urbanisme,

- Pour l'ensemble des adhérents :  
une première option de conseil administratif et technique pour le montage d'opération de pré-aménagement, pour les différents réseaux secs et une deuxième option de conseil administratif et technique dans l'élaboration et la révision des documents d'urbanisme pour les réseaux secs.

### 2.3.2. COORDONNATEUR DE MAITRISE D'OUVRAGE

Le Syndicat peut assurer la mission de coordonnateur de maîtrise d'ouvrage dans les conditions prévues aux articles L. 2410-1 à L. 2432-2 et R. 2431-1 du code de la commande publique, relative à la maîtrise d'ouvrage publique, pour les opérations, pour les travaux ou services réalisés conjointement par plusieurs maîtres d'ouvrages. Il peut se voir confier par un maître d'ouvrage des missions dans les conditions prévues aux articles L. 2422-5 à L. 2422-7 du code de la commande publique.

Le Syndicat peut également être coordonnateur et / ou exécutant de commandes se rattachant à son objet dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur, pour toutes catégories d'achats ou de commandes publiques dans des domaines se rattachant à son objet.

Il peut, aussi, être centrale d'achat dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur pour toute catégorie d'achat ou de commande publique se rattachant à son objet.

### 2.3.3. AIDE TECHNIQUE

Le Syndicat peut apporter aux adhérents une aide technique à la gestion de leurs installations (diagnostic, formation) et pourra aussi apporter une aide en ingénierie technique notamment dans le cadre de prestations de service.

Le Syndicat peut également mettre, tout ou partie de ses services, à disposition de ses adhérents pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

### 2.3.4. GESTION MUTUALISEE DES CEE

Le Syndicat peut organiser et mettre en œuvre une politique de gestion mutualisée des certificats d'économies d'énergies (CEE), en particulier le regroupement et la négociation de ces certificats.

### 2.3.5. AUTRES ETUDES

Il peut engager toute étude sur ses domaines d'attributions, sur les énergies renouvelables et alternatives, notamment dans le cadre des objectifs du protocole de Kyoto, de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, ou de la loi du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat et des réglementations à intervenir en la matière.

### 2.3.6. PRISE DE PARTICIPATION

Sous réserve des dispositions du code général des collectivités territoriales et du code de l'énergie issues de la loi relative à la transition énergétique et de la loi relative à l'énergie et au climat, le Syndicat peut prendre des participations dans des sociétés publiques ou privées dont l'objet social est la production d'énergies renouvelables. Il peut également participer au financement de sociétés de projet par voie de prêt d'actionnaires ou d'avances en compte courant.

### 2.3.7. FONDATEUR ASSOCIATION

Il peut être fondateur et /ou membre d'une association en lien avec ses objets et missions.

### 2.3.8. AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES

Le Syndicat peut prendre part à des modes de mutualisation des achats par le biais d'un groupement de commandes ou d'une centrale d'achat.

Il est autorisé à réaliser, à la demande et au profit des collectivités publiques membres ou non membres, des missions de mutualisation, de coopération et des prestations de service se rattachant à son objet ou ses compétences ou dans leur prolongement.

Ces interventions s'effectuent suivant les modalités prévues par les lois et règlements en vigueur.

### 2.3.9. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT / INNOVATION

Le Syndicat peut développer des activités de type recherche et développement visant à optimiser, améliorer, ou créer des activités en lien avec ses objets et missions.

Par ailleurs, il pourra soutenir les projets et autres démarches innovantes en lien avec les compétences figurant dans les statuts portés par lui-même et/ou par ses collectivités membres.

### 2.3.10. SENSIBILISATION – FORMATION GRAND PUBLIC

Le Syndicat met en œuvre des actions de sensibilisation et de formation des élus, agents des collectivités et grand-public dans le cadre de ses compétences, notamment sur les aspects de la transition énergétique. Cela peut concerner l'édition de documents, d'outils multimédias et l'organisation d'événements. Le SYDER – Territoire d'Energie est aussi engagé pour porter des actions pédagogiques à l'attention des plus jeunes (expositions, animations, concours).

## **ARTICLE 3 : FONCTIONNEMENT**

### **3.1. DELEGUE(E)S**

#### 3.1.1. DESIGNATION DES DELEGUE(E)S

Le Syndicat est administré par un Comité syndical composé de délégué(e)s élu(e)s par les organes délibérants de ses adhérents, dans les conditions prévues ci-après :

- Chaque commune membre dispose d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant, à l'exception des communes de :

- Belleville en Beaujolais :	3 titulaires	1 suppléant
- Genas :	3 titulaires	1 suppléant
- Gleizé :	2 titulaires	1 suppléant

- Tarare	3 titulaires	1 suppléant
- Villefranche sur Saône	5 titulaires	2 suppléants

- Pour les Etablissements publics de coopération intercommunale : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants par groupement

Après chaque renouvellement général des conseils municipaux, la représentation peut être revue par modification statutaire pour tenir compte de l'évolution de la population.

En cas de création d'une commune nouvelle, et par dérogation L. 5212-7 du code général des collectivités territoriales, la commune issue de la fusion disposera d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant.

### 3.1.2. DROITS DE VOTE

En application de l'article L. 5212-16 du code général des collectivités territoriales, l'ensemble des délégués prend part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun pour l'ensemble des adhérents.

### 3.1.3. VOTE DES DELIBERATIONS DU COMITE

Pour les délibérations portant sur les affaires présentant un intérêt commun à tous les adhérents et notamment pour l'élection du (de la) Président(e) et des membres du Bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat, tous les délégué(e)s prennent part au vote.

Pour les délibérations portant sur des domaines de compétences visés à l'article 2-2 des présents statuts, seul(e)s prennent part au vote les délégué(e)s des adhérents qui ont transféré la compétence concernée pour l'affaire mise en délibération.

Le (la) Président(e) prend part au vote de toutes les délibérations, même dans le cas où il (elle) serait issu(e) de l'organe délibérant d'un adhérent n'ayant pas transféré la compétence concernée par l'affaire mise en délibéré, sauf dans les hypothèses prévues aux articles L. 2121-14 et L. 2131-11 du code général des collectivités territoriales.

### 3.1.4. REGLES DE MAJORITE

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Dans tous les cas où la règle de la majorité qualifiée s'applique, les groupements de collectivités dont les communes adhèrent isolément au Syndicat ne seront pas pris en compte pour son calcul, qui sera effectué uniquement à partir du nombre de communes adhérentes au Syndicat.

Lorsqu'il y a un partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du (de la) Président(e) est prépondérante.

## 3.2. REUNIONS DU COMITE

- Périodicité des réunions :

En application de l'article L. 5211-11 du code général des collectivités territoriales, le Comité se réunit au moins une fois par trimestre.

- Lieu de réunion :

Le Comité syndical peut se réunir au siège du Syndicat ou dans l'une des communes membres, ou dans une des communes du périmètre d'un EPCI adhérent, après délibération du Comité syndical.

- Règle de quorum :

Le Comité syndical ne peut valablement délibérer que lorsque la moitié de ses membres en exercice sont présents. En outre, le nombre de membres présents ne peut être inférieur au tiers du nombre d'adhérents.

Conformément à l'article L. 2121-7 du code général des collectivités territoriales, le quorum s'établit à la moitié des membres présents, sans prendre en compte les procurations.

Si après une première convocation, le quorum n'est pas atteint, le Comité syndical est à nouveau convoqué pour une deuxième réunion à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum.

### **3.3. PRESIDENT**

Le Comité élit, en son sein, un Président selon le mécanisme prévu à l'article L. 5211-2 du code général des collectivités territoriales renvoyant à l'article L. 2122-7 de ce même code.

La durée du mandat du Président est identique à celle du mandat des délégués du Comité.

Les pouvoirs du Président et les règles qui lui sont applicables sont définis aux articles L. 5211-9, L. 5211-9-1 et L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales.

### **3.4 BUREAU**

#### **3.4.1. COMPOSITION**

Conformément à l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales qui définit le nombre maximum de membres, le Bureau du Syndicat est composé de 25 membres maximum.

Le Bureau du syndicat est composé du Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres du Comité.

Cet organe délibérant est appelé « Bureau syndical » ou « le Bureau ».

#### **3.4.2. FONCTIONNEMENT**

Pour les délibérations prises par le Bureau, chaque membre dispose d'un droit de vote qu'il peut confier, en cas d'absence, à un autre membre du Bureau par un pouvoir écrit.

Des commissions internes composées de membres du Comité peuvent être créées pour l'étude de problèmes généraux ou particuliers intéressant soit l'ensemble des adhérents, soit certains d'entre eux.

Des commissions locales d'information, groupes de travail, comités de pilotage, peuvent être créés, dans les mêmes conditions, dans le but de préserver et développer les relations de proximité avec les membres du Syndicat. Ces commissions regroupent des délégué(e)s, des élu(e)s ou personnels des adhérents présentant un espace d'intérêts communs pour les compétences exercées par le Syndicat.

Le Syndicat crée et anime les commissions légalement instituées, telle que la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL) conformément à l'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales, la Commission consultative paritaire énergie (CCPE) conformément à l'article L. 2224-37-1 du même code, la Commission d'appel d'offre (CAO) en application de l'article L. 1414-2, la Commission de délégation de service public (CDSP)

conformément à l'article L. 1411-5 et le Conseil d'exploitation de la Régie SYDER Chaleur (article L. 2221-14) .

### **3.5. DELEGATIONS DE POUVOIR ET DE SIGNATURE**

Conformément à l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, le Comité délègue au Bureau une partie de ses attributions par délibération, après l'élection de ce dernier, à l'exception :

- Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- De l'approbation du compte administratif ;
- Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 du code général des collectivités territoriales ;
- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat ;
- De l'adhésion du Syndicat à un Établissement Public ;
- De la délégation de la gestion d'un service public.

La répartition des délégations accordées par le Comité entre le Président et le Bureau relève de la libre appréciation du Comité.

En tout état de cause, les délégations conférées au Président d'une part, au Bureau d'autre part, doivent être distinctes et ne peuvent donc recouvrir les mêmes attributions.

Lors de chaque réunion du Comité, le Président rend compte des travaux du Bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Dans le cas où les dispositions législatives ou réglementaires ne prévoient pas de délibération du Comité, le Bureau est en charge de la désignation des délégué(e)s siégeant au sein d'organismes extérieurs.

### **3.6. REGLEMENT INTERIEUR**

Un règlement intérieur validé par délibération du Comité syndical fixera, en tant que de besoin, les dispositions relatives au fonctionnement du Comité, du Bureau et des commissions.

## **ARTICLE 4 : BUDGET - COMPTABILITE**

### **4.1. BUDGET DU SYNDICAT**

Le budget du Syndicat pourvoit aux dépenses incombant à celui-ci, à l'aide :

- De l'ensemble des ressources générales que les syndicats sont autorisés à créer ou à percevoir en vertu des lois et règlements en vigueur et en particulier celles mentionnées à l'article L. 5212-19 du code général des collectivités territoriales.

Et notamment :

- Des sommes dues par les entreprises délégataires en vertu des contrats de délégation de services publics ;
- De la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) au titre des articles L. 5212-24 et L. 5722-8 du code général des collectivités territoriales, et des réglementations en vigueur ;
- Des subventions et participations de l'Etat et de ses établissements publics, des collectivités territoriales, de l'Union européenne et des organismes compétents eu égard à l'objet du syndicat ;

- Des aides énergie (EnR) ;
- Des versements du FCTVA ;
- Des contributions des adhérents, dans les conditions fixées par l'organe délibérant du Syndicat, aux dépenses correspondant à l'exercice des compétences transférées ;
- Des sommes acquittées par les usagers des services publics exploités ;
- Des ressources perçues au titre des prestations inscrites dans une comptabilité privée distincte ;
- Des remboursements d'avance à titre gratuit consenties ponctuellement aux adhérents ;
- Des dons et legs ;
- Des emprunts.

Ainsi que de toutes ressources que le Syndicat est appelé à créer ou à percevoir notamment les dotations du FACE, ainsi que des remboursements qui lui sont dus, à raison de ses attributions telles qu'elles sont définies à l'article 2.

## 4.2. CONTRIBUTIONS

Les contributions versées par les adhérents seront déterminées en fonction de critères, en particulier, pour les compétences optionnelles, en fonction de critères de variabilité, adoptés par délibération de l'organe délibérant.

Contributions budgétaires et/ou fiscalisées : le syndicat peut être financé par des contributions budgétaires et/ou fiscalisées pour les communes membres, conformément à l'article 1609 quater du code général des impôts (CGI) et à l'article L. 5212-20 du code général des collectivités territoriales.

Les EPCI quant à eux ne peuvent être financés que par des contributions budgétaires.

**Pour les compétences obligatoires**, chaque adhérent supporte obligatoirement une part des dépenses d'administration générale répartie au prorata de la population de chaque adhérent (sur la base INSEE de début de mandat municipal) et fixée chaque année par l'organe délibérant.

**Pour les compétences optionnelles**, les contributions des adhérents correspondant aux compétences optionnelles transférées au syndicat sont arrêtées chaque année par le comité syndical. Elles sont déterminées en fonction d'une part fixe liée à la population de chaque adhérent en fonction de la base INSEE de début de mandat et d'une part variable dans les conditions fixées pour chacune de ces compétences ainsi qu'il suit :

- **Eclairage public** : la part variable est liée au coût des travaux de maintenance et d'énergie réalisés annuellement ;
- **Distribution publique de gaz** : la part variable est liée à la longueur totale du réseau de distribution de gaz ;
- **Production de chaleur et distribution de chaleur** : la part variable est fonction de la puissance de l'équipement exploité et de la longueur totale du réseau de chaleur correspondant ;
- **Infrastructures de charges nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables** : la part variable est liée au coût des travaux de maintenance – exploitation et de fourniture d'énergie électrique réalisés annuellement ;

A ces deux types de contributions s'ajoutent éventuellement :

- 1° Les contributions des adhérents relatives au règlement des modalités financières du retrait du SYDER fixées par adhérent, telles qu'elles figurent dans les dispositions de l'arrêté préfectoral décidant dudit retrait ;
- 2° Le remboursement des emprunts contractés pour le compte des adhérents jusqu'à l'extinction de la dette ;
- 3° L'encours de la dette des communes.

### **4.3 FONDS DE CONCOURS**

Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement public local en matière de distribution publique d'électricité, de développement de la production d'électricité par des énergies renouvelables, de maîtrise de la consommation d'énergie ou de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre, des fonds de concours peuvent être versés entre le Syndicat et les adhérents, après accords concordants exprimés à la majorité simple du Comité syndical et des conseils municipaux ou des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder les trois quarts du coût hors taxes de l'opération concernée.

### **4.4. REPRISE DE COMPETENCES OPTIONNELLES**

#### **4.4.1. CONDITIONS DE REPRISE**

La reprise de tout ou partie des compétences visées à l'article 2-2 des présents statuts ne pourra être effectuée qu'à l'issue du délai de six ans courant à compter de la date du transfert effectif de la compétence.

La reprise prend effet au premier jour du troisième mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante est devenue exécutoire.

Procédure de reprise des compétences à caractère optionnel

La reprise d'une compétence est effective après délibération de l'adhérent et du comité syndical et entérinée par arrêté préfectoral.

Les conséquences de la reprise de tout ou partie des compétences visées à l'article 2-2-1 et 2-2-2 sont régies par les dispositions de l'article L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales.

Le membre reprenant une compétence se substitue au Syndicat dans les contrats souscrits par celui-ci et afférents à ladite compétence.

La délibération du Comité syndical fixe, dans le respect du principe d'équité, les autres modalités de reprise de compétences qui ne seraient pas prévues par les dispositions législatives applicables au Syndicat ou par les présents statuts.

#### **4.4.2. CONDITIONS FINANCIERE DE REPRISE**

La reprise en fin de durée de compétence transférée au Syndicat à titre optionnel par l'un des adhérents s'effectue dans les conditions suivantes :

- L'adhérent reprenant une compétence supporte les contributions relatives aux travaux effectués par le Syndicat jusqu'à l'amortissement financier complet. L'organe délibérant du Syndicat constate le montant de la charge de ces contributions lorsqu'il adopte le budget ;
- La reprise de compétence n'affecte pas la répartition de la contribution des adhérents aux dépenses d'administration générale du Syndicat.

Les autres modalités de reprise financière de compétences non prévues aux présents statuts sont fixées par l'organe délibérant du Syndicat.

## **4.5. COMPTABILITE DU SYNDICAT**

La comptabilité du Syndicat est tenue selon les règles applicables à la comptabilité publique en vigueur.

## **4.6. RECEVEUR DU SYNDICAT**

Les fonctions de receveur du Syndicat sont exercées par un comptable public, désigné par arrêté préfectoral.

## **ARTICLE 5 : MODIFICATIONS STATUTAIRES**

### **5.1. ADHESION**

Toute nouvelle adhésion se fera dans les conditions requises à l'article L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales.

L'adhésion emporte le transfert des compétences visées à l'article 2-1 en lieu et place des adhérents qui en disposent.

### **5.2. TRANSFERT DE COMPETENCES OPTIONNELLES**

Une ou plusieurs des compétences visées à l'article 2-2 des présents statuts peuvent être transférées au Syndicat par les adhérents. Le transfert est sollicité par l'organe délibérant de l'adhérent et nécessite l'accord du Comité syndical statuant à la majorité simple. Ces délibérations fixent le jour de la prise d'effet du transfert de compétences.

Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales, le transfert de compétences entraîne de plein droit la mise à disposition à titre gratuit de l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, et ce, dans les conditions prévues par les articles L. 1321-1 et suivants de ce code. Les contrats en cours seront exécutés dans les conditions antérieures, et ce, jusqu'à leurs échéances sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les adhérents n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

L'adhérent informe les cocontractants de cette substitution de personne morale.

## **ARTICLE 6 : DUREE DU SYNDICAT**

La durée du Syndicat est illimitée.

## **ARTICLE 7 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Les adhérents bénéficiant des compétences optionnelles du Syndicat : *distribution publique de gaz, éclairage public, production de chaleur et distribution publique de chaleur, infrastructures de charges nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables*, définis selon les modalités prévues par les précédents statuts, adhéreront aux compétences optionnelles correspondantes, à savoir : *gaz, éclairage public, production et distribution publique de chaleur et de froid, et mobilité propre*, et selon les modalités définies dans le présent texte, sauf en matière de contributions, pour lesquelles les conditions antérieures s'appliquent jusqu'au dernier versement.

## **ARTICLE 8 : DISPOSITIONS DIVERSES**

Pour tout ce qui n'est pas défini aux présents statuts, il sera fait application des dispositions du code général des collectivités territoriales , et notamment ses articles L. 5211-1 et suivants, L. 5711-1 et suivants, et L. 2121-1.

Au cas où l'une des dispositions des présents statuts viendrait à être en contradiction avec le code général des collectivités territoriales, ou avec d'autres dispositions législatives ou réglementaires, ces derniers prévaudraient alors sans qu'il soit besoin d'en délibérer.

## **ARTICLE 9 : ENTREE EN VIGUEUR**

Les dispositions des présents statuts annulent et remplacent toutes les dispositions précédentes. Les présents statuts entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022

**Article II** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 LYON cedex 03) dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou notification.

**Article III** - La préfète, secrétaire générale de la préfecture du Rhône, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône, le président du SYDER, le président de la communauté de communes de l'Est Lyonnais, le président de la communauté de communes Saône Beaujolais et les maires des communes membres du syndicat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Fait à Lyon le 7 janvier 2022

Signé la préfète  
secrétaire générale  
préfète déléguée pour l'égalité des chances

Cécile DINDAR

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2022-01-11-00001

Commission départementale d'aménagement  
commercial (CDAC) - séance du vendredi 11  
février 2022 - relative à la SAS IMOWAY

Préfecture

Direction des Affaires Juridiques  
et de l'Administration Locale

Bureau de l'urbanisme  
et de l'utilité publique

Affaire suivie par :Hugo ILUNGA  
Tél : 04 72 61 66 16  
Courriel : [hugo.ilunga-ngeleka@rhone.gouv.fr](mailto:hugo.ilunga-ngeleka@rhone.gouv.fr)

Affaire suivie par :Anissa REJILI  
Tél : 04 72 61 61 12  
Courriel : [anissa.rejili@rhone.gouv.fr](mailto:anissa.rejili@rhone.gouv.fr)

## **Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC)**

**Séance du vendredi 11 février 2022**

### **ORDRE DU JOUR**

**9h30** : La SAS IMOWAY sollicite l'autorisation de la commission départementale d'aménagement commercial en vue de procéder, sur la commune de Lozanne (69 380) au 33 chemin du Vavre (zone commerciale des Cerisiers), à l'extension d'un ensemble commercial par la création de 4 cellules commerciales de 1 930 m<sup>2</sup> de surface de vente, portant ainsi la surface de vente totale à 6 844 m<sup>2</sup>.

69\_Préf\_Préfecture du Rhône

69-2022-01-05-00004

Arrêté n° 2022-01-05-02 du 5 janvier portant interdiction de stationnement, de circulation sur la VP et d'accès des supporters au Groupama Stadium match OL ASSE du 21 janvier 2022

Bureau de l'ordre public  
Cabinet du préfet délégué pour  
la défense et la sécurité

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022-01-05-02**  
**portant interdiction de stationnement, de circulation sur la voie publique et d'accès**  
**au Groupama Stadium de Décines Charpieu et au centre-ville de Lyon**  
**à l'occasion du match de football du 21 janvier 2022**  
**opposant l'Olympique Lyonnais (OL) à l'Association Sportive de St Etienne (ASSE)**

**Le Préfet du Rhône**  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du mérite

**Vu** le code pénal ;

**Vu** le code du sport, en particulier les articles L.332-1 à L.332-18 relatifs aux manifestations sportives, ainsi que les articles R.332-1 à R.332-9 relatifs à l'interdiction de pénétrer ou de se rendre aux abords d'une enceinte où se déroule une manifestation sportive ;

**Vu** l'article L.2214-4 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ;

**Vu** le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret en Conseil des Ministres du 24 octobre 2018 portant nomination de Monsieur Pascal Mailhos, préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône (hors classe) ;

**Vu** le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône - M. BOUCHIER (Ivan) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°69-2021-10-01-00009 du 1<sup>er</sup> octobre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Ivan BOUCHIER en qualité de préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfet du Rhône ;

**Vu** l'arrêté du 28 août 2007 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif aux personnes interdites de stade ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article L.332-16-2 du code du sport, le représentant de l'État dans le département peut, par arrêté, restreindre la liberté d'aller et de venir des personnes se prévalant de la qualité de supporteur d'une équipe ou se comportant comme tel sur les lieux d'une manifestation sportive et dont la présence est susceptible d'occasionner des troubles graves pour l'ordre public ;

**Considérant** que, dans le cadre du Championnat de France de football (Ligue 1), l'équipe de l'Olympique Lyonnais (OL) rencontrera celle de l'Association Sportive de St Etienne (ASSE) au Groupama Stadium de Décines Charpieu le vendredi 21 janvier 2022 à 21H ;

**Considérant** qu'il existe un fort et ancien antagonisme entre les supporters de l'OL et ceux de l'ASSE ; que la rivalité entre les ultras des deux clubs est toujours très prégnante ;

**Considérant** que cette rivalité a donné lieu à de nombreuses confrontations directes :

- à l'occasion du match ASSE/OL du 6 octobre 2019, le bus de l'équipe lyonnaise était la cible de jets de projectiles à son arrivée au stade, occasionnant des dégradations sur la carrosserie. Cette rencontre faisait l'objet d'un arrêté préfectoral et ministériel d'interdiction de déplacement des supporters visiteurs. Une heure avant le coup d'envoi, des ultras stéphanois tentaient de pénétrer dans le stade munis d'une banderole hostile au président du club ligérien. Ils prenaient à partie les stadiers et lançaient un fumigène en direction des policiers ; l'un d'eux était blessé. Les forces de l'ordre usaient de moyens lacrymogènes afin de mettre fin aux troubles.

- la veille du match OL/ASSE disputé le 1<sup>er</sup> mars 2020, une rixe de type « fight » éclatait dans le centre-ville de Lyon, impliquant 200 ultras stéphanois et lyonnais. Les deux camps s'affrontaient violemment avec des armes par destination. L'intervention des policiers mettait en fuite les individus. On recensait 9 blessés parmi les stéphanois, dont 3 étaient transportés à l'hôpital pour des plaies à la tête. Cette rencontre faisait l'objet d'un arrêté préfectoral et ministériel d'interdiction de déplacement des supporters visiteurs.

- la nuit précédant la rencontre ASSE/OL du 24 janvier 2021, qui faisait l'objet d'un arrêté préfectoral et ministériel d'interdiction de déplacement des supporters visiteurs, 4 ultras stéphanois étaient contrôlés aux abords du stade Geoffroy Guichard à St Etienne. Des barres de fer étaient découvertes dissimulées près de leurs véhicules.

**Considérant** que des incidents ont eu lieu lors des déplacements des supporters de l'ASSE :

- lors du match SC Amiens/ASSE du 6 avril 2019, les forces de l'ordre étaient la cible de jets de projectiles de la part des stéphanois. Ces derniers tentaient ensuite de retourner à l'intérieur de l'enceinte sportive mais étaient repoussés par les policiers.

- lors de la rencontre Stade Rennais/ASSE du 1<sup>er</sup> décembre 2019, en dépit de l'arrêté préfectoral d'encadrement des supporters visiteurs, une cinquantaine d'ultras stéphanois arrivait à Rennes à bord d'un autocar en dehors de tout déplacement collectif officiel. Un second bus du même groupe d'ultras arrivait directement au stade. Lors des palpations de sécurité, les policiers étaient pris à partie par quelques supporters visiteurs déjà présents en tribunes. Ces derniers faisaient usage de gaz lacrymogènes contre les forces de l'ordre.

- à l'issue du match Montpellier HSC/ASSE du 9 février 2020, certains ultras stéphanois quittant le stade tentaient par deux fois de descendre de leur bus afin d'en découdre avec leurs homologues montpelliérains. La manœuvre était repoussée par les forces de l'ordre et le convoi escorté en direction de l'autoroute.

- au coup de sifflet final du match Montpellier HSC/ASSE du 12 septembre 2021, un début de rixe éclatait au moment de quitter le stade entre les supporters stéphanois et une trentaine d'ultras locaux. Seule l'intervention des policiers permettait de disperser les protagonistes.

- lors du match Reims/ASSE joué le 11 décembre 2021, une soixantaine de fumigènes ont été utilisés dans le parking visiteurs.

- à l'occasion du match de Coupe de France disputé le 2 janvier 2022 à Louhans Cuisseaux, les supporters de l'ASSE ont utilisé 120 fumigènes et 5 pétards type bombe agricole, provoquant l'interruption de la rencontre pendant 20 minutes.

**Considérant** que des violences ont récemment été exercées par des supporters de l'OL :

- le 21 novembre 2021 lors du match OL/OM, après 4 minutes de jeu, plusieurs projectiles ont été jetés par des supporters lyonnais sur le capitaine de l'équipe marseillaise qui s'apprêtait à tirer un corner depuis le virage occupé par les ultras lyonnais. Un supporter lyonnais jetait une bouteille d'eau, blessant le joueur marseillais à la tête. Le match était interrompu et ne reprenait pas.

- le 17 décembre 2021, près de 200 ultras à risques lyonnais se déplaçaient à Paris en train, à l'occasion du match Paris Football Club – OL comptant pour les 32èmes de finale de Coupe de France. Peu avant l'arrivée en gare, un supporter rhodanien postait un tweet destiné à leurs rivaux parisiens, appelant sans ambiguïté à la confrontation : «Les salopes du PSG venez à la gare de Lyon on arrive. Une trentaine d'éléments radicaux du PSG déambulaient aux abords de l'enceinte sportive afin d'en découdre avec les visiteurs. A la mi-temps du match, la situation dégénérait. Une quinzaine d'ultras parisiens se positionnait devant les plexiglas de protection du parage visiteurs, provoquant l'ire des supporters à risques lyonnais. Les deux groupes s'insultaient, se provoquaient puis échangeaient des coups de part et d'autre de la séparation notamment à l'aide de leurs ceinturons. Un premier pétard était lancé par un ultra parisien sur les supporters rhodaniens qui répliquaient par un jet de fumigène. Ces derniers dirigeaient ensuite plusieurs tirs d'engins pyrotechniques à l'encontre des différentes tribunes occupées par un public traditionnel et familial. Un mouvement de foule s'ensuivait et des spectateurs apeurés se réfugiaient sur la pelouse. Les éléments radicaux lyonnais réussissaient à passer au-delà les séparations de leur parage. Au contact direct des supporters à risques parisiens, plusieurs rixes violentes éclataient en tribunes et dans les coursives. Après une vingtaine de minutes d'échauffourées, les supporters à risques du PSG finissaient par quitter l'enceinte sportive et les visiteurs réintégraient leur parage. Au regard de la gravité de ces incidents, il était décidé de l'arrêt définitif de la rencontre.

**Considérant** que la facilité d'accès à la Métropole de Lyon laisse à penser que certains supporters stéphanois pourraient se rendre à Lyon par leurs propres moyens et ainsi être placés sans encadrement dans le stade ;

**Considérant** que, dans un contexte sportif concurrentiel, toute provocation matérialisée par des arrivées isolées de supporters stéphanois aux abords du stade, risque d'engendrer des réactions violentes de la part des supporters locaux ;

**Considérant** que la mobilisation des forces de sécurité, même en nombre important, n'est pas suffisante, en toutes circonstances et en tous lieux de l'agglomération lyonnaise, pour assurer la sécurité des personnes, et notamment celle des supporters eux-mêmes ;

**Considérant** que le risque de troubles graves à l'ordre public est avéré compte-tenu des éléments précédemment décrits ;

**Considérant** que dans ces conditions, la présence en centre-ville de Lyon, aux alentours et dans l'enceinte du Groupama Stadium le vendredi 21 janvier 2022 de personnes qui se prévalent de la qualité de supporter de l'ASSE et/ou se comportent comme tel, implique des risques sérieux pour la sécurité des personnes et des biens,

### **Arrête :**

**Article 1** : La circulation et le stationnement sur la voie publique sont interdits, le vendredi 21 janvier 2022 de 8h00 à 24h00, à toute personne se prévalant de la qualité de supporter de l'ASSE, ou se comportant comme tel, c'est à dire portant notamment une écharpe, un insigne, un vêtement, un drapeau aux couleurs de ce club, dans le secteur du centre-ville de Lyon, à l'intérieur du périmètre délimité comme suit :

**quai Jean Moulin - place Louis Pradel - rue Puits Gaillot - place des Terreaux - rue d'Algérie - quai Saint Vincent - pont de la Feuillée - rue Octavio Mey - montée St Barthélémy – rue de l'Antiquaille – place des Minimes – rue des Farges - montée du Gourguillon - montée des Epies - quai Fulchiron - passerelle Abbé Couturier - rue Sala - quai Gailleton - quai Jules Courmont - quai Jean Moulin.**

**Article 2** : Il est interdit d'accéder au Groupama Stadium de Décines Charpieu et à ses abords le vendredi 21 janvier 2022 de 8h00 à 24h00 à toute personne se prévalant de la qualité de supporter de l'ASSE, ou se comportant comme tel, dans le périmètre situé sur les communes de Décines et Meyzieu et délimité par les voies suivantes :

**rue Sully -route de Jonage - avenue de Verdun - chemin de la Combe aux loups - avenue du Carreau - blv du 18 juin 1940 - avenue Pierre Mendès France - rue du Rambion - chemin de Chassieu à Meyzieu - chemin de Chassieu - rue Voltaire - avenue de France - rue Marceau - rue Sully.**

**Article 3** : Sont interdits le vendredi 21 janvier 2022 de 8h00 à 24h00 dans le périmètre défini à l'article 2, dans l'enceinte et aux abords du Groupama Stadium, la possession, le transport et l'utilisation de tous pétards ou engins pyrotechniques et tout objet pouvant être utilisé comme projectile, la possession et le transport de toute boisson alcoolisée.

**Article 4** : Le Préfet Délégué pour la Défense et la Sécurité et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône, notifié au Procureur de la République, aux deux présidents de clubs et affiché aux abords immédiats du périmètre défini à l'article 1<sup>er</sup> et l'article 2.

Fait à Lyon, le 5 janvier 2022

Le préfet du Rhône,

Pascal MAILHOS

*Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.*

84\_DRDDI\_Direction régionale des douanes et  
droits indirects de Lyon

69-2022-01-03-00004

Décision 2022/1 du directeur régional à LYON  
portant  
subdélégation de la signature du directeur  
interrégional à LYON  
dans les domaines gracieux et contentieux en  
matière de  
contributions indirectes ainsi que pour les  
transactions en matière  
de douane et de manquement à l'obligation  
déclarative.



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

LYON, LE 3 JANV. 2022

*DR Lyon*  
6, RUE CHARLES BIENNIER  
69215 LYON  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : CHAFFANEL Arnaud  
Téléphone : 09 70 27 27 00  
Télécopie : 04 78 42 88 39  
Mél : [dr-lyon@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-lyon@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2022/1 du directeur régional à LYON portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits

compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*HAAN Philippe*

**Annexe I à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional HAAN Philippe**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
<b>DELESTREES Jean-Christophe</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>JAFFRY Pascal</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>CALVIGNAC JUILLARD Aude</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>PELLETIER Valerie</b>	50000	50000	50000	50000	50000
<b>VALLA Anne</b>	50000	50000	50000	50000	50000
<b>THIBERT Anne-Marie</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>BONEZIA Luc</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>FILLON Jean-Louis</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>FORESTIER Denis</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>REY Jerome</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>BOURGON Celine</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>HENG Evelyne</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>PLANARD Thierry</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>VALENTE David</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>DELGOVE Vincent</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>KADIC Asmir</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>BOUTALBI Yacine</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>MEYRAN Jean-Christophe</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>GIL Isabelle</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>BEATRIX Pascal</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>TOURNIQUET Didier</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>CHAMARD Ariane</b>	50000	50000	50000	50000	50000
<b>LEUTARD Pierre</b>	50000	50000	50000	50000	50000
<b>TRAINA Sylvain</b>	50000	50000	50000	50000	50000
<b>ALEND A Anne</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>CHAIBRIANT Bruno</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>GRIMONPONT Jerome</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>ELIE Louis-Marie</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>PICHOT Ludovic</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>SOULIER Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>BONNARD Helene</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>FERNANDEZ Alain</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>SALIBA Marie-Christine</b>	25000	25000	25000	25000	25000

<b>GANTIEZ Laurence</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>GUENEAU Anne</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>SAUREL Patrice</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>BISSON HAMELIN Françoise</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>BRUNEEL Fabrice</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>DUFFOUR Stéphane</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>BERTHOMIEU Jacky</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>TARRISSE Benoît</b>	25000	25000	25000	25000	25000
<b>AUDIGIER Martine</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>LAGRANGE Frédéric</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>MOUNIER Didier</b>	10000	10000	10000	10000	10000

**Annexe II à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional HAAN Philippe**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
<b>ALBESSARD Guillaume</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>CASIMIR Alexandre</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CHAFFANEL Arnaud</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>DELESTREES Jean-Christophe</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>DESMEDT Xavier</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SOLETTI Florence</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>VACHER Jacques</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>JAFFRY Pascal</b>	50000	50000	50000	50000	65000
<b>CALVIGNAC JUILLARD Aude</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>PELLETIER Valerie</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>VALLA Anne</b>	50000	50000	50000	50000	65000
<b>BARBIER Caroline</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BEVILACQUA Philippe</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BOURHAD Youssef</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>CHABOIS Lilian</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>COQUET Celine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>DARBON Julien</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DESSPORTES Helene</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DRAOUI Boualem</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>FAURIEL Marie-Benedicte</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>FERREUX Gilles</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GALAITIS BURNOUF Emmanuelle</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GIBASZEK Elisabeth</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GIRAUD Christelle</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GUINET Chantal</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>JEAN Christine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>KHALEF Leila</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MARGUET Frederic</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MARQUES DA SILVA Marion</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MAURIN Nicolas</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>PARISIS Pascale</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SEVENNEC Jean-Michel</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>STELL Jocelyne</b>	10000	10000	10000	10000	15000

<b>THIBERT Anne-Marie</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>ALAIN Brigitte</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>ALARCON Odile</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ANCIAN Pascale</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>ARANDA Sergios</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>AUGUSTO Natalia</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>AUVAO Hilary</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BAYLE Sophie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BEKHEDDA Houari</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>BELLEPEAU Stephane</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BERTHON Jean-Philippe</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BEURET Elyane</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BONEZIA Luc</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>BONEZIA Agnes</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BOULIOU Jordane</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BOURNEZ Pascal</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BRAUD Christine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BUISSON MATHIOLAT Christian</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BUSIN Laurent</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CELLARIER Robin</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CHENET Myriam</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>COLLIER Camille</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DE LASA Odile</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>DESORGERIS Flavie</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DOEUVRE Jean-Francois</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DUMONT Marie-Claude</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>FILLON Jean-Louis</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>FORESTIER Denis</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>FORTUNE Annie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>FRACHISSE Nicolas</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GALLON Elena</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>GAVA Cedric</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GIRARD CHAUDOT Marie-Christine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GUILLET Aude</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GUILLIER Yves</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>HAAN Florine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>HACHET Delphine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>HINNIGER Berangere</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>JARACZEWSKI Sandrine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>JOURDAIN Nicolas</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>JOUVENCEAU Christelle</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>LEHEBEL Anne-Heloise</b>	10000	10000	10000	10000	15000

<b>LEONI Sandra</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>MAIGNANT Gabrielle</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MARY Pascale</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MARY Marc</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MEDKOUR Salim</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>MILLET Christine</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>MORENO Bernadette</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MUIC Martine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MUSCAT Chantal</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MUZARD Sandra</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PELLADEAU Jean</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>PELLADEAU Ludivine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PEREZ Christelle</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>PERMAL Sandra</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>PERRAUD Frederic</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>PONTVIANNE Michel</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>RAULT Myriam</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>REY Jerome</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>RIESCO Thierry</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ROQUES Myriam</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SCHAMM Julie</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>TANTOT Robert</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>THULLIER CLERENTIN Valerie</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>TOUZET Jocelyne</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ALBIGET Isabelle</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>ATTARD Nathalie</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>AUGEREAU Didier</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BARRAT Celine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BASLE Damien</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BEAUDU Karen</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BENSAID Boumediene</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BERRY Fabrice</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BERTHET Estelle</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BEUN Camille</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BEUN Nathalie</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BOURGON Celine</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>BRIOT Christine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>CARRON Sonia</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>CHARY Franck</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CLOGIER Jerome</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CORDIER David</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CREPET Frederic</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DELAIGUE Emmanuel</b>	10000	10000	10000	10000	15000

<b>DOMENACH Benoit</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>FAURE Stephane</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>FLORANGE Sylvie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>FLORANGE Noe</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>GREBOT Lionel</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>HAMELIN Gerard</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>HENG Evelyne</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>KERVADEC Aline</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>LEPRIVEY Christine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>LONGERE Denis</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MADIGNIER Arnaud</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MESKINE Mama</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MICHEL Jean-Baptiste</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MORPAIN Arnaud</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>NARBONNE Roland</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>NAVARRO Marie-France</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>NEVEUX Christophe</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>NORMAND Franck</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>OUAHNOUNA David</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>PALIER Laurence</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PAULET Serge</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PEREZ Bruno</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PLANARD Thierry</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>POYET Lionnel</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>RAGALD Sullivan</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>ROCCAZ Mariette</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>ROCHON Emmanuelle</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ROS Jean-Pierre</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ROY Maxime</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>SEIGNOL Lucie</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>VALENTE David</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>VALLET Maxime</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>VANDERHEYDEN Sylvain</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BECKER Verguine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>CICILIEN Christine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DELENTE Olivier</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>DELGOVE Vincent</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>DUMARTY Bertrand</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DUMARTY Anne-Laure</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GAY Sylvie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>JUBAN Elodie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>KADIC Asmir</b>	15000	15000	15000	15000	25000

<b>MEDUS Martine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PAYS Valery</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PETRUCCI Agnes</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ROCHIS Magali</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BOUTALBI Yacine</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>CHANEL Pascal</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CHAPUIS Pierre-Marie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>FARIA Fabrice</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>FAUCHE Philippe</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>FILIPPINI Carole</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>LAYMAND Eric</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>LE TOURNEUR DU BREUIL Bertrand</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MENNILLO Ida</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MEYRAN Jean-Christophe</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>NEROT Isabelle</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SARSAR Mustapha</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>VINDRY Joel</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GIBOWSKI Pierre</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>GIL Isabelle</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>HUMBERT Gilles</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>NOAILLY Herve</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>ULRICH Thierry</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BACONNET Agnes</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BEATRIX Pascal</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>CHAPPAZ Julien</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CHARMONT Clotilde</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>DE SOUSA Sylvie</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>FREYDIER Laetitia</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GRZESKIEWICZ Laurence</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MORAIS Sylvie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>NAULET Stephane</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>NICOLAS Marie</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>PETITJEAN Bernard</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>TASSIER Marie-Line</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>TOURNIQUET Didier</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>VILLARDIER Laura</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CHAMARD Ariane</b>	50000	50000	50000	50000	65000
<b>LEUTARD Pierre</b>	50000	50000	50000	50000	65000
<b>TRAINA Sylvain</b>	50000	50000	50000	50000	65000
<b>ALEND Ane</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>BAN YAMMOUH Chaib</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BANCEL Christophe</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BARNES Benjamin</b>	10000	10000	10000	10000	15000

<b>BERTHOL Sonny</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BOSSU Laurence</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BRISTOT Rudy</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CHAIBRIANT Bruno</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CUNEY Romain</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>DELAVAUX Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DEVOILLE Christelle</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>EL BOUCHTY Adile</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>FLEURY Jerome</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>FONTAN Jean-Gabriel</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GILLES Christophe</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>GORRIAS Anne</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>GRENGUET Maud</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>GRIMONPONT Celia</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GRIMONPONT Jerome</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>LOVET DURBET Sebastien</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MONIER Raphael</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>NERI Fabrice</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PALIER Jean-Paul</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SEASSAU Adrien</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>SIMEON Karine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>SIMEON Romain</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>WEISS Julien</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ARNOUD Bertrand</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BERTRAND Marion</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BETKA Dalila</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BOISSIER Angelique</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>CHOLVY Antoine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>COURTOIS Anthony</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>DEBREUVE Alexis</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ELIE Louis-Marie</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>ELSENHOHN Valentin</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>FRISON Vincent</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GALBOIS Anthony</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>HOUDRE Marion</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>HUMBERT Lionel</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>KHAMMAR Adam</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MOUNIER Laurent</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MURNIEKS Joris</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>PICHOT Ludovic</b>	10000	10000	10000	10000	15000

<b>RAULT Fabienne</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ROUX Brigitte</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>SERVE Francois</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SIBILLE Jean-Michel</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SOULIER Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ANGELI Aurelie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>AUBERT Philippe</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BALLESTER Magali</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BARBE Brice</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BELROSE-HUYGHUES Roderick</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BOFFA Nathalie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BONNARD Helene</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>BOURGEOIS Mylene</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DAVAINE Florence</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DIMIER Sylvain</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DUMOULIN Christine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DURUAL Daniel</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>FERMEAUX Melanie</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>FERNANDEZ Alain</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>GANTIEZ Mathilde</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GARCIA Chantal</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>GRANGERAC Laurent</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GROSFILLEY Laetitia</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GUERIN Natalia</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>HAAS Marie</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>HELARY Arnaud</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>LABRUYERE Sylvie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>LANFREY Jacky</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>LEMAIRE Jean-Michel</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>LYONNET Margot</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MACAREZ David</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>MALLET Francine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MALLET Sylvie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MARGOTTIN Beatrice</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MURA David</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>NADRCIC Madeleine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PARET Antoine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PARISI Guillaume</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PEREZ Thierry</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PILATO Jolan</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>POURADIER-DUTEIL Catherine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>POYMIRO Stephanie</b>	15000	15000	15000	15000	25000

<b>PREBOST Emmanuel</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PUTZ Roger</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>REY Anne</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SALIBA Marie-Christine</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>SIKORA Dominique</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>TRILLAT Claire</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ANTHOUARD Philippe</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BOURGES Daniel</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CADET Marie-Jose</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>CHARTIER Clement</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CRINON Dominique</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>FOURET Julien</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GANTIEZ Laurence</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>GELIFIER Isabelle</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>GIBERT Laurent</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>GUENEAU Anne</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>PIGNON Jean-Louis</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SAUREL Patrice</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>THOMAS David</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>THOMAS Pierre</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>VU Christiane</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>AUGIER Gilles</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>AVOUAC Rodolphe</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BENOIT Francoise</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BERTHOUD Nicolas</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BILLOT Gael</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BISSON HAMELIN Francoise</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>BRUN Pierre-Augustin</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BRUNEEL Fabrice</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CHAVANAUD Sylvie</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>CHAVAROT Pierre</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>COUHERT Florent</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>DEPLANCKE Sylvain</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>DIMPRE Mathieu</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DUFFOUR Stephane</b>	15000	15000	15000	15000	25000
<b>EGUIENTA Johan</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ELSENHOHN Didier</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>FRACHET Nicolas</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>GARCIA Frederic</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>GRAS Jonathan</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>GUICHARD Loic</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>HERBET Guillaume</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>HOCHART Claire</b>	10000	10000	10000	10000	15000

<b>HORNY Pierre-Alain</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>HUGEDET Elise</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>KENDY Adil</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>LANGEVILLIER Mathias</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>LECLERCQ Anthony</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>LINARD Pascal</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>LOREAU Benjamin</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MAGNAN Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MANFREDINI Aude</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MARIANI Alan</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>MOISAN Christine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MONTES Jerome</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MOUSSAOUI Nacer</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>NOLY Jean-Claude</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>NOUIRA Franck</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>PALACIOS Sandra</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>PIERRE Romain</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>REYNAUD Eric</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>RIFFAUT Soizic</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>ROUX Guillaume</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SOULIER Christophe</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>ALLIER Patrice</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>AUCLERC-YVARS Laurence</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BERTHOMIEU Jacky</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>BOYER Brigitte</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BRUNO Martine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>BRUYERE Philippe</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>DOUSSELAERE Isabelle</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MATTHYS Cathy</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>PEYRE CHAIBRIANT Alexandra</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>REYNAUD Alain</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>RULLIER Cedric</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>TARRISSE Benoit</b>	25000	25000	25000	25000	35000
<b>AUDIGIER Martine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>BONNET Dominique</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>LAFORGUE Thierry</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>LAGRANGE Frederic</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>LAURENT Sandrine</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>LE MOING Christine</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>MOUNIER Didier</b>	10000	10000	10000	10000	15000
<b>SAUREL Marlene</b>	2000	2000	2000	2000	7500
<b>ZEGZULA Thierry</b>	2000	2000	2000	2000	7500

**Annexe III à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional HAAN Philippe**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>ALBESSARD Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CASIMIR Alexandre</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CHAFFANEL Arnaud</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DELESTREES Jean-Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DESMEDT Xavier</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SOLETTI Florence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VACHER Jacques</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ABED Brahim</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BRUNEL Guillaume</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CAZZANIGA Adelio</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DE LARQUIER Paul</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DECROLY Louis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GACHET Norbert</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JAFFRY Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LE GOULIAS Yannick</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MADROLLES Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PERFETTI Jean-Francois</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RIVIERE Yan</b>	7500	3750	1000	7500
<b>TOUBI Malek</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHENELAT Emmanuel</b>	15000	7500	1500	15000
<b>D'EYSSAUTIER Nathalie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DECROLY Elise</b>	15000	7500	1500	15000
<b>KRIEGER Bertrand</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CALVIGNAC JUILLARD Aude</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PELLETIER Valerie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VALLA Anne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ALAIN Brigitte</b>	3750	1500	500	3750
<b>ALARCON Odile</b>	7500	3750	1000	7500

<b>ANCIAN Pascale</b>	3750	1500	500	3750
<b>ARANDA Sergios</b>	7500	3750	1000	7500
<b>AUGUSTO Natalia</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AUVAO Hilary</b>	3750	1500	500	3750
<b>BAYLE Sophie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BEKHEDDA Houari</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BELLEPEAU Stephane</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BERTHON Jean-Philippe</b>	3750	1500	500	3750
<b>BEURET Elyane</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BONEZIA Luc</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BONEZIA Agnes</b>	3750	1500	500	3750
<b>BOULIOU Jordane</b>	3750	1500	500	3750
<b>BOURNEZ Pascal</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BRAUD Christine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BUISSON MATHIOLAT Christian</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BUSIN Laurent</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CELLARIER Robin</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CHENET Myriam</b>	7500	3750	1000	7500
<b>COLLIER Camille</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DE LASA Odile</b>	3750	1500	500	3750
<b>DESORGERIS Flavie</b>	3750	1500	500	3750
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DOEUVRE Jean-Francois</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DUMONT Marie-Claude</b>	7500	3750	1000	7500
<b>FILLON Jean-Louis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FORESTIER Denis</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FORTUNE Annie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>FRACHISSE Nicolas</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GALLON Elena</b>	3750	1500	500	3750
<b>GAVA Cedric</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GIRARD CHAUDOT Marie-Christine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GUILLET Aude</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GUILLIER Yves</b>	7500	3750	1000	7500
<b>HAAN Florine</b>	3750	1500	500	3750
<b>HACHET Delphine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>HINNIGER Berangere</b>	7500	3750	1000	7500
<b>JARACZEWSKI Sandrine</b>	7500	3750	1000	7500

<b>JOURDAIN Nicolas</b>	7500	3750	1000	7500
<b>JOUVENCEAU Christelle</b>	7500	3750	1000	7500
<b>LEHEBEL Anne-Heloise</b>	7500	3750	1000	7500
<b>LEONI Sandra</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MAIGNANT Gabrielle</b>	3750	1500	500	3750
<b>MARY Pascale</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MARY Marc</b>	3750	1500	500	3750
<b>MEDKOUR Salim</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MILLET Christine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MORENO Bernadette</b>	3750	1500	500	3750
<b>MUIC Martine</b>	3750	1500	500	3750
<b>MUSCAT Chantal</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MUZARD Sandra</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PELLADEAU Ludivine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PELLADEAU Jean</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PEREZ Christelle</b>	3750	1500	500	3750
<b>PERMAL Sandra</b>	3750	1500	500	3750
<b>PERRAUD Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PONTVIANNE Michel</b>	7500	3750	1000	7500
<b>RAULT Myriam</b>	7500	3750	1000	7500
<b>REY Jerome</b>	15000	7500	1500	15000
<b>RIESCO Thierry</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ROQUES Myriam</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SCHAMM Julie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TANTOT Robert</b>	7500	3750	1000	7500
<b>THUILLIER CLERENTIN Valerie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TOUZET Jocelyne</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ALBIGET Isabelle</b>	3750	1500	500	3750
<b>ATTARD Nathalie</b>	3750	1500	500	3750
<b>AUGEREAU Didier</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BARRAT Celine</b>	3750	1500	500	3750
<b>BASLE Damien</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BEAUDU Karen</b>	3750	1500	500	3750
<b>BENSAID Boumediene</b>	3750	1500	500	3750
<b>BERRY Fabrice</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BERTHET Estelle</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BEUN Nathalie</b>	3750	1500	500	3750

<b>BEUN Camille</b>	3750	1500	500	3750
<b>BOURGON Celine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BRIOT Christine</b>	3750	1500	500	3750
<b>CARRON Sonia</b>	3750	1500	500	3750
<b>CHARY Franck</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CLOGIER Jerome</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CORDIER David</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CREPET Frederic</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DELAIGUE Emmanuel</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DOMENACH Benoit</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano</b>	3750	1500	500	3750
<b>FAURE Stephane</b>	3750	1500	500	3750
<b>FLORANGE Noe</b>	3750	1500	500	3750
<b>FLORANGE Sylvie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GREBOT Lionel</b>	7500	3750	1000	7500
<b>HAMELIN Gerard</b>	7500	3750	1000	7500
<b>HENG Evelyne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>KERVADEC Aline</b>	7500	3750	1000	7500
<b>LEPRIVEY Christine</b>	3750	1500	500	3750
<b>LONGERE Denis</b>	3750	1500	500	3750
<b>MADIGNIER Arnaud</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MESKINE Mama</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MICHEL Jean-Baptiste</b>	3750	1500	500	3750
<b>MORPAIN Arnaud</b>	3750	1500	500	3750
<b>NARBONNE Roland</b>	3750	1500	500	3750
<b>NAVARRO Marie-France</b>	7500	3750	1000	7500
<b>NEVEUX Christophe</b>	3750	1500	500	3750
<b>NORMAND Franck</b>	3750	1500	500	3750
<b>OUAHNOUNA David</b>	3750	1500	500	3750
<b>PALIER Laurence</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PAULET Serge</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PEREZ Bruno</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PLANARD Thierry</b>	15000	7500	1500	15000
<b>POYET Lionnel</b>	3750	1500	500	3750
<b>RAGALD Sullivan</b>	3750	1500	500	3750
<b>ROCCAZ Mariette</b>	3750	1500	500	3750
<b>ROCHON Emmanuelle</b>	7500	3750	1000	7500

<b>ROS Jean-Pierre</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ROY Maxime</b>	3750	1500	500	3750
<b>SEIGNOL Lucie</b>	3750	1500	500	3750
<b>VALENTE David</b>	7500	3750	1000	7500
<b>VALLET Maxime</b>	3750	1500	500	3750
<b>VANDERHEYDEN Sylvain</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BECKER Verguine</b>	3750	1500	500	3750
<b>CICILIEN Christine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DELENTE Olivier</b>	3750	1500	500	3750
<b>DELGOVE Vincent</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DUMARTY Anne-Laure</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DUMARTY Bertrand</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GAY Sylvie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>JUBAN Elodie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>KADIC Asmir</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MEDUS Martine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PAYS Valery</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PETRUCCI Agnes</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ROCHIS Magali</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BOUTALBI Yacine</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHANEL Pascal</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CHAPUIS Pierre-Marie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>FARIA Fabrice</b>	7500	3750	1000	7500
<b>FAUCHE Philippe</b>	7500	3750	1000	7500
<b>FILIPPINI Carole</b>	7500	3750	1000	7500
<b>LAYMAND Eric</b>	7500	3750	1000	7500
<b>LE TOURNEUR DU BREUIL Bertrand</b>	3750	1500	500	3750
<b>MENNILLO Ida</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MEYRAN Jean-Christophe</b>	15000	7500	1500	15000
<b>NEROT Isabelle</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SARSAR Mustapha</b>	7500	3750	1000	7500
<b>VINDRY Joel</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GIBOWSKI Pierre</b>	3750	1500	500	3750
<b>GIL Isabelle</b>	7500	3750	1000	7500
<b>HUMBERT Gilles</b>	3750	1500	500	3750
<b>NOAILLY Herve</b>	3750	1500	500	3750
<b>ULRICH Thierry</b>	3750	1500	500	3750

<b>BACONNET Agnes</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BEATRIX Pascal</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CHAPPAZ Julien</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CHARMONT Clotilde</b>	3750	1500	500	3750
<b>DE SOUSA Sylvie</b>	3750	1500	500	3750
<b>FREYDIER Laetitia</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GRZESKIEWICZ Laurence</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MORAIS Sylvie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>NAULET Stephane</b>	3750	1500	500	3750
<b>NICOLAS Marie</b>	3750	1500	500	3750
<b>PETITJEAN Bernard</b>	7500	3750	1000	7500
<b>TASSIER Marie-Line</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TOURNIQUET Didier</b>	15000	7500	1500	15000
<b>VILLARDIER Laura</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CHAMARD Ariane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LEUTARD Pierre</b>	15000	7500	1500	15000
<b>TRAINA Sylvain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ALEND A Anne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BAN YAMMOUH Chaib</b>	3750	1500	500	3750
<b>BANCEL Christophe</b>	3750	1500	500	3750
<b>BARNES Benjamin</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BERTHOL Sonny</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BOSSU Laurence</b>	3750	1500	500	3750
<b>BRISTOT Rudy</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CHAIBRIANT Bruno</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CUNEY Romain</b>	3750	1500	500	3750
<b>DELAVAUX Christophe</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DEVOILLE Christelle</b>	3750	1500	500	3750
<b>EL BOUCHTY Adile</b>	3750	1500	500	3750
<b>FLEURY Jerome</b>	3750	1500	500	3750
<b>FONTAN Jean-Gabriel</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GILLES Christophe</b>	3750	1500	500	3750
<b>GORRIAS Anne</b>	3750	1500	500	3750
<b>GRENGUET Maud</b>	3750	1500	500	3750
<b>GRIMONPONT Jerome</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GRIMONPONT Celia</b>	7500	3750	1000	7500
<b>LOVET DURBET Sebastien</b>	7500	3750	1000	7500

<b>MONIER Raphael</b>	3750	1500	500	3750
<b>NERI Fabrice</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PALIER Jean-Paul</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SEASSAU Adrien</b>	3750	1500	500	3750
<b>SIMEON Karine</b>	3750	1500	500	3750
<b>SIMEON Romain</b>	7500	3750	1000	7500
<b>WEISS Julien</b>	3750	1500	500	3750
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ARNOUD Bertrand</b>	3750	1500	500	3750
<b>BERTRAND Marion</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BETKA Dalila</b>	3750	1500	500	3750
<b>BOISSIER Angelique</b>	3750	1500	500	3750
<b>CHOLVY Antoine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>COURTOIS Anthony</b>	3750	1500	500	3750
<b>DEBREUVE Alexis</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ELIE Louis-Marie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>ELSENSOHN Valentin</b>	3750	1500	500	3750
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	7500	3750	1000	7500
<b>FRISON Vincent</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GALBOIS Anthony</b>	3750	1500	500	3750
<b>HOUDRE Marion</b>	7500	3750	1000	7500
<b>HUMBERT Lionel</b>	3750	1500	500	3750
<b>KHAMMAR Adam</b>	3750	1500	500	3750
<b>MOUNIER Laurent</b>	3750	1500	500	3750
<b>MURNIEKS Joris</b>	3750	1500	500	3750
<b>PICHOT Ludovic</b>	7500	3750	1000	7500
<b>RAULT Fabienne</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ROUX Brigitte</b>	3750	1500	500	3750
<b>SERVE Francois</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SIBILLE Jean-Michel</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SOULIER Christophe</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ANGELI Aurelie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>AUBERT Philippe</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BALLESTER Magali</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BARBE Brice</b>	7500	3750	1000	7500

<b>BELROSE-HUYGHUES Roderick</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BOFFA Nathalie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BONNARD Helene</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOURGEOIS Mylene</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DAVAINE Florence</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DIMIER Sylvain</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DUMOULIN Christine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DURUAL Daniel</b>	3750	1500	500	3750
<b>FERMEAUX Melanie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>FERNANDEZ Alain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GANTIEZ Mathilde</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GARCIA Chantal</b>	3750	1500	500	3750
<b>GRANGERAC Laurent</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GROSFILLEY Laetitia</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GUERIN Natalia</b>	7500	3750	1000	7500
<b>HAAS Marie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>HELARY Arnaud</b>	7500	3750	1000	7500
<b>LABRUYERE Sylvie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>LANFREY Jacky</b>	3750	1500	500	3750
<b>LEMAIRE Jean-Michel</b>	3750	1500	500	3750
<b>LYONNET Margot</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MACAREZ David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MALLET Francine</b>	3750	1500	500	3750
<b>MALLET Sylvie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MARGOTTIN Beatrice</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MURA David</b>	7500	3750	1000	7500
<b>NADRCIC Madeleine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PARET Antoine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PARISI Guillaume</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PEREZ Thierry</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PILATO Jolan</b>	7500	3750	1000	7500
<b>POURADIER-DUTEIL Catherine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>POYMIRO Stephanie</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PREBOST Emmanuel</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PUTZ Roger</b>	7500	3750	1000	7500
<b>REY Anne</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SALIBA Marie-Christine</b>	15000	7500	1500	15000

<b>SIKORA Dominique</b>	3750	1500	500	3750
<b>TRILLAT Claire</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ANTHOUARD Philippe</b>	3750	1500	500	3750
<b>BOURGES Daniel</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CADET Marie-Jose</b>	3750	1500	500	3750
<b>CHARTIER Clement</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CRINON Dominique</b>	7500	3750	1000	7500
<b>FOURET Julien</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GANTIEZ Laurence</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GELIFIER Isabelle</b>	3750	1500	500	3750
<b>GIBERT Laurent</b>	7500	3750	1000	7500
<b>GUENEAU Anne</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PIGNON Jean-Louis</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SAUREL Patrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>THOMAS Pierre</b>	3750	1500	500	3750
<b>THOMAS David</b>	7500	3750	1000	7500
<b>VU Christiane</b>	7500	3750	1000	7500
<b>AUGIER Gilles</b>	7500	3750	1000	7500
<b>AVOUAC Rodolphe</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BENOIT Françoise</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BERTHOUD Nicolas</b>	3750	1500	500	3750
<b>BILLOT Gael</b>	3750	1500	500	3750
<b>BISSON HAMELIN Françoise</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BRUN Pierre-Augustin</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BRUNEEL Fabrice</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CHAVANAUD Sylvie</b>	7500	3750	1000	7500
<b>CHAVAROT Pierre</b>	7500	3750	1000	7500
<b>COUHERT Florent</b>	3750	1500	500	3750
<b>DEPLANCKE Sylvain</b>	3750	1500	500	3750
<b>DIMPRE Mathieu</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DUFFOUR Stephane</b>	15000	7500	1500	15000
<b>EGUENTA Johan</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ELSENHOHN Didier</b>	3750	1500	500	3750
<b>FRACHET Nicolas</b>	3750	1500	500	3750
<b>GARCIA Frederic</b>	3750	1500	500	3750
<b>GRAS Jonathan</b>	3750	1500	500	3750
<b>GUICHARD Loic</b>	3750	1500	500	3750

<b>HERBET Guillaume</b>	3750	1500	500	3750
<b>HOCHART Claire</b>	7500	3750	1000	7500
<b>HORNY Pierre-Alain</b>	3750	1500	500	3750
<b>HUGEDET Elise</b>	3750	1500	500	3750
<b>KENDY Adil</b>	7500	3750	1000	7500
<b>LANGEVILLIER Mathias</b>	3750	1500	500	3750
<b>LECLERCQ Anthony</b>	3750	1500	500	3750
<b>LINARD Pascal</b>	3750	1500	500	3750
<b>LOREAU Benjamin</b>	3750	1500	500	3750
<b>MAGNAN Christophe</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MANFREDINI Aude</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MARIANI Alan</b>	3750	1500	500	3750
<b>MOISAN Christine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MONTES Jerome</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MOUSSAOUI Nacer</b>	3750	1500	500	3750
<b>NOLY Jean-Claude</b>	7500	3750	1000	7500
<b>NOUIRA Franck</b>	7500	3750	1000	7500
<b>PALACIOS Sandra</b>	3750	1500	500	3750
<b>PIERRE Romain</b>	3750	1500	500	3750
<b>REYNAUD Eric</b>	7500	3750	1000	7500
<b>RIFFAUT Soizic</b>	3750	1500	500	3750
<b>ROUX Guillaume</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SOULIER Christophe</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ALLIER Patrice</b>	7500	3750	1000	7500
<b>AUCLERC-YVARS Laurence</b>	3750	1500	500	3750
<b>BERTHOMIEU Jacky</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BOYER Brigitte</b>	3750	1500	500	3750
<b>BRUNO Martine</b>	3750	1500	500	3750
<b>BRUYERE Philippe</b>	7500	3750	1000	7500
<b>DOUSSELAERE Isabelle</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MATTHYS Cathy</b>	3750	1500	500	3750
<b>PEYRE CHAIBRIANT Alexandra</b>	7500	3750	1000	7500
<b>REYNAUD Alain</b>	3750	1500	500	3750
<b>RULLIER Cedric</b>	7500	3750	1000	7500
<b>TARRISSE Benoit</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AUDIGIER Martine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>BONNET Dominique</b>	3750	1500	500	3750

<b>LAFORGUE Thierry</b>	7500	3750	1000	7500
<b>LAGRANGE Frederic</b>	7500	3750	1000	7500
<b>LAURENT Sandrine</b>	3750	1500	500	3750
<b>LE MOING Christine</b>	7500	3750	1000	7500
<b>MOUNIER Didier</b>	7500	3750	1000	7500
<b>SAUREL Marlene</b>	7500	3750	1000	7500
<b>ZEGZULA Thierry</b>	3750	1500	500	3750

**Annexe IV à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional HAAN Philippe**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>ALBESSARD Guillaume</b>	5000	15000	25000
<b>CASIMIR Alexandre</b>	3000	10000	15000
<b>CHAFFANEL Arnaud</b>	5000	15000	25000
<b>DELESTREES Jean-Christophe</b>	illimité	100000	250000
<b>DESMEDT Xavier</b>	3000	10000	15000
<b>SOLETTI Florence</b>	5000	15000	25000
<b>VACHER Jacques</b>	5000	15000	25000
<b>JAFFRY Pascal</b>	10000	25000	30000
<b>CHENELAT Emmanuel</b>	5000	15000	25000
<b>D'EYSSAUTIER Nathalie</b>	3000	10000	15000
<b>DECROLY Elise</b>	5000	15000	25000
<b>KRIEGER Bertrand</b>	3000	10000	15000
<b>CALVIGNAC JUILLARD Aude</b>	illimité	100000	250000
<b>PELLETIER Valerie</b>	5000	15000	25000
<b>VALLA Anne</b>	15000	50000	60000
<b>BARBIER Caroline</b>	3000	10000	15000
<b>BEVILACQUA Philippe</b>	3000	10000	15000
<b>BOURHAD Youssef</b>	5000	15000	25000
<b>CHABOIS Lilian</b>	3000	10000	15000
<b>COQUET Celine</b>	1500	2000	7500
<b>DARBON Julien</b>	3000	10000	15000
<b>DESSPORTES Helene</b>	3000	10000	15000
<b>DRAOUI Boualem</b>	3000	10000	15000
<b>FAURIEL Marie-Benedicte</b>	5000	15000	25000
<b>FERREUX Gilles</b>	3000	10000	15000
<b>GALAITISIS BURNOUF Emmanuelle</b>	3000	10000	15000
<b>GIBASZEK Elisabeth</b>	3000	10000	15000
<b>GIRAUD Christelle</b>	3000	10000	15000
<b>GUINET Chantal</b>	3000	10000	15000
<b>JEAN Christine</b>	3000	10000	15000
<b>KHALEF Leila</b>	1500	2000	7500
<b>MARGUET Frederic</b>	1500	2000	7500
<b>MARQUES DA SILVA Marion</b>	3000	10000	15000
<b>MAURIN Nicolas</b>	1500	2000	7500

<b>PARISIS Pascale</b>	3000	10000	15000
<b>SEVENNEC Jean-Michel</b>	3000	10000	15000
<b>STELL Jocelyne</b>	3000	10000	15000
<b>THIBERT Anne-Marie</b>	10000	25000	30000
<b>ALAIN Brigitte</b>	1500	2000	7500
<b>ALARCON Odile</b>	3000	10000	15000
<b>ANCIAN Pascale</b>	1500	2000	7500
<b>ARANDA Sergios</b>	3000	10000	15000
<b>AUGUSTO Natalia</b>	5000	15000	25000
<b>AUVAO Hilary</b>	1500	2000	7500
<b>BAYLE Sophie</b>	3000	10000	15000
<b>BEKHEDDA Houari</b>	5000	15000	25000
<b>BELLEPEAU Stephane</b>	3000	10000	15000
<b>BERTHON Jean-Philippe</b>	1500	2000	7500
<b>BEURET Elyane</b>	3000	10000	15000
<b>BONEZIA Luc</b>	10000	25000	30000
<b>BONEZIA Agnes</b>	1500	2000	7500
<b>BOULIOU Jordane</b>	1500	2000	7500
<b>BOURNEZ Pascal</b>	3000	10000	15000
<b>BRAUD Christine</b>	3000	10000	15000
<b>BUISSON MATHIOLAT Christian</b>	3000	10000	15000
<b>BUSIN Laurent</b>	3000	10000	15000
<b>CELLARIER Robin</b>	3000	10000	15000
<b>CHENET Myriam</b>	3000	10000	15000
<b>COLLIER Camille</b>	3000	10000	15000
<b>DE LASA Odile</b>	1500	2000	7500
<b>DESORGERIS Flavie</b>	1500	2000	7500
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	3000	10000	15000
<b>DOEUVRE Jean-Francois</b>	3000	10000	15000
<b>DUMONT Marie-Claude</b>	3000	10000	15000
<b>FILLON Jean-Louis</b>	10000	25000	30000
<b>FORESTIER Denis</b>	10000	25000	30000
<b>FORTUNE Annie</b>	3000	10000	15000
<b>FRACHISSE Nicolas</b>	3000	10000	15000
<b>GALLON Elena</b>	1500	2000	7500
<b>GAVA Cedric</b>	3000	10000	15000
<b>GIRARD CHAUDOT Marie-Christine</b>	3000	10000	15000
<b>GUILLET Aude</b>	3000	10000	15000
<b>GUILLIER Yves</b>	3000	10000	15000
<b>HAAN Florine</b>	1500	2000	7500
<b>HACHET Delphine</b>	3000	10000	15000
<b>HINNIGER Berangere</b>	3000	10000	15000
<b>JARACZEWSKI Sandrine</b>	3000	10000	15000

<b>JOURDAIN Nicolas</b>	3000	10000	15000
<b>JOUVENCEAU Christelle</b>	3000	10000	15000
<b>LEHEBEL Anne-Heloise</b>	3000	10000	15000
<b>LEONI Sandra</b>	5000	15000	25000
<b>MAIGNANT Gabrielle</b>	1500	2000	7500
<b>MARY Marc</b>	1500	2000	7500
<b>MARY Pascale</b>	3000	10000	15000
<b>MEDKOUR Salim</b>	5000	15000	25000
<b>MILLET Christine</b>	5000	15000	25000
<b>MORENO Bernadette</b>	1500	2000	7500
<b>MUIC Martine</b>	1500	2000	7500
<b>MUSCAT Chantal</b>	3000	10000	15000
<b>MUZARD Sandra</b>	3000	10000	15000
<b>PELLADEAU Jean</b>	5000	15000	25000
<b>PELLADEAU Ludivine</b>	3000	10000	15000
<b>PEREZ Christelle</b>	1500	2000	7500
<b>PERMAL Sandra</b>	1500	2000	7500
<b>PERRAUD Frederic</b>	5000	15000	25000
<b>PONTVIANNE Michel</b>	3000	10000	15000
<b>RAULT Myriam</b>	3000	10000	15000
<b>REY Jerome</b>	5000	15000	25000
<b>RIESCO Thierry</b>	3000	10000	15000
<b>ROQUES Myriam</b>	3000	10000	15000
<b>SCHAMM Julie</b>	5000	15000	25000
<b>TANTOT Robert</b>	3000	10000	15000
<b>THUILLIER CLERENTIN Valerie</b>	5000	15000	25000
<b>TOUZET Jocelyne</b>	3000	10000	15000
<b>ALBIGET Isabelle</b>	1500	2000	7500
<b>ATTARD Nathalie</b>	1500	2000	7500
<b>AUGEREAU Didier</b>	3000	10000	15000
<b>BARRAT Celine</b>	1500	2000	7500
<b>BASLE Damien</b>	3000	10000	15000
<b>BEAUDU Karen</b>	1500	2000	7500
<b>BENSAID Boumediene</b>	1500	2000	7500
<b>BERRY Fabrice</b>	5000	15000	25000
<b>BERTHET Estelle</b>	5000	15000	25000
<b>BEUN Nathalie</b>	1500	2000	7500
<b>BEUN Camille</b>	1500	2000	7500
<b>BOURGON Celine</b>	10000	25000	30000
<b>BRIOT Christine</b>	1500	2000	7500
<b>CARRON Sonia</b>	1500	2000	7500
<b>CHARY Franck</b>	5000	15000	25000
<b>CLOGIER Jerome</b>	5000	15000	25000

<b>CORDIER David</b>	3000	10000	15000
<b>CREPET Frederic</b>	5000	15000	25000
<b>DELAIGUE Emmanuel</b>	5000	15000	25000
<b>DOMENACH Benoit</b>	5000	15000	25000
<b>DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano</b>	1500	2000	7500
<b>FAURE Stephane</b>	1500	2000	7500
<b>FLORANGE Sylvie</b>	3000	10000	15000
<b>FLORANGE Noe</b>	1500	2000	7500
<b>GREBOT Lionel</b>	3000	10000	15000
<b>HAMELIN Gerard</b>	5000	15000	25000
<b>HENG Evelyne</b>	10000	25000	30000
<b>KERVADEC Aline</b>	5000	15000	25000
<b>LEPRIVEY Christine</b>	1500	2000	7500
<b>LONGERE Denis</b>	1500	2000	7500
<b>MADIGNIER Arnaud</b>	3000	10000	15000
<b>MESKINE Mama</b>	3000	10000	15000
<b>MICHEL Jean-Baptiste</b>	1500	2000	7500
<b>MORPAIN Arnaud</b>	1500	2000	7500
<b>NARBONNE Roland</b>	1500	2000	7500
<b>NAVARRO Marie-France</b>	3000	10000	15000
<b>NEVEUX Christophe</b>	1500	2000	7500
<b>NORMAND Franck</b>	1500	2000	7500
<b>OUAHNOUNA David</b>	1500	2000	7500
<b>PALIER Laurence</b>	3000	10000	15000
<b>PAULET Serge</b>	3000	10000	15000
<b>PEREZ Bruno</b>	3000	10000	15000
<b>PLANARD Thierry</b>	10000	25000	30000
<b>POYET Lionnel</b>	1500	2000	7500
<b>RAGALD Sullivan</b>	1500	2000	7500
<b>ROCCAZ Mariette</b>	1500	2000	7500
<b>ROCHON Emmanuelle</b>	5000	15000	25000
<b>ROS Jean-Pierre</b>	5000	15000	25000
<b>ROY Maxime</b>	1500	2000	7500
<b>SEIGNOL Lucie</b>	1500	2000	7500
<b>VALENTE David</b>	5000	15000	25000
<b>VALLET Maxime</b>	1500	2000	7500
<b>VANDERHEYDEN Sylvain</b>	3000	10000	15000
<b>BECKER Verguine</b>	1500	2000	7500
<b>CICILIEN Christine</b>	3000	10000	15000
<b>DELENTE Olivier</b>	1500	2000	7500
<b>DELGOVE Vincent</b>	10000	25000	30000
<b>DUMARTY Bertrand</b>	3000	10000	15000
<b>DUMARTY Anne-Laure</b>	3000	10000	15000

<b>GAY Sylvie</b>	3000	10000	15000
<b>JUBAN Elodie</b>	3000	10000	15000
<b>KADIC Asmir</b>	5000	15000	25000
<b>MEDUS Martine</b>	3000	10000	15000
<b>PAYS Valery</b>	3000	10000	15000
<b>PETRUCCI Agnes</b>	3000	10000	15000
<b>ROCHIS Magali</b>	3000	10000	15000
<b>BOUTALBI Yacine</b>	5000	15000	25000
<b>CHANEL Pascal</b>	3000	10000	15000
<b>CHAPUIS Pierre-Marie</b>	3000	10000	15000
<b>FARIA Fabrice</b>	3000	10000	15000
<b>FAUCHE Philippe</b>	3000	10000	15000
<b>FILIPPINI Carole</b>	3000	10000	15000
<b>LAYMAND Eric</b>	3000	10000	15000
<b>LE TOURNEUR DU BREUIL Bertrand</b>	1500	2000	7500
<b>MENNILLO Ida</b>	3000	10000	15000
<b>MEYRAN Jean-Christophe</b>	5000	15000	25000
<b>NEROT Isabelle</b>	3000	10000	15000
<b>SARSAR Mustapha</b>	3000	10000	15000
<b>VINDRY Joel</b>	3000	10000	15000
<b>GIBOWSKI Pierre</b>	1500	2000	7500
<b>GIL Isabelle</b>	3000	10000	15000
<b>HUMBERT Gilles</b>	1500	2000	7500
<b>NOAILLY Herve</b>	1500	2000	7500
<b>ULRICH Thierry</b>	1500	2000	7500
<b>CHAMARD Ariane</b>	5000	15000	25000
<b>DELUGIN Danielle</b>	3000	10000	15000
<b>LEUTARD Pierre</b>	15000	50000	60000
<b>TRAINA Sylvain</b>	15000	50000	60000
<b>ALEND Ane</b>	10000	25000	30000
<b>BAN YAMMOUH Chaib</b>	1500	2000	7500
<b>BANCEL Christophe</b>	1500	2000	7500
<b>BARNES Benjamin</b>	5000	15000	25000
<b>BERTHOL Sonny</b>	3000	10000	15000
<b>BOSSU Laurence</b>	1500	2000	7500
<b>BRISTOT Rudy</b>	5000	15000	25000
<b>CHAIBRIANT Bruno</b>	5000	15000	25000
<b>CUNEY Romain</b>	1500	2000	7500
<b>DELAVAUx Christophe</b>	3000	10000	15000
<b>DEVOILLE Christelle</b>	1500	2000	7500
<b>EL BOUCHTY Adile</b>	1500	2000	7500
<b>FLEURY Jerome</b>	1500	2000	7500
<b>FONTAN Jean-Gabriel</b>	3000	10000	15000

<b>GILLES Christophe</b>	1500	2000	7500
<b>GORRIAS Anne</b>	1500	2000	7500
<b>GRENGUET Maud</b>	1500	2000	7500
<b>GRIMONPONT Jerome</b>	5000	15000	25000
<b>GRIMONPONT Celia</b>	5000	15000	25000
<b>LOVET DURBET Sebastien</b>	5000	15000	25000
<b>MONIER Raphael</b>	1500	2000	7500
<b>NERI Fabrice</b>	5000	15000	25000
<b>PALIER Jean-Paul</b>	3000	10000	15000
<b>SEASSAU Adrien</b>	1500	2000	7500
<b>SIMEON Karine</b>	1500	2000	7500
<b>SIMEON Romain</b>	3000	10000	15000
<b>WEISS Julien</b>	1500	2000	7500
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	3000	10000	15000
<b>ARNOUD Bertrand</b>	1500	2000	7500
<b>BERTRAND Marion</b>	3000	10000	15000
<b>BETKA Dalila</b>	1500	2000	7500
<b>BOISSIER Angelique</b>	1500	2000	7500
<b>CHOLVY Antoine</b>	3000	10000	15000
<b>COURTOIS Anthony</b>	1500	2000	7500
<b>DEBREUVE Alexis</b>	3000	10000	15000
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	3000	10000	15000
<b>ELIE Louis-Marie</b>	10000	25000	30000
<b>ELSENSOHN Valentin</b>	1500	2000	7500
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	3000	10000	15000
<b>FRISON Vincent</b>	3000	10000	15000
<b>GALBOIS Anthony</b>	1500	2000	7500
<b>HOUDRE Marion</b>	3000	10000	15000
<b>HUMBERT Lionel</b>	1500	2000	7500
<b>KHAMMAR Adam</b>	1500	2000	7500
<b>MOUNIER Laurent</b>	1500	2000	7500
<b>MURNIEKS Joris</b>	1500	2000	7500
<b>PICHOT Ludovic</b>	5000	15000	25000
<b>RAULT Fabienne</b>	3000	10000	15000
<b>ROUX Brigitte</b>	1500	2000	7500
<b>SERVE Francois</b>	3000	10000	15000
<b>SIBILLE Jean-Michel</b>	3000	10000	15000
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	3000	10000	15000
<b>SOULIER Christophe</b>	5000	15000	25000
<b>ANGELI Aurelie</b>	3000	10000	15000
<b>AUBERT Philippe</b>	3000	10000	15000
<b>BALLESTER Magali</b>	3000	10000	15000
<b>BARBE Brice</b>	3000	10000	15000

<b>BELROSE-HUYGHUES Roderick</b>	3000	10000	15000
<b>BOFFA Nathalie</b>	3000	10000	15000
<b>BONNARD Helene</b>	10000	25000	30000
<b>BOURGEOIS Mylene</b>	3000	10000	15000
<b>DAVAINE Florence</b>	3000	10000	15000
<b>DIMIER Sylvain</b>	3000	10000	15000
<b>DUMOULIN Christine</b>	3000	10000	15000
<b>DURUAL Daniel</b>	1500	2000	7500
<b>FERMEAUX Melanie</b>	5000	15000	25000
<b>FERNANDEZ Alain</b>	10000	25000	30000
<b>GANTIEZ Mathilde</b>	3000	10000	15000
<b>GARCIA Chantal</b>	1500	2000	7500
<b>GRANGERAC Laurent</b>	3000	10000	15000
<b>GROSFILLEY Laetitia</b>	3000	10000	15000
<b>GUERIN Natalia</b>	3000	10000	15000
<b>HAAS Marie</b>	5000	15000	25000
<b>HELARY Arnaud</b>	3000	10000	15000
<b>LABRUYERE Sylvie</b>	3000	10000	15000
<b>LANFREY Jacky</b>	1500	2000	7500
<b>LEMAIRE Jean-Michel</b>	1500	2000	7500
<b>LYONNET Margot</b>	3000	10000	15000
<b>MACAREZ David</b>	5000	15000	25000
<b>MALLET Sylvie</b>	3000	10000	15000
<b>MALLET Francine</b>	1500	2000	7500
<b>MARGOTTIN Beatrice</b>	3000	10000	15000
<b>MURA David</b>	3000	10000	15000
<b>NADRCIC Madeleine</b>	3000	10000	15000
<b>PARET Antoine</b>	3000	10000	15000
<b>PARISI Guillaume</b>	3000	10000	15000
<b>PEREZ Thierry</b>	3000	10000	15000
<b>PILATO Jolan</b>	3000	10000	15000
<b>POURADIER-DUTEIL Catherine</b>	3000	10000	15000
<b>POYMIRO Stephanie</b>	5000	15000	25000
<b>PREBOST Emmanuel</b>	3000	10000	15000
<b>PUTZ Roger</b>	3000	10000	15000
<b>REY Anne</b>	3000	10000	15000
<b>SALIBA Marie-Christine</b>	10000	25000	30000
<b>SIKORA Dominique</b>	1500	2000	7500
<b>TRILLAT Claire</b>	3000	10000	15000
<b>ANTHOUARD Philippe</b>	1500	2000	7500
<b>BOURGES Daniel</b>	3000	10000	15000
<b>CADET Marie-Jose</b>	1500	2000	7500
<b>CHARTIER Clement</b>	3000	10000	15000

<b>CRINON Dominique</b>	3000	10000	15000
<b>FOURET Julien</b>	3000	10000	15000
<b>GANTIEZ Laurence</b>	5000	15000	25000
<b>GELIFIER Isabelle</b>	1500	2000	7500
<b>GIBERT Laurent</b>	3000	10000	15000
<b>GUENEAU Anne</b>	5000	15000	25000
<b>PIGNON Jean-Louis</b>	3000	10000	15000
<b>SAUREL Patrice</b>	5000	15000	25000
<b>THOMAS Pierre</b>	1500	2000	7500
<b>THOMAS David</b>	3000	10000	15000
<b>VU Christiane</b>	3000	10000	15000
<b>AUGIER Gilles</b>	5000	15000	25000
<b>AVOUAC Rodolphe</b>	3000	10000	15000
<b>BENOIT Françoise</b>	3000	10000	15000
<b>BERTHOUD Nicolas</b>	1500	2000	7500
<b>BILLOT Gael</b>	1500	2000	7500
<b>BISSON HAMELIN Françoise</b>	10000	25000	30000
<b>BRUN Pierre-Augustin</b>	3000	10000	15000
<b>BRUNEEL Fabrice</b>	5000	15000	25000
<b>CHAVANAUD Sylvie</b>	5000	15000	25000
<b>CHAVAROT Pierre</b>	5000	15000	25000
<b>COUHERT Florent</b>	1500	2000	7500
<b>DEPLANCKE Sylvain</b>	1500	2000	7500
<b>DIMPRE Mathieu</b>	3000	10000	15000
<b>DUFFOUR Stephane</b>	10000	25000	30000
<b>EGUENTA Johan</b>	3000	10000	15000
<b>ELSENHORN Didier</b>	1500	2000	7500
<b>FRACHET Nicolas</b>	1500	2000	7500
<b>GARCIA Frederic</b>	1500	2000	7500
<b>GRAS Jonathan</b>	1500	2000	7500
<b>GUICHARD Loic</b>	1500	2000	7500
<b>HERBET Guillaume</b>	1500	2000	7500
<b>HOCHART Claire</b>	3000	10000	15000
<b>HORNY Pierre-Alain</b>	1500	2000	7500
<b>HUGEDET Elise</b>	1500	2000	7500
<b>KENDY Adil</b>	3000	10000	15000
<b>LANGEVILLIER Mathias</b>	1500	2000	7500
<b>LECLERCQ Anthony</b>	1500	2000	7500
<b>LINARD Pascal</b>	1500	2000	7500
<b>LOREAU Benjamin</b>	1500	2000	7500
<b>MAGNAN Christophe</b>	3000	10000	15000
<b>MANFREDINI Aude</b>	3000	10000	15000
<b>MARIANI Alan</b>	1500	2000	7500

<b>MOISAN Christine</b>	3000	10000	15000
<b>MONTES Jerome</b>	3000	10000	15000
<b>MOUSSAOUI Nacer</b>	1500	2000	7500
<b>NOLY Jean-Claude</b>	3000	10000	15000
<b>NOUIRA Franck</b>	3000	10000	15000
<b>PALACIOS Sandra</b>	1500	2000	7500
<b>PIERRE Romain</b>	1500	2000	7500
<b>REYNAUD Eric</b>	5000	15000	25000
<b>RIFFAUT Soizic</b>	1500	2000	7500
<b>ROUX Guillaume</b>	3000	10000	15000
<b>SOULIER Christophe</b>	3000	10000	15000

**Annexe V à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional HAAN Philippe**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>ALBESSARD Guillaume</b>	5000	15000	25000
<b>CASIMIR Alexandre</b>	3000	10000	15000
<b>CHAFFANEL Arnaud</b>	5000	15000	25000
<b>DELESTREES Jean-Christophe</b>	illimité	illimité	illimité
<b>DESMEDT Xavier</b>	3000	10000	15000
<b>SOLETTI Florence</b>	5000	15000	25000
<b>VACHER Jacques</b>	5000	15000	25000
<b>JAFFRY Pascal</b>	10000	25000	30000
<b>CHENELAT Emmanuel</b>	5000	15000	25000
<b>D'EYSSAUTIER Nathalie</b>	3000	10000	15000
<b>DECROLY Elise</b>	5000	15000	25000
<b>KRIEGER Bertrand</b>	3000	10000	15000
<b>CALVIGNAC JUILLARD Aude</b>	illimité	illimité	illimité
<b>PELLETIER Valerie</b>	5000	15000	25000
<b>ROLLIN Dominique</b>	1500	2000	7500
<b>VALLA Anne</b>	15000	50000	60000
<b>BARBIER Caroline</b>	3000	10000	15000
<b>BEVILACQUA Philippe</b>	3000	10000	15000
<b>BOURHAD Youssef</b>	5000	15000	25000
<b>CHABOIS Lilian</b>	3000	10000	15000
<b>COQUET Celine</b>	1500	2000	7500
<b>DARBON Julien</b>	3000	10000	15000
<b>DESSPORTES Helene</b>	3000	10000	15000
<b>DRAOUI Boualem</b>	3000	10000	15000
<b>FAURIEL Marie-Benedicte</b>	5000	15000	25000
<b>FERREUX Gilles</b>	3000	10000	15000
<b>GALAITIS BURNOUF Emmanuelle</b>	3000	10000	15000
<b>GIBASZEK Elisabeth</b>	3000	10000	15000
<b>GIRAUD Christelle</b>	3000	10000	15000
<b>GUINET Chantal</b>	3000	10000	15000
<b>JEAN Christine</b>	3000	10000	15000
<b>KHALEF Leila</b>	1500	2000	7500
<b>MARGUET Frederic</b>	1500	2000	7500
<b>MARQUES DA SILVA Marion</b>	3000	10000	15000

<b>MAURIN Nicolas</b>	1500	2000	7500
<b>PARISIS Pascale</b>	3000	10000	15000
<b>SEVENNEC Jean-Michel</b>	3000	10000	15000
<b>STELL Jocelyne</b>	3000	10000	15000
<b>THIBERT Anne-Marie</b>	10000	25000	30000
<b>ALAIN Brigitte</b>	1500	2000	7500
<b>ALARCON Odile</b>	3000	10000	15000
<b>ANCIAN Pascale</b>	1500	2000	7500
<b>ARANDA Sergios</b>	3000	10000	15000
<b>AUGUSTO Natalia</b>	5000	15000	25000
<b>AUVAO Hilary</b>	1500	2000	7500
<b>BAYLE Sophie</b>	3000	10000	15000
<b>BEKHEDDA Houari</b>	5000	15000	25000
<b>BELLEPEAU Stephane</b>	3000	10000	15000
<b>BERTHON Jean-Philippe</b>	1500	2000	7500
<b>BEURET Elyane</b>	3000	10000	15000
<b>BONEZIA Agnes</b>	1500	2000	7500
<b>BONEZIA Luc</b>	10000	25000	30000
<b>BOULIOU Jordane</b>	1500	2000	7500
<b>BOURNEZ Pascal</b>	3000	10000	15000
<b>BRAUD Christine</b>	3000	10000	15000
<b>BUISSON MATHIOLAT Christian</b>	3000	10000	15000
<b>BUSIN Laurent</b>	3000	10000	15000
<b>CELLARIER Robin</b>	3000	10000	15000
<b>CHENET Myriam</b>	3000	10000	15000
<b>COLLIER Camille</b>	3000	10000	15000
<b>DE LASA Odile</b>	1500	2000	7500
<b>DESORGERIS Flavie</b>	1500	2000	7500
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	3000	10000	15000
<b>DOEUVRE Jean-Francois</b>	3000	10000	15000
<b>DUMONT Marie-Claude</b>	3000	10000	15000
<b>FILLON Jean-Louis</b>	10000	25000	30000
<b>FORESTIER Denis</b>	10000	25000	30000
<b>FORTUNE Annie</b>	3000	10000	15000
<b>FRACHISSE Nicolas</b>	3000	10000	15000
<b>GALLON Elena</b>	1500	2000	7500
<b>GAVA Cedric</b>	3000	10000	15000
<b>GIRARD CHAUDOT Marie-Christine</b>	3000	10000	15000
<b>GUILLET Aude</b>	3000	10000	15000
<b>GUILLIER Yves</b>	3000	10000	15000
<b>HAAN Florine</b>	1500	2000	7500
<b>HACHET Delphine</b>	3000	10000	15000
<b>HINNIGER Berangere</b>	3000	10000	15000

<b>JARACZEWSKI Sandrine</b>	3000	10000	15000
<b>JOURDAIN Nicolas</b>	3000	10000	15000
<b>JOUVENCEAU Christelle</b>	3000	10000	15000
<b>LEHEBEL Anne-Heloise</b>	3000	10000	15000
<b>LEONI Sandra</b>	5000	15000	25000
<b>MAIGNANT Gabrielle</b>	1500	2000	7500
<b>MARY Marc</b>	1500	2000	7500
<b>MARY Pascale</b>	3000	10000	15000
<b>MEDKOUR Salim</b>	5000	15000	25000
<b>MILLET Christine</b>	5000	15000	25000
<b>MORENO Bernadette</b>	1500	2000	7500
<b>MUIC Martine</b>	1500	2000	7500
<b>MUSCAT Chantal</b>	3000	10000	15000
<b>MUZARD Sandra</b>	3000	10000	15000
<b>PELLADEAU Ludivine</b>	3000	10000	15000
<b>PELLADEAU Jean</b>	5000	15000	25000
<b>PEREZ Christelle</b>	1500	2000	7500
<b>PERMAL Sandra</b>	1500	2000	7500
<b>PERRAUD Frederic</b>	5000	15000	25000
<b>PONTVIANNE Michel</b>	3000	10000	15000
<b>RAULT Myriam</b>	3000	10000	15000
<b>REY Jerome</b>	5000	15000	25000
<b>RIESCO Thierry</b>	3000	10000	15000
<b>ROQUES Myriam</b>	3000	10000	15000
<b>SCHAMM Julie</b>	5000	15000	25000
<b>TANTOT Robert</b>	3000	10000	15000
<b>THULLIER CLERENTIN Valerie</b>	5000	15000	25000
<b>TOUZET Jocelyne</b>	3000	10000	15000
<b>ALBIGET Isabelle</b>	1500	2000	7500
<b>ATTARD Nathalie</b>	1500	2000	7500
<b>AUGEREAU Didier</b>	3000	10000	15000
<b>BARRAT Celine</b>	1500	2000	7500
<b>BASLE Damien</b>	3000	10000	15000
<b>BEAUDU Karen</b>	1500	2000	7500
<b>BENSAID Boumediene</b>	1500	2000	7500
<b>BERRY Fabrice</b>	5000	15000	25000
<b>BERTHET Estelle</b>	5000	15000	25000
<b>BEUN Camille</b>	1500	2000	7500
<b>BEUN Nathalie</b>	1500	2000	7500
<b>BOURGON Celine</b>	10000	25000	30000
<b>BRIOT Christine</b>	1500	2000	7500
<b>CARRON Sonia</b>	1500	2000	7500
<b>CHARY Franck</b>	5000	15000	25000

<b>CLOGIER Jerome</b>	5000	15000	25000
<b>CORDIER David</b>	3000	10000	15000
<b>CREPET Frederic</b>	5000	15000	25000
<b>DELAIGUE Emmanuel</b>	5000	15000	25000
<b>DOMENACH Benoit</b>	5000	15000	25000
<b>DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano</b>	1500	2000	7500
<b>FAURE Stephane</b>	1500	2000	7500
<b>FLORANGE Sylvie</b>	3000	10000	15000
<b>FLORANGE Noe</b>	1500	2000	7500
<b>GREBOT Lionel</b>	3000	10000	15000
<b>HAMELIN Gerard</b>	5000	15000	25000
<b>HENG Evelyne</b>	10000	25000	30000
<b>KERVADEC Aline</b>	5000	15000	25000
<b>LEPRIVEY Christine</b>	1500	2000	7500
<b>LONGERE Denis</b>	1500	2000	7500
<b>MADIGNIER Arnaud</b>	3000	10000	15000
<b>MESKINE Mama</b>	3000	10000	15000
<b>MICHEL Jean-Baptiste</b>	1500	2000	7500
<b>MORPAIN Arnaud</b>	1500	2000	7500
<b>NARBONNE Roland</b>	1500	2000	7500
<b>NAVARRO Marie-France</b>	3000	10000	15000
<b>NEVEUX Christophe</b>	1500	2000	7500
<b>NORMAND Franck</b>	1500	2000	7500
<b>OUAHNOUNA David</b>	1500	2000	7500
<b>PALIER Laurence</b>	3000	10000	15000
<b>PAULET Serge</b>	3000	10000	15000
<b>PEREZ Bruno</b>	3000	10000	15000
<b>PLANARD Thierry</b>	10000	25000	30000
<b>POYET Lionnel</b>	1500	2000	7500
<b>RAGALD Sullivan</b>	1500	2000	7500
<b>ROCCAZ Mariette</b>	1500	2000	7500
<b>ROCHON Emmanuelle</b>	5000	15000	25000
<b>ROS Jean-Pierre</b>	5000	15000	25000
<b>ROY Maxime</b>	1500	2000	7500
<b>SEIGNOL Lucie</b>	1500	2000	7500
<b>VALENTE David</b>	5000	15000	25000
<b>VALLET Maxime</b>	1500	2000	7500
<b>VANDERHEYDEN Sylvain</b>	3000	10000	15000
<b>BECKER Verguine</b>	1500	2000	7500
<b>CICILIEN Christine</b>	3000	10000	15000
<b>DELENTE Olivier</b>	1500	2000	7500
<b>DELGOVE Vincent</b>	10000	25000	30000
<b>DUMARTY Bertrand</b>	3000	10000	15000

<b>DUMARTY Anne-Laure</b>	3000	10000	15000
<b>GAY Sylvie</b>	3000	10000	15000
<b>JUBAN Elodie</b>	3000	10000	15000
<b>KADIC Asmir</b>	5000	15000	25000
<b>MEDUS Martine</b>	3000	10000	15000
<b>PAYS Valery</b>	3000	10000	15000
<b>PETRUCCI Agnes</b>	3000	10000	15000
<b>ROCHIS Magali</b>	3000	10000	15000
<b>BOUTALBI Yacine</b>	5000	15000	25000
<b>CHANEL Pascal</b>	3000	10000	15000
<b>CHAPUIS Pierre-Marie</b>	3000	10000	15000
<b>FARIA Fabrice</b>	3000	10000	15000
<b>FAUCHE Philippe</b>	3000	10000	15000
<b>FILIPPINI Carole</b>	3000	10000	15000
<b>LAYMAND Eric</b>	3000	10000	15000
<b>LE TOURNEUR DU BREUIL Bertrand</b>	1500	2000	7500
<b>MENNILLO Ida</b>	3000	10000	15000
<b>MEYRAN Jean-Christophe</b>	5000	15000	25000
<b>NEROT Isabelle</b>	3000	10000	15000
<b>SARSAR Mustapha</b>	3000	10000	15000
<b>VINDRY Joel</b>	3000	10000	15000
<b>CHAMARD Ariane</b>	15000	50000	60000
<b>LEUTARD Pierre</b>	15000	50000	60000
<b>TRAINA Sylvain</b>	15000	50000	60000
<b>ALEND A Anne</b>	10000	25000	30000
<b>BAN YAMMOUH Chaib</b>	1500	2000	7500
<b>BANCEL Christophe</b>	1500	2000	7500
<b>BARNES Benjamin</b>	5000	15000	25000
<b>BERTHOL Sonny</b>	3000	10000	15000
<b>BOSSU Laurence</b>	1500	2000	7500
<b>BRISTOT Rudy</b>	5000	15000	25000
<b>CHAIBRIANT Bruno</b>	5000	15000	25000
<b>CUNEY Romain</b>	1500	2000	7500
<b>DELAVAU X Christophe</b>	3000	10000	15000
<b>DEVOILLE Christelle</b>	1500	2000	7500
<b>EL BOUCHTY Adile</b>	1500	2000	7500
<b>FLEURY Jerome</b>	1500	2000	7500
<b>FONTAN Jean-Gabriel</b>	3000	10000	15000
<b>GILLES Christophe</b>	1500	2000	7500
<b>GORRIAS Anne</b>	1500	2000	7500
<b>GRENGUET Maud</b>	1500	2000	7500
<b>GRIMONPONT Jerome</b>	5000	15000	25000
<b>GRIMONPONT Celia</b>	5000	15000	25000

<b>LOVET DURBET Sebastien</b>	5000	15000	25000
<b>MONIER Raphael</b>	1500	2000	7500
<b>NERI Fabrice</b>	5000	15000	25000
<b>PALIER Jean-Paul</b>	3000	10000	15000
<b>SEASSAU Adrien</b>	1500	2000	7500
<b>SIMEON Romain</b>	3000	10000	15000
<b>SIMEON Karine</b>	1500	2000	7500
<b>WEISS Julien</b>	1500	2000	7500
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	3000	10000	15000
<b>ARNOUD Bertrand</b>	1500	2000	7500
<b>BERTRAND Marion</b>	3000	10000	15000
<b>BETKA Dalila</b>	1500	2000	7500
<b>BOISSIER Angelique</b>	1500	2000	7500
<b>CHOLVY Antoine</b>	3000	10000	15000
<b>COURTOIS Anthony</b>	1500	2000	7500
<b>DEBREUVE Alexis</b>	3000	10000	15000
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	3000	10000	15000
<b>ELIE Louis-Marie</b>	10000	25000	30000
<b>ELSENHORN Valentin</b>	1500	2000	7500
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	3000	10000	15000
<b>FRISON Vincent</b>	3000	10000	15000
<b>GALBOIS Anthony</b>	1500	2000	7500
<b>HOUDRE Marion</b>	3000	10000	15000
<b>HUMBERT Lionel</b>	1500	2000	7500
<b>KHAMMAR Adam</b>	1500	2000	7500
<b>MOUNIER Laurent</b>	1500	2000	7500
<b>MURNIEKS Joris</b>	1500	2000	7500
<b>PICHOT Ludovic</b>	5000	15000	25000
<b>RAULT Fabienne</b>	3000	10000	15000
<b>ROUX Brigitte</b>	1500	2000	7500
<b>SERVE Francois</b>	3000	10000	15000
<b>SIBILLE Jean-Michel</b>	3000	10000	15000
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	3000	10000	15000
<b>SOULIER Christophe</b>	5000	15000	25000
<b>ANGELI Aurelie</b>	3000	10000	15000
<b>AUBERT Philippe</b>	3000	10000	15000
<b>BALLESTER Magali</b>	3000	10000	15000
<b>BARBE Brice</b>	3000	10000	15000
<b>BELROSE-HUYGHUES Roderick</b>	3000	10000	15000
<b>BOFFA Nathalie</b>	3000	10000	15000
<b>BONNARD Helene</b>	10000	25000	30000
<b>BOURGEOIS Mylene</b>	3000	10000	15000
<b>DAVAINE Florence</b>	3000	10000	15000

<b>DIMIER Sylvain</b>	3000	10000	15000
<b>DUMOULIN Christine</b>	3000	10000	15000
<b>DURUAL Daniel</b>	1500	2000	7500
<b>FERMEAUX Melanie</b>	5000	15000	25000
<b>FERNANDEZ Alain</b>	10000	25000	30000
<b>GANTIEZ Mathilde</b>	3000	10000	15000
<b>GARCIA Chantal</b>	1500	2000	7500
<b>GRANGERAC Laurent</b>	3000	10000	15000
<b>GROSFILLEY Laetitia</b>	3000	10000	15000
<b>GUERIN Natalia</b>	3000	10000	15000
<b>HAAS Marie</b>	5000	15000	25000
<b>HELARY Arnaud</b>	3000	10000	15000
<b>LABRUYERE Sylvie</b>	3000	10000	15000
<b>LANFREY Jacky</b>	1500	2000	7500
<b>LEMAIRE Jean-Michel</b>	1500	2000	7500
<b>LYONNET Margot</b>	3000	10000	15000
<b>MACAREZ David</b>	5000	15000	25000
<b>MALLET Francine</b>	1500	2000	7500
<b>MALLET Sylvie</b>	3000	10000	15000
<b>MARGOTTIN Beatrice</b>	3000	10000	15000
<b>MURA David</b>	3000	10000	15000
<b>NADRCIC Madeleine</b>	3000	10000	15000
<b>PARET Antoine</b>	3000	10000	15000
<b>PARISI Guillaume</b>	3000	10000	15000
<b>PEREZ Thierry</b>	3000	10000	15000
<b>PILATO Jolan</b>	3000	10000	15000
<b>POURADIER-DUTEIL Catherine</b>	3000	10000	15000
<b>POYMIRO Stephanie</b>	5000	15000	25000
<b>PREBOST Emmanuel</b>	3000	10000	15000
<b>PUTZ Roger</b>	3000	10000	15000
<b>REY Anne</b>	3000	10000	15000
<b>SALIBA Marie-Christine</b>	10000	25000	30000
<b>SIKORA Dominique</b>	1500	2000	7500
<b>TRILLAT Claire</b>	3000	10000	15000
<b>ANTHOUARD Philippe</b>	1500	2000	7500
<b>BOURGES Daniel</b>	3000	10000	15000
<b>CADET Marie-Jose</b>	1500	2000	7500
<b>CHARTIER Clement</b>	3000	10000	15000
<b>CRINON Dominique</b>	3000	10000	15000
<b>FOURET Julien</b>	3000	10000	15000
<b>GANTIEZ Laurence</b>	5000	15000	25000
<b>GELIFIER Isabelle</b>	1500	2000	7500
<b>GIBERT Laurent</b>	3000	10000	15000

<b>GUENEAU Anne</b>	5000	15000	25000
<b>PIGNON Jean-Louis</b>	3000	10000	15000
<b>SAUREL Patrice</b>	10000	25000	30000
<b>THOMAS David</b>	3000	10000	15000
<b>THOMAS Pierre</b>	1500	2000	7500
<b>VU Christiane</b>	3000	10000	15000
<b>AUGIER Gilles</b>	5000	15000	25000
<b>AVOUAC Rodolphe</b>	3000	10000	15000
<b>BENOIT Françoise</b>	3000	10000	15000
<b>BERTHOUD Nicolas</b>	1500	2000	7500
<b>BILLOT Gael</b>	1500	2000	7500
<b>BISSON HAMELIN Françoise</b>	10000	25000	30000
<b>BRUN Pierre-Augustin</b>	3000	10000	15000
<b>BRUNEEL Fabrice</b>	5000	15000	25000
<b>CHAVANAUD Sylvie</b>	5000	15000	25000
<b>CHAVAROT Pierre</b>	5000	15000	25000
<b>COUHERT Florent</b>	1500	2000	7500
<b>DEPLANCKE Sylvain</b>	1500	2000	7500
<b>DIMPRE Mathieu</b>	3000	10000	15000
<b>DUFFOUR Stephane</b>	10000	25000	30000
<b>EGUIENTA Johan</b>	3000	10000	15000
<b>ELSENHORN Didier</b>	1500	2000	7500
<b>FRACHET Nicolas</b>	1500	2000	7500
<b>GARCIA Frederic</b>	1500	2000	7500
<b>GRAS Jonathan</b>	1500	2000	7500
<b>GUICHARD Loic</b>	1500	2000	7500
<b>HERBET Guillaume</b>	1500	2000	7500
<b>HOCHART Claire</b>	3000	10000	15000
<b>HORN Pierre-Alain</b>	1500	2000	7500
<b>HUGEDET Elise</b>	1500	2000	7500
<b>KENDY Adil</b>	3000	10000	15000
<b>LANGEVILLIER Mathias</b>	1500	2000	7500
<b>LECLERCQ Anthony</b>	1500	2000	7500
<b>LINARD Pascal</b>	1500	2000	7500
<b>LOREAU Benjamin</b>	1500	2000	7500
<b>MAGNAN Christophe</b>	3000	10000	15000
<b>MANFREDINI Aude</b>	3000	10000	15000
<b>MARIANI Alan</b>	1500	2000	7500
<b>MOISAN Christine</b>	3000	10000	15000
<b>MONTES Jerome</b>	3000	10000	15000
<b>MOUSSAOUI Nacer</b>	1500	2000	7500
<b>NOLY Jean-Claude</b>	3000	10000	15000
<b>NOUIRA Franck</b>	3000	10000	15000

<b>PALACIOS Sandra</b>	1500	2000	7500
<b>PIERRE Romain</b>	1500	2000	7500
<b>REYNAUD Eric</b>	5000	15000	25000
<b>RIFFAUT Soizic</b>	1500	2000	7500
<b>ROUX Guillaume</b>	3000	10000	15000
<b>SOULIER Christophe</b>	3000	10000	15000

**Annexe VI à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional HAAN Philippe**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Nom/prénom	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
<b>ALBESSARD Guillaume</b>	15000	15000
<b>CASIMIR Alexandre</b>	15000	15000
<b>CHAFFANEL Arnaud</b>	15000	15000
<b>DELESTREES Jean-Christophe</b>	300000	150000
<b>DESMEDT Xavier</b>	15000	15000
<b>SOLETTI Florence</b>	15000	15000
<b>VACHER Jacques</b>	15000	15000
<b>ABED Brahim</b>	15000	15000
<b>BRUNEL Guillaume</b>	15000	15000
<b>CAZZANIGA Adelio</b>	15000	15000
<b>DE LARQUIER Paul</b>	15000	15000
<b>DECROLY Louis</b>	15000	15000
<b>GACHET Norbert</b>	15000	15000
<b>JAFFRY Pascal</b>	15000	15000
<b>LE GOULIAS Yannick</b>	15000	15000
<b>MADROLLES Frederic</b>	15000	15000
<b>PERFETTI Jean-Francois</b>	15000	15000
<b>RIVIERE Yan</b>	15000	15000
<b>TOUBI Malek</b>	15000	15000
<b>CHENELAT Emmanuel</b>	15000	15000
<b>D'EYSSAUTIER Nathalie</b>	15000	15000
<b>DECROLY Elise</b>	15000	15000
<b>KRIEGER Bertrand</b>	15000	15000
<b>CALVIGNAC JUILLARD Aude</b>	300000	150000
<b>PELLETIER Valerie</b>	15000	15000
<b>VALLA Anne</b>	15000	15000
<b>ALBIGET Isabelle</b>	15000	15000
<b>ATTARD Nathalie</b>	15000	15000
<b>AUGEREAU Didier</b>	15000	15000
<b>BARRAT Celine</b>	15000	15000
<b>BASLE Damien</b>	15000	15000
<b>BEAUDU Karen</b>	15000	15000
<b>BENSAID Boumediene</b>	15000	15000

<b>BERRY Fabrice</b>	15000	15000
<b>BERTHET Estelle</b>	15000	15000
<b>BEUN Nathalie</b>	15000	15000
<b>BEUN Camille</b>	15000	15000
<b>BOURGON Celine</b>	15000	15000
<b>BRIOT Christine</b>	15000	15000
<b>CARRON Sonia</b>	15000	15000
<b>CHARY Franck</b>	15000	15000
<b>CLOGIER Jerome</b>	15000	15000
<b>CORDIER David</b>	15000	15000
<b>CREPET Frederic</b>	15000	15000
<b>DELAIGUE Emmanuel</b>	15000	15000
<b>DOMENACH Benoit</b>	15000	15000
<b>DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano</b>	15000	15000
<b>FAURE Stephane</b>	15000	15000
<b>FLORANGE Noe</b>	15000	15000
<b>FLORANGE Sylvie</b>	15000	15000
<b>GREBOT Lionel</b>	15000	15000
<b>HAMELIN Gerard</b>	15000	15000
<b>HENG Evelyne</b>	15000	15000
<b>KERVADEC Aline</b>	15000	15000
<b>LEPRIVEY Christine</b>	15000	15000
<b>LONGERE Denis</b>	15000	15000
<b>MADIGNIER Arnaud</b>	15000	15000
<b>MESKINE Mama</b>	15000	15000
<b>MICHEL Jean-Baptiste</b>	15000	15000
<b>MORPAIN Arnaud</b>	15000	15000
<b>NARBONNE Roland</b>	15000	15000
<b>NAVARRO Marie-France</b>	15000	15000
<b>NEVEUX Christophe</b>	15000	15000
<b>NORMAND Franck</b>	15000	15000
<b>OUAHNOUNA David</b>	15000	15000
<b>PALIER Laurence</b>	15000	15000
<b>PAULET Serge</b>	15000	15000
<b>PEREZ Bruno</b>	15000	15000
<b>PLANARD Thierry</b>	15000	15000
<b>POYET Lionnel</b>	15000	15000
<b>RAGALD Sullivan</b>	15000	15000
<b>ROCCAZ Mariette</b>	15000	15000
<b>ROCHON Emmanuelle</b>	15000	15000
<b>ROS Jean-Pierre</b>	15000	15000
<b>ROY Maxime</b>	15000	15000
<b>SEIGNOL Lucie</b>	15000	15000

<b>VALENTE David</b>	15000	15000
<b>VALLET Maxime</b>	15000	15000
<b>VANDERHEYDEN Sylvain</b>	15000	15000
<b>ROCHIS Magali</b>	15000	15000
<b>CHAMARD Ariane</b>	15000	15000
<b>LEUTARD Pierre</b>	15000	15000
<b>TRAINA Sylvain</b>	15000	15000
<b>ALEND A Anne</b>	15000	15000
<b>BAN YAMMOUH Chaib</b>	15000	15000
<b>BANCEL Christophe</b>	15000	15000
<b>BARNES Benjamin</b>	15000	15000
<b>BERTHOL Sonny</b>	15000	15000
<b>BOSSU Laurence</b>	15000	15000
<b>BRISTOT Rudy</b>	15000	15000
<b>CHAIBRIANT Bruno</b>	15000	15000
<b>CUNEY Romain</b>	15000	15000
<b>DELAVAUX Christophe</b>	15000	15000
<b>DEVOILLE Christelle</b>	15000	15000
<b>EL BOUCHTY Adile</b>	15000	15000
<b>FLEURY Jerome</b>	15000	15000
<b>FONTAN Jean-Gabriel</b>	15000	15000
<b>GILLES Christophe</b>	15000	15000
<b>GORRIAS Anne</b>	15000	15000
<b>GRENGUET Maud</b>	15000	15000
<b>GRIMONPONT Jerome</b>	15000	15000
<b>GRIMONPONT Celia</b>	15000	15000
<b>LOVET DURBET Sebastien</b>	15000	15000
<b>MONIER Raphael</b>	15000	15000
<b>NERI Fabrice</b>	15000	15000
<b>PALIER Jean-Paul</b>	15000	15000
<b>SEASSAU Adrien</b>	15000	15000
<b>SIMEON Karine</b>	15000	15000
<b>SIMEON Romain</b>	15000	15000
<b>WEISS Julien</b>	15000	15000
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	15000	15000
<b>ARNOUD Bertrand</b>	15000	15000
<b>BERTRAND Marion</b>	15000	15000
<b>BETKA Dalila</b>	15000	15000
<b>BOISSIER Angelique</b>	15000	15000
<b>CHOLVY Antoine</b>	15000	15000
<b>COURTOIS Anthony</b>	15000	15000
<b>DEBREUVE Alexis</b>	15000	15000
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	15000	15000

<b>ELIE Louis-Marie</b>	15000	15000
<b>ELSENHOHN Valentin</b>	15000	15000
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	15000	15000
<b>FRISON Vincent</b>	15000	15000
<b>GALBOIS Anthony</b>	15000	15000
<b>HOUDRE Marion</b>	15000	15000
<b>HUMBERT Lionel</b>	15000	15000
<b>KHAMMAR Adam</b>	15000	15000
<b>MOUNIER Laurent</b>	15000	15000
<b>MURNIEKS Joris</b>	15000	15000
<b>PICHOT Ludovic</b>	15000	15000
<b>RAULT Fabienne</b>	15000	15000
<b>ROUX Brigitte</b>	15000	15000
<b>SERVE Francois</b>	15000	15000
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	15000	15000
<b>SIBILLE Jean-Michel</b>	15000	15000
<b>SOULIER Christophe</b>	15000	15000
<b>AUGIER Gilles</b>	15000	15000
<b>AVOUAC Rodolphe</b>	15000	15000
<b>BENOIT Françoise</b>	15000	15000
<b>BERTHOUD Nicolas</b>	15000	15000
<b>BILLOT Gael</b>	15000	15000
<b>BISSON HAMELIN Françoise</b>	15000	15000
<b>BRUN Pierre-Augustin</b>	15000	15000
<b>BRUNEEL Fabrice</b>	15000	15000
<b>CHAVANAUD Sylvie</b>	15000	15000
<b>CHAVAROT Pierre</b>	15000	15000
<b>COUHERT Florent</b>	15000	15000
<b>DEPLANCKE Sylvain</b>	15000	15000
<b>DIMPRE Mathieu</b>	15000	15000
<b>DUFFOUR Stephane</b>	15000	15000
<b>EGUIENTA Johan</b>	15000	15000
<b>ELSENHOHN Didier</b>	15000	15000
<b>FRACHET Nicolas</b>	15000	15000
<b>GARCIA Frederic</b>	15000	15000
<b>GRAS Jonathan</b>	15000	15000
<b>GUICHARD Loic</b>	15000	15000
<b>HERBET Guillaume</b>	15000	15000
<b>HOCHART Claire</b>	15000	15000
<b>HORNY Pierre-Alain</b>	15000	15000
<b>HUGEDET Elise</b>	15000	15000
<b>KENDY Adil</b>	15000	15000
<b>LANGEVILLIER Mathias</b>	15000	15000

<b>LECLERCQ Anthony</b>	15000	15000
<b>LINARD Pascal</b>	15000	15000
<b>LOREAU Benjamin</b>	15000	15000
<b>MAGNAN Christophe</b>	15000	15000
<b>MANFREDINI Aude</b>	15000	15000
<b>MARIANI Alan</b>	15000	15000
<b>MOISAN Christine</b>	15000	15000
<b>MONTES Jerome</b>	15000	15000
<b>MOUSSAOUI Nacer</b>	15000	15000
<b>NOLY Jean-Claude</b>	15000	15000
<b>NOUIRA Franck</b>	15000	15000
<b>PALACIOS Sandra</b>	15000	15000
<b>PIERRE Romain</b>	15000	15000
<b>REYNAUD Eric</b>	15000	15000
<b>RIFFAUT Soizic</b>	15000	15000
<b>ROUX Guillaume</b>	15000	15000
<b>SOULIER Christophe</b>	15000	15000

**Annexe VII à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional HAAN Philippe**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>DELESTREES Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>JAFFRY Pascal</b>	1500	7500	15000
<b>CHENELAT Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>D'EYSSAUTIER Nathalie</b>	1000	3750	7500
<b>DECROLY Elise</b>	1500	7500	15000
<b>KRIEGER Bertrand</b>	1000	3750	7500
<b>CALVIGNAC JUILLARD Aude</b>	1500	7500	15000
<b>PELLETIER Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>VALLA Anne</b>	1500	7500	15000
<b>ALAIN Brigitte</b>	500	1500	3750
<b>ALARCON Odile</b>	1000	3750	7500
<b>ANCIAN Pascale</b>	500	1500	3750
<b>ARANDA Sergios</b>	1000	3750	7500
<b>AUGUSTO Natalia</b>	1500	7500	15000
<b>AUVAO Hilary</b>	500	1500	3750
<b>BAYLE Sophie</b>	1000	3750	7500
<b>BEKHEDDA Houari</b>	1500	7500	15000
<b>BELLEPEAU Stephane</b>	1000	3750	7500
<b>BERTHON Jean-Philippe</b>	500	1500	3750
<b>BEURET Elyane</b>	1000	3750	7500
<b>BONEZIA Agnes</b>	500	1500	3750
<b>BONEZIA Luc</b>	1500	7500	15000
<b>BOULIOU Jordane</b>	500	1500	3750
<b>BOURNEZ Pascal</b>	1000	3750	7500
<b>BRAUD Christine</b>	1000	3750	7500
<b>BUISSON MATHIOLAT Christian</b>	1000	3750	7500
<b>BUSIN Laurent</b>	1000	3750	7500
<b>CELLARIER Robin</b>	1000	3750	7500
<b>CHENET Myriam</b>	1000	3750	7500
<b>COLLIER Camille</b>	1000	3750	7500
<b>DE LASA Odile</b>	500	1500	3750
<b>DESORGERIS Flavie</b>	500	1500	3750
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	1000	3750	7500
<b>DOEUVRE Jean-Francois</b>	1000	3750	7500
<b>DUMONT Marie-Claude</b>	1000	3750	7500

<b>FILLON Jean-Louis</b>	1500	7500	15000
<b>FORESTIER Denis</b>	1500	7500	15000
<b>FORTUNE Annie</b>	1000	3750	7500
<b>FRACHISSE Nicolas</b>	1000	3750	7500
<b>GALLON Elena</b>	500	1500	3750
<b>GAVA Cedric</b>	1000	3750	7500
<b>GIRARD CHAUDOT Marie-Christine</b>	1000	3750	7500
<b>GUILLET Aude</b>	1000	3750	7500
<b>GUILIER Yves</b>	1000	3750	7500
<b>HAAN Florine</b>	500	1500	3750
<b>HACHET Delphine</b>	1000	3750	7500
<b>HINNIGER Berangere</b>	1000	3750	7500
<b>JARACZEWSKI Sandrine</b>	1000	3750	7500
<b>JOURDAIN Nicolas</b>	1000	3750	7500
<b>JOUVENCEAU Christelle</b>	1000	3750	7500
<b>LEHEBEL Anne-Heloise</b>	1000	3750	7500
<b>LEONI Sandra</b>	1500	7500	15000
<b>MAIGNANT Gabrielle</b>	500	1500	3750
<b>MARY Marc</b>	500	1500	3750
<b>MARY Pascale</b>	1000	3750	7500
<b>MEDKOUR Salim</b>	1500	7500	15000
<b>MILLET Christine</b>	1500	7500	15000
<b>MORENO Bernadette</b>	500	1500	3750
<b>MUIC Martine</b>	500	1500	3750
<b>MUSCAT Chantal</b>	1000	3750	7500
<b>MUZARD Sandra</b>	1000	3750	7500
<b>PELLADEAU Ludivine</b>	1000	3750	7500
<b>PELLADEAU Jean</b>	1500	7500	15000
<b>PEREZ Christelle</b>	500	1500	3750
<b>PERMAL Sandra</b>	500	1500	3750
<b>PERRAUD Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>PONTVIANNE Michel</b>	1000	3750	7500
<b>RAULT Myriam</b>	1000	3750	7500
<b>REY Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>RIESCO Thierry</b>	1000	3750	7500
<b>ROQUES Myriam</b>	1000	3750	7500
<b>SCHAMM Julie</b>	1500	7500	15000
<b>TANTOT Robert</b>	1000	3750	7500
<b>THULLIER CLERENTIN Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>TOUZET Jocelyne</b>	1000	3750	7500
<b>ALBIGET Isabelle</b>	500	1500	3750
<b>ATTARD Nathalie</b>	500	1500	3750
<b>AUGEREAU Didier</b>	1000	3750	7500

<b>BARRAT Celine</b>	500	1500	3750
<b>BASLE Damien</b>	1000	3750	7500
<b>BEAUDU Karen</b>	500	1500	3750
<b>BENSAID Boumediene</b>	500	1500	3750
<b>BERRY Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>BERTHET Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>BEUN Nathalie</b>	500	1500	3750
<b>BEUN Camille</b>	500	1500	3750
<b>BOURGON Celine</b>	1500	7500	15000
<b>BRIOT Christine</b>	500	1500	3750
<b>CARRON Sonia</b>	500	1500	3750
<b>CHARY Franck</b>	1500	7500	15000
<b>CLOGIER Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>CORDIER David</b>	1000	3750	7500
<b>CREPET Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>DELAIGUE Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>DOMENACH Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano</b>	500	1500	3750
<b>FAURE Stephane</b>	500	1500	3750
<b>FLORANGE Sylvie</b>	1000	3750	7500
<b>FLORANGE Noe</b>	500	1500	3750
<b>GREBOT Lionel</b>	1000	3750	7500
<b>HAMELIN Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>HENG Evelyne</b>	1500	7500	15000
<b>KERVADEC Aline</b>	1500	7500	15000
<b>LEPRIVEY Christine</b>	500	1500	3750
<b>LONGERE Denis</b>	500	1500	3750
<b>MADIGNIER Arnaud</b>	1000	3750	7500
<b>MESKINE Mama</b>	1000	3750	7500
<b>MICHEL Jean-Baptiste</b>	500	1500	3750
<b>MORPAIN Arnaud</b>	500	1500	3750
<b>NARBONNE Roland</b>	500	1500	3750
<b>NAVARRO Marie-France</b>	1000	3750	7500
<b>NEVEUX Christophe</b>	500	1500	3750
<b>NORMAND Franck</b>	500	1500	3750
<b>OUAHNOUNA David</b>	500	1500	3750
<b>PALIER Laurence</b>	1000	3750	7500
<b>PAULET Serge</b>	1000	3750	7500
<b>PEREZ Bruno</b>	1000	3750	7500
<b>PLANARD Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>POYET Lionnel</b>	500	1500	3750
<b>RAGALD Sullivan</b>	500	1500	3750
<b>ROCCAZ Mariette</b>	500	1500	3750

<b>ROCHON Emmanuelle</b>	1500	7500	15000
<b>ROS Jean-Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>ROY Maxime</b>	500	1500	3750
<b>SEIGNOL Lucie</b>	500	1500	3750
<b>VALENTE David</b>	1500	7500	15000
<b>VALLET Maxime</b>	500	1500	3750
<b>VANDERHEYDEN Sylvain</b>	1000	3750	7500
<b>BECKER Verguine</b>	500	1500	3750
<b>CICILIEN Christine</b>	1000	3750	7500
<b>DELENTE Olivier</b>	500	1500	3750
<b>DELGOVE Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>DUMARTY Anne-Laure</b>	1000	3750	7500
<b>DUMARTY Bertrand</b>	1000	3750	7500
<b>GAY Sylvie</b>	1000	3750	7500
<b>JUBAN Elodie</b>	1000	3750	7500
<b>KADIC Asmir</b>	1500	7500	15000
<b>MEDUS Martine</b>	1000	3750	7500
<b>PAYS Valery</b>	1500	7500	15000
<b>PETRUCCI Agnes</b>	1000	3750	7500
<b>ROCHIS Magali</b>	1000	3750	7500
<b>CHAMARD Ariane</b>	1500	7500	15000
<b>LEUTARD Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>TRAINA Sylvain</b>	1500	7500	15000
<b>ALEND A Anne</b>	1500	7500	15000
<b>BAN YAMMOUH Chaib</b>	500	1500	3750
<b>BANCEL Christophe</b>	500	1500	3750
<b>BARNES Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>BERTHOL Sonny</b>	1000	3750	7500
<b>BOSSU Laurence</b>	500	1500	3750
<b>BRISTOT Rudy</b>	1500	7500	15000
<b>CHAIBRIANT Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>CUNEY Romain</b>	500	1500	3750
<b>DELAVAUX Christophe</b>	1000	3750	7500
<b>DEVOILLE Christelle</b>	500	1500	3750
<b>EL BOUCHTY Adile</b>	500	1500	3750
<b>FLEURY Jerome</b>	500	1500	3750
<b>FONTAN Jean-Gabriel</b>	1000	3750	7500
<b>GILLES Christophe</b>	500	1500	3750
<b>GORRIAS Anne</b>	500	1500	3750
<b>GRENGUET Maud</b>	500	1500	3750
<b>GRIMONPONT Celia</b>	1500	7500	15000
<b>GRIMONPONT Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>LOVET DURBET Sebastien</b>	1500	7500	15000

<b>MONIER Raphael</b>	500	1500	3750
<b>NERI Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>PALIER Jean-Paul</b>	1000	3750	7500
<b>SEASSAU Adrien</b>	500	1500	3750
<b>SIMEON Romain</b>	1000	3750	7500
<b>SIMEON Karine</b>	500	1500	3750
<b>WEISS Julien</b>	500	1500	3750
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	1000	3750	7500
<b>ARNOUD Bertrand</b>	500	1500	3750
<b>BERTRAND Marion</b>	1000	3750	7500
<b>BETKA Dalila</b>	500	1500	3750
<b>BOISSIER Angelique</b>	500	1500	3750
<b>CHOLVY Antoine</b>	1000	3750	7500
<b>COURTOIS Anthony</b>	500	1500	3750
<b>DEBREUVE Alexis</b>	1000	3750	7500
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	1000	3750	7500
<b>ELIE Louis-Marie</b>	1500	7500	15000
<b>ELSENHOHN Valentin</b>	500	1500	3750
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	1000	3750	7500
<b>FRISON Vincent</b>	1000	3750	7500
<b>GALBOIS Anthony</b>	500	1500	3750
<b>HOUDRE Marion</b>	1000	3750	7500
<b>HUMBERT Lionel</b>	500	1500	3750
<b>KHAMMAR Adam</b>	500	1500	3750
<b>MOUNIER Laurent</b>	500	1500	3750
<b>MURNIEKS Joris</b>	500	1500	3750
<b>PICHOT Ludovic</b>	1500	7500	15000
<b>RAULT Fabienne</b>	1000	3750	7500
<b>ROUX Brigitte</b>	500	1500	3750
<b>SERVE Francois</b>	1000	3750	7500
<b>SIBILLE Jean-Michel</b>	1000	3750	7500
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	1000	3750	7500
<b>SOULIER Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>ANGELI Aurelie</b>	1000	3750	7500
<b>AUBERT Philippe</b>	1000	3750	7500
<b>BALLESTER Magali</b>	1000	3750	7500
<b>BARBE Brice</b>	1000	3750	7500
<b>BELROSE-HUYGHUES Roderick</b>	1000	3750	7500
<b>BOFFA Nathalie</b>	1000	3750	7500
<b>BONNARD Helene</b>	1500	7500	15000
<b>BOURGEOIS Mylene</b>	1000	3750	7500
<b>DAVAINE Florence</b>	1000	3750	7500
<b>DIMIER Sylvain</b>	1000	3750	7500

<b>DUMOULIN Christine</b>	1000	3750	7500
<b>DURUAL Daniel</b>	500	1500	3750
<b>FERMEAUX Melanie</b>	1500	7500	15000
<b>FERNANDEZ Alain</b>	1500	7500	15000
<b>GANTIEZ Mathilde</b>	1000	3750	7500
<b>GARCIA Chantal</b>	500	1500	3750
<b>GRANGERAC Laurent</b>	1000	3750	7500
<b>GROSFILLEY Lactitia</b>	1000	3750	7500
<b>GUERIN Natalia</b>	1000	3750	7500
<b>HAAS Marie</b>	1500	7500	15000
<b>HELARY Arnaud</b>	1000	3750	7500
<b>LABRUYERE Sylvie</b>	1000	3750	7500
<b>LANFREY Jacky</b>	500	1500	3750
<b>LEMAIRE Jean-Michel</b>	500	1500	3750
<b>LYONNET Margot</b>	1000	3750	7500
<b>MACAREZ David</b>	1500	7500	15000
<b>MALLET Francine</b>	500	1500	3750
<b>MALLET Sylvie</b>	1000	3750	7500
<b>MARGOTTIN Beatrice</b>	1000	3750	7500
<b>MURA David</b>	1000	3750	7500
<b>NADRCIC Madeleine</b>	1000	3750	7500
<b>PARET Antoine</b>	1000	3750	7500
<b>PARISI Guillaume</b>	1000	3750	7500
<b>PEREZ Thierry</b>	1000	3750	7500
<b>PILATO Jolan</b>	1000	3750	7500
<b>POURADIER-DUTEIL Catherine</b>	1000	3750	7500
<b>POYMIRO Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>PREBOST Emmanuel</b>	1000	3750	7500
<b>PUTZ Roger</b>	1000	3750	7500
<b>REY Anne</b>	1000	3750	7500
<b>SALIBA Marie-Christine</b>	1500	7500	15000
<b>SIKORA Dominique</b>	500	1500	3750
<b>TRILLAT Claire</b>	1000	3750	7500
<b>ANTHOUARD Philippe</b>	500	1500	3750
<b>BOURGES Daniel</b>	1000	3750	7500
<b>CADET Marie-Jose</b>	500	1500	3750
<b>CHARTIER Clement</b>	1000	3750	7500
<b>CRINON Dominique</b>	1000	3750	7500
<b>FOURET Julien</b>	1000	3750	7500
<b>GANTIEZ Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>GELIFIER Isabelle</b>	500	1500	3750
<b>GIBERT Laurent</b>	1000	3750	7500
<b>GUENEAU Anne</b>	1500	7500	15000

<b>PIGNON Jean-Louis</b>	1000	3750	7500
<b>SAUREL Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>THOMAS David</b>	1000	3750	7500
<b>THOMAS Pierre</b>	500	1500	3750
<b>VU Christiane</b>	1000	3750	7500
<b>AUGIER Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>AVOUAC Rodolphe</b>	1000	3750	7500
<b>BENOIT Françoise</b>	1000	3750	7500
<b>BERTHOUD Nicolas</b>	500	1500	3750
<b>BILLOT Gael</b>	500	1500	3750
<b>BISSON HAMELIN Françoise</b>	1500	7500	15000
<b>BRUN Pierre-Augustin</b>	1000	3750	7500
<b>BRUNEEL Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>CHAVANAUD Sylvie</b>	1500	7500	15000
<b>CHAVAROT Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>COUHERT Florent</b>	500	1500	3750
<b>DEPLANCKE Sylvain</b>	500	1500	3750
<b>DIMPRE Mathieu</b>	1000	3750	7500
<b>DUFFOUR Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>EGUENTA Johan</b>	1000	3750	7500
<b>ELSENHOHN Didier</b>	500	1500	3750
<b>FRACHET Nicolas</b>	500	1500	3750
<b>GARCIA Frederic</b>	500	1500	3750
<b>GRAS Jonathan</b>	500	1500	3750
<b>GUICHARD Loic</b>	500	1500	3750
<b>HERBET Guillaume</b>	500	1500	3750
<b>HOCHART Claire</b>	1000	3750	7500
<b>HORNY Pierre-Alain</b>	500	1500	3750
<b>HUGEDET Elise</b>	500	1500	3750
<b>KENDY Adil</b>	1000	3750	7500
<b>LANGEVILLIER Mathias</b>	500	1500	3750
<b>LECLERCQ Anthony</b>	500	1500	3750
<b>LINARD Pascal</b>	500	1500	3750
<b>LOREAU Benjamin</b>	500	1500	3750
<b>MAGNAN Christophe</b>	1000	3750	7500
<b>MANFREDINI Aude</b>	1000	3750	7500
<b>MARIANI Alan</b>	500	1500	3750
<b>MOISAN Christine</b>	1000	3750	7500
<b>MONTES Jerome</b>	1000	3750	7500
<b>MOUSSAOUI Nacer</b>	500	1500	3750
<b>NOLY Jean-Claude</b>	1000	3750	7500
<b>NOUIRA Franck</b>	1000	3750	7500
<b>PALACIOS Sandra</b>	500	1500	3750

<b>PIERRE Romain</b>	500	1500	3750
<b>REYNAUD Eric</b>	1500	7500	15000
<b>RIFFAUT Soizic</b>	500	1500	3750
<b>ROUX Guillaume</b>	1000	3750	7500
<b>SOULIER Christophe</b>	1000	3750	7500

**Annexe VIII à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional HAAN Philippe**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>DELESTREES Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>CHENELAT Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>D'EYSSAUTIER Nathalie</b>	1000	3750	7500
<b>DECROLY Elise</b>	1500	7500	15000
<b>KRIEGER Bertrand</b>	1000	3750	7500
<b>CALVIGNAC JUILLARD Aude</b>	1500	7500	15000
<b>PELLETIER Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>ROLLIN Dominique</b>	500	1500	3750
<b>VALLA Anne</b>	1500	7500	15000
<b>ALAIN Brigitte</b>	500	1500	3750
<b>ALARCON Odile</b>	1000	3750	7500
<b>ANCIAN Pascale</b>	500	1500	3750
<b>ARANDA Sergios</b>	1000	3750	7500
<b>AUGUSTO Natalia</b>	1500	7500	15000
<b>AUVAO Hilary</b>	500	1500	3750
<b>BAYLE Sophie</b>	1000	3750	7500
<b>BEKHEDDA Houari</b>	1500	7500	15000
<b>BELLEPEAU Stephane</b>	1000	3750	7500
<b>BERTHON Jean-Philippe</b>	500	1500	3750
<b>BEURET Elyane</b>	1000	3750	7500
<b>BONEZIA Luc</b>	1500	7500	15000
<b>BONEZIA Agnes</b>	500	1500	3750
<b>BOULIOU Jordane</b>	500	1500	3750
<b>BOURNEZ Pascal</b>	1000	3750	7500
<b>BRAUD Christine</b>	1000	3750	7500
<b>BUISSON MATHIOLAT Christian</b>	1000	3750	7500
<b>BUSIN Laurent</b>	1000	3750	7500
<b>CELLARIER Robin</b>	1000	3750	7500
<b>CHENET Myriam</b>	1000	3750	7500
<b>COLLIER Camille</b>	1000	3750	7500
<b>DE LASA Odile</b>	500	1500	3750
<b>DESORGERIS Flavie</b>	500	1500	3750
<b>DEVOLDER Wilhem</b>	1000	3750	7500
<b>DOEUVRE Jean-Francois</b>	1000	3750	7500
<b>DUMONT Marie-Claude</b>	1000	3750	7500

<b>FILLON Jean-Louis</b>	1500	7500	15000
<b>FORESTIER Denis</b>	1500	7500	15000
<b>FORTUNE Annie</b>	1000	3750	7500
<b>FRACHISSE Nicolas</b>	1000	3750	7500
<b>GALLON Elena</b>	500	1500	3750
<b>GAVA Cedric</b>	1000	3750	7500
<b>GIRARD CHAUDOT Marie-Christine</b>	1000	3750	7500
<b>GUILLET Aude</b>	1000	3750	7500
<b>GULLIER Yves</b>	1000	3750	7500
<b>HAAN Florine</b>	500	1500	3750
<b>HACHET Delphine</b>	1000	3750	7500
<b>HINNIGER Berangere</b>	1000	3750	7500
<b>JARACZEWSKI Sandrine</b>	1000	3750	7500
<b>JOURDAIN Nicolas</b>	1000	3750	7500
<b>JOUVENCEAU Christelle</b>	1000	3750	7500
<b>LEHEBEL Anne-Heloise</b>	1000	3750	7500
<b>LEONI Sandra</b>	1500	7500	15000
<b>MAIGNANT Gabrielle</b>	500	1500	3750
<b>MARY Pascale</b>	1000	3750	7500
<b>MARY Marc</b>	500	1500	3750
<b>MEDKOUR Salim</b>	1500	7500	15000
<b>MILLET Christine</b>	1500	7500	15000
<b>MORENO Bernadette</b>	500	1500	3750
<b>MUIC Martine</b>	500	1500	3750
<b>MUSCAT Chantal</b>	1000	3750	7500
<b>MUZARD Sandra</b>	1000	3750	7500
<b>PELLADEAU Jean</b>	1500	7500	15000
<b>PELLADEAU Ludivine</b>	1000	3750	7500
<b>PEREZ Christelle</b>	500	1500	3750
<b>PERMAL Sandra</b>	500	1500	3750
<b>PERRAUD Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>PONTVIANNE Michel</b>	1000	3750	7500
<b>RAULT Myriam</b>	1000	3750	7500
<b>REY Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>RIESCO Thierry</b>	1000	3750	7500
<b>ROQUES Myriam</b>	1000	3750	7500
<b>SCHAMM Julie</b>	1500	7500	15000
<b>TANTOT Robert</b>	1000	3750	7500
<b>THULLIER CLERENTIN Valerie</b>	1500	7500	15000
<b>TOUZET Jocelyne</b>	1000	3750	7500
<b>ALBIGET Isabelle</b>	500	1500	3750
<b>ATTARD Nathalie</b>	500	1500	3750
<b>AUGEREAU Didier</b>	1000	3750	7500

<b>BARRAT Celine</b>	500	1500	3750
<b>BASLE Damien</b>	1000	3750	7500
<b>BEAUDU Karen</b>	500	1500	3750
<b>BENSAID Boumediene</b>	500	1500	3750
<b>BERRY Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>BERTHET Estelle</b>	1500	7500	15000
<b>BEUN Camille</b>	500	1500	3750
<b>BEUN Nathalie</b>	500	1500	3750
<b>BOURGON Celine</b>	1500	7500	15000
<b>BRIOT Christine</b>	500	1500	3750
<b>CARRON Sonia</b>	500	1500	3750
<b>CHARY Franck</b>	1500	7500	15000
<b>CLOGIER Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>CORDIER David</b>	1000	3750	7500
<b>CREPET Frederic</b>	1500	7500	15000
<b>DELAIGUE Emmanuel</b>	1500	7500	15000
<b>DOMENACH Benoit</b>	1500	7500	15000
<b>DOS SANTOS GARCIA DEPINA Idaliciano</b>	500	1500	3750
<b>FAURE Stephane</b>	500	1500	3750
<b>FLORANGE Sylvie</b>	1000	3750	7500
<b>FLORANGE Noe</b>	500	1500	3750
<b>GREBOT Lionel</b>	1000	3750	7500
<b>HAMELIN Gerard</b>	1500	7500	15000
<b>HENG Evelyne</b>	1500	7500	15000
<b>KERVADEC Aline</b>	1500	7500	15000
<b>LEPRIVEY Christine</b>	500	1500	3750
<b>LONGERE Denis</b>	500	1500	3750
<b>MADIGNIER Arnaud</b>	1000	3750	7500
<b>MESKINE Mama</b>	1000	3750	7500
<b>MICHEL Jean-Baptiste</b>	500	1500	3750
<b>MORPAIN Arnaud</b>	500	1500	3750
<b>NARBONNE Roland</b>	500	1500	3750
<b>NAVARRO Marie-France</b>	1000	3750	7500
<b>NEVEUX Christophe</b>	500	1500	3750
<b>NORMAND Franck</b>	500	1500	3750
<b>OUAHNOUNA David</b>	500	1500	3750
<b>PALIER Laurence</b>	1000	3750	7500
<b>PAULET Serge</b>	1000	3750	7500
<b>PEREZ Bruno</b>	1000	3750	7500
<b>PLANARD Thierry</b>	1500	7500	15000
<b>POYET Lionnel</b>	500	1500	3750
<b>RAGALD Sullivan</b>	500	1500	3750
<b>ROCCAZ Mariette</b>	500	1500	3750

<b>ROCHON Emmanuelle</b>	1500	7500	15000
<b>ROS Jean-Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>ROY Maxime</b>	500	1500	3750
<b>SEIGNOL Lucie</b>	500	1500	3750
<b>VALENTE David</b>	1500	7500	15000
<b>VALLET Maxime</b>	500	1500	3750
<b>VANDERHEYDEN Sylvain</b>	1000	3750	7500
<b>BECKER Verguine</b>	500	1500	3750
<b>CICILIEN Christine</b>	1000	3750	7500
<b>DELENTE Olivier</b>	500	1500	3750
<b>DELGOVE Vincent</b>	1500	7500	15000
<b>DUMARTY Bertrand</b>	1000	3750	7500
<b>DUMARTY Anne-Laure</b>	1000	3750	7500
<b>GAY Sylvie</b>	1000	3750	7500
<b>JUBAN Elodie</b>	1000	3750	7500
<b>KADIC Asmir</b>	1500	7500	15000
<b>MEDUS Martine</b>	1000	3750	7500
<b>PAYS Valery</b>	1500	7500	15000
<b>PETRUCCI Agnes</b>	1000	3750	7500
<b>ROCHIS Magali</b>	1000	3750	7500
<b>BOUTALBI Yacine</b>	1500	7500	15000
<b>CHANEL Pascal</b>	1000	3750	7500
<b>CHAPUIS Pierre-Marie</b>	1000	3750	7500
<b>FARIA Fabrice</b>	1000	3750	7500
<b>FAUCHE Philippe</b>	1000	3750	7500
<b>FILIPPINI Carole</b>	1000	3750	7500
<b>LAYMAND Eric</b>	1000	3750	7500
<b>LE TOURNEUR DU BREUIL Bertrand</b>	500	1500	3750
<b>MENNILLO Ida</b>	1000	3750	7500
<b>MEYRAN Jean-Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>NEROT Isabelle</b>	1000	3750	7500
<b>SARSAR Mustapha</b>	1000	3750	7500
<b>VINDRY Joel</b>	1000	3750	7500
<b>CHAMARD Ariane</b>	1500	7500	15000
<b>DELUGIN Danielle</b>	1000	3750	7500
<b>LEUTARD Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>TRAINA Sylvain</b>	1500	7500	15000
<b>ALEND A Anne</b>	1500	7500	15000
<b>BAN YAMMOUH Chaib</b>	500	1500	3750
<b>BANCEL Christophe</b>	500	1500	3750
<b>BARNES Benjamin</b>	1500	7500	15000
<b>BERTHOL Sonny</b>	1000	3750	7500
<b>BOSSU Laurence</b>	500	1500	3750

<b>BRISTOT Rudy</b>	1500	7500	15000
<b>CHAIBRIANT Bruno</b>	1500	7500	15000
<b>CUNEY Romain</b>	500	1500	3750
<b>DELAVAUX Christophe</b>	1000	3750	7500
<b>DEVOILLE Christelle</b>	500	1500	3750
<b>EL BOUCHTY Adile</b>	500	1500	3750
<b>FLEURY Jerome</b>	500	1500	3750
<b>FONTAN Jean-Gabriel</b>	1000	3750	7500
<b>GILLES Christophe</b>	500	1500	3750
<b>GORRIAS Anne</b>	500	1500	3750
<b>GRENGUET Maud</b>	500	1500	3750
<b>GRIMONPONT Jerome</b>	1500	7500	15000
<b>GRIMONPONT Celia</b>	1500	7500	15000
<b>LOVET DURBET Sebastien</b>	1500	7500	15000
<b>MONIER Raphael</b>	500	1500	3750
<b>NERI Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>PALIER Jean-Paul</b>	500	1500	3750
<b>SEASSAU Adrien</b>	500	1500	3750
<b>SIMEON Romain</b>	1000	3750	7500
<b>SIMEON Karine</b>	500	1500	3750
<b>WEISS Julien</b>	500	1500	3750
<b>ANNOVAZZI Bertrand</b>	1000	3750	7500
<b>ARNOUD Bertrand</b>	500	1500	3750
<b>BERTRAND Marion</b>	1000	3750	7500
<b>BETKA Dalila</b>	500	1500	3750
<b>BOISSIER Angelique</b>	500	1500	3750
<b>CHOLVY Antoine</b>	1000	3750	7500
<b>COURTOIS Anthony</b>	500	1500	3750
<b>DEBREUVE Alexis</b>	1000	3750	7500
<b>DEPOMMIER Bruno</b>	1000	3750	7500
<b>ELIE Louis-Marie</b>	1500	7500	15000
<b>ELSENHOHN Valentin</b>	500	1500	3750
<b>FERNANDEZ Cynthia</b>	1000	3750	7500
<b>FRISON Vincent</b>	1000	3750	7500
<b>GALBOIS Anthony</b>	500	1500	3750
<b>HOUDRE Marion</b>	1000	3750	7500
<b>HUMBERT Lionel</b>	500	1500	3750
<b>KHAMMAR Adam</b>	500	1500	3750
<b>MOUNIER Laurent</b>	500	1500	3750
<b>MURNIEKS Joris</b>	500	1500	3750
<b>PICHOT Ludovic</b>	1500	7500	15000
<b>RAULT Fabienne</b>	1000	3750	7500
<b>ROUX Brigitte</b>	500	1500	3750

<b>SERVE Francois</b>	1000	3750	7500
<b>SIBILLE Jean-Christophe</b>	1000	3750	7500
<b>SIBILLE Jean-Michel</b>	1000	3750	7500
<b>SOULIER Christophe</b>	1500	7500	15000
<b>ANGELI Aurelie</b>	1000	3750	7500
<b>AUBERT Philippe</b>	1000	3750	7500
<b>BALLESTER Magali</b>	1000	3750	7500
<b>BARBE Brice</b>	1000	3750	7500
<b>BELROSE-HUYGHUES Roderick</b>	1000	3750	7500
<b>BOFFA Nathalie</b>	1000	3750	7500
<b>BONNARD Helene</b>	1500	7500	15000
<b>BOURGEOIS Mylene</b>	1000	3750	7500
<b>DAVAINE Florence</b>	1000	3750	7500
<b>DIMIER Sylvain</b>	1000	3750	7500
<b>DUMOULIN Christine</b>	1000	3750	7500
<b>DURUAL Daniel</b>	500	1500	3750
<b>FERMEAUX Melanie</b>	1500	7500	15000
<b>FERNANDEZ Alain</b>	1500	7500	15000
<b>GANTIEZ Mathilde</b>	1000	3750	7500
<b>GARCIA Chantal</b>	500	1500	3750
<b>GRANGERAC Laurent</b>	1000	3750	7500
<b>GROSFILLEY Laetitia</b>	1000	3750	7500
<b>GUERIN Natalia</b>	1000	3750	7500
<b>HAAS Marie</b>	1500	7500	15000
<b>HELARY Arnaud</b>	1000	3750	7500
<b>LABRUYERE Sylvie</b>	1000	3750	7500
<b>LANFREY Jacky</b>	500	1500	3750
<b>LEMAIRE Jean-Michel</b>	500	1500	3750
<b>LYONNET Margot</b>	1000	3750	7500
<b>MACAREZ David</b>	1500	7500	15000
<b>MALLET Francine</b>	500	1500	3750
<b>MALLET Sylvie</b>	1000	3750	7500
<b>MARGOTTIN Beatrice</b>	1000	3750	7500
<b>MURA David</b>	1000	3750	7500
<b>NADRCIC Madeleine</b>	1000	3750	7500
<b>PARET Antoine</b>	1000	3750	7500
<b>PARISI Guillaume</b>	1000	3750	7500
<b>PEREZ Thierry</b>	1000	3750	7500
<b>PILATO Jolan</b>	1000	3750	7500
<b>POURADIER-DUTEIL Catherine</b>	1000	3750	7500
<b>POYMIRO Stephanie</b>	1500	7500	15000
<b>PREBOST Emmanuel</b>	1000	3750	7500
<b>PUTZ Roger</b>	1000	3750	7500

<b>REY Anne</b>	1000	3750	7500
<b>SALIBA Marie-Christine</b>	1500	7500	15000
<b>SIKORA Dominique</b>	500	1500	3750
<b>TRILLAT Claire</b>	1000	3750	7500
<b>ANTHOUARD Philippe</b>	500	1500	3750
<b>BOURGES Daniel</b>	1000	3750	7500
<b>CADET Marie-Jose</b>	500	1500	3750
<b>CHARTIER Clement</b>	1000	3750	7500
<b>CRINON Dominique</b>	1000	3750	7500
<b>FOURET Julien</b>	1000	3750	7500
<b>GANTIEZ Laurence</b>	1500	7500	15000
<b>GELIFIER Isabelle</b>	500	1500	3750
<b>GIBERT Laurent</b>	1000	3750	7500
<b>GUENEAU Anne</b>	1500	7500	15000
<b>PIGNON Jean-Louis</b>	1000	3750	7500
<b>SAUREL Patrice</b>	1500	7500	15000
<b>THOMAS Pierre</b>	500	1500	3750
<b>THOMAS David</b>	1000	3750	7500
<b>VU Christiane</b>	1000	3750	7500
<b>AUGIER Gilles</b>	1500	7500	15000
<b>AVOUAC Rodolphe</b>	1000	3750	7500
<b>BENOIT Françoise</b>	1000	3750	7500
<b>BERTHOUD Nicolas</b>	500	1500	3750
<b>BILLOT Gael</b>	500	1500	3750
<b>BISSON HAMELIN Françoise</b>	1500	7500	15000
<b>BRUN Pierre-Augustin</b>	1000	3750	7500
<b>BRUNEEL Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>CHAVANAUD Sylvie</b>	1500	7500	15000
<b>CHAVAROT Pierre</b>	1500	7500	15000
<b>COUHERT Florent</b>	500	1500	3750
<b>DEPLANCKE Sylvain</b>	500	1500	3750
<b>DIMPRE Mathieu</b>	1000	3750	7500
<b>DUFFOUR Stephane</b>	1500	7500	15000
<b>EGUIENTA Johan</b>	1000	3750	7500
<b>ELSENHORN Didier</b>	500	1500	3750
<b>FRACHET Nicolas</b>	500	1500	3750
<b>GARCIA Frederic</b>	500	1500	3750
<b>GRAS Jonathan</b>	500	1500	3750
<b>GUICHARD Loic</b>	500	1500	3750
<b>HERBET Guillaume</b>	500	1500	3750
<b>HOCHART Claire</b>	1000	3750	7500
<b>HORNY Pierre-Alain</b>	500	1500	3750
<b>HUGEDET Elise</b>	500	1500	3750

<b>KENDY Adil</b>	1000	3750	7500
<b>LANGEVILLIER Mathias</b>	500	1500	3750
<b>LECLERCQ Anthony</b>	500	1500	3750
<b>LINARD Pascal</b>	500	1500	3750
<b>LOREAU Benjamin</b>	500	1500	3750
<b>MAGNAN Christophe</b>	1000	3750	7500
<b>MANFREDINI Aude</b>	1000	3750	7500
<b>MARIANI Alan</b>	500	1500	3750
<b>MOISAN Christine</b>	1000	3750	7500
<b>MONTES Jerome</b>	1000	3750	7500
<b>MOUSSAOUI Nacer</b>	500	1500	3750
<b>NOLY Jean-Claude</b>	1000	3750	7500
<b>NOUIRA Franck</b>	1000	3750	7500
<b>PALACIOS Sandra</b>	500	1500	3750
<b>PIERRE Romain</b>	500	1500	3750
<b>REYNAUD Eric</b>	1500	7500	15000
<b>RIFFAUT Soizic</b>	500	1500	3750
<b>ROUX Guillaume</b>	1000	3750	7500
<b>SOULIER Christophe</b>	1000	3750	7500



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

LYON, LE 3 JANV. 2022

*DR Lyon*  
6, RUE CHARLES BIENNIER  
69215 LYON  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : CHAFFANEL Arnaud  
Téléphone : 09 70 27 27 00  
Télécopie : 04 78 42 88 39  
Mél : [dr-lyon@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-lyon@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2022/1 du directeur régional à LYON portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à LYON dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et de manquement à l'obligation déclarative.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le décret 78-1297 du 28 décembre 1978 modifié relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions douanières ou relatives aux relations financières avec l'étranger ou d'infractions à l'obligation déclarative de l'argent liquide en provenance ou à destination d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État tiers à l'Union européenne.

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions

indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs de type procédure de règlement simplifié et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de délit douanier, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros ou sont illimités.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention douanière, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de manquement à l'obligation déclarative, et pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de délit douanier, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VII.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéro de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à LYON, les transactions simplifiées 406 en matière de contravention douanière, et pour les montants d'amende, de droits et taxes ainsi que de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe VIII.

Article 9 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur interrégional  
ORIGINAL SIGNE  
*HAAN Philippe*

Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional  
*HAAN Philippe*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
--	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional  
HAAN Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
--	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional  
HAAN Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
---	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglemations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional  
HAAN Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 35471	3000	10000	15000
Matricule 35479	3000	10000	15000
Matricule 35618	3000	10000	15000
Matricule 35656	10000	25000	30000
Matricule 35751	3000	10000	15000
Matricule 35853	3000	10000	15000
Matricule 35857	3000	10000	15000
Matricule 35985	10000	25000	30000
Matricule 36636	10000	25000	30000
Matricule 36673	1500	2000	7500
Matricule 37073	3000	10000	15000
Matricule 37090	3000	10000	15000
Matricule 37117	3000	10000	15000
Matricule 37265	10000	25000	30000
Matricule 37475	3000	10000	15000
Matricule 37585	3000	10000	15000
Matricule 37880	3000	10000	15000
Matricule 37911	3000	10000	15000
Matricule 38600	1500	2000	7500
Matricule 38828	1500	2000	7500
Matricule 39083	3000	10000	15000
Matricule 39186	1500	2000	7500
Matricule 39419	5000	15000	25000
Matricule 39475	1500	2000	7500
Matricule 39575	3000	10000	15000
Matricule 39723	10000	25000	30000
Matricule 39755	1500	2000	7500
Matricule 39763	3000	10000	15000
Matricule 39767	3000	10000	15000

<b>Matricule 39805</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 39870</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 39947</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 40045</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 40104</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 40195</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 40218</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 40270</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 40391</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 40473</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 40479</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 40512</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 40739</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 40777</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 40812</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 40813</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 40823</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 41045</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 41067</b>	15000	50000	60000
<b>Matricule 41081</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 41175</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 41489</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 41805</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 41896</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 41932</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 42227</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 42288</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 42296</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 42531</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 42590</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 42932</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 43085</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 43255</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 43281</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 43491</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 43507</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 43563</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 43569</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 43599</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 44007</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 44189</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 44199</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 44393</b>	5000	15000	25000

<b>Matricule 44405</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 44433</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 44510</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 44599</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 44623</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 44665</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 44715</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 44721</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 44854</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 44896</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 44941</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 45046</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 45138</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 45186</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 45265</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 45326</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 45443</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 45447</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 45586</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 45601</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 45649</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 45941</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 45979</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 45983</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 45985</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 46099</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 46341</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 46434</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 46439</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 46443</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 46555</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 46645</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 46746</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 46798</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 46967</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 47123</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 47131</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 47145</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 47287</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 47291</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 50046</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50109</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50112</b>	3000	10000	15000

<b>Matricule 50147</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50177</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 50189</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50191</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50233</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50264</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 50269</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50594</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50610</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50614</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 50686</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 50708</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50770</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 50818</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50874</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 50987</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 51030</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 51074</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 51110</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 51160</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 51206</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 51358</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 51536</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 51550</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 51590</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 51628</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 51734</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 51744</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 51748</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 51778</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 51909</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 51913</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 51951</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 51957</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 52084</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 52121</b>	15000	50000	60000
<b>Matricule 52195</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 52320</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 52410</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 52418</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 52538</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 52791</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 52996</b>	5000	15000	25000

<b>Matricule 53060</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 53180</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 53200</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 53279</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 53294</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 53315</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 53399</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 53510</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 53512</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 53526</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 53642</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 53644</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 53675</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 53704</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 53743</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 53744</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 53886</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 53917</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 53994</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 54100</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 54101</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 54113</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 54195</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 54273</b>	15000	50000	60000
<b>Matricule 54290</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 54315</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 54422</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 54430</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 54450</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 54498</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 54499</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 54529</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 54661</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 54687</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 54719</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 54819</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 54838</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 55184</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 55432</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 55475</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 55490</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 55780</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 55830</b>	3000	10000	15000

<b>Matricule 55921</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 56055</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 56064</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 56108</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 56173</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 56179</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 56204</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 56238</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 56273</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 56328</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 56360</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 56411</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 56458</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 56481</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 56486</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 56520</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 56635</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 56636</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 56728</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 56866</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57057</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 57058</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57172</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57289</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 57324</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57356</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 57410</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57440</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57465</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57470</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 57481</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57493</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 57508</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57597</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57608</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57720</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57744</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 57765</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 57828</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 57858</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 57866</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 57878</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 57898</b>	1500	2000	7500

<b>Matricule 57968</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 58113</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 58173</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 58236</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 58239</b>	illimité	100000	250000
<b>Matricule 58536</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 58550</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 58602</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 58610</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 58701</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 58707</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 58746</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 58848</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 58954</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 59001</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59009</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59098</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59170</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59184</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59189</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59309</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59336</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59398</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59416</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 59454</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 59506</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59643</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59651</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 59781</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 60077</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 60178</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 60188</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 60237</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 60254</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 60273</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 60328</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 60339</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 60357</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 60427</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 60431</b>	10000	25000	30000
<b>Matricule 60676</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 60688</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 60724</b>	3000	10000	15000

<b>Matricule 60788</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 60880</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 61029</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 61087</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 61262</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 61327</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 61432</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 61550</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 61556</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 61604</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 61788</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 61865</b>	5000	15000	25000
<b>Matricule 61891</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 62154</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 62254</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 62278</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 62328</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 62464</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 62604</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 62682</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 62728</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 62797</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 62817</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 62835</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 62853</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 62979</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63189</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63317</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 63417</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63421</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63480</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63558</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63585</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63600</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63732</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63748</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63890</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 63972</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 64170</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 64306</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 64333</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 64356</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 64398</b>	3000	10000	15000

<b>Matricule 64405</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 64530</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 64561</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 64570</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 64699</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 64752</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 64796</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 64912</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 65034</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 65058</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 65076</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 65096</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 65326</b>	3000	10000	15000
<b>Matricule 65486</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 65540</b>	1500	2000	7500
<b>Matricule 90332</b>	illimité	100000	250000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional  
HAAN Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

### Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature

La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

#### **En matière de manquement à l'obligation déclarative : transaction « 420 D », « 420 », « 421 »**

Chèques, effets de commerce... : *Affaires portant sur des chèques de tous types, lettres de crédit et autres effets de commerce dont le montant n'excède pas*

Montant des billets, pièces... : *Affaires portant sur des billets de banque et des pièces de monnaie, des valeurs mobilières et autres titres négociables au porteur dont le montant n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Chèques, effets de commerce...	Montant des billets, pièces...
---	--------------------------------	--------------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de manquement à l'obligation déclarative, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional  
HAAN Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En délit douanier : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
Matricule 35479	1000	3750	7500
Matricule 35618	1000	3750	7500
Matricule 35656	1500	7500	15000
Matricule 35751	1000	3750	7500
Matricule 35853	1000	3750	7500
Matricule 35985	1500	7500	15000
Matricule 36636	1500	7500	15000
Matricule 37073	1000	3750	7500
Matricule 37090	1000	3750	7500
Matricule 37117	1000	3750	7500
Matricule 37265	1500	7500	15000
Matricule 37475	1000	3750	7500
Matricule 37880	1000	3750	7500
Matricule 37911	1000	3750	7500
Matricule 38600	500	1500	3750
Matricule 38828	500	1500	3750
Matricule 39186	500	1500	3750
Matricule 39419	1500	7500	15000
Matricule 39475	500	1500	3750
Matricule 39575	1000	3750	7500
Matricule 39723	1500	7500	15000
Matricule 39755	500	1500	3750
Matricule 39763	1000	3750	7500
Matricule 39767	1000	3750	7500
Matricule 39870	1500	7500	15000
Matricule 39947	500	1500	3750
Matricule 40045	1000	3750	7500
Matricule 40104	1000	3750	7500
Matricule 40195	1000	3750	7500
Matricule 40218	500	1500	3750

<b>Matricule 40270</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 40391</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 40473</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 40479</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 40512</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 40739</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 40777</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 40812</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 40823</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 41067</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41081</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 41489</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 41805</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 41896</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 41932</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 42227</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42590</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 42932</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 43085</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43281</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 43491</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43507</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 43563</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 43569</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 43599</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 44007</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44189</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 44199</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 44405</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 44433</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 44510</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44599</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 44665</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 44715</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44721</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 44854</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 44896</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 44941</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45046</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45138</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45186</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 45265</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 45326</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 45443</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 45447</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45586</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 45601</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 45649</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 45941</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 45979</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 45983</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 45985</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 46341</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46434</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 46439</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 46443</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 46746</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 46798</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47131</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 47287</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 47291</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50046</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50109</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50112</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50147</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50177</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 50189</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50191</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50233</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50264</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 50594</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50610</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50614</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50686</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 50708</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50770</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 50818</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50874</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 50987</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 51030</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 51074</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51110</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51160</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 51206</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51358</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 51536</b>	1500	7500	15000

<b>Matricule 51550</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 51590</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51628</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 51734</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51744</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 51748</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 51778</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 51951</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 51957</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 52084</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 52121</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52195</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 52320</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 52410</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 52418</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52538</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 52791</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 52996</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53060</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 53180</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53200</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 53279</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53294</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53315</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53510</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 53512</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53526</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 53642</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 53644</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 53675</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 53704</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 53743</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53744</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 53886</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 53917</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 53994</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 54100</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54113</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 54195</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54273</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54290</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 54315</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 54422</b>	500	1500	3750

<b>Matricule 54430</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 54450</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 54498</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54499</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 54719</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 54838</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 55184</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 55432</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 55475</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 55490</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 55780</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 55921</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56055</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56064</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 56108</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56173</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 56238</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 56273</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 56328</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 56360</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 56458</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 56481</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 56486</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 56520</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 56635</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 56636</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 56728</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 56866</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57057</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57058</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57289</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57324</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57356</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 57410</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57440</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57470</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57481</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57493</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 57508</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57608</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57720</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57744</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 57828</b>	500	1500	3750

<b>Matricule 57858</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 57866</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 57878</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 57898</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 57968</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 58113</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 58173</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58236</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 58239</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 58536</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 58550</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 58610</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 58701</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 58707</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 58746</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 58848</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 58954</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59009</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59098</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59170</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59184</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59189</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59309</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59336</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59398</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59416</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 59454</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 59506</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59643</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59651</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 59781</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60178</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 60188</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 60237</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 60254</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 60273</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 60328</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 60339</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 60357</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 60427</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 60431</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60688</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 60724</b>	1000	3750	7500

<b>Matricule 60788</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 60880</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 61087</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61262</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 61327</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 61432</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 61550</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 61556</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 61604</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 61788</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 61865</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 61891</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 62154</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 62254</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 62278</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 62328</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 62464</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 62604</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 62682</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 62728</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 62797</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 62835</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 62853</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 62979</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 63189</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 63317</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 63421</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 63480</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 63558</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 63600</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 63732</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 63748</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 63890</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 63972</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 64170</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 64306</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 64333</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 64356</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 64398</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 64530</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 64561</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 64570</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 64699</b>	500	1500	3750

<b>Matricule 64752</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 64796</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 64912</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 65034</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 65058</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 65076</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 65096</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 65326</b>	1000	3750	7500
<b>Matricule 65540</b>	500	1500	3750
<b>Matricule 90332</b>	1500	7500	15000

Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2022/1 du 3 janv. 2022 du directeur régional  
**HAAN Philippe**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En contravention douanière : transaction simplifiée « 406 »**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
---	---------------------	-------------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contravention douanière, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

84\_DREAL\_Direction régionale de  
l'environnement, de l'aménagement et du  
logement d'Auvergne-Rhône-Alpes

69-2021-12-20-00017

Transport et utilisation de spécimens morts  
d'espèces animales protégées (chiroptères)



# PRÉFET DU RHÔNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

Lyon, le 20 décembre 2021

**Arrêté n°  
portant dérogation aux dispositions de l'article L.411-1 du code de l'environnement pour :  
transport et utilisation de spécimens morts d'espèces animales protégées (chiroptères)**

**Bénéficiaire : INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE (INSERM) -  
DELEGATION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES  
ET DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE

Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.163-5, L.411-1, L.411-1A, L.411-2 et R.411-1 à R.411-14 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

**VU** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté préfectoral N° 69-2020-05-14-001 du 14 mai 2020 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes dans le ressort du département du Rhône ;

**VU** l'arrêté préfectoral N°DREAL-SG-2021-39/69 du 19 octobre 2021 portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes pour les compétences générales et techniques pour le département du Rhône ;

**VU** les lignes directrices du 30 octobre 2017 précisant la nature des décisions individuelles, notamment dans le cadre des dérogations à la protection des espèces, soumises ou non à participation du public, au vu de leur incidence sur la protection de l'environnement, dans l'ensemble des départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

**VU** la demande de dérogation pour le transport et l'utilisation de spécimens morts d'espèces animales protégées déposée le 07 décembre 2021 par l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) – Délégation régionale Auvergne-Rhône-Alpes ;

**VU** le projet d'arrêté transmis le 14 décembre 2021 au pétitionnaire, et la réponse du même jour ;

**CONSIDÉRANT** que la présente demande est déposée dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques, et à des fins de recherche et d'éducation (recherche en virologie sur la relation virus - chauves-souris) ;

**CONSIDÉRANT** qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante ;

**CONSIDÉRANT** que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des prescriptions mises en œuvre, telles que détaillées ci-après (article 2) ;

**CONSIDÉRANT** que les personnes à habilitier disposent de la compétence pour la mise en œuvre des opérations considérées ;

**SUR** proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

## ARRÊTÉ

### ARTICLE 1 : Bénéficiaire de l'autorisation et objet

Dans le cadre de ses actions de recherches médicales portant sur l'interaction entre les virus et les chauves-souris, l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) – Délégation régionale Auvergne-Rhône-Alpes dont le siège social est situé à BRON (69675 – 95 Boulevard Pinel) est autorisé à pratiquer le transport et l'utilisation de spécimens morts d'espèces animales protégées, dans le cadre défini aux articles 2 et suivants du présent arrêté.

TRANSPORT ET UTILISATION D'ESPÈCES ANIMALES PROTÉGÉES :	
Espèces ou groupes d'espèces visés, nombre et sexe le cas échéant	
<b>MAMMIFERES</b>	
Pipistrelle commune ( <i>Pipistrellus pipistrellus</i> )	1-2 spécimens morts
Rhinolophe ( <i>Rhinolophus sp</i> )	1-2 spécimens morts
Minioptère de Schreibers ( <i>Miniopterus schreibersii</i> )	1-2 spécimens morts

### ARTICLE 2 : Prescriptions techniques

Lieu d'intervention (transport et utilisation) : département du Rhône

Les activités de recherche sont menées au Centre International de Recherche en Infectiologie (CIRI) – Équipe Immunobiologie des Infections Virales (IBIV) – 21 avenue Tony Garnier – 69007 LYON.

#### Protocole :

Les recherches en virologie sur la relation virus-chauve-souris requièrent des cadavres de chauves-souris mortes depuis moins de 24 heures de causes naturelles ou accidentelles (par collisions notamment).

Les prélèvements réalisés dans le département du Rhône sont strictement limités à ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif recherché (voir article 1).

#### Modalités :

##### • Transport

Monsieur Olivier Reynard, Ingénieur de recherche à l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM), Docteur en biologie et titulaire d'une habilitation expérimentation animale de niveau 1, assure le transport des spécimens morts d'espèces animales protégées à étudier à 4°C dans une biojarre avec double emballage, entre le lieu de récolte et le lieu de réalisation des recherches, situé au Centre International de Recherche en Infectiologie (CIRI), sur la commune de LYON.

##### • Utilisation

Des biopsies (poumon et rein) sont réalisées dans le laboratoire du Centre International de Recherche en Infectiologie (CIRI) de niveau 2, pour isoler des cellules et les mettre en culture pour générer des lignées cellulaires disponibles pour la communauté scientifique nationale.

Les personnes habilitées portent les équipements de protection individuels requis, notamment : blouse spécifique L2, 2 paires de gants, lunette et masque FFP2 et appliquent les procédures en cours en laboratoire de niveau 2 (L2).

Les spécimens utilisés sont traités immédiatement à réception afin de maximiser les chances d'isoler des cellules encore vivantes et seules des cellules et des biopsies en formol sont conservées de façon permanente.

Suite aux prélèvements, les cadavres sont conservés 2 mois à -80°C dans un double emballage, pour réaliser des contrôles supplémentaires si nécessaires, puis éliminés en incinération via la filiale Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

### **ARTICLE 3 : Personnes à habiliter**

Les personnes habilitées pour réaliser les opérations sont :

- Docteur Branka Horvat MD, PhD, Directrice du laboratoire, DR INSERM,
- Docteur Olivier Reynard, PhD, Ingénieur de recherche INSERM,
- Docteur Mathieu Lampietro, Chargé de recherche INSERM,
- Valérie Favède, Ingénieur d'études INSERM.

Elles sont porteuses de la présente autorisation lors des opérations visées, et sont tenues de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de l'environnement.

### **ARTICLE 4 : Durée de validité de l'autorisation**

Cette autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2022.

### **ARTICLE 5 : Mise à disposition des données**

Le bénéficiaire met ses données d'observation d'espèces à disposition de la DREAL dans les conditions définies par le système d'information sur la nature et les paysages, notamment en ce qui concerne les règles de dépôt, de format de données et de fichiers applicables aux métadonnées et données élémentaire d'échange relatives aux occurrences d'observation d'espèces.

Le bénéficiaire adresse à la DREAL et à la DDT, dans les trois mois après la fin de l'opération, un rapport sur la mise en œuvre de la dérogation. Ce rapport comprend :

- les dates et les lieux par commune des opérations ;
- le nombre de spécimens ramassés de chaque espèce, le sexe lorsque ce dernier est déterminable ;
- le nombre d'animaux non visés dans la dérogation et néanmoins ramassés au cours des opérations.

### **ARTICLE 6 : Autres législations et réglementation**

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération susmentionnée et du respect des autres dispositions législatives et réglementaires susceptibles d'être applicables sur les espaces protégés du territoire d'étude.

### **ARTICLE 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication ou sa notification :

- par la voie d'un recours administratif. L'absence de réponse dans le délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent,
- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent,
- par l'application information « télérecours citoyens » accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

## **ARTICLE 8 : Exécution**

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et Monsieur le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Pour le Préfet et par délégation,  
la Cheffe du Service Eau, Hydroélectricité et Nature

SIGNE

Marie-Hélène GRAVIER